REVUE DE PARIS

REVUE DE PARIS

QUARANTE-CINQUIÈME ANNÉE

TOME PREMIER

Janvier-Février 1938

PARIS
BUREAUX DE LA REVUE DE PARIS
114, AVENUE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 114

1938

P.
PA
LO
LÉ
CO
JE
AI
LO
A.
CO
AI

4

PERIODICAL ROOM
GENERAL LIBRARY
UNIV. OF MICH.

JAN 14 1938

REVUE DE PARIS

1er JANVIER 1938

P.-E. FLANDIN	*Prévisions politiques pour 1938.*	5
PAUL MORAND	*Malthus ou du Contingentement*	17
LOUIS FRANCIS	*Hassan.* — II	36
LÉON TOLSTOÏ	*Journal intime (1910)*	59
CONSTANTIN DE GRUNEWALD	*Yougoslavie*.	82
JEAN FONTENOY	*L'Américaine et Pi*	108
ADRIEN DANSETTE	*La Naissance du Boulangisme*.	143
LOUIS ROUGIER	*Retour au Libéralisme*	179
A. ALBERT-PETIT	*L'Histoire*	198
COMTE D'ARSCHOT	*L'Institut Butantan*	213
ALBERT FLAMENT	*Tableaux de Paris et de Londres*	221

LA LIVRAISON DE 240 PAGES : 7 Fr. 50

45e ANNÉE *NUMÉRO 1*

La REVUE DE PARIS *publiera en 1938*:

Don Juan aux mains vides
par Marc CHADOURNE.

Solitude
par Raymonde VINCENT.

La Jeune Anglaise
par Ignace LEGRAND.

Sylvie
par Roger VERCEL.

Terre Natale
par Marcel ARLAND.

Les Frères ennemis
par Jean DE LA VARENDE.

Rose de Dix Mille
par Alexandre ARNOUX.

Comme un Voleur
par André THÉRIVE.

Les Années
par Virginia WOOLF.

La Leçon des Faits
par Somerset MAUGHAM.

Une Peine perdue
par Jacques CHENEVIÈRE.

des romans et nouvelles de MM. Roger Martin du Gard, Jean Giraudoux, Jules Romains, Paul Morand, Georges Duhamel, Francis Carco, Guy de Pourtalès, H. de Montherlant, Jean Giono, Bertrand de La Salle, R. de Traz, Daniel-Rops, A. Lunel, Georges Simenon, Jean Fontenoy, Jean Martet, Pierre Lièvre, Charles Plisnier, Félix de Chazournes, Louis Francis, Louis Bromfield, Sophie Kossak-Szczucka, P.-G. Wodehouse, Erskine Caldwell.

Souvenirs (*suite*)
de Marie DE CHAMBRUN.

Souvenirs inédits
du Comte DE FELS.

Terre de l'amitié
par Jacques CHARDONNE.

Les Pas ont chanté
par Alphonse DE CHATEAUBRIANT.

L'Homme difficile
par Hugo DE HOFFMANNSTHAL.
adapté par Paul GÉRALDY.

Le Corsaire
par Marcel ACHARD.

Lettres inédites
d'Anatole FRANCE, de MÉRIMÉE, de LAMARTINE, de BALZAC, de SAINTE-BEUVE.

des études littéraires, des essais, de MM. Paul Valéry, Paul Claudel, Jacques de Lacretelle, André Gide, André Maurois, A. Monglond, Julien Benda, Robert Brasillach, Gérard Bauër, André Beucler, Jean Aubry, Bernard Fay, Léon Pierre-Quint, Jean Cassou, André Pierre, Carl Burckhardt, Philippe Soupault, Paul Chauveau, Marcel Thiébaut.

Francis Jammes
par Maurice MARTIN DU GARD.

Maurice Barrès
par Ramon FERNANDEZ.

Hoffmannsthal
par Edmond JALOUX.

Arnim
par Albert BÉGUIN.

Charles-Louis Philippe
par Georges POUPET.

Racine
par André ROUSSEAUX.

James Barrie
par Maurice LANOIRE.

Jakob Wassermann
par Maurice MURET.

Rainer-Maria Rilke
par Maurice BETZ.

Vingt-cinq ans de poésie française, par René LALOU.

General
Harr (P)

PRÉVISIONS POLITIQUES POUR 1938

L'année 1937 est terminée. Sous quels auspices s'ouvre, en France, l'année politique 1938 ? C'est ce que je me propose d'examiner. Je le ferai en toute objectivité.

Récemment, au cours du rapide débat qui, à la Chambre des députés, a accompagné le vote accéléré du budget, M. Georges Bonnet se plaignait de trop d'articles et de trop de discours consacrés aux finances publiques. Il invoquait l'exemple de l'Angleterre où les questions de trésorerie ne sont, pour ainsi dire, jamais débattues devant le Parlement. Il est exact que les discussions sur les difficultés de trésorerie sont à peu près inconnues dans l'histoire financière en Angleterre. Mais c'est probablement parce que la Trésorerie britannique n'a pas de difficultés et que le public peut s'en rendre compte, grâce au mécanisme de l'adjudication hebdomadaire des Bons du Trésor. C'est aussi parce qu'il est très rare que les techniciens de la Trésorerie à Londres se soient trompés dans leurs estimations, alors que, depuis au moins six ans, ceux de la rue de Rivoli ont toujours présenté en équilibre des budgets qui ne l'étaient pas, et fourni au contrôle parlementaire des échéanciers que les faits ont dépassés.

Lorsque les efforts de M. Georges Bonnet qui, ayant accompli une œuvre utile au Ministère des Finances mérite de la continuer, auront abouti à doter la France d'une armature financière aussi solide que celle de l'Angleterre, il n'aura pas à redouter les « controverses dommageables au crédit public ».

Au surplus, comme le remarquait très justement M. Paul Reynaud, les faits se chargent de départager les contradicteurs. Et s'il arrive à certains hommes de rencontrer dans l'opinion une créance spéciale, c'est peut-être que leurs prévisions ont déjà subi victorieusement l'épreuve des faits.

*
* *

Il n'est pas téméraire d'annoncer que 1938 sera encore une année de grandes difficultés financières. Le ministre des Finances a pourtant affirmé à la Chambre que son budget ordinaire était en équilibre et que ses besoins de trésorerie, qui ne dépasseraient pas pour l'exercice prochain 26 milliards, seraient aisément couverts, grâce aux disponibilités d'une épargne confiante et sans doute prospère. Nul n'est mieux qualifié que notre grand argentier, qui est en même temps ministre de l'Économie Nationale, pour apprécier la situation financière et la situation économique. Ses chiffres ont été contestés par M. Paul Reynaud, qui avait évalué à 45 milliards les besoins de la trésorerie à couvrir par l'emprunt en 1938. J'avais moi-même indiqué, dans un article paru dans *le Capital*, que le volume des emprunts à émettre en 1938 approcherait 35 milliards. Quand il s'agit de prévisions, il est naturel qu'une appréciation plus ou moins optimiste des probabilités conduise à des résultats différents ; et il est encore plus naturel que le ministre des Finances, auquel incombe la lourde tâche de défendre le crédit public, fasse preuve du maximum d'optimisme.

Sur un point, au moins, M. Georges Bonnet et M. Paul Reynaud ont semblé d'accord : c'est que l'équilibre des finances publiques dépendrait finalement de la reprise d'une activité économique normale.

Le problème financier trouverait, en effet, plus facilement une solution si la matière imposable se développait et si des capitaux neufs abondants se formaient grâce au rendement productif des entreprises.

Est-ce probable ? La réponse à cette question dépend d'une analyse des équilibres nécessaires à la santé économique du pays.

Il y a d'abord l'équilibre de la rémunération du travail et de celle du capital, ou si l'on préfère, du salaire et du profit. C'est cet équilibre-là qui commande la production des denrées ou objets de consommation immédiate, et celle du matériel d'investissement.

Dans notre civilisation évoluée, la production de bâtiments, de maisons d'habitation, de machines, joue un rôle équivalant à la production des denrées ou objets de consommation courante. Si on développe la capacité de consommation en denrées ou objets, en négligeant la capacité d'investissement, rien n'est accompli, au contraire, pour la santé économique du pays.

Or, pour qu'il y ait dépense d'investissement, il faut qu'il y ait formation de capitaux. L'augmentation des salaires développe les consommations immédiates. L'amenuisement du profit rétrécit la production d'investissement, que cet investissement soit d'ordre public ou d'ordre privé. Car l'impôt ou l'emprunt public qui alimente les dépenses d'investissement des collectivités n'a qu'une faible source dans le salaire et une source beaucoup plus abondante dans le profit.

Il y a ensuite l'équilibre des rémunérations des différentes catégories de producteurs de denrées, de marchandises ou de services. Ce n'est pas que ces rémunérations doivent être proportionnellement constantes. Mais elles ne doivent varier, dans le temps, qu'avec une extrême lenteur. Car si tout à coup la capacité d'échange du producteur agricole, ou celle de l'ouvrier, ou celle du fonctionnaire change brusquement en plus ou en moins, le déséquilibre de la production et de la consommation s'accentue et se traduit ici par une surproduction de denrées, là par une sous-production d'objets fabriqués, et là encore par une sous-consommation à la fois de denrées et d'objets.

Dans une époque comme celle-ci, où l'instabilité des prix de revient et des prix de vente, qui dépendent des salaires et des profits, est telle, que l'on voit tout à coup varier de 20 ou 25 p. 100, en quelques mois, le pouvoir d'échange de telle ou telle catégorie de producteurs, on ne peut dire qu'il existe une base sérieuse pour une reprise économique qui postule,

peut-être, avant toute autre chose, la stabilité dans le mouvement.

L'observation des faits démontre que, pour le moment, nous allons à une recrudescence du chômage et à une inquiétante régression du volume d'affaires. De toutes parts, à l'exception des industries alimentées par les commandes de l'État, il n'est question que de diminution des heures de travail, de congédiement de personnel, d'absence de commandes sur les carnets.

L'augmentation des prix de revient qui, en dépit des commissions de surveillance des prix, agit sur les prix de vente, combinée avec la réduction du revenu général de la collectivité, conséquence de la dévaluation monétaire, rétrécit peu à peu le marché intérieur des échanges. Quant au marché extérieur, celui du moins qui est abordable pour nos exportateurs, il ne s'est pas élargi, comme on aurait pu l'espérer, à la suite d'une dévaluation de 50 p. 100 de notre monnaie, parce que les prix de fabrication en France ont augmenté sensiblement dans la même proportion que notre franc se dévalorisait.

*
* *

Le Gouvernement s'est, à juste titre, préoccupé de cette situation. Par le décret-loi du 25 août 1937, il avait institué un Comité chargé d'étudier les conditions actuelles de la production française et de proposer, compte tenu de la législation en vigueur, toutes les mesures propres à améliorer cette production.

Le Comité d'enquête sur la production vient justement de déposer entre les mains du Gouvernement son rapport général, qui a été publié au *Journal Officiel* du 16 décembre 1937.

Il est intéressant de constater que, dans sa conclusion, le rapport général tient à souligner l'importance de l'effort qui incombe à l'économie nationale pour relever la production au niveau que, dit-il, il est indispensable d'atteindre.

« Alors que, est-il écrit dans le rapport, l'indice de la production a, dans les pays voisins, rejoint le chiffre de 1929 (Belgique, Italie, Pays-Bas) ou même dépassé ce chiffre (de

19 p. 100 en Allemagne, de 25 p. 100 en Angleterre, de 45 p. 100 en Suède), l'indice français est encore inférieur de plus de 25 p. 100 à celui de 1929.

» Par rapport à cette même année, les charges publiques budgétaires et extra-budgétaires se sont lourdement aggravées (plus de 100 milliards au lieu de 75), en même temps que les salaires horaires des travailleurs de l'industrie ont augmenté, par rapport à 1929, dans une proportion importante. »

On sera peut-être étonné que, s'étant exprimé aussi nettement sur le mal à guérir, les docteurs du Comité d'enquête sur la production aient ordonné des remèdes qui, à première vue, semblent relever de l'homéopathie plus que d'une thérapeutique vigoureuse.

La faute en est sans doute aux divergences qui se sont manifestées plus encore au sein des Comités spéciaux qu'au sein du Comité central, entre les délégués des organisations patronales et ouvrières.

Ces divergences ont eu leur écho au Parlement et il faut recommander à ceux qu'intéresse l'évolution de la politique française une lecture attentive des récents discours prononcés à la Chambre des députés par le très distingué président du groupe parlementaire socialiste (S.F.I.O.), M. Serol.

On y trouvera, en effet, de précieuses indications sur l'orientation probable de la politique dans cette nouvelle année.

Après l'échec, maintenant indiscutable et presque indiscuté, de la politique financière et économique du Gouvernement de Front populaire à direction socialiste, le parti socialiste, tout en prêtant au Gouvernement de Front populaire à direction radicale un appui loyal, n'a pas cessé de croire à l'insuccès de la politique de M. Georges Bonnet. Lorsque M. Vincent Auriol, alors ministre des Finances, réclamait les pleins pouvoirs, il les demandait en vue d'appliquer des réformes de structure. La pensée socialiste, étroitement apparentée sur ce point avec la pensée syndicaliste de la Confédération Générale du Travail, n'a pas changé depuis. Elle veut retenir dans les causes de la crise persistante des finances publiques et de l'économie nationale, et dans les remèdes susceptibles de les guérir, ceux qui correspondent aux réformes de structure,

proposées par les chefs socialistes et syndicalistes en juin 1937, et momentanément ajournées.

Le Comité d'enquête sur la production a recommandé diverses mesures intéressant l'outillage, le crédit, l'organisation professionnelle et technique, la main-d'œuvre, le régime du travail, les débouchés et les charges fiscales des entreprises. De tout cela, le parti socialiste et la C. G. T. veulent avant tout retenir ce qui concerne l'outillage et le crédit.

Dans un discours qui est apparu à beaucoup comme préélectoral, M. Serol a voulu, en effet, faire porter la responsabilité du marasme économique dans lequel nous nous débattons à la classe patronale, qui n'aurait pas su adapter l'outillage et la technique de la production au progrès social résultant du nouveau régime du travail. Et, prévoyant l'objection qu'une modernisation des techniques, qu'un renouvellement de l'outillage exigent de gros investissements de capitaux neufs, il a dénoncé les manœuvres des « déserteurs du franc » qui, en exportant leurs capitaux, ou en ne les rapatriant pas, privent les entreprises du concours financier qu'elles trouveraient sur un marché intérieur des capitaux abondamment approvisionné.

Jusqu'alors, les « émigrés du franc » avaient été chargés seulement de la responsabilité des embarras financiers du Trésor. Ils deviennent aussi coupables de paralyser l'économie nationale.

Et comme il faut aux démocraties des élixirs d'espérance, et au suffrage universel, des slogans dont le mystère accroît souvent la popularité, le parti socialiste et la C. G. T. se sont désormais déclarés les champions du contrôle des changes.

*
* *

S'il est donc une autre prédiction que l'on puisse faire, à peu près à coup sûr, c'est que 1938 verra s'engager une grande bataille sur l'établissement en France du contrôle des changes.

Au moment, en effet, où par l'aggravation des embarras du Trésor, ou de la crise de l'économie, des difficultés poli-

tiques surgiront, en vertu d'une tradition maintenant bien établie, le parti socialiste et la C. G. T., probablement suivis par le parti communiste, proposeront, par l'institution du contrôle des changes, la première des réformes de structure qui, d'ailleurs, conditionne toutes les autres.

M. Georges Bonnet, dans son dernier et remarquable discours, s'est élevé, par avance, avec vigueur, contre le contrôle des changes. Il en a démontré l'inutilité présente, la nocivité certaine, la contradiction flagrante avec les engagements qui nous lient avec la Grande-Bretagne et les États-Unis d'Amérique, engagements matérialisés dans l'accord tripartite, négocié et conclu en son temps, c'est-à-dire en septembre 1936, par le Gouvernement de M. Léon Blum lui-même. Il a montré une fois de plus, et s'accordant pleinement en cela avec M. Paul Reynaud, que le contrôle des changes, même lorsque son application, au début, semble anodine, postule le contrôle du commerce extérieur, des exportations et des importations, puis du tourisme et finit par un contrôle sévère de toutes les activités individuelles qui serait impossible si une véritable dictature politique ne s'installait peu à peu pour en assurer le fonctionnement difficile.

La divergence est apparue ainsi, très nette, entre le parti socialiste et le parti radical-socialiste, mais le même M. Serol, précédemment, avait déjà très finement indiqué que les socialistes, résolus à ne pas brusquer le parti radical, comptaient sur les événements et sur les nécessités politiques pour modifier l'opinion de leurs associés radicaux.

Que vaut le calcul? Le parti radical-socialiste se montrerait-il éventuellement désabusé de l'orthodoxie financière, qui ne serait pourtant en rien responsable des difficultés de la situation? Reconnaîtrait-il, au contraire, que la meilleure même des techniques ne peut prévaloir contre le laisser-aller de la politique générale?

Voilà un pronostic plus difficile à établir.

Nous vivons, en effet, une époque curieuse, où le désaccord des principes, des doctrines et même des programmes semble n'avoir qu'une faible importance en face des nécessités électorales.

Si le parti radical-socialiste persiste à considérer que son

intérêt électoral lui commande l'union avec les partis qui sont à sa gauche, il cédera à la pression socialiste.

Si, apercevant un mouvement d'opinion dans le pays, il pense que le moment est venu de rompre le Front populaire, la bataille sur le contrôle des changes sera l'épisode final d'une expérience historique.

Il va sans dire que la réforme électorale, si elle intervenait avant que ces événements ne surviennent, était votée, l'issue du débat sur le contrôle des changes ne serait guère douteuse. Affranchi de ses obligations électorales, le parti radical-socialiste retrouverait certainement la pureté de sa doctrine.

Mais la représentation proportionnelle sera-t-elle prochainement même discutée?

Un intéressant mouvement de propagande, qui associe des hommes de tous les partis, s'est récemment manifesté. Cependant nous avons connu dans le passé, déjà, ces meetings enthousiastes où, sur la même estrade, Charles Benoist, Jaurès, Ferdinand Buisson, Deschanel, Étienne Flandin, Denys Cochin associaient tous les partis dans une croisade pour la justice électorale. Craignons que l'opposition obscure mais tenace de l'*arrondissementier*, qui, lui aussi, appartient à tous les partis, combinée avec le jeu subtil du parti socialiste, officiellement favorable, mais réellement opposé à la proportionnelle, ne fasse ajourner une fois de plus la discussion et le vote de la réforme électorale; ou, ce qui reviendrait au même, ne surcharge le projet de loi de tant d'additions et d'amendements qu'il devienne inacceptable par le Sénat.

Pour gagner du temps, on ne manquera pas d'ailleurs d'user du procédé classique, qui consiste à réclamer la priorité pour d'autres débats, réputés plus urgents.

*
* *

Bien que la situation sociale se soit grandement améliorée depuis que M. Chautemps, conciliateur habile, s'efforce de marier la Confédération générale du Patronat et la Confédération générale du Travail, mariage de raison, si ce n'est d'inclination, il s'en faut que l'apaisement social soit obtenu.

Le formidable accroissement de puissance de la C.G.T. et

l'inorganisation totale des forces patronales et des classes moyennes avaient créé en 1936 un déséquilibre dangereux. L'État ne réussit, en effet, à arbitrer des conflits qu'entre des forces à peu près équilibrées. Si l'une ou l'autre des parties domine trop lourdement, l'État ne peut que se ranger du côté de la plus forte.

Ce sera une des conséquences importantes et durables du trouble social, qui accompagna la victoire du Front populaire, que d'avoir rendu nécessaire l'organisation collective dans un pays, comme le nôtre, où l'individualisme, jusqu'alors, semblait impossible à discipliner.

Certains voudraient que la classe paysanne, les classes moyennes et le patronat soient déjà fortement organisés. Ils oublient que le temps ne respecte pas ce que l'on fait sans lui. Il a fallu à la classe ouvrière des lustres pour créer son syndicalisme. Encore doit-on constater que le syndicalisme français garde trop de tendance à rester un syndicalisme politique. Ce n'est pourtant que le jour où le syndicalisme, devenu strictement professionnel, prend conscience de sa responsabilité et de ses devoirs autant que de ses droits et de son autorité, que la classe ouvrière retire le bénéfice intégral d'une organisation qui cumule la protection de ses intérêts particuliers avec le souci de l'équilibre économique du pays, indispensable à sa propre prospérité.

Parce que le syndicalisme français n'est pas arrivé à ce stade, déjà atteint notamment par le syndicalisme britannique et le syndicalisme scandinave, les projets, actuellement en cours d'élaboration, concernant l'embauche et le congédiement de la main-d'œuvre dans les entreprises, représentent un sérieux danger sur lequel l'attention de M. Chautemps a été appelée par les représentants qualifiés, non seulement de la grande industrie, mais surtout des moyennes et petites entreprises.

Le président du Conseil pourra-t-il cependant résister aux pressions qu'exerce sur lui en sens inverse la C.G.T. ?

Dans l'impossibilité financière, proclamée par M. Bonnet, de poursuivre la réalisation du programme du Front populaire, notamment en ce qui concerne la retraite des vieux travailleurs, l'assurance contre les calamités agricoles, et l'extension des

allocations familiales, il peut être tentant pour M. Chautemps de présenter une loi sociale qui ne comporte pas de charges financières pour le budget de l'État. Le sujet est pourtant aussi périlleux que la loi sur la presse, héritage du Gouvernement Blum, ou l'extension du droit de vote aux indigènes algériens, chère à M. Viollette.

L'inconvénient se révèle ici d'une discussion tellement précipitée du budget qu'elle laisse de grands vides dans l'ordre du jour des Assemblées qu'il faut ensuite combler.

Sans doute, la ressource s'offre des interpellations, d'autant moins dangereuses que la solidité du Front populaire s'y affirme joyeusement dans des ordres du jour qui ne signifient généralement rien et n'engagent personne.

A ce point de vue, il convient de faire un sort spécial, dans les prochains débats des Assemblées, aux questions de politique extérieure.

*
* *

La troisième et dernière prévision relative à la nouvelle année politique se réfère, en effet, aux problèmes de la politique internationale.

Le développement récent des événements à l'étranger autorise à penser que 1938 sera une grande année diplomatique.

La guerre d'Espagne, la guerre de Chine, les revendications coloniales de l'Allemagne, le retrait de l'Italie de la Société des Nations, préparent une année difficile. La tâche de la diplomatie française sera probablement la plus lourde. Si attachée que soit la politique extérieure de l'Angleterre à la Société des Nations, elle ne s'est jamais liée aussi étroitement au *Covenant* que la politique de la France. La Grande-Bretagne ne s'est jamais engagée dans la sécurité collective et l'assistance mutuelle, au delà du pacte de la Société des Nations, que par les seuls accords de Locarno, remplacés par les accords de Londres, que j'ai négociés et conclus en mars 1936. Nous avons, par contre, conclu en Europe toute une série de pactes bilatéraux dans le cadre général du Covenant.

Cependant, personne ne conteste plus que la Société des Nations, depuis qu'elle a perdu des associés aussi importants

que l'Allemagne, l'Italie et le Japon, et depuis qu'elle a donné des signes répétés de son impuissance à prévenir ou à résoudre des conflits graves, ne représente plus une garantie suffisante de sécurité pour ses membres.

Certes, il faut louer le Premier ministre britannique, M. Neville Chamberlain, qui, par un juste souci de réalisme, n'a pas hésité à le déclarer, au risque de scandaliser des idéologues impénitents.

Dès lors, le dessein est apparu clairement de la politique britannique de recréer une Société des Nations autour d'un pacte modifié et d'y ramener au moins l'Allemagne.

Le docteur Schacht ayant, dans l'été 1936, offert au nom du chancelier Hitler, à Paris et à Londres, une négociation où la restitution des colonies allemandes devait compenser le retour de l'Allemagne à Genève, offre repoussée à l'époque, la politique britannique, justement alarmée de la tension récente des rapports internationaux, a cherché à renouer les conversations interrompues. Et ce fut sans doute l'origine du voyage de lord Halifax à Berlin.

Mais la décision de l'Italie, approuvée par l'Allemagne, de se retirer de la Société des Nations, a montré que le problème se pose désormais différement : Ni l'Allemagne, ni l'Italie ne songent à rallier Genève, fût-ce au prix des plus grandes concessions dans la rédaction d'un nouveau pacte.

Que devient alors la sécurité collective en Europe? Qui l'assure et qui la garantit?

Dans le même temps, la course aux armements s'accélère, et certaines nations leur sacrifient toute leur activité productrice. L'Europe est dans un état de pré-guerre, qui ne peut pas se prolonger longtemps.

A quelles conditions est-il possible de maintenir la paix? Les exigences des uns sont-elles compatibles avec la volonté de conciliation des autres?

Certains dynamismes accepteront-ils de se limiter pour rencontrer les principes de la statique contractuelle inclus dans l'idéalisme génevois, qui a dominé l'Europe pendant plus de quinze ans?

Toutes ces questions sont posées au moment où s'ouvre l'année 1938, mais aucune n'est résolue.

La France elle-même ne semble pas avoir trouvé sa voie dans ces circonstances nouvelles.

Le peuple français, endormi dans la fausse sécurité génevoise, n'a certainement pas compris que les engagements d'assistance mutuelle pouvaient le conduire à la guerre pour des intérêts qui n'étaient pas ceux de son égoïste sécurité, mais ceux d'une paix idéale. Personne ne lui a dit que le pacte de la Société des Nations risquait de constituer une sorte de Sainte Alliance pour la paix, qui pouvait commencer par la guerre. Il faut que, brusquement, il accepte de se réarmer et de se remilitariser au maximum et qu'il le fasse à la fois en vue, sans doute, de la défense de son territoire, mais peut-être, éventuellement, en vue d'une guerre offensive dans laquelle il serait tenu d'intervenir contre un agresseur présumé, en vertu d'un système d'alliances beaucoup plus compliquées et plus généralisées que les alliances d'avant-guerre.

Dans le même temps, on lui dit qu'un accord direct avec l'Allemagne pourrait lui garantir la paix et alléger le lourd fardeau des armements.

Quelle solution choisira-t-il?

Et, dans l'une ou l'autre alternative, quel climat politique, en tout cas très différent du climat actuel, faudra-t-il créer dans ce pays afin qu'il se retrouve assez fort pour résister ou pour traiter?

Quelles que soient les difficultés financières, économiques ou sociales, le problème international primera donc et imposera, tôt ou tard, l'union patriotique des Français.

Il faut que 1938 soit l'année de la réconciliation nationale.

PIERRE-ÉTIENNE FLANDIN

MALTHUS

OU

DU CONTINGENTEMENT

Malthus est le nom universellement connu d'un inconnu. Comme Épicure par l'épicurisme, comme Platon par le platonisme, Malthus est trahi par le malthusianisme. Celui que MM. Rist et Charles Gide appellent « le plus éminent économiste après Ricardo » n'obtient dans nos dictionnaires que cette modeste mention : « Économiste anglais, auteur de l'*Essai sur le Principe de Population*, dont les doctrines furent attaquées comme immorales et attentatoires aux droits des classes pauvres. Les partisans de son école s'appellent malthusiens, mot qui emporte avec lui une idée défavorable (1766-1834). »

Défavorable ; pis encore, vaguement grivoise : cet honnête clergyman qui, par sagesse, condamnait l'humanité à la chasteté, un siècle durant les hommes vertueux prononcèrent son nom avec indignation et les fils de famille avec un rire oblique. Cet économiste raisonnable, qui faisait consciencieusement ses additions et ses soustractions et trouvait naturel d'en communiquer le résultat au public, souleva une tempête à peine moins violente que celle dont plus tard Karl Marx éprouvera les fureurs ; comme Marx, il ne fut lu par personne, mais réfuté par tout le monde ; pendant trente ans grêlèrent de victorieuses répliques à des théories qui ne furent jamais les siennes. De distingués professeurs d'économie politique critiquèrent même sévèrement de soi-disant thèses malthusiennes qu'ils avouèrent plus tard ne connaître que

par ouï-dire. Comme Marx, Malthus fut l'homme « le mieux injurié » de son temps : ennemi de la société ! Ennemi du genre humain ! Adversaire des mariages précoces, des soupes populaires et des allocations de chômage ! Avocat de l'avortement, du retour à l'esclavage et des épidémies en masse ! Un monstre à face humaine, un nouveau Napoléon Buonaparte !

Cet antéchrist naquit le 14 février 1766 dans la propriété de « *the Rookery* », près de Dorking. C'était un site ravissant du comté de Surrey, une campagne où il faisait bon vivre, douce et paisible, que Disraeli choisit plus tard pour y écrire ses romans et dont le cimetière devait, par la suite, abriter les cendres de Meredith. La petite ville voisine de Dorking est une de ces charmantes *market towns* du sud de l'Angleterre, où une population pieuse, aisée et immobile, s'adonne à l'élevage des *Surrey fowls*, célèbres volailles à cinq ergots.

Les Malthus descendaient en droite ligne de ce « sieur Malthus, gentilhomme anglais, Commissaire général des Feux et Artifices de l'Artillerie de France », qui publia, en 1629, une *Pratique de la guerre contenant l'usage de l'artillerie.* Malgré ses canonnades, il est douteux que l'ancêtre ait fait plus de bruit — et plus de morts — que le descendant.

Dans son domaine de Rookery, Daniel, le père de Malthus cultivait, à la veille de la Révolution française, une philosophie généreuse et humanitaire dont les conséquences pratiques allaient épargner son propre pays en s'abattant sur le voisin ; tandis qu'un ciel de feu embrasait la France, sur la petite ville anglaise, sur les chaumières, les fumées des *homes* continuaient de monter paisibles et droites dans la brume légère.

Le futur champion des doctrines aristocratiques passa son adolescence dans une atmosphère toute parfumée des notions démocratiques de son époque : croyance dans le progrès indéfini, foi en une conquête facile du bonheur pour tous. Daniel Malthus était l'ami de Hume, de Jean-Jacques Rousseau ; le petit Thomas-Robert a joué avec l'herbier et les livres de botanique que Jean-Jacques laissa en don à Daniel lors de la visite qu'il lui fit à « *the Rookery* ». Certes, l'intelligence réaliste de Robert Malthus devait l'entraîner très loin du rousseauisme de son père et des penseurs qui entourèrent

son enfance, très loin de la « gobe-moucherie humanitaire, la plus gobe-mouches de toutes », dont parlait Sainte-Beuve. N'empêche qu'il est né au bord de ce grand fleuve d'idéal qui baigne le XVIIIe siècle finissant et qui se divisa un peu plus bas en recherches scientifiques mondiales, en athéisme français, en sentimentalité suisse et germanique, en politique américaine, en lyrisme anglais et en franc-maçonnerie universelle. Malthus est un frère de Shelley et de Byron qui, leur laissant le mètre et la rime, a bifurqué vers les chiffres. Comme eux, il est de cette famille d'esprits qui veut réaliser l'âge d'or sur terre.

Fils cadet, sans fortune personnelle, il pensa tout naturellement à la carrière ecclésiastique. Son père l'y engageait, et pour lui inculquer à la fois l'amour de Dieu et la crainte des controverses théologiques, il le confia à Richard Graves, l'auteur d'une satire des sectes méthodistes ; trait qui sent merveilleusement son XVIIIe siècle, avec ce mélange de piété traditionnelle et de prudence mondaine qui voulait que les cadets fussent poussés vers la religion établie, mais retenus au bord de ses mystères. L'enfant passa des mains de Graves à celles, plus robustes, de Wakefield (encore un disciple de Jean-Jacques) qui le fit entrer à Jesus College de Cambridge. Il s'y montra, comme partout, appliqué, économe, sérieux, irréprochable... et bègue, ce qui ne l'empêchait pas de discuter politique et de tenir tête à son idéaliste de père avec ce bon sens imperturbable et ce flegme un peu solennel qui ne lui feront jamais défaut.

En cette fin du XVIIIe siècle, qui ressemble tant à notre époque actuelle et où l'Europe, convulsée par les révolutions et les guerres, dépouillait l'ordre ancien pour prendre une forme moderne, l'Angleterre subissait elle aussi sa métamorphose ; de pastorale elle devenait industrielle ; de grenier à grain, machine à produire le fer, le charbon, les cotonnades. Les provinces anciennement les plus riches cédaient le pas aux districts les plus pauvres, bouleversant ainsi la carte politique ; les classes laborieuses quittaient les champs, envahissaient les villes et le paupérisme naissait, devenait tout de suite effroyable, saisissait l'Angleterre à la gorge ; les foules affamées assaillaient le carrosse de George III. William

Pitt, qui se piquait de savoir l'économie politique, proposait ses *poor laws*. Cette science à peine adolescente était donc à l'ordre du jour et les plus grands économistes anglais sont de cette époque : Adam Smith, Bentham, Ricardo, Malthus.

A peine sorti de Cambridge et entré dans les ordres, Robert Malthus obtint à Albury, tout près de la nouvelle demeure de son père où il se réinstalla, une cure modeste, mais suffisante pour lui assurer l'existence ; il était décidé d'avance à s'en contenter toute sa vie (cette vie si unie qu'un voyage en Norvège ou en France y prend figure d'événement, fait un contraste comique avec le tourbillon de controverses, d'invectives et même parfois d'acclamations au centre duquel elle se dépensa jusqu'au bout).

Le jeune pasteur d'Albury se préoccupait beaucoup du bonheur du genre humain. En ces années 89-93, toute l'*intelligentzia* anglaise, déjà exaltée par la naissance de la république américaine, prenait fait et cause pour les révolutionnaires français. Chez les Anglo-Saxons, le républicanisme est une crise religieuse et morale ; chaque fois que les désastres économiques font apparaître la misère des humbles et la corruption des puissants, une âme de prophète se réveille chez ces hommes nourris de la Bible ; convaincus que le vice n'est pas dans les êtres, mais dans les institutions, qu'il suffirait de réformes politiques pour assurer la perfectibilité sans bornes de l'espèce humaine, ils réclament la justice, l'égalité et la république ; au besoin ils souffriraient l'exil pour elle, comme les Quakers ; ce sont des justes, des purs. Robert Malthus était de leur race.

Seulement ses conclusions sont diamétralement opposées aux leurs.

Il avait trente et un ans et la tête pleine d'idées non classées quand survint l'incident qui devait les faire se cristalliser. Malthus eut avec son père une ardente discussion sur le dernier livre de Godwin : *the Enquirer*. On imagine les deux hommes aux prises : le père défendant avec Godwin les rêves généreux de sa jeunesse : « Il y a assez de richesse pour tous sur terre, à condition de la partager également ; au prix d'une demi-heure de travail par jour, les hommes acquerront les

loisirs nécessaires à leur perfectionnement intellectuel et moral et ce résultat nous l'obtiendrons par la puissance de la raison et non par la force du sabre » ; le fils réaliste et pessimiste soutenant, selon le mot de Southey, que « Dieu fait les hommes et les femmes plus vite qu'il ne peut les nourrir ».

Quelques mois après, paraissait sans nom d'auteur (anonymat transparent et tout de suite percé à jour) l'*Essai sur le Principe de Population*, dont la première édition fut tout de suite enlevée.

« Le livre de Godwin, a dit Malthus, me mit la plume à la main. »

A peine paru, l'*Essai* divisa en deux non seulement les écrivains politiques anglais, mais même la classe dirigeante tout entière. Son importance ne tenait pas à la nouveauté des faits allégués, mais à la force explosive de la conclusion. Pour la première fois, la voix de la raison s'élevait contre l'instinct le plus puissant de l'espèce, et l'instinct réagit avec fureur. « Je déclare, criait l'ancien condisciple de Malthus à Jesus College, le poète Coleridge, je déclare solennellement qu'aucune des hérésies, sectes et factions engendrées par l'ignorance, la faiblesse et les vices des hommes n'ont déshonoré l'humanité autant que cet abominable *Essai* ». Southey n'est pas moins violent : « Je lui ai porté un coup mortel », disait-il en 1804. Malthus eut toujours les poètes contre lui.

Quelle était donc cette doctrine qui devait soulever tant de passions aveugles, les conservateurs se réclamant d'elle sans examen, les libéraux la flétrissant en bloc, insensibles à sa probité scientifique ?

En apparence, elle était d'une dureté effroyable (les prophètes ne sont pas doux). Elle déniait aux pauvres le droit à la vie ; elle soutenait qu'un homme sans fortune n'a rigoureusement droit qu'à la subsistance qu'il peut s'assurer par son travail et que toute organisation de secours ne peut qu'accroître le paupérisme. Deux passages surtout parurent intolérables, et le fait est que, détachés de l'ensemble, partout cités et répandus, il n'y a rien d'étonnant à ce qu'ils aient fait scandale. Voici le premier, que Malthus devait rayer de l'édition définitive : « Un homme qui naît dans un monde

déjà occupé, si sa famille ne peut plus le nourrir, ou si la société ne peut utiliser son travail, n'a pas le moindre droit à réclamer une portion quelconque de nourriture, et il est réellement de trop sur la terre... La nature lui commande de s'en aller, et elle ne tarde pas à mettre elle-même cet ordre à exécution. » L'autre, il devait le maintenir : « L'accès des paroisses doit lui [1] être fermé ; et si la bienfaisance privée lui tend quelques secours, l'intérêt de l'humanité requiert impérieusement que ces secours ne soient pas trop abondants. Il faut qu'il sache que les lois de la nature, c'est-à-dire les lois de Dieu, l'ont condamné à vivre péniblement pour le punir de les avoir violées. »

Au banquet de la vie, il n'y a pas place pour les surnuméraires. La faute en est non aux régimes politiques, mais à la nature humaine, qui prend son plaisir à procréer à tort et à travers. Le remède, il n'en est qu'un : se priver d'engendrer des enfants si l'on n'a pas les moyens de les entretenir. Déduction amère que Malthus tira de ses statistiques, qui le stupéfia tout le premier, car les hommes de ce temps étaient aussi naïfs qu'audacieux, et qui l'incita à proposer au genre humain une panacée infiniment austère et dont est exclue toute gauloiserie : le *moral restraint*, la chasteté [2].

Ce pavé qu'il jetait dans la mare du rousseauisme, c'était le rappel, tout chrétien, du péché et de la misère originels de l'homme. Au libéralisme total de son époque, basé sur le postulat de l'excellence innée des hommes, il opposait un projet d'économie dirigée appliquée à un produit essentiel : l'homme lui-même.

Par quels chemins la science — comme il se plaisait à le dire — l'avait-elle mené à ce résultat ?

En observant le développement de la natalité dans les États neufs de l'Amérique pendant un siècle et demi, Malthus

1. Malthus, ayant souhaité qu'une loi vînt désavouer publiquement le prétendu droit des pauvres à être entretenus aux frais de la collectivité, parle ici de l'homme qui aurait contracté un mariage et procréé après la publication de cette loi. C'est là qu'il traite de la témérité et de l'immoralité de ceux qui se marient « sans avoir l'espérance de remplir un si saint devoir ».

2. *Restraint moral* serait la traduction littérale de « moral restraint » que Pierre et Guillaume Prévost ont traduit dans les textes par « contrainte morale ». Mais, en français, le mot de *restraint* n'est guère employé, dit Littré, que par les aliénistes pour désigner des moyens mécaniques de contention dans le traitement de la folie.

avait constaté que la population y doublait tous les vingt-cinq ans. Il posa donc en principe que, lorsque la place et les subsistances le permettaient, la population croissait, par périodes de vingt-cinq ans, selon une progression *géométrique*. Considérant, au contraire, les améliorations que l'homme peut apporter à la culture de la terre pour augmenter ses subsistances, il déclara que celles-ci, pendant le même temps, pouvaient à peine croître suivant une progression *arithmétique*.

Par exemple, si un pays pendant deux cent cinquante ans (dix périodes de vingt-cinq ans), d'une part, laisse proliférer librement sa population et si, d'autre part, il s'applique à perfectionner son agriculture, au terme de cette période, il récoltera peut-être dix hectolitres de blé là où il en récoltait un, mais là où il comptait un homme, il en comptera cinq cent douze.

Le blé aura cru selon une progression arithmétique :

1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10.

Les naissances auront cru selon une progression géométrique :

1, 2, 4, 8, 16, 32, 64, 128, 256, 512.

Fort de ces constatations, quelles solutions Malthus pouvait-il envisager pour enrayer un tel péril?

Il en distingua trois.

La première — c'est la solution catastrophique — il la voit subie par tous les peuples depuis l'origine du monde « à tous les degrés de barbarie et de civilisation, sous tous les climats et sous toutes les formes de gouvernement » ; elle conduit la partie de la population qui croît plus vite que ses moyens d'existence à être « sans cesse moissonnée par la faim, le défaut de vêtements ou d'abri, les maladies ou les vices qu'engendrent la pauvreté, et souvent par la guerre ».

La deuxième, — c'est celle de Godwin notamment — consiste à prendre aux riches de quoi nourrir les pauvres. Solution artificielle, exécrable dit Malthus, car les pauvres « ayant peu de prévoyance et n'étant pas retenus par la crainte de voir déchoir leurs descendants, se multiplient en raison même des secours qui leur sont donnés ». Déjà Montesquieu avait observé que les mendiants sont de tous les hommes

ceux qui ont la plus nombreuse progéniture. Malthus va si loin dans cette voie qu'il juge sévèrement les œuvres de bienfaisance, asiles pour enfants abandonnés, hospices pour indigents, organismes de tous genres destinés à remédier au paupérisme. Ils ont fait plus de mal que de bien, estime-t-il. Et si on leur permet de persévérer dans cette voie et de s'y livrer à une activité régulière, les pauvres se multiplieront plus vite que les secours qui devront être de plus en plus grands. Car ce n'est pas le bienveillant adage : « *God sends food where there are mouths* » qui est vrai, mais son contraire. Bientôt la nation entière ne se composera plus que de pauvres. Prolétariat = prolificité. Prolificité = prolétariat.

Reste la troisième solution; c'est la sienne : restreindre volontairement les naissances, réduire le nombre des vivants non plus par la misère permanente, une mauvaise hygiène ou des guerres, non pas même par ces artifices auxquels le nom de Malthus devait être si malheureusement associé, mais par une vie plus continente, par une chasteté délibérément acceptée.

Puisque, en outre, on constate que les peuples réduits en nombre par la peste, par exemple, ou par tout autre calamité qui détruit les individus en laissant intactes les richesses, s'élèvent ensuite très vite à un haut niveau matériel et moral, il est souhaitable d'opérer ces réductions massives consciemment et volontairement sans attendre les cataclysmes.

Pour cet économiste de formation libérale, le problème est simple. Comme toutes choses, le prix de la main-d'œuvre se règle par la loi de l'offre et de la demande. Qu'elle se fasse rare, son prix montera, les salaires seront plus hauts et partant le *standing* s'élèvera de lui-même.

Ce côté de la doctrine plaisait assez à Marx, qui préférait Malthus à Ricardo, le jugeant plus humain, mais, par ailleurs, lui reprochait d'être un homme d'église inféodé à l'ordre établi jusqu'à faire remonter à la nature la responsabilité du surpeuplement dont seul le capitalisme est coupable [1].

1. J. M. Keynes raconte qu'en 1925, au cours de sa conférence au Commissariat des Finances à Moscou, ayant fait allusion aux dangers que prépare pour la Russie l'accroissement trop rapide de sa natalité, il fut surpris de se voir accueilli très froidement. Il avait oublié que pour les marxistes le surpeuplement étant un produit du capitalisme, n'a pas le droit de se présenter en régime soviétique.

« Soyez purs si vous voulez être riches, prêchait Malthus, car, purs, vous ne vous multiplierez guère ; peu nombreux, la part de chacun sera plus grande (c'est l'américanisme d'aujourd'hui avant la lettre) ; vous établirez un rapport plus heureux du nombre des bouches aux produits disponibles ; la terre fera vivre dans l'abondance tous ses enfants. » Et voilà Malthus, l'ennemi du genre humain, qui propose à ses semblables l'élévation morale et, par elle, les biens matériels, la beauté de l'âme et le luxe des corps. Mais il les veut conquérir par des voies négatives et créer le bonheur par abstention. Godwin réclamait une intervention active, créatrice de l'homme, Malthus ne lui demande que l'empire sur soi-même, solution passive, non-création ; en fait, c'est la démission de l'homme. Si notre économiste vivait aujourd'hui, nous ne l'appellerions peut-être pas « l'ennemi du genre humain », mais assurément nous l'accuserions de manquer de radioactivité. Malthus n'est certes pas ce que les Yankees appellent *a terribly dynamic personality*.

Humainement parlant, cette doctrine, toute en chiffres, était inhumaine, bien que conforme à la pure tradition de l'humanisme anglais, qui, en général, ne s'embarrasse guère de sentiment dans sa recherche de la vérité. Par son utilitarisme, elle rejoignait la philosophie anglaise toujours essentiellement utilitaire (ce terme d'ailleurs n'étant pas ici péjoratif, car, pour les Anglais, ce qui est *moral* est *utile* au bien public, idéal un peu brumeux de tout cerveau anglo-saxon). Mais la complexité de l'œuvre de Malthus, son originalité, la lucide profondeur de ses aperçus la rendaient d'un abord difficile ; n'oublions pas que Malthus a creusé tous les sillons : relations de l'homme et de la terre, propriété, industrialisme, machinisme, chômage, question monétaire, rente de l'État, profit mesuré à l'échelle du travail, travail qualifié et non qualifié, production et consommation. On fit de ses théories une schématisation hâtive que le public connut seule et dont il ne releva que le côté abstrait, sec et cruel.

La haine se mit à hurler aux oreilles de cet homme excellent, doux et charitable, dont Charles Comte a fait ce joli portrait : « Il n'était jamais en colère, jamais exalté, jamais abattu... Très sensible à l'approbation des hommes éclairés et sages,

il mettait un grand prix à la considération publique. Mais les outrages non mérités le touchaient peu, tant il était convaincu de la vérité de ses principes et de la pureté de ses vues... Il énonçait son opinion d'une manière si claire, si intelligible qu'on voyait aisément qu'elle était le résultat d'une réflexion profonde. Du reste, il était naturellement gai et enjoué, et aussi prêt à prendre part aux plaisirs innocents de la jeunesse qu'à l'encourager ou à la diriger dans ses études [1] ».

D'ailleurs, Malthus ne récoltait pas que des injures ; quelques honneurs se poseront aussi sur lui. Ses livres, qui se succédaient régulièrement (*Essai sur la Population revu et complété. Principes d'Économie politique* [2], *Enquête sur la hausse du coût de la vie, Observations à propos des lois sur le blé, Nature et Progrès de la rente, Vision d'ensemble, Définitions, Mesures de valeurs*, etc., etc.), étendaient sa réputation dans toute l'Europe. Il était membre honoraire de l'Institut de France et de l'Académie des Sciences morales et politiques de Paris, de l'Académie royale de Berlin, de la Société de Géographie et de la Société de Statistiques de Londres. Enfin il occupait l'importante chaire d'histoire et d'économie politique à l'East India College.

Hélas ! trop souvent ses admirateurs le desservaient plus encore que ses ennemis. Malthus ne trouvait que trop d'imitateurs. On ferait un magnifique sottisier avec la littérature qu'il suscita de 1803 à 1850.

Un écrivain allemand, Weinhold, conseiller de régence en Saxe, proposait comme remède au surpeuplement « le moyen employé par l'Église pour obtenir certaines voix et par les Turcs pour donner de fidèles gardiens à la vertu de leurs femmes ». Un Anglais qui, à en croire l'économiste Pellegrino Rossi, cachait sous le pseudonyme de Marcus une célébrité très haute, préconisait une méthode plus simple encore : l'asphyxie sans douleur *(painless extinction)* des nouveau-nés par l'acide carbonique. Godefroy Cavaignac, parlant de l'article de Marcus dans *la Réforme*, rendait Malthus respon-

1. Charles Comte (gendre de J.-B. Say). Notice lue en 1836, en séance publique de l'Académie des Sciences morales et politiques dont Malthus était associé étranger.

2. Traduits en français l'année de leur parution par Constancio. Une seconde édition, annotée par J.-B. Say, fut publiée par M. Monjean, en 1846.

sable de ces folies. De son côté, Proudhon citait un médecin de sa connaissance qui recommandait « l'extraction du fœtus et l'éradication des germes implantés, malgré la volonté des parents ». A cette liste d'extravagants, il faut ajouter tous ceux qui prétendaient démontrer « scientifiquement » l'erreur de Malthus. Fourier découvre quatre obstacles à l'excès de population : la vigueur des femmes, le développement de toutes les facultés physiques par l'exercice intégral, la gastrosophie ou sophie culinaire et les mœurs phanérogames ! Pierre Leroux, fouriériste convaincu et ami du Maître, soutient que chaque homme produit assez de fumier pour assurer sa subsistance et, sur cette donnée, il construit un système qui a nom « circulus ». Enfin, deux adversaires de Malthus lui opposent des solutions physiologiques : le docteur Loudon fonde son argument sur l'antipathie entre les fonctions des mamelles et celles de l'utérus et affirme que grâce à l'allaitement triennal les femmes auront au maximum quatre enfants ; quant à Doubledáy, il préfère le gavage systématique, car l'embonpoint, la réplétion et la richesse du sang, effets d'une nourriture abondante, diminuent la faculté génératrice.

Ainsi non seulement le grand public, mais même les grands esprits ne connurent de l'œuvre de Malthus que la partie spectaculaire, le massacre des innocents ; le reste, c'est-à-dire l'essentiel, l'économique proprement dit, demeura réservé aux spécialistes. Mais là Malthus était éclipsé par un astre plus brillant, l'agent de change David Ricardo. Les deux hommes étaient intimement liés depuis 1811 ; Malthus, qui semble avoir été, dans les petites choses comme dans les grandes, un très bel exemplaire du gentilhomme anglais, s'était présenté franchement chez son adversaire avec ces mots : « Je vous propose d'éclaircir entre nous, dans des discussions amicales, les points de doctrine qui nous divisent en public. » Il en résulta cette longue et très importante correspondance qui, jusqu'en 1933, était incomplète, car elle ne contenait que les lettres de Ricardo. Mais M. Sraffa a eu l'heureuse chance de retrouver celles de Malthus, disparues depuis plus de cent ans. Elles illuminent les *Principes d'Économie politique* et l'*Enquête sur la hausse du coût de la vie*, pierres angulaires du système de Malthus. On le voit toujours

lucide, impartial et courtois, s'efforçant de convaincre un adversaire obstinément cramponné à ses positions. Ricardo était le théoricien a priori, Malthus l'observateur intuitif dont l'admirable bon sens ne perdait jamais de vue les faits. Sur un seul terrain, la Bourse, les rôles changeaient : le chimérique Ricardo, retrouvant brusquement le sens des réalités, jouait à fond la victoire de Wellington à Waterloo et faisait fortune, tandis que Malthus, encore impressionné par Napoléon, se tenait coi.

De ces discussions épistolaires, Malthus sort extraordinairement grandi ; au palmarès des économistes du XIXe siècle, on n'osera plus le faire passer au second rang. Ricardo, qui imposait à l'État comme aux individus l'épargne à outrance, l'épargne jusqu'à l'asphyxie, a été le premier des déflationnistes. Malthus défendait la thèse contraire, la rapide et fertilisante circulation de l'argent; témoin ces passages célèbres :

« Adam Smith a prétendu que les capitaux augmentent grâce à la parcimonie, que tout homme qui mène une vie frugale est un bienfaiteur public et que la richesse d'un pays croît en raison de l'excédent de la production sur la consommation. Ceci peut être vrai jusqu'à un certain point, mais non indéfiniment, et il est évident que le principe d'économie poussé jusqu'à l'absurde détruirait jusqu'à la raison d'être de la production. La richesse naît de la puissance de production alliée à la volonté de consommation... »

« *Quand les profits sont faibles et incertains, que le capital ne sait où s'employer sans danger et que, pour cette raison, il passe les frontières, n'est-il pas absurde de recommander l'économie, c'est-à-dire la conversion d'une plus grande partie encore de revenus en capital* ? Il me semble que l'emploi des classes pauvres à des ouvrages publics tels que routes, etc. et l'encouragement donné aux classes riches de faire faire des travaux de construction, d'aménagement ou d'embellissement, sont les seuls moyens propres à remédier à ce déséquilibre entre la production et la consommation dû au trop grand nombre de producteurs libérés par la guerre. » C'est déjà le programme du Front Populaire.

En économie politique, Ricardo était le malthusien, Malthus

le champion de la fécondité. Mais le XIXe siècle, ébloui par l'édifice lumineux et d'une éclatante simplicité de la doctrine Ricardo, n'en comprit pas le côté dangereusement abstrait; il ne tint aucun compte des solides réfutations de son rival et s'enfonça de plus en plus dans ce qui devint une impasse. Keynes a pu dire : « Si seulement Malthus au lieu de Ricardo avait été la branche maîtresse d'où naquirent tous les rameaux de l'économie politique du XIXe siècle, combien l'univers serait aujourd'hui plus riche et plus heureux ! »

Pour nous, hommes de 1937, que vaut le malthusianisme?

La statistique est une maîtresse perfide qui égare ses adorateurs : Malthus s'est trompé dans ses calculs. Non pas seulement parce que l'Europe, qui comptait en 1800 cent quatre-vingt-cinq millions d'habitants, devrait, en 1937, après cinq périodes de vingt-cinq ans, en compter deux milliards neuf cent soixante millions et qu'elle n'en a que cinq cents millions, mais surtout parce que la production qui, selon la loi de Malthus, aurait dû passer de un à cinq a bien plus que quintuplé. On peut encore admettre avec quelque réserve la loi géométrique de population (en quelques points de l'Angleterre industrielle, au XIXe siècle, elle s'est presque vérifiée), non la loi arithmétique de production. Nous avons beaucoup plus de cinq fois autant que les Européens de 1800, en tout, en blé, en vin, en tissus, en journaux, en canons et en munitions. Et même nous avons tellement de tout que nous ne savons qu'en faire et ne pouvons écouler le surplus. Ce que nous avons surtout en trop, ce ne sont pas les bouches, ce sont les bras. Et l'on ne peut pas supprimer des bras sans supprimer aussi des bouches. C'est un drame insoluble qui s'appelle la *crise* et que Malthus n'avait pas prévu.

La difficulté n'est pas de production, pas même de répartition des richesses existantes, comme le voulait Godwin, elle est de distribution des produits. Malthus a vu le monde comme un tout figé, réductible à des données mathématiques et non comme cette immense virtualité, au sein de laquelle la créature oppose « à la réponse décroissante de la nature

une provocation croissante de l'organisation humaine [1] ».

Par une contradiction singulière, notre époque, qui a démontré l'inexactitude des prémices de Malthus, est en train d'adopter ses conclusions. La comptabilité de l'univers d'aujourd'hui est telle que nous devons recourir sinon à ses doctrines, du moins aux méthodes qu'il préconisa. Pour les familles trop nombreuses, pour les États qui voient se multiplier leurs chômeurs, peu importe que ces inadaptés soient nés d'une difficulté de distribution ou d'un défaut de production, le seul problème c'est qu'il n'en naisse pas d'autres. Aussi l'Europe s'achemine-t-elle rapidement vers le malthusianisme ou, comme disent les compatriotes du célèbre pasteur, vers le *birth control*.

Sans doute la démarche des gouvernements dans cette voie apparaît-elle encore hésitante ou même, d'un pays à l'autre, incohérente, car les nécessités de la défense nationale ajoutent beaucoup de complexité à un problème dont les données sont par ailleurs si nettes. Mais quand on a relevé à travers l'Europe quelques contradictions dans les législations, par exemple que la multiplication des enfants vaut, en France, des allocations croissantes aux familles tandis que certains cantons suisses ont favorisé la stérilisation, sans examen médical préalable, des mères de famille qui imposaient de trop lourdes charges à l'assistance publique [2], qu'une femme qui veut avorter risque chez nous les assises et se voit ouvrir en U.R.S.S. un service public adéquat, il faut bien constater que la France fait exception et que la tendance générale est à la limitation des naissances.

Mais si la surpopulation est une plaie, le dépeuplement est un péril, et d'autant plus grave qu'il menace les peuples parvenus à un haut degré de civilisation. Ce que Malthus signalait comme un danger à l'intérieur de notre race, la limitation des naissances des « meilleurs » et la reproduction anarchique des non sélectionnés, est devenu un danger impérial. Loin de ralentir le rythme de procréation chez les populations que nous avons conquises ou colonisées, nous proté-

1. Fabre-Luce *(Pour une Politique sexuelle)*, Grasset 1929.

2. La stérilisation a été votée à une majorité considérable dans le canton de Vaux le 3 septembre 1928.

geons la vie des enfants par l'hygiène et la prophylaxie. Que dirait Malthus, qui voulait interdire aux riches de nourrir les pauvres, s'il voyait la race blanche toute entière s'ingénier à alimenter des millions de Jaunes et de Noirs auxquels elle a appris à ne plus mourir? Voilà qui caractérise notre époque, où de plus en plus les problèmes de classes tournent aux problèmes de races. Ce n'est plus Saint-James qui doit subvenir aux besoins de Whitechapel, mais l'Occident à ceux de cinq continents.

En Tunisie et au Maroc, on assiste en ce moment à un même spectacle : des hommes brûlés par le soleil du sud, le visage tatoué de bleu, boucané par le sirocco, montent vers le nord, poussés par la faim. Arrivés en vue de la mer, ce désert plus terrible que celui d'où ils sortent, ils s'arrêtent et demandent à notre administration de les nourrir. Du Sousse, du Tafilalet, de l'Atlas méridional, des hauts plateaux sahariens, des dunes de sable tunisiennes, poussées par la famine, ces populations sans aliments ni travail sont parquées aux camps d'hébergement où, dans de grands chaudrons, cuit le riz indochinois. La mauvaise saison passée et la récolte des dattes, aliment complet, commençant, le sud verra redescendre la longue fourmilière.

Nous avons, en Afrique, ouvert des cliniques, fondé des centres médicaux, multiplié les médecins et les remèdes, lutté contre la mortalité infantile et sauvé des milliers de vies humaines, mais, du même coup, nous nous sommes créé de lourds devoirs et des responsabilités graves. Devant ces hordes affamées, je pensais malgré moi au cynique proverbe oriental : « Celui que tu empêches de mourir t'empêchera de vivre ». Au cours du XIXe siècle, nous avons occupé d'immenses territoires dans l'intention de nous annexer de futurs consommateurs : les voici ; hélas ! ils consomment, non à notre bénéfice, mais à nos frais. En prolongeant la vie et en la multipliant, l'Européen a obéi à un réflexe généreux, mais il a creusé son tombeau. Chaque naissance d'Africain et d'Asiatique avance notre crépuscule. Tous ces indigènes du sud, désormais sûrs d'être sauvés, repartant vaccinés et guéris, étalons prolifiques et immunisés, je les voyais qui allaient donner au monde les enfants dont nous nous privons.

Les lois biologiques qui dominent la sélection des espèces et assurent la disparition des moins vigoureux, nous les avons déchirées comme l'injuste droit du plus fort, et elles se vengent à leur façon.

Le dépeuplement par la faim et l'endémie était un mal chronique dont nous connaissions les effets millénaires : le surpeuplement est un fléau moderne aux conséquences effroyables, car non mesurées. Aveuglément lancée par des pays où la vie humaine est d'un haut prix comme les États-Unis, ou bien par des nations où elle représente une valeur d'échange comme l'Italie, la doctrine de la surnatalité et de la fécondation sainte commence à jouer contre nous.

La nature infanticide semblait avoir méchamment organisé les famines et réglé l'ordonnance des fléaux et des guerres ; elle avait perfectionné les décès prématurés ; de la maladie elle se servait avec tant d'ingéniosité que quand la mort se voyait combattue trop rapidement, l'épidémie venait aussitôt à la rescousse. Mais n'était-ce pas notre devoir de civilisés de corriger la nature barbare? Nous lui avons donné une leçon en fondant les pouponnières indigènes ; elle se vengera en nous submergeant sous une inondation de poupons.

Pourquoi avons-nous conquis le globe si nous ne sommes pas capables d'en assurer l'équilibre, si nous ne savons pas encore régler le rythme de la reproduction sur celui de la production?

Cet inquiétant point d'interrogation n'est pas nouveau. Déjà le monde antique se l'était posé. Platon, dans sa *République idéale*, préconise une surveillance par l'État du régime des naissances. Le christianisme, dès ses débuts, s'est prononcé pour une restriction des naissances par le moyen radical de la chasteté. Saint Jérôme dit : « Les temps sont venus dont l'Écriture a pu dire : « Malheur à ceux qui enfanteront et » allaiteront dans ces jours-là. » Le monde est plein et la terre ne nous contient plus. Les élus... sont ceux qui suivent l'agneau... sans avoir souillé la blancheur de leurs vêtements : ce sont ceux qui sont restés vierges. » Mais on ne pouvait guère espérer que tous les hommes suivraient ce conseil. C'est pourquoi, quatorze siècles plus tard, la question s'est posée de nouveau. C'est pourquoi M. Bergson a pu écrire ces

phrases célèbres : « Ce qui est certain, c'est que l'Europe est surpeuplée, que le monde le sera bientôt et que si l'on ne « rationalise » pas la production de l'homme lui-même comme on commence à le faire pour son travail, on aura la guerre. Nulle part il n'est plus dangereux de s'en remettre à l'instinct... Laissez faire Vénus, elle vous amènera Mars » ; c'est pourquoi, il y a cent ans, le jeune étudiant qui méditait dans sa chambre de Jesus College, le savant professeur chargé de préparer les jeunes Anglais de la Compagnie des Indes à l'administration de trois cents millions d'indigènes décimés par ces fléaux que les races de couleur endurent avec fatalisme, mais que notre honneur de Blancs nous ordonne de combattre, c'est pourquoi le doux et beau Malthus conçut son système et proposa à l'Angleterre sa solution : trancher le problème de la subsistance au départ et non à l'arrivée. Avec cent ans de retard, voici que l'Angleterre l'a adoptée.

Tout le monde connaît l'œuvre de Mary Stopes, la femme courageuse qui s'est donné cette devise : « Faire de la maternité une joie et non un fardeau » et qui, dès 1926, a obtenu de lord Balfour lui-même qu'il soutienne avec succès devant la Chambre des Lords un projet de loi autorisant l'enseignement du *birth control*. On sait l'immense diffusion donnée aux ouvrages de Mary Stopes, où se mêlent si étrangement le mysticisme, la foi dans le bonheur sexuel et l'enseignement précis des méthodes mécaniques et chimiques de « contraception ».

Malthus ne déconseillait la reproduction qu'aux pauvres. Aux riches, aux « établis », aux « arrivés », il permettait de procréer tout à leur guise. Ce pasteur eût dû se souvenir que l'esprit souffle où il veut, que le talent peut naître dans une soupente et qu'aucune donnée matérielle, et même aucune donnée physique ne limite le pouvoir du génie de l'espèce.

Statisticien remarquable, il a posé clairement un des plus graves problèmes de ce monde, si bien qu'après un siècle la discussion dure encore, mais il l'a insuffisamment résolu. En lui, l'inquiétude du comptable a terni la confiance de l'homme de Dieu.

Si court qu'il ait été, son cri d'alarme a retenti jusqu'à nous et, après un siècle, il multiplie ses échos dans les souter-

rains obscurs de notre inquiétude. La politique mondiale depuis vingt ans est-elle autre chose qu'un long malthusianisme, du traité de Versailles ou contingentement des forces ennemies à la S.D.N. ou contingentement de la guerre, des actuelles autarchies ou contingentement du commerce, aux systèmes corporatifs ou contingentement de la production, aux dictatures enfin ou contingentement du pouvoir?

*
* *

Au moment où les théories de Malthus aboutissant à l'extermination des pauvres par les riches, comme celle des Caraïbes par les Conquistadores, sont démenties par les progrès de l'entr'aide sociale et de la conscience humaine, par l'impératif du service public dont se réclament toutes les dictatures, voilà qu'on les applique sur le terrain qu'il n'avait pas choisi.

L'univers perd la tête, affolé par sa production non plus d'hommes, mais de blé, de viandes, de laine, de soie, de minerais, de machines et de ce qu'elles fabriquent d'armes et de munitions. Gavés non plus d'individus à nourrir, mais de produits à écouler, les peuples riches songent à organiser le malthusianisme non pas humain, comme le voulait Malthus — bien au contraire — mais économique, des peuples pauvres, tandis que ceux-ci, usant sur le plan international d'un slogan bien connu, nous renvoient le lointain écho de la voix de Godwin : « Faites payer les riches ».

Et pendant ce temps, les peuples adultes — les peuples « arrivés » — chantent un hymne à Malthus! Mais ils ont pris le problème par l'autre bout, ils appliquent le *birth control* à l'envers! Ils se le réservent à eux seuls et ainsi se préparent une amère vieillesse.

A moins que...

A moins qu'un jour prochain les États n'interviennent au plus secret de nos désirs et n'imposent préalablement leur puissance à la future puissance paternelle. J'imagine très bien les autarchies de demain prescrivant le célibat dans certaines régions déshéritées, poussant au contraire aux naissances, d'après un vaste plan embryogénique, dans des

contrées mises ou à mettre plus spécialement en valeur. Ainsi les généraux romains faisaient arracher des ceps de vigne en Afrique tandis qu'ils en ordonnaient la plantation sur le Danube.

Après avoir réglé la quantité des naissances, l'État futur s'occupera sans nul doute de leur qualité, apportant tardivement ses soins à cette question capitale et ne voulant pas rester en deçà de l'État actuel, directeur des haras.

A ce moment, l'humanité approchera d'une ère de force et de beauté auprès de laquelle la nôtre fera figure de moyen âge. Alors nos chemins, actuellement divergents, nos sapes et nos contre-sapes, nos solutions racistes ou prolétariennes apparaîtront brusquement comme conduisant tous à un même but : régler la production sur les naissances et les naissances sur la consommation des richesses.

Ce jour-là, bien que les statistiques sur lesquelles il étayait ses théories soient à celles du *Bureau de la Statistique internationale* ce que la machine de Faraday est à une dynamo de l'A.E.G., Malthus fera figure de précurseur, de grand ancêtre. Dans la cathédrale future, il aura sa pierre tombale.

PAUL MORAND

HASSAN[1]

L'interrogatoire du cheikh Nevzad se fit dans le plus profond silence. Le président lui demanda d'abord si on lui avait prodigué tous les soins nécessaires après son indisposition de la veille et s'il se sentait mieux. Le vieillard fit un signe de la main. Il essaya de se tenir debout, soutenu sous les aisselles par les deux bekdjis, mais le pacha l'invita à rester dans son fauteuil.

Le cheikh déclara qu'il avait toujours été fidèle au Gouvernement, qu'il n'avait fait de mal à personne. Il reconnaissait qu'Ismaïl hodja était son principal disciple, mais qu'il était souvent en désaccord avec lui, à cause de son caractère grincheux et acariâtre.

— Nos sermons, dit-il, ont toujours été empreints de la plus grande élévation spirituelle. Pourquoi nous imputer de folles tentatives, dont l'idée peut germer seulement dans le cerveau des montagnards arriérés qui habitent aux frontières de Perse?

— Pourtant, vous avez reçu chez vous, en même temps, Derviche Ahmed, Emine et Ibrahim hodja, qui, eux, vivaient dans la partie occidentale du pays.

On sentait que le vieillard avait de la peine à lier ses idées. Il n'entendit sans doute pas la remarque du président, car il poursuivit.

1. Voir la *Revue de Paris* du 15 décembre 1937.

— Voulez-vous une preuve de notre fidélité à la patrie? Mon fils, Hafiz Mehmet, habitait Mossoul. Pendant l'occupation, les Anglais essayèrent de provoquer une requête de la population demandant à passer sous la domination de l'Irak. Mais mon fils fut le chef du comité qui combattit cette intrigue. C'est pourquoi il fut interdit de séjour et exilé à Bassorah. Prenez, je vous prie, cela en considération. Pour le reste, je vous ai remis ma défense par écrit.

Le président prit parmi ses dossiers un gros cahier, et déclara qu'avec les autres juges il avait examiné avec soin ce document. Il demanda au procureur s'il fallait en donner lecture; celui-ci affirma qu'il l'avait étudié ligne par ligne, mais que la loi voulait qu'on le lût à l'audience. Un greffier se leva et lut le mémoire d'une voix aigre, au milieu de l'inattention générale.

L'interrogatoire des cheikhs occupa deux audiences; une profusion de lettres discutées, de rites controversés, et même de souvenirs historiques, les rendirent longues et diffuses. Tous se défendaient de menées réactionnaires, et pourtant ils avaient de la peine à expliquer certains détails de leur activité clandestine, d'autant plus que, jusqu'au bout, ils eurent le courage de ne rien dévoiler qui pût être connu des seuls initiés, ce qui les obligeait à des réticences qui faisaient rebondir le débat.

L'âme d'Hassan était en pleine obscurité. Ce qui lui arrivait lui semblait inintelligible. Il écoutait tout cela à travers ce brouillard qu'une stupeur profonde met devant l'esprit d'un homme égaré dans un monde qu'il ne connaît pas. Rien de net ne s'offrait à lui. Par moments, l'intensité de son étonnement décroissait, et l'air de cette salle lui paraissait moins opaque; mais, dès qu'il commençait à discerner le fil qui reliait tous ces gens, quand il se demandait comment un de ses nœuds avait pu l'enserrer, il se perdait dans le trouble de ses idées.

Le lendemain fut marqué de quelques paroles pittoresques.

Un certain Sadettine hodja se vit reprocher de fournir des renseignements au sujet des objets perdus et d'être opposé au port du chapeau. Il s'en défendit. Mais on lui rétorqua qu'en revanche il avait insinué, dans un prêche, que la vie

moderne amenait les hommes à n'obéir qu'aux passions charnelles en faisant fi de tout sentiment d'honneur.

— A votre avis, donc, la République n'est pas capable d'enseigner l'honneur?

— Je n'ai jamais voulu dire cela! s'exclama-t-il. On a déformé ma pensée. Je faisais mon sermon sur l'impossibilité qu'il y a pour un musulman d'être tenancier de maison close!

Ce fut avec curiosité qu'on écouta un nommé Tewfik, qui avait la spécialité d'écrire des tatouages sur le ventre des femmes.

Le président fit passer des photographies aux membres de la Cour.

— Quel plaisir pouvais-tu prendre à écrire des versets sur la peau des femmes? Nedjla hanem, sur qui ces images ont été prélevées, en portait sur le ventre et les cuisses.

— Je n'ai jamais tatoué un verset que sur l'ordre de celles qui me le demandaient.

— Ou sur l'ordre des cheikhs qui venaient goulûment appliquer leurs lèvres sur ces inscriptions!

— C'était une pratique de la secte.

— Alors, explique-toi.

— Je n'ai jamais su le fond des préceptes.

— Enfin, ces femmes te donnaient bien une raison?

— C'était, disaient-elles, pour conjurer la stérilité.

— Alors, s'écria en riant le président, Benli Fatma hanem, la fille de joie de Balikessir, voulait conjurer la stérilité! Tu l'as assez bien décorée! En tous cas, ce n'est pas un métier digne d'un homme. Raconte-nous par quelles manigances on t'y a amené. Quelles billevesées t'avait-on enseignées?

— Ah, mon pacha, ne croyez pas que je sache rien des mystères du Redjeb! Mais j'ai un travers, le Bon Dieu vous en préserve; je raffole du corps des femmes. Que voulez-vous, c'est plus fort que moi, et Fatma me faisait faire ce qu'elle voulait en me disant qu'elle m'amènerait ses amies pour qu'elles se déshabillent devant moi.

Le général haussa les épaules.

— Nous avons dans ton dossier de quoi apprécier si tu es un imbécile ou un fourbe.

Après cela, plusieurs cheikhs protestèrent que ce serait

une erreur de considérer les membres de la secte comme des « épicuriens avides de plaisirs, qui jouissaient de la vie charnelle sous le couvert de la vie spirituelle et de la religion. Ceux qui prétendaient que les tekkés étaient le théâtre d'orgies mentaient et parlaient de ce qu'ils ne connaissaient pas ».

— En tous cas, répartit le président, le Coran, que je connais aussi bien que vous, et avec la même vénération, ne prescrit nulle part de promener ses lèvres sur des femmes nues, et la pudeur est la même pour tout le monde !

Les cheikhs refusèrent de s'expliquer.

*
* *

Hassan fut interrogé le dernier jour.

Avant lui, on avait entendu une femme, accusée d'avoir écrit une lettre en vers au cheikh Ismaïl. La peur lui avait mis les nerfs à bout. Elle protestait avec de grands gestes, poussant des exclamations d'une voix glapissante. Elle portait un long manteau de gabardine grise, des souliers jaunes et, tandis que ses voisines avaient les cheveux entourés d'un turban de soie noire, elle était coiffée d'un extraordinaire chapeau à fleurs.

— Mon pacha, suppliait-elle. Écoutez-moi. Je suis une intellectuelle perdue dans une petite ville, et c'est plus fort que moi, mes pensées me viennent avec le rythme et le mètre. J'ai envoyé mes poésies aux journaux ; mais vous savez bien qu'on ne juge les œuvres que d'après la notoriété de la signature.

— Enfin, dit le président, désireux d'abréger, vous avez envoyé une épître enflammée à Ismaïl efendi...

— Mais non, excusez-moi. Je la lui ai remise quand il est venu dans notre bourg. Je ne savais rien de lui, sinon que c'était un lettré. La présence d'une personne qui pouvait me comprendre m'exaltait. Permettez-moi...

Le président prit un air ennuyé et tapota des doigts sur la table.

— Ah ! permettez-moi de vous lire l'hymne à la République que j'ai composé lorsque j'ai rencontré le professeur Fethi bey, inspecteur du parti du peuple.

Et, sans attendre l'avis du pacha, elle monta sur son banc, et, roulant des yeux, arrondissant ses gestes, elle se mit à déclamer :

Sublime étoile de la Libération,
Génie que tous adorent...

Tous les visages s'étaient tournés vers elle. Elle récitait d'une voix de fausset, et les vibrations de sa tête entraînaient, pour les fleurs de son chapeau, des mouvements si grotesques que tous, même ceux que l'anxiété ne quittait pas, se mirent à rire. La force du comique imposait à chacun l'oubli de sa condition, et une commune hilarité éclairait les yeux des juges et ceux des hommes dont ils tenaient le destin.

Le président riait encore en haussant les épaules lorsqu'il appela le nom d'Hassan. Puis son visage se ferma en prenant un dossier qu'il parcourut.

— Ainsi, dit-il en raffermissant sa voix, tu as reçu chez toi le faux mahdi et lui as servi un repas. Par qui t'avait-il prévenu de son arrivée?

Hassan ravalait sa salive. Jamais un personnage de cette importance ne lui avait adressé la parole. Dans sa prison, il avait réfléchi sur les phrases par lesquelles il démontrerait son innocence, mais maintenant il sentait bien qu'il ne pourrait répondre que par oui ou par non. Le sang-froid lui manquait au dernier moment.

— Personne ne m'a prévenu, mon pacha.

— Pourtant, il te connaissait.

— Non, mon pacha.

— Des témoins ont déclaré que le mahdi n'avait pas eu ces hésitations qui caractérisent le voyageur en quête d'un toit. Il s'est dirigé vers ta maison directement.

— Je ne sais pas. Je l'ai vu debout devant ma porte.

— Il t'a appelé?

— Non, la porte était ouverte.

— Précisément, il n'est guère naturel de laisser la porte ouverte par cette saison. Cette particularité devait servir à signaler la tienne...

— Mais non, par Dieu, mon pacha. Je faisais cuire des beignets au fromage, et la vapeur d'huile aurait rempli la pièce.

— Il n'est guère d'usage pour un paysan de faire cuire des beignets un jour ordinaire. C'est un mets que l'on prépare lorsqu'on attend des invités...

— Je n'avais plus de pain. C'est seulement le soir que mon cousin m'en a rapporté de la ville.

— C'est bon. Et que t'a dit Derviche Ahmed?

— Je ne me rappelle plus. Des mots sans suite que je n'ai guère écoutés.

— Un témoin qui se trouvait non loin de ta porte les a pourtant rapportés de façon fort claire.

Le visage d'Hassan s'empourpra. La détresse et la colère s'emparaient de lui. Il répondit pourtant d'une voix tremblante :

— J'aurais voulu que cet homme s'en allât. Chacun de ses mots me mettait sur des charbons ardents.

— Et l'idée d'aller informer les agents du Gouvernement d'une visite aussi singulière n'a jamais passé par ton cerveau?

— Mon pacha, comment pouvais-je apprécier? Je suis un pauvre paysan qui n'ai jamais suivi la politique. Je cultive dans mon jardin des melons et des aubergines, et je...

— Assieds-toi.

Hassan se laissa retomber sur son banc, le cœur vide. Pourtant, l'espoir ne le désertait pas complètement. Dieu, Dieu qui n'abandonne pas ceux qui disent la vérité...

Après lui, un boutiquier de la ville se vit adresser le même reproche de ne pas avoir signalé à temps l'attroupement qui s'était formé devant sa porte. Mais Hassan n'écoutait plus. Il ne fut tiré de son engourdissement que par une discussion furieuse qui mettait aux prises plusieurs de ses voisins. Le hodja Souleyman était accusé d'avoir offert une cigarette au mahdi au moment où celui-ci avait terminé ses appels au peuple. Il prétendait qu'il ne se souvenait plus de rien, qu'il se trouvait par hasard près de la mosquée et que, s'il avait donné une cigarette, c'était sans y prendre garde, comme on fait pour un fumeur qui a la poche vide et qui vous prie de lui céder un peu de tabac. Mais les autres affirmaient qu'au contraire c'était lui qui s'était approché du mahdi et lui avait ostensiblement tendu la cigarette, avec mille marques de félicitations. Souleyman protestait ; mais plus ses serments

étaient véhéments, plus les autres s'acharnaient à l'accabler.

Enfin, le dernier interrogatoire fut celui du calligraphe Arif efendi, qui avait gravé de sa main l'amulette que le faux mahdi portait suspendue à sa poitrine. Il dit que c'était son métier, et qu'il n'avait pas son pareil pour écrire sur des pierres des caractères suluz. Il faisait ce que lui demandaient ses clients, sans chercher à comprendre.

Un silence profond suivit cette dernière déposition. Le président rassembla les dossiers qu'il avait ouverts, les rangea devant lui et posa ses deux mains à plat sur la pile de papier ?

— Voilà, dit-il.

Puis il se recueillit un moment.

— Efendiler, depuis une semaine, nous nous sommes trouvés face à face. Je vous connais tous maintenant, et vous aussi. Vous savez ce que je pense : c'est que le Gouvernement ne se mêle pas des affaires de religion, qu'il estime la foi libre, et que chacun peut chercher comme il l'entend, où il veut, les voies de la sainteté; mais qu'il faut enlever leur voile à ceux qui corrompent les esprits en vue de mettre en péril la sûreté de l'État. C'est suivant ce principe que nous allons examiner le cas de chacun. M. le Procureur a besoin d'un délai pour analyser vos réponses. Nous resterons quelques jours sans nous revoir. Ensuite, vous entendrez les conclusions que le ministère public apportera, et chacun aura la parole pour se justifier. Durant cette attente, soyez sans inquiétude. Faites votre examen de conscience comme nous ferons le nôtre, et soyez sûrs que nous mettrons le plus grand scrupule dans notre décision. Nous rendrons une justice absolue pour tous.

Sa voix était séduisante. L'accent de sincérité qu'il mettait dans sa déclaration apparut à chacun comme une chance de salut. Et tous ces pauvres gens qui, depuis une semaine, passaient par toutes les émotions de l'enfer, se sentirent en même temps saisis d'un besoin d'amour, de confiance. Ils se levèrent tous en même temps. L'un d'eux s'écria :

— Vive la Justice républicaine !

Et cent voix répétèrent ce « Yacha ! » qui leur donnait l'illusion de sortir d'un mauvais rêve.

*
* *

La ville de Yéchil-Hissar était haletante, à la veille du second drame qui se préparait. On venait contempler le vieux château, comme si les détenus étaient déjà promis à un holocauste magique. Dans les cafés, on se répétait les impressions d'audiences données par les notables qui avaient pu trouver place au procès. Quelques gendarmes, bavards et fiers de se donner de l'importance, venaient aussi répéter ce qu'ils avaient entendu, en l'amplifiant à leur manière. On colportait des bruits sur l'attitude des inculpés dans leur prison. On disait qu'Emine était en proie à des hallucinations, et qu'il ne dormait plus, hanté par l'image de la potence. Ceux qui avaient fait mine, à l'audience, de se croire complètement en dehors de l'affaire, comme le berger Ramazan et le marchand Osman, ne paraissaient plus du tout tranquilles sur le sort qui les attendaient. On racontait qu'Hafiz Halim, fils du cheikh Nevzad, était devenu brusquement aussi vieux d'aspect que son père, bien qu'il n'eût que soixante ans, et qu'il ne cessait d'adresser des reproches amers à Ismaïl hodja, qu'il considérait comme l'auteur de tous ses malheurs. D'autres aussi passaient leur temps à maudire leurs accusateurs en disant qu'ils se retrouveraient devant la justice divine. La belle Nedjla occupait bien des propos. On se demandait comment une fille d'aussi bonne famille avait pu se laisser aller à la fréquentation d'une prostituée comme Fatma, et des grincheux disaient que sa beauté la mettait à l'abri de tout. On chuchotait qu'elle avait ensorcelé un substitut. Djevdet hodja avait perdu son prestige oratoire. L'autobiographie qu'il avait exposée à l'audience avait révélé des détails qui laissaient les gens sceptiques sur la nature de son inspiration. On disait que dans sa prison il s'enfermait dans un mutisme orgueilleux, et l'on parlait avec ironie de son titre d' « intellectuel » qu'il s'était décerné sans mesure. Les gens qui savaient lire exprimaient leur étonnement à constater qu'il y avait encore, dans le district, des gens assez ignorants pour adopter des croyances d'une absurdité invraisemblable (l'un d'eux n'avait-il pas dit qu'il croyait que Dieu rési-

dait en personne à Stamboul?), et ils préconisaient une augmentation rapide du budget de l'instruction publique.

Les inculpés furent de nouveau amenés devant la cour. Avant de donner la parole au procureur, le président avertit les accusés :

— Ce que vous allez entendre n'est point une sentence. Ce sont les convictions et les conclusions que le ministère public vient de retirer des actes de chacun d'entre vous. Ses demandes seront examinées en même temps que vos défenses. Je dis cela pour ceux d'entre vous qui ne connaissent pas le fonctionnement de la justice.

Les journalistes s'attendaient à ce que le réquisitoire commençât par un éloquent panégyrique du régime républicain et des réformes, et, dans leur esprit, ils préparaient déjà les commentaires qu'ils en feraient, espérant que leur directeur ne refuserait pas à leur compte rendu l'honneur de la première colonne. Mais il n'en fut rien. Le procureur se contenta de refaire un récit de l'incident en précisant le rôle de chacun. Il désigna sept inculpés comme étant les auteurs principaux de l'affaire. Il en nomma une quarantaine en les reconnaissant coupables d'avoir hébergé les conspirateurs, de leur avoir donné l'hospitalité, d'avoir approuvé leur acte sanguinaire par des applaudissements, d'avoir ameuté la populace, en un mot d'avoir favorisé leur crime. Puis, il revint à ce qu'il appelait l'« essence de l'affaire », c'est-à-dire l'action secrète des Redjebis, dont l'essai de soulèvement était la conséquence logique, et même désirée. Il s'appliqua à montrer comment les soi-disant conseils religieux et moraux des cheikhs se transformaient en projets de rébellion au fur et à mesure qu'ils se transmettaient. Ce passage du procureur sur l'identité de nature qu'il y avait entre l'enthousiasme intellectuel et les violences sanguinaires qu'il déterminait dans les couches inférieures de la population ne manqua pas de finesse. Enfin, une trentaine de prévenus devaient être appelés à répondre du fait qu'en ne dénonçant pas les attroupements suspects, ils s'en étaient faits tacitement les complices. Hassan s'entendit nommer au second et au dernier paragraphe. Encore n'en était-il pas bien sûr, car rien n'est confus comme une liste de noms musulmans (qui ne sont

que des prénoms). Le procureur requit l'application des articles 143, 150, 61, 279, 251 et 151 du Code pénal. Aucun nom de châtiment ne fut prononcé.

Il abandonnait l'accusation en faveur de la plupart des femmes, attendu que leurs mauvaises intentions n'avaient pas été péremptoirement établies, et qu'elles avaient agi sans doute par docilité routinière.

Un profond silence suivit le réquisitoire. Puis, le président :

— Comme je vous l'ai déjà indiqué, dit-il, ces appréciations ne constituent pas une sentence. Or je constate sur vos visages les signes manifestes d'une grande tristesse et d'un profond désespoir. Cet état d'âme n'est pas justifié. Vous devez rejeter cette disposition d'esprit pour défendre votre cause dans les limites du possible. Vous devez savoir seulement que toute personne qui trahit la loi de ce pays, dont chaque pouce est arrosé par le sang de ses héros, ne saurait échapper au juste châtiment que mérite sa félonie.

Après ce discours, Djevdet hodja demanda la parole et recommença à définir sa personnalité.

— Vous avez déjà dit tout cela, coupa le président. Asseyez-vous, vous parlerez à votre tour. Mais essayez de trouver quelque chose de nouveau.

La défense des accusés dura deux jours. Ce ne furent que protestations d'innocence, serments, dénégations. Les plus compromis disaient qu'ils avaient été trompés par une influence démoniaque, mais que s'il leur était donné de vivre, on verrait à quel point ils en étaient délivrés. Des repentirs s'exprimèrent par des voix brisées et mouillées de larmes. Seuls, Hafiz Halim et Laze Ismaïl développèrent une véritable argumentation. Le reste ne fut qu'un cri confus de détresse. Il y en eut pourtant qui affirmèrent d'un ton maussade qu'ils ne comprenaient pas encore pourquoi on les avait amenés là. Hassan ne sut que dire : « Je suis innocent, Dieu le sait ; il ne peut pas vous inspirer d'autre pensée, j'en suis sûr, mon pacha. »

Après ces deux journées épuisantes, le tribunal prit un nouveau délai pour préparer sa sentence.

Il la rendit le surlendemain. Le général appela d'abord

vingt-huit noms qui étaient ceux des acquittés. Puis, il leur fit une allocution.

— Je conseille à vous tous, qui bénéficiez de l'acquittement, d'être des citoyens utiles à la patrie et de suivre une voie juste et lumineuse. Je vous félicite d'avoir évité le danger, *ghetchmich olsoun*. Si par hasard quelqu'un se réjouit, malgré sa mauvaise conscience, pour avoir su éviter les preuves, qu'il sache que justice se fait tôt ou tard.

Djevdet hodja était parmi les absous. Le général se tourna vers lui :

— Je vous prie, vous, particulièrement, qui êtes un homme instruit, d'être fort attentif. Certains se sont plaints amèrement de votre conduite et M. le Procureur a voulu vous impliquer dans son réquisitoire. Or, aujourd'hui, de grandes obligations pèsent sur vos épaules. Vous devez éclairer les masses ignorantes et fanatiques. Ne croyez pas pouvoir tranquilliser votre conscience en endossant votre hirka et en restant paisiblement assis dans votre coin.

— La justice vient de se révéler à mes yeux dans tout son éclat et toute sa splendeur ! s'écria l'autre ivre de joie. A bas l'esprit de méchanceté et les forces ténébreuses !

— Quant aux autres, reprit le président, qui restent au nombre de soixante-dix-huit, ils auront notification de la sentence lorsque celle-ci aura été examinée par l'Assemblée Nationale. La loi veut que certaines des condamnations soient ratifiées par les représentants du peuple. Il ne faut donc pas vous abandonner au désespoir. L'Assemblée souveraine décidera en dernier ressort du châtiment des coupables. Nous avons fait notre devoir envers la patrie. Mais Dieu peut vous pardonner. Il est miséricordieux. Commandant, dit-il au chef de la gendarmerie, faites libérer séance tenante les prévenus absous. Pour les autres, prenez les instructions de M. le Procureur.

Les acquittés se levèrent, et, sans égard pour les autres, manifestèrent bruyamment leur joie. Ils criaient : « Vive le Gouvernement ! Vive son tribunal juste et équitable ! Il a su voir clair ! » On eût dit une sortie d'étudiants après qu'on a affiché les résultats d'un concours. C'était à la fois puéril et sinistre. Quelques condamnés leur lancèrent des

injures. Mais la plupart restaient accablés sur leur banc

Depuis le début de l'audience, Hassan avait les oreilles bourdonnantes. Il se tourna vers le gendarme assis à côté de lui.

— Qu'a-t-on dit pour moi, Hussein oglou Hassan?

— Je n'ai pas remarqué.

— Qu'allez-vous faire de moi?

— J'attends les ordres du chef. Voici justement...

Un adjudant passait entre les bancs, remettant à chaque gendarme un petit carré de papier où les ordres étaient griffonnés.

— Tu dois venir avec moi, dit le gendarme à Hassan.

A la forteresse, Hassan ne rejoignit pas la salle où il avait été détenu jusqu'alors. Il fut enfermé dans une pièce plus petite avec le berger Ramazan, l'ancien aumônier militaire Ilyas hodja, le maréchal-ferrant Bessim, et un nommé Chaban. Il leur demanda s'ils savaient quel sort leur était réservé. Ils répondirent qu'ils attendaient.

En effet, sur les soixante-dix-huit condamnations, trente-huit comportaient la peine capitale. Les autres allaient de deux à vingt-quatre ans de détention. Or la Constitution, comme le président l'avait dit, exige que toute condamnation à mort, quel que soit le tribunal qui la prononce, soit ratifiée par le Parlement. Le droit de grâce n'existe pas ; mais l'Assemblée, en toute souveraineté, peut commuer une peine capitale. Il était à prévoir que sur les trente-huit condamnations à mort, quelques-unes au moins ne seraient pas exécutées. Le tribunal s'était trouvé devant un dilemme aux termes également terribles. Ou bien avertir les condamnés à mort, et les plonger dans le désespoir ; ou bien prolonger pour tous l'anxiété de l'attente. Cette seconde attitude lui avait paru la moins lourdement cruelle et il l'avait adoptée.

Le cheikh Nevzad mourut le lendemain du verdict. Dans les papiers qu'il avait laissés à côté de lui, on trouva trois lettres. L'une contenait une justification suprême de ses actes, et des vœux pour le bonheur de sa patrie. La seconde contenait des indications pour le recouvrement de certaines créances. La dernière était une pièce de vers adressée à sa femme.

*
* *

Le mercredi matin, Tcherkess Ali et son aide, Hussein tchavouche, arrivèrent à Yéchil-Hissar en automobile, et se rendirent à la gare pour prendre livraison de leur matériel.

Il n'y a pas dans le pays de bourreau inscrit au budget de la Justice. Mais, depuis quelques années, c'est le même « adjudicataire », si l'on peut dire, qui est chargé des exécutions. L'État fournit les bois, les cordes, et la toile pour les longues chemises. Pour le reste, le bourreau prend ses dispositions.

Sur les condamnations à mort, sept avaient été commuées. Il fallait donc élever trente et un gibets. Le procureur avait décidé que dix seraient placés devant la mosquée, à l'endroit même où le malheureux Chinassi avait été immolé. Les autres se trouveraient sur la place de la gare et le long de l'avenue qui pénètre en ville. Tcherkess Ali n'eut pas trop de toute sa journée pour confectionner et ficher les potences. Celles-ci n'exigent d'ailleurs pas grand ajustage. Trois perches plantées en triangle et réunies par le sommet, de manière à former les trois arêtes d'une pyramide. Il fallait aussi trouver les tabourets sur lesquels montent les suppliciés, et qu'on fait basculer au dernier moment.

La nuit tomba. Les exécutions devaient être achevées avant le lever du jour. Les places désignées furent éclairées avec des torches.

A deux heures du matin, lorsque le procureur arriva sur la place de la mosquée, il aperçut Ali travaillant à la lueur de l'acétylène dans la petite salle de café qu'on avait mise à sa disposition. Il le trouva plein d'impatience.

— J'ai coupé toutes les chemises, maugréa-t-il. Mais je n'en ai cousu que la moitié. Et puis, je n'ai plus assez de fil, qu'on m'en apporte !

— Je le regrette, dit sèchement le procureur. Mais laissez cela. Portez à la prison ce qui est achevé.

Les condamnés furent amenés par groupe de cinq dans une camionnette couverte.

Le premier pendu fut le Laze Ismaïl. Il apparut, droit et

mince, dans la longue chemise blanche, les épaules encore plus redressées par ses mains liées derrière le dos. Il regarda fixement la corde et blémit. Il monta sur le tabouret en chancelant. Son sang-froid luttait. Le colonel de gendarmerie ordonna qu'on lui enlevât son turban. Il y a un moment atroce, c'est celui où le supplicié secoue la tête pour que la corde qu'on lui passe ne s'accroche pas à ses oreilles.

Un imam s'approcha en récitant la prière des morts. Il s'interrompit pour dire au Laze :

— Prie Dieu de te pardonner ta trahison !

— Ane fils d'âne ! lui répondit Ismaïl, le traître, c'est t...

Aussitôt, un homme, d'un coup de pied, fit basculer le tabouret.

L'assistance était peu nombreuse. Au fur et à mesure que les condamnés arrivaient, une ligne de gendarmes formait le cercle autour des gibets.

*
* *

Le procureur entra dans la cellule où se trouvait Hassan et notifia la sentence. Puis il ordonna aux gendarmes de faire leur office.

— Les chemises ne sont pas achevées, dit-il. Il suffit de lier les poignets des détenus. Auparavant, quelqu'un a-t-il un désir à exprimer ?

L'un d'eux eut la navrante naïveté de répondre :

— Je voudrais vivre...

Et il fondit en larmes.

Bessim le maréchal-ferrant demanda à se laver et à se faire raser. Le cas était prévu et le barbier tout prêt. On l'appela et il vint, portant un grand bassin de cuivre.

Derrière lui parut la femme de Ramazan, qui avait obtenu la permission d'apporter à son mari un bol de yogourt.

Les autres restaient mornes, les yeux grands ouverts, peut-être déjà inconscients. Ils tournaient comme des corps sans vie entre les mains des gendarmes qui les liaient.

Puis ce fut le départ, la traversée de la cour de la forteresse. Les condamnés baissaient la tête par à-coups, pour se détirer les muscles des épaules. Les gendarmes marchaient

à côté d'eux, baïonnette au canon. L'adjudant portait un falot.

On monta dans la camionnette. Deux gendarmes et l'adjudant s'assirent à côté des condamnés. Les autres soldats avaient mis l'arme en bandoulière, et suivaient à motocyclette.

Pour aller de la forteresse à la place de la gare, il fallait traverser toute la ville. Comme les rues étaient mal entretenues, la voiture allait lentement. Le sous-officier avait posé son falot et mis pistolet au poing. La lueur était arrêtée par les jambes des condamnés et parvenait à peine aux visages. Les cahots étaient durs.

Soudain, Hassan éprouva un sentiment qu'on doit renoncer à décrire. Dieu seul sait de quelles pensées étaient faites les minutes écoulées depuis l'entrée du procureur dans la cellule. Mais, après un cahot encore plus sec que les autres, tout fut changé.

Il faut dire que, durant tout le procès, cent six paires de menottes avaient été utilisées. Pour accumuler pareille ferraille, il avait fallu mettre au jour les fonds de coffres de la gendarmerie. Les menottes qui emprisonnaient les poignets d'Hassan étaient d'un modèle assez ancien, et il avait fallu ces circonstances exceptionnelles pour les tirer de leur réforme. Elles étaient faites d'après un système analogue à celui des poucettes. Deux larges anneaux de métal tenaient les poignets et on les serrait au moyen d'une molette. Puis, la molette était immobilisée par un tenon dont le cran d'arrêt butait contre une lame-ressort.

Il y a des moments où l'âme, poussée vers les abîmes de son anéantissement, se trouve douée d'une acuité de perception qu'elle n'a jamais connue auparavant.

Hassan eut la sensation que le tenon n'était plus fixe. Un léger mouvement s'était propagé à travers le métal jusqu'à la chair du malheureux. D'un seul coup tout son esprit, tout ce qui lui restait d'âme se tendit dans la perception de cet ébranlement.

Sans relever la tête, il lança un regard aux gendarmes. Ils ne remarquaient pas son mouvement. Il repoussa ses épaules en arrière et se cambra jusqu'à ce que ses poignets soient au

niveau de l'os de son échine. Il y appuya les menottes ; le tenon glissait. Un flot de sang lui envahit la poitrine. Une minute s'était écoulée, qui lui avait paru longue comme une nuit. Si la voiture s'était arrêtée à ce moment-là, il aurait hurlé.

Prenant garde de tenir ses bras immobiles, il secoua ses mains autant qu'il le put. Puis il frotta doucement cet entrelacs de fer et de muscles contre son dos. La molette tournait. Il ferma les yeux en sentant l'étau se desserrer. Ses mains tournaient, se mouvaient. Il tira. Elles pouvaient glisser. Il s'imposa alors une immobilité complète. Mais sa mâchoire tremblait. Il eut peur que les gendarmes ne fussent pris d'un soupçon.

La voiture s'arrêta, puis fit machine arrière en tournant. L'issue était dirigée vers le mur d'une maison. On ne pouvait rien voir que le reflet rouge des torches. Mais, par devant, on entendait le bruit confus d'un attroupement. Le berger Ramazan descendit le premier. Les gendarmes durent le saisir sous les aisselles pour le faire passer à leurs camarades.

Trois minutes s'écoulèrent.

Hassan pria Dieu d'être le second à descendre. Mais on fit passer Chaban avant lui. On le poussa, tête baissée. Il chancelait de droite et de gauche, et s'appuya sur les genoux d'Hassan. Les soldats le soulevèrent et il disparut du rectangle rougeâtre que l'ouverture de la camionnette dessinait sur le mur.

Si l'attente se prolongeait, Hassan s'évanouirait. Il entendit crier son nom. Une main sur son épaule. Il appuie les menottes contre son dos et se lève.

Des soldats l'encadrent, baïonnette au canon. Il peut marcher. Il contourne la voiture. Il a la tête penchée en avant, et ses yeux ne peuvent quitter le sol.

Pourtant, il faut regarder. Un cercle de soldats s'ouvre. Les torches flamboient. A cinq mètres de lui, une silhouette oscille. A deux pas, un anneau grisâtre ; contre ses pieds, l'extrémité d'une corde traîne.

Un homme s'approche, lui met lui aussi la main sur l'épaule et le pousse vers un tabouret.

— *Aïdé. Tchick !* (Vas-y. Monte.)

Hassan fléchit sur ses jambes. L'homme croit qu'il défaille. Il enlève sa main pour faire un signe.

Alors, on vit une chose inouïe. Hassan se souleva dans un bond formidable. Une force à renverser un mur.

Quand il retombe, son visage n'est séparé de celui d'un jeune soldat que par une lame de baïonnette. Il hurle :

— Pour l'amour de Dieu !

A l'un de ses poignets, les menottes pendent. Il les assène sur ce visage et passe.

Un cri :

— Feu à volonté.

Les coups crépitent.

Une autre voix :

— Mais ne tirez pas, Nom de Dieu, vous empêchez la poursuite !

Les journalistes s'étaient jetés à plat ventre pour éviter les balles.

Les fusils continuaient à partir. On tirait sur les trous noirs qui marquaient le débouché des ruelles. Ceux des gendarmes qui s'étaient élancés avaient juste eu le temps de se tapir dans l'encognure des portes.

Enfin le colonel de gendarmerie parvint à faire cesser le feu.

— Imbéciles, criait-il, rouge de colère, vous laissez fuir un homme et vous protégez sa fuite par votre tir. A cheval, maintenant ! Un peloton de dix hommes sur chaque route ! A moi, les capitaines et les lieutenants !

Mais chacun s'était mis spontanément à courir vers les ruelles, et plus d'un quart d'heure s'écoula avant que le colonel ait pu donner tous ses ordres.

Le procureur était resté au pied de la potence, impassible. Quand le colonel s'approcha, il lui lança un regard sans aménité.

— Je vous indique, lui dit-il sèchement, que vous avez le téléphone et le télégraphe à votre disposition. N'espérez pas rejoindre cet homme sur-le-champ. Il faut cerner la contrée.

Puis il donna des ordres pour que l'on procédât à la pendaison des autres condamnés.

Lorsque le jour se leva, les gendarmes restés pour le service d'ordre rejoignirent leur quartier.

Un grand silence tomba sur la ville. Seules, deux sentinelles faisaient les cent pas entre les pendus, dont elles voyaient peu à peu les visages changer de physionomie.

Le procureur, rompu de fatigue et d'émotion, revint à son bureau, accompagné de Tcherkess Ali. Celui-ci devait toucher 5 livres (60 francs) par exécution. Mais le magistrat ne voulait lui signer qu'un mandat de 150 livres, pour trente et une potences. L'autre protesta, disant que ce n'était pas de sa faute si les gendarmes ne savaient pas lier un homme, que son temps et sa peine avaient été pris pour celui-là comme pour les autres. Enfin, le procureur haussa les épaules, écrivit la somme convenue et tendit le mandat au bourreau.

— Je te préviens que lorsque le fugitif sera repris, tu ne toucheras que tes frais de déplacement.

A la porte du Parquet, les journalistes attendaient Ali pour le questionner. Il paraissait triste et soucieux :

— La fuite de cet individu a gâté tout mon kief, commença-t-il...

*
* *

Un tel incident n'est possible que parce qu'on n'entrave pas les jambes des condamnés, sans doute pour leur laisser l'honneur suprême de marcher à la mort de leur propre mouvement, sans doute aussi pour leur permettre de monter sur le tabouret. La chronique ne signale qu'une seule évasion de ce genre. Un nommé Osman efendi, condamné lors des troubles du Kurdistan, parvint à fuir au moment du supplice et gagna la frontière syrienne. Il tient encore aujourd'hui un petit commerce d'épicerie à Alep. Mais vous ne lui feriez pas dire à quelle circonstance il dut son salut, et s'il profita ou non d'une complicité.

Ce fut ce point qu'on essaya d'élucider à Yéchil-Hissar. On interrogea le bourreau, les gendarmes. Mais personne ne connaissait le fugitif. Des discussions s'élevèrent sur le point de savoir s'il portait des menottes. Le jeune soldat frappé par Hassan dit qu'il avait été étourdi et ne se sou-

venait plus de rien. L'adjudant attendait mélancoliquement la sanction qui le frapperait.

Cependant, les recherches se poursuivaient. Tout d'abord, on fouilla tout le pâté de maisons derrière lequel on croyait avoir vu fuir Hassan. Avant même le lever du soleil, tous les jardinets furent explorés. Près d'une palissade, on trouva une paire de chaussures qu'on crut reconnaître comme étant celles du fugitif. Les paysans turcs portent des grosses chaussettes de laine, et s'enveloppent le pied d'un chausson de basane. Pour sortir, ils mettent une sorte de soulier bas sans lacets, semblable à un sabot de cuir.

Cependant, les cavaliers battaient les routes et les champs. Ils longeaient les fossés, donnant de grands coups de lance à travers toutes les touffes de broussailles.

On pensa que naturellement Hassan gagnerait la montagne et les sentiers furent gardés. Des équipes explorèrent les couloirs et les éboulis.

Des perquisitions furent faites chez tous les habitants du hameau du condamné, dans l'idée qu'ils avaient pu donner asile à leur hemchéri (pays). Mais c'était inutile.

Le colonel de gendarmerie avait été mis aux arrêts et le soin des recherches confié à un chef d'escadron. Il fit afficher dans tous les villages l'article 269 du Code pénal qui punit de pendaison quiconque prête assistance à un fugitif. Les crieurs publics le répétèrent.

Le surlendemain, des paysans de Mal-Tépé déclarèrent qu'ils avaient vu Hassan traverser leur village. Mais, en même temps, des gens de Ketchi-koy donnaient la même indication. Comme ces villages sont situés en direction opposée, ces témoignages n'avaient pas grande valeur. Néanmoins, on investit ces contrées. Un vagabond qui avait demandé du pain à Tourbali fut rejoint. Mais ce n'était pas Hassan. Comme on pouvait penser qu'il se dirigerait vers le sud dans l'espoir de gagner la Syrie, toutes les routes qui partent d'Aïdine furent surveillées. Mais comme il n'était pas humainement possible qu'Hassan eût fait un long trajet, c'étaient surtout les vignobles et les oliveraies proches de la ville qui étaient fouillés avec le plus de soin.

La pluie se mit à tomber. Un épais brouillard recouvrit

la cime du Kastané-dagh. Au bout de trois jours, on pensa que si Hassan avait gagné les sommets, il devait être mort de faim et de froid. Mais il fallait retrouver son cadavre.

La gendarmerie montra une nervosité extrême. Toutes les indications qu'elle recevait étaient fausses. Un pâtre jura qu'il avait vu un homme rôder dans les taillis au-dessus de sa prairie. Mais cet homme fut introuvable.

Puis on s'imagina qu'Hassan avait essayé de descendre à la nage le Caystre, alors en crue. Un soir, à une lieue en aval, on aperçut un cadavre accroché à un tas de broussailles qui descendait au fil de l'eau. On lança des barques. Ce n'était pas Hassan.

On se perdit en conjectures. Plusieurs avis prévalaient tour à tour.

L'idée de la mort par noyade avait surtout pour partisans ceux que la vanité des recherches commençait à irriter. D'autres imaginaient qu'Hassan attendait la fin de ses souffrances dans une anfractuosité, ou au fond d'un précipice. Ou bien, on reprit l'hypothèse d'un complice qui l'hébergeait. De nouvelles perquisitions eurent lieu.

Enfin, le Gouvernement promit une prime de 1 000 livres à qui ramènerait le fugitif.

*
* *

Hassan s'éveilla brusquement, mais resta immobile. Non loin de son oreille, un bruit rompait le silence. On eût dit le crissement régulier d'une scie à découper. Le bruit s'arrêtait, puis reprenait.

Hassan se mit sur ses pieds, et fit face à l'entrée de la caverne. Il perçut alors la fuite d'une bête à travers les broussailles. Quelque rongeur pris de panique.

Il pleuvait. Un jour grisâtre remplissait le ravin dont les précipices dévalaient sous ses yeux. Quelle heure était-il? Le matin, sans doute. Mais rien n'était certain. Il s'était endormi avant la chute du jour. Maintenant, le ciel était trop opaque pour qu'il pût discerner la position du soleil.

La terrible fatigue qui l'avait étendu dans cet antre était dissipée. Il se sentait léger. Il revit dans son souvenir une

femme entrant dans une cellule de prison avec à la main une écuelle de yogourt. L'homme à qui elle l'apportait n'y avait pas touché. Elle l'avait offerte à Hassan, qui l'avait regardée sans répondre. Alors, il repensa à ce qui s'était passé cette nuit-là. Il porta la main à sa poche et toucha la ferraille qu'il y avait mis.

Il fit un pas vers la lumière. Du haut du porche de rocher, un paquet de mousse laissait tomber un filet d'eau. Il tendit les lèvres. Son sang se fit plus vif. S'appuyant d'une main sur la pierre, il se pencha en avant et scruta le ravin aussi loin qu'il pouvait voir. La solitude était complète et il n'entendait que le murmure monotone de la pluie. Alors, il regarda les nuages et les arbres avec une joie qui lui contracta la mâchoire.

*
* *

Si les cavaliers lancés à sa poursuite ne l'avaient pas rejoint au sortir de Yéchil-Hissar, c'est qu'ils manquaient d'imagination. Lorsque la fusillade avait éclaté, il se trouvait déjà à l'entrée de la première ruelle qui débouchait sur l'avenue de la gare. Il entendit le sifflement des balles ricochant contre les murs et poursuivit sa course, tournant à gauche, puis à droite, et ainsi de suite. Aucun bruit de pas ne lui parvenant plus, il s'était arrêté un moment pour reprendre souffle. C'est alors qu'il avait quitté ses souliers. Il débarrassa son poignet des menottes qui y restaient pendues et les jeta. Mais il s'avisa qu'il n'avait ni couteau, ni arme quelconque. Ces morceaux de fer pouvaient servir. Il les ramassa et les mit dans sa poche. Il reprit sa course, qui le mena sur la route d'Odémich à Ayasoulouk. C'est alors qu'il entendit le roulement du galop des chevaux. Il quitta la route et se jeta à l'abri d'un petit mur en pierre sèche. Mais il était évident que derrière les cavaliers viendraient des hommes qui fouilleraient le terrain. Il avait couru longtemps, et il ne pouvait plus espérer gagner de vitesse ceux qui le poursuivaient. Il reconnut dans l'ombre qu'il se trouvait à l'entrée d'un cimetière. Le lieu était dangereux puisque le chercheur le moins perspicace pouvait penser que les stèles étaient autant de masques pour le fugitif. Les chevaux étaient là. Il ne pouvait plus traverser

la route. Il crut que son courage allait l'abandonner, et qu'on le saisirait là, tapi derrière une pierre. Mais son esprit se tendit avec la même promptitude que ses muscles sous le gibet. En errant à travers les tombes, il avait heurté le tronc d'un gros cyprès. Il leva les yeux, vit le feuillage opaque. Il y grimpa.

Moins d'une minute après, les gendarmes envahissaient le cimetière. Les cavaliers se dispersèrent, parcourant le terrain dans tous les sens, heurtant de la lance tout ce qui sur le sol avait une forme mal définie. Hassan entendit leurs voix. Deux hommes passèrent sous lui, puis y revinrent et s'arrêtèrent.

Hassan sentait l'odeur des chevaux en sueur. Il retenait son souffle, écoutant le cliquetis des mors secoués.

— Tu parles d'une histoire, disait un des hommes.

— Chacun sa chance, répondait l'autre d'un ton indifférent.

Enfin, un ordre : « Il n'y a rien ici. Continuons plus loin. Aïdé ». Puis ce furent des hommes à pied, qui recommencèrent les mêmes allées et venues, et qui s'éloignèrent de la même façon.

Hassan, avec l'espoir, avait repris son sang-froid. Il attendit encore dix minutes, puis se laissa glisser à terre. Il franchit la route et, à travers une oliveraie, gagna le lit d'un des torrents qui viennent se jeter dans le Caystre. L'aube éclairait l'horizon sur sa gauche.

Il pensa avec raison que le fait d'être à l'intérieur du cercle de ses poursuivants lui donnait une plus grande chance de salut que s'il avait fui devant eux. Selon toute vraisemblance, les cavaliers pousseraient leurs recherches jusqu'à une vingtaine de kilomètres, limite extrême de la traite d'un homme à pied. Puis, ils reviendraient sur leurs pas, resserrant leur cercle et battant la campagne. Cette manœuvre lui laissait presque une demi-journée devant lui. Mais il était à craindre que de nouvelles équipes de soldats fussent envoyées d'heure en heure pour fouiller les abords immédiats de la ville.

Il cessa de courir. Il lui fallait ménager ses forces. D'autre part, il n'était pas loin des terres cultivées. Des paysans allaient bientôt venir sur leurs champs. Un homme courant

attirerait leur attention et ils donneraient l'alerte. Il prit donc une allure naturelle et chercha à se masquer le plus possible. Il arriva ainsi au pied du rocher. Le torrent sortait d'une étroite gorge, aux parois presque verticales.

Hassan entra dans l'eau, et remonta le courant en prenant appui sur les grosses pierres qui encombraient le lit. Mais il pensa que l'idée viendrait certainement aux gendarmes qu'il avait cherché refuge dans la montagne, et que, parmi les voies d'accès, on ne négligerait pas les ruisseaux. D'ailleurs, au fond de cette gorge, il pouvait être cerné par deux hommes se postant à chaque bout.

Il leva les yeux vers la montagne. Puis, il but de l'eau, et s'assit sur un ressaut du roc.

Il commençait à ressentir la fatigue. Depuis deux heures, il avait fourni un effort terrible. Il avait la tête lourde et ses paupières tombaient. Il lui vint une crainte : celle de s'endormir malgré lui.

LOUIS FRANCIS

(La fin dans la prochaine livraison.)

JOURNAL INTIME

1910

Les pages du journal intime de Tolstoï que nous publions ici sont inédites en français. Elles ont été écrites par Tolstoï pendant les derniers mois de sa vie (Tolstoï, né en 1828, est mort le 7 novembre 1910). Pour bien comprendre dans quelle atmosphère tragique elles ont vu le jour, il faut relire la belle étude de François Porché, *Tolstoï entre les violents*, parue dans la *Revue de Paris* du 13 septembre 1935. On retrouvera là les épisodes de ce drame qui opposa Tolstoï et sa femme, divisa leurs enfants (affaires du testament et du journal intime, démêlés avec le fameux Tchertkoff, l'ami de l'écrivain, etc...) et fit naître d'innombrables scènes plus violentes les unes que les autres.

D'autre part, en ce qui concerne les idées philosophiques et sociales de Tolstoï, son antipatriotisme, son antimilitarisme, etc..., nous renvoyons aux articles de Marcel Thiébaut, *Léon Tolstoï ou les Fruits du journal intimisme*, parus les 15 novembre et 1er décembre 1936.

(N.D.L.R.)

13 février 1910. Yasnaïa-Poliana. — J'ai bien dormi, et j'ai pensé ce qui suit :

1. En m'endormant je perds la conscience de celui qui est éveillé ; en mourant, je perds la conscience du « moi » qui vit cette vie ; mais comme le sommeil ne supprime pas ce dont on a conscience, de même pour la mort. Qu'est-ce au juste que cela dont on a conscience ? — je ne sais et ne peux le savoir.

Cette idée me vient à l'esprit : eh bien, soit, mon âme est ce qui a conscience, ce qui ne mourra pas, et ce qui reparaîtra un jour quelque part de nouveau (ce sont les notions du temps et de l'espace qui interviennent ici). Mais, si j'ai perdu le souvenir de l'ancien « moi », ce n'est plus « moi ». La mort a supprimé ma conscience. Quoi qu'il arrive après

la mort du « moi », du principe qui constitue mon « moi », je n'existe plus, je n'existerai plus, je ne pourrai exister. Mais s'il en est ainsi, la question se pose : quel est ce moi qui est apparu soudain au moment de la naissance? Qu'est-ce que ce « moi »? Pourquoi ce « moi » est-il moi? Et comment ce moi, qui est apparu d'une façon si inconcevable hors du temps, pourrait-il ne pas disparaître d'une façon tout aussi inconcevable hors du temps.

Je mourrai, soit. Mais pourquoi toute vie après ma mort ne sera-t-elle pas ma vie?

Il y a là quelque chose, mais je n'arrive pas à le démêler et à l'exprimer clairement.

2. J'ai encore pensé à l'évanouissement de ma mémoire. J'ai oublié et j'oublie ce de quoi se compose le « moi », de Léon Nikolaévitch[1]. Que reste-t-il donc? Il reste une chose très importante, la plus importante. Ce qui s'est manifesté au moment de la naissance dans ce monde, mais ce qui n'était pas, ne sera pas et ce qui est. Et cette vie à moi est seule mienne, et sûrement mienne, mais pourquoi toute vie n'est-elle pas mienne? Ce n'est que par l'intermédiaire de l'amour que j'ai conscience de cela. Ici encore, c'est confus, mais je m'entends[2].

3. Les hommes ont érigé leur haine et leur vindicte en un sentiment légitime, en équité, et c'est cela, c'est leur infamie qu'ils attribuent à Dieu! Quelle absurdité!

J'ai écrit cela dans la matinée. Je suis allé, ensuite, chercher les lettres, et j'ai fait un *jour*, mal. Cela n'allait pas. Pas sorti. Sacha[3] m'inspire de l'inquiétude. Tanitchka[4] aussi; elle a la rougeole.

14 février. — J'ai encore arrangé un *jour* tant bien que mal. Mécontent de l'ordre matériel. Lettre bonne, agréable de Sonia[5].

15 février. — Si je suis encore en vie[6]. Levé assez tard.

1. C'est-à dire de Tolstoï lui-même.

2. Les deux derniers mots sont en français dans le texte.

3. Fille cadette de Tolstoï.

4. Tania, fille aînée de Tolstoï.

5. Femme de Tolstoï.

6. Phrase très fréquemment écrite par Tolstoï en tête de ses notes quotidiennes, au cours des dernières années de sa vie.

Écrit une lettre à Khiriakoff. Visite d'un ouvrier qui voudrait se mettre à cultiver la terre. Il désire avoir de l'influence sur les hommes... A noter...

1. Ma vie est pénible parce que la vie est mauvaise. La vie est mauvaise parce que nous autres, hommes, nous vivons mal. Si nous — les hommes, — nous vivions bien, la vie serait bonne et ma vie ne serait pas pénible. Je suis au nombre des hommes. Et si je ne peux obliger tous les hommes à vivre bien, je puis m'y obliger moi-même, et ainsi rendre tant soit peu meilleure la vie des hommes ainsi que la mienne. Un tel raisonnement me confirme dans la pensée que si tous les hommes s'entendaient sur ce point — le raisonnement est d'ailleurs irréfutablement juste — la vie serait bonne tout à la fois pour moi et pour tous les hommes.

16 février. — S.j.s.e.v.[1] . . . . . .

17 février. — Si je suis encore en vie.

17 février. — Je suis en vie. Reçu une lettre touchante d'un étudiant de Kiev qui m'exhorte à quitter ma maison pour vivre dans l'indigence. La santé va mieux. J'ai corrigé toute la matinée la lettre sur Bouddha et j'ai répondu aux lettres. Sacha va mieux. Je tiens bon. Il est cinq heures passées. J'ai un peu marché et dormi. Le soir j'ai également travaillé.

. . . . . .

20 février. — Je suis en vie. Je continue à travailler avec zèle aux livres. J'ai terminé le 28. *Sur le présent* me plaît. Lettre de Tchertkoff[2]. Israélite danois très intéressant. Monté à cheval avec Douchane. Ensuite Goldenblatt. J'ai un peu corrigé la lettre à Possé. Je me couche. Sacha va tout à fait mieux, elle va bien.

. . . . . .

22 février. — Le matin rencontré un matelot, militant politique. Je l'ai envoyé à Téliatniki et j'ai écrit à Tchertkoff . .

. . . . . .

17 mars. — Laissé passer trois jours ; aujourd'hui, c'est le quatrième jour, le 17 mars à quatre heures. Pendant ces trois jours j'ai été indisposé. Mal travaillé à la lettre du

1. Si je suis encore en vie.

2. Ami de Tolstoï, la « bête noire » de Mme Tolstoï. Voir F. Porché, texte cité.

Japonais, à la préface de « Pour chaque Jour [1] ». Visite d'Alexandre Stakhovitch. Tout ce temps-là, d'humeur très sombre. Dieu merci, je me suis ressaisi hier en ce qui concerne mes rapports avec ce qui est le plus important. C'est la part matérielle du travail qui m'attend, or, elle m'est à charge. Molotchnikoff est arrêté [2]. Visite du cher Pérévoznikoff. J'ai écrit à Tchertkoff.

Maintenant j'ai de nouveau écrit une préface. Molotchnikoff écrit.

Je crois que la préface est meilleure. Mais d'une façon générale, tout ce travail « Pour chaque Jour » me devient pénible. Une espèce de pédantisme, de dogmatisme, d'une façon générale, un sentiment de dégoût. La lecture des lettres d'Alexandra Andréevna et des pensées de Leskoff [3] m'ont produit deux fortes impressions de caractère identique.

Il me semble que j'ai beaucoup de pensées à noter :

1. S'il existait un homme tout à fait ignorant de la vie des hommes de notre monde chrétien et qu'on vînt lui dire : il y a des gens qui se sont organisé une telle vie que la majeure partie d'entre eux, quatre-vingt-dix-neuf pour cent, ou peu s'en faut, vivent dans un incessant travail physique, en subissant une pénible misère pendant que l'autre partie vit dans l'oisiveté et le luxe ; si cette centième partie a sa religion, sa science, son art, quelle doit être sa religion, sa science, son art? Je pense qu'il n'y a qu'une réponse possible : une religion, et une science, et un art dénaturé et mauvais.

2. Comme il est difficile d'aimer, ou même de s'empêcher de haïr l'homme suffisant et bête, qui inspire le dégoût! Difficile, mais que faire? C'est là la principale tâche qui t'est donnée.

1. Tolstoï s'efforçait dans ce travail de présenter sous une forme concise l'ensemble de ses croyances. Il commença à travailler à la préface en 1907 et l'acheva en octobre 1910. L'ouvrage fut remis en chantier plus de cent fois.

2. V. A. Molotchnikoff : serrurier à Nijni-Novgorod, disciple de Tolstoï. Il fut emprisonné, de 1908 à 1909, pour avoir répandu les écrits interdits de Tolstoï. Arrêté une seconde fois, le 11 mars 1910, sous l'accusation d'avoir « dépravé » deux soldats en leur conseillant de ne pas faire leur service militaire, il fut acquitté par la Cour de Justice et remis en liberté. Tolstoï prit extrêmement à cœur cette seconde détention de Molotchnikoff et fit son possible pour lui venir en aide.

3. Leskoff : romancier célèbre ; vers la fin de sa vie ses vues religieuses et philosophiques se rapprochaient de celles de Tolstoï.

3. Ce qui a été donné à l'homme est tel qu'il ne peut rien imaginer de meilleur. Mais il dit : c'est mauvais, c'est peu. On donne à une paysanne une pièce de toile et elle dit : « Trop grosse ». On lui en donne une plus fine et elle dit : « Donne m'en davantage ». Si l'on ne t'avait pas réveillé, butor que tu es, tu dormirais encore, tu ne saurais rien, tu ne verrais rien de ce que tu sais et de ce que tu vois maintenant. C'est à toi de profiter le mieux que tu pourras de ce qui t'a été donné ; mais tu dis : ça ne vaut rien.

15 mars. — Pour comprendre un objet matériel, quel qu'il soit, il faut connaître son origine, la cause de son apparition, et ses rapports avec les autres objets. Mais l'origine et la cause de l'apparition de tout objet plongent dans le temps infini. De même les rapports entre un objet et les autres objets sont indéfinissables puisque tous les objets se divisent en particules infiniment petites et grandissent jusqu'à des grandeurs infiniment grandes. Il s'ensuit que ni l'origine ou la cause de l'apparition des objets, ni leurs rapports avec les autres objets, ne peuvent être connus ni compris de nous.

La durée d'existence non seulement de mon corps, quatre-vingts ans, mais de notre planète, de la terre, même s'il s'agit de milliards d'années, ne tient qu'un moment infiniment petit dans le temps infini. Et c'est pourquoi les causes de ma naissance et l'origine de la terre, et de tout ce qui est au monde, ne peuvent être comprises, ni connues de nous. De même les rapports de la matière dans l'espace avec mon corps, et la terre, et tout ce que vous voudrez, ne sont même pas un grain de sable dans le monde infini, ils ne sont rien. Ce qui est étonnant, ce n'est pas l'infinité du temps et de la matière dans l'espace ; ce qui est étonnant, voudrais-je dire, c'est la sottise infinie des hommes qui estiment que les phénomènes matériels sont les plus compréhensibles, ceux qui expliquent la vie d'une façon satisfaisante sans qu'il soit nécessaire d'y reconnaître l'existence d'un élément spirituel.

Pour le paysan, la vie est avant tout le travail qui lui donne la possibilité de continuer la vie, non seulement la sienne, mais aussi celle de sa famille et des autres hommes. Pour les intellectuels la vie consiste dans l'assimilation des connaissances ou des arts considérés comme importants dans leur

milieu, et à profiter pour le reste des travaux du paysan. Comment se pourrait-il que la réponse donnée aux problèmes de la vie par le paysan ne fût pas sensée, et que la réponse donnée par l'intellectuel ne fût pas insensée?

Dieu le Créateur, Dieu Brahma, Vichnou, Siva, Dieu Jupiter, Dieu Jésus-Christ, etc... Tout cela est tellement absurde que nous repoussons hardiment, que nous ne pouvons ne pas repousser ces absurdes notions. Mais nous ne songeons pas que la notion de Dieu, prince spirituel de tout, est une notion si grande et si nécessaire que nous ne serions jamais arrivés à la posséder si elle n'avait été découverte aux hommes petit à petit, par les efforts de la pensée des plus grands sages du monde. C'est là qu'est le progrès immense de l'humanité, mais nous nous imaginons que, possédant le radium, les aéroplanes, l'électricité, nous pouvons nous en passer. Oui, nous le pouvons, mais en tant que bêtes et non en tant qu'hommes; et c'est bien comme bêtes que nous vivons maintenant dans nos New-York, nos Londres, nos Paris, aux maisons de trente étages.

. . . . . .

1er avril. — Dimotchka est venu hier et m'a raconté le sujet de la nouvelle de Sémenov; elle est très bien. J'ai pris Sémenov et j'ai lu toute la soirée. Très bien. Le soir, faiblesse, et ce matin encore plus. Je ne peux rien faire et cela m'est pénible. Mais ce qui est bien, c'est que j'ai infiniment d'aversion et de dégoût pour moi-même.

. . . . . .

3 avril. — Passé deux jours... Je dors beaucoup, mais la faiblesse s'accentue toujours. Il est cinq heures passées. Je viens de me réveiller. Il y avait beaucoup de lettres. Répondu à quelques-unes. Ce matin, j'ai voulu écrire quelques indications au sujet de mon enterrement et de ce qu'il faudrait lire au cours du service funèbre. Je regrette de ne pas l'avoir noté. Je sens la mort à chaque moment plus proche. Il est hors de doute que ma vie, comme probablement celle de tous les hommes, devient plus spirituelle avec les années. Et c'est également ce qui s'accomplit dans la vie de toute l'humanité. C'est là l'essence et la signification de toute la vie et de toutes

les vies, et c'est pourquoi la signification de ma vie ne consiste également que dans cette spiritualisation croissante. Quand j'en ai conscience, je sais que j'accomplis l'œuvre qui m'est donnée ; je me spiritualise moi-même et je contribue par ma vie, ne serait-ce qu'un peu, à la spiritualisation, au perfectionnement du monde entier.

. . . . . .

4 avril. — Je me suis levé plus alerte. Fait une promenade. Et de bonnes pensées me sont venues le matin, et pendant la promenade.

Le matin j'ai pensé à ceci :

1. De deux choses l'une : ou bien vivre dans le temps et l'espace en se laissant guider dans son activité par la considération de l'avenir et par les conditions matérielles extérieures, et craindre, espérer, et toujours se tromper et souffrir, ou bien : vivre uniquement de l'heure qui passe et du principe spirituel — celui de l'âme et se laisser guider dans son activité, sans connaître ni la crainte, ni les déceptions, ni les erreurs, ni les souffrances, par l'amour, — cette loi du principe spirituel de l'âme.

La vie n'admet entièrement ni l'un ni l'autre. Pourtant la vie n'est la vie que lorsque le principe spirituel triomphe du principe matériel, et c'est dans cette victoire seulement qu'est la vie.

2. L'amour de Dieu et la conscience de Dieu sont identiques à l'attraction que subissent les objets vers la terre, la terre vers un grand centre, ce centre lui-même vers un centre de gravitation plus grand encore, et ainsi indéfiniment. L'amour du prochain, l'amour des animaux sont identiques à l'attraction mutuelle des objets soumis à la gravitation universelle. Nous connaissons Dieu exactement comme nous connaissons la gravitation. De même que nous connaissons la gravitation par la loi qui la détermine, nous connaissons Dieu par la loi de l'amour. C'est une même loi, d'où viennent l'amour de Dieu et la gravitation universelle ; c'est une même loi qui régit l'attraction mutuelle des divers objets dont est faite la matière et l'amour entre les divers être vivants. Et de même que nous ne connaissons pas, et ne pouvons pas même nous représenter le centre absolu de la gravitation, ainsi

nous ne pouvons connaître Dieu ni même nous le représenter. Mais de même qu'il est certain que ce centre inconcevable existe, il n'est pas moins certain que Dieu est.

— Une conception grossière de la gravitation distingue entre le haut et le bas ; pour une conception plus élevée, la terre attire les objets ; encore plus élevée, le soleil attire la terre ; quant au soleil il est lui-même attiré par..., etc. Il en va de même pour la conception de Dieu. Sous sa forme la plus grossière c'est l'idole. Conception plus élevée : le Christ, Bouddha ; plus élevée encore : un Dieu personnel... Mais ni l'une ni l'autre conception n'est accessible à l'homme, bien que l'une et l'autre soient inévitables et nécessaires à la fois, comme notion et comme fait.

5 avril. — . . . . . .

Comme il est bon de se souvenir de notre néant : néant de l'homme devant les milliards d'hommes, néant de l'animal parmi les milliards de milliards d'animaux, néant du grain de sable qui nous abrite, la terre, à côté de Sirius, etc..., enfin, néant de notre durée à côté des milliards de milliards de siècles. Il est une seule explication : tu es un ouvrier. La tâche qui t'est confiée est écrite dans ta raison et dans ton cœur, elle a été exprimée d'une façon claire et intelligible par les meilleurs de tes semblables. Une récompense sûre pour l'accomplissement de la tâche est aussi placée en toi et elle est immédiate. Mais quelle est l'importance de la tâche et de son exécution? Il ne t'est pas donné de le savoir, et d'ailleurs ce serait inutile. Tu es heureux sans cela. Que pourrais-tu désirer encore?

7 avril. — J'ai encore laissé passer la journée d'hier. Levé de bonne heure... Je n'ai envie de rien écrire de nouveau. Et je m'en trouve bien[1]. Fait une promenade à cheval avec Douchane[2] loin, et avec beaucoup d'agrément. Chose absurdement agréable que ce printemps. A chaque fois, je n'en crois pas mes yeux. Est-il possible que toute cette beauté vienne aussi du néant? Le soir, Sérioja. Je puis à présent le comprendre. — Et j'en suis heureux . . . . . .

. . . . . .

1. En français dans le texte.

2. Makovitsky, médecin qui vivait chez Tolstoï.

Travaillé à corriger les livres ; je ne sais toujours pas quel titre leur donner. Ensuite Philosophoff. Mort, comme presque tous[1]. Bonne lettre d'un moujik.

Une jeune fille à peu près folle[2].

Ah oui, oublié de noter, hier, deux paysans venus, l'un du côté de Nijni-Novgorod, l'autre d'Ekaterinoslav. Tous deux espéraient recevoir une aide.

Vivre seulement pour accomplir. Sa volonté et non la nôtre. Quelle liberté ! Et je commence à la sentir. Comment n'être pas reconnaissant de la naissance, et de la vie, et de la mort ?

. . . . . .

8, 9 *avril*. — A noter :

1. « Tu es le serviteur du tzar et moi celui de Dieu. »

2. L'un des caractères les plus pénibles de la condition de ma vie est que je vis dans le luxe. Tout le monde dépense pour mon luxe, l'on me donne des objets inutiles, et l'on s'offense si je les rends. Cependant on me demande du secours de toute part et je suis obligé de refuser en éveillant ainsi de mauvais sentiments. Je mens en disant que tout cela est pénible. C'est pénible parce que je suis mauvais. Il faut qu'il en soit ainsi. C'est bien. Très bien. Toute la journée je suis d'une humeur de chien[3]. C'est juste alors qu'il faudrait être bon. Mais tout de même je n'oublie pas qu'une seule approbation est nécessaire, la Sienne.

10 avril. — Je continue à être de mauvaise humeur. Impossible même de songer à aucun travail. Corrigé *Pensées sur la Vie* . . . . . .

1. V. V. Philosophoff, vice-président de la section russe de la Ligue Internationale de la Paix. V. V. Philosophoff vint en 1910 s'entretenir avec Tolstoï du Congrès de la Paix qui devait avoir lieu à Stockholm. D. P. Makovitsky rapporte quelques paroles dites par Tolstoï au cours de l'entretien : « Je suis votre aîné de trente ans, permettez-moi de vous donner un conseil sérieux puisque vous vous occupez de la chose : en tolérant l'existence des armées et de la guerre, vous pervertissez le peuple qui ne peut que se dire : « Puisque ces gens instruits admettent le service militaire, il nous faut bien faire comme eux ».

2. Il s'agit d'une jeune fille qui vint le 7 avril à Yasnaïa-Poliana, pour demander à Tolstoï l'argent nécessaire à la fondation d'une école pour le peuple. Le programme de cette école tenait en trois points : « Religion, histoire, géographie ». Tolstoï refusa ; la jeune fille lui demanda alors de lui donner « ne fût-ce qu'un cheveu » en souvenir de lui.

3. En français dans le texte.

Sacha part. Elle est triste. J'ai eu une bonne conversation avec elle. Tous deux nous avons failli pleurer. Noté seulement ceci :

« Si tu te fâches contre les hommes, songes-y ; n'est-ce pas parce que tu es mauvais toi-même. Si tu te fâches contre les bêtes, selon toute vraisemblance, c'est en toi qu'est le mal. Si tu te fâches contre les choses, sache bien que toute la faute est en toi, et qu'il faut te maîtriser.

Quel grand péché j'ai commis en donnant la fortune à mes enfants ! C'est du mal que je leur ai fait à tous et même à mes filles. Je le distingue clairement aujourd'hui[1].

11 avril. — Toujours dans le même état. Je n'ai fait aucun travail, sauf quelques lettres. Et les lettres ne valent rien. Et pourtant j'ai grande envie de travailler. Bien causé avec Sacha.

. . . . . .

Je suis heureux qu'aucun effort ne me soit nécessaire pour éviter les regrets. J'ai été mauvais avec les paysannes qui me sollicitaient. Je ne me souvenais pas de la prière. A noter :

1. Le démon de la vanité est rusé et habile ; quand tu commences à te juger en toute sincérité et que tu vois ton ignominie, il est déjà là pour te souffler à l'oreille : « Vois, voilà comme tu es bon, différent de tous les autres ; tu es humble, tu te condamnes toi-même, tu es bon. »

2. On nous a habitués à entendre par religion une conception exacte et bien définie de Dieu et de sa loi ; c'est pourquoi nous hésitons à accepter un Dieu incompréhensible mais certain, et ses exigences qui sont écrites non dans les livres mais dans son cœur. Et cependant c'est seulement dans ce Dieu incompréhensible et dans ces exigences écrites dans les cœurs que se trouve la religion, la seule religion vraie.

3. Quand on lie amitié avec un homme on ne devrait éprouver qu'un sentiment de joie et de reconnaissance pour les possibilités de communion qui nous viennent ainsi.

4. Le patriotisme est impossible pour quiconque a une foi raisonnée en quoi que ce soit.

1. Après la crise morale par laquelle il passa au début de 1880, Tolstoï renonça à sa fortune en faveur de sa femme et de ses enfants. L'acte de partage fut signé en 1891.

5. La vie offre tant de contradictions à tout ce que nous pensons et sentons, que l'action stupéfiante du tabac et du vin nous est nécessaire.

12 avril. — Matin, 2 heures. Toujours aussi inapte au travail... Mais il y a une chose qui est bien. Je sens un certain progrès de mon indifférence au jugement des hommes et un grand respect pour l'homme, ce que j'appelais reconnaissance pour le bonheur d'une communion possible... Je vais monter à cheval.

Pas dîné. Angoisse douloureuse causée par le sentiment de l'ignominie de la vie que je mène parmi ceux qui travaillent à grand'peine pour arriver tout juste à ne pas mourir de froid et de faim, pour se garder vivants eux-mêmes et leurs familles. Hier, voilà quinze personnes qui bâfrent des crêpes et cinq ou six pères et mères de famille qui courent, qui arrivent à peine à préparer, à servir toute cette mangeaille. Sentiment de honte douloureux, terrible. Hier, passant à cheval devant des casseurs de pierres, j'ai souffert la torture du soldat qui défile entre deux rangées de schlagueurs. Oui, la misère est pénible, douloureuse, et l'envie, et la haine envers les riches ; mais je ne sais si la honte de ma vie n'est pas plus douloureuse encore.

Aujourd'hui *13 avril.* — Réveillé à cinq heures, j'ai tout le temps pensé aux moyens de sortir de cette situation, que faire? Et je ne sais. Je voulais écrire[1]. Mais écrire est vil tant que je reste dans cette vie. Lui parler[2]? M'en aller? Transformer tout peu à peu... Je crois que c'est seulement cette transformation que je puis et que je vais faire. Mais c'est pénible tout de même. Peut-être et même sûrement c'est bien. Aide-moi, aide-moi, Toi Qui es en moi, dans tout et Qui es et que je supplie et que j'aime. Oui, que j'aime. Et si je pleure maintenant c'est en aimant. Beaucoup.

1. A. B. Goldenweiser cite dans son livre *Auprès de Tolstoï* quelques paroles prononcées le 14 avril 1910 par Tolstoï : « Si j'étais jeune je ferais un bon roman que j'appellerais : « Il n'y a pas de coupables dans ce monde... » Que j'aimerais écrire une œuvre d'art ! Je sens que mon impuissance à écrire n'est que momentanée. Actuellement je n'ai pas les forces nécessaires, mais j'espère que cet état passera. »

2. C'est-à-dire : parler à Sophie Andréévna. A cette époque, on le sait, le désaccord des époux avait pris une ampleur tragique.

12 mai. — Si je suis en vie, condition de plus en plus nécessaire.

Je suis en vie. Fait une promenade, le matin, et bien réfléchi. Mais ensuite, faiblesse ; je n'ai rien fait. Seulement lu : sur la religion. Appris du nouveau sur la religion chinoise[1]. Cela éveille bien des pensées. Monté à cheval avec Boulgakov. A la maison, atmosphère pénible pour diverses raisons. Une petite lettre de Sacha. Conversations avec le boutiquier et le garde champêtre. A noter :

1. Comme il est facile aux individus aussi bien qu'aux nations de s'assimiler ce qu'on appelle la civilisation, la vraie civilisation ! Suivre un cours à l'université, se curer les ongles, se faire servir par le tailleur et le coiffeur, faire un voyage à l'étranger, et voilà un civilisé tout achevé. Et pour les nations : avoir autant de chemins de fer, d'académies, de fabriques, de dreadnoughts, de forteresses, de journaux, de livres, de partis, des parlements qu'il est possible, et voilà la nation la plus civilisée. C'est bien pour cela que les hommes — individus comme nations — s'attachent à la civilisation et non à l'instruction. Celle-là est facile, n'exige pas d'effort et appelle l'approbation ; au contraire, celle-ci exige un effort intense, et loin d'appeler l'approbation, elle est toujours méprisée et haïe de la majorité parce qu'elle dénonce le mensonge de la civilisation.

2. Nous appelons mal ce qui ne nous plaît pas, à nous et à notre corps : un chien, un cheval méchant, une mauvaise plume (qui n'écrit pas), une méchante table (pour l'enfant qui vient de s'y cogner), un méchant homme, un méchant Dieu.

3. Le danger de la conquête mine la routine religieuse de l'Orient. Utilité manifeste du militarisme.

13 mai. — A noter :

1. Le plus grand nombre des hommes demandent du travail, comme une grâce ; il suffit de le rappeler pour voir clairement combien notre vie est horrible dans son immoralité et sa sottise, dans ses dangers et sa détresse.

2. Il en est de la médecine comme de toutes les sciences :

1. Tolstoï lisait à ce moment le livre du théologien allemand Otto Pfleyderer : *De la religion et des religions.*

elle s'est avancée loin, sans preuves : un petit nombre d'hommes connaissent des subtilités inutiles, alors que le peuple manque des notions d'hygiène les plus simples.

3. J'ai beau vouloir vivre seulement devant Dieu, je ne le puis. Je ne dirai pas que je me soucie du jugement des hommes, je ne dirai pas que je les aime, mais s'il est un fait certain que je ne peux empêcher, c'est que je les ressens spontanément tout comme je ressens mon corps, bien que ce soit plus faiblement et d'une autre manière. (Exact.)

J'ai beaucoup dormi, et comme toujours quand cela arrive, je me suis levé très faible. Je me suis promené, j'ai assisté à la visite des malades à l'hôpital. Intéressant. De nouveau, rien écrit. Bonne conversation avec les instituteurs. Les beaux-fils de Tania sont arrivés — pas mal. Soirée agréable. Causé avec Douchane et Boulgakov.

A noter :

Le mal est une superstition ; la meilleure preuve en est que la mort est couramment considérée comme un mal. Pour moi, je sais qu'elle n'est pas un mal.

14 mai. — Douleur au côté. Me suis levé alerte. Longue promenade. Rien noté.

. . . . . .

Marché à pied avec plaisir. Tchertkoff est venu. Arrivée de Tania. Bonne conversation avec les moujiks. Plutôt sur un ton de plaisanterie bon enfant. En rentrant, j'ai dormi. Gorbov, marchand civilisé. Quel ennui !

Comme il serait bon d'être en état de répondre sincèrement à la question : comment va ta santé ? — Je n'en sais rien, cela ne me regarde pas.

Bonne lettre de Sacha...

15 mai. — Faible, pendant toute la journée. N'ai travaillé à rien. Pas même ouvert un livre. Causé avec beaucoup de gens[1]... Tous les miens sont très gentils. Je voulais noter quelque chose de pas important mais je l'ai oublié. Tchert-

1. Tchertkoff écrit dans son Journal, à la date du 16 : « Hier, au cours de sa promenade matinale, L. N. eut de nouveau l'occasion de s'entretenir avec les paysans des environs : l'impression fut heureuse, à commencer par une femme inconnue qui lui offrit une place dans sa charrette en le prenant pour un bon vieux tout à fait quelconque. »

koff et Tania exigent que je leur donne ma comédie[1], mais je n'y arrive pas — elle vient mal.

17 mai. — Un peu mieux aujourd'hui. Bonne lettre de Sacha. Le matin, j'ai un peu marché, lu Réville[2]. Intéressant. Éveille des réflexions. Dîné dans la salle. Visiteurs : le soir, joué aux cartes. Ennuyeux. Lettres peu intéressantes, mais qui exigent des réponses et entraînent des soucis.

18 mai. — Aujourd'hui, je me sens tout à fait bien de corps et d'esprit. J'ai marché. Retouché la pièce, mais elle est encore mauvaise...

Et la soirée s'est passée comme à l'ordinaire.

Je continue à lire Réville et j'y trouve beaucoup de choses intéressantes. Chez les Hottentots, le chef-juge qui condamne à mort doit frapper le premier le supplicié. Ils disent fort bien que l'homme devrait vivre comme la lune, un mois : *vivre en mourant et mourir en vivant.* Réville est un écrivain très naïf : il admet que si les hommes vivent sans connaître l'État ni la propriété, c'est là le comble de l'inculture. — C'est une lecture qui évoque en moi bien des pensées...

1. Comme il est difficile mais, par contre, comme il est bon, comme il est joyeux de vivre sans dépendre le moins du monde du jugement des hommes, en étant seulement placé devant le jugement de sa conscience, devant Dieu. J'éprouve cela, quelquefois, et comme c'est bon !

2. La mémoire ? Bien souvent on confond la mémoire avec l'esprit, et l'on ne voit pas que la mémoire exclut l'esprit, qu'elle est incompatible avec l'esprit, avec l'esprit qui trouve la solution originale de ses problèmes. L'une se substitue à l'autre.

. . . . . .

15 juin. — A noter :

1. L'éducation repose sur l'instruction religieuse ; il s'agit

1. Il s'agit de la pièce : *Elle donne toutes les qualités.*

2. Tolstoï lisait le livre : *Les Religions des peuples non civilisés.* Le livre l'intéressa et il commença à le traduire. « C'est curieux — disait-il à Tchertkoff à propos de ce livre — que chez les peuples que l'on appelle sauvages nous retrouvions les mêmes superstitions qui règnent dans notre société civilisée : c'est le même « animisme », le « fétichisme ». Chez les sauvages, le même homme peut être tantôt bon, tantôt cruel, mais chez les civilisés, la cruauté est confiée à des institutions spéciales : l'armée, la police, les tribunaux, les prisons. »

au fond de communiquer aux enfants, sous la forme la plus accessible, et la plus simple, les principales interprétations de la vie et les règles de conduite qui en découlent ; ce sont les mêmes pour l'humanité entière. Or, au lieu de cela, on suggère aux enfants — je dis bien : on suggère — une doctrine religieuse antique, altérée, en désaccord avec toutes les autres sciences, et telle que ceux-là mêmes qui l'enseignent n'y croient pas. Ainsi pour toutes les grandes doctrines religieuses : Brahmanisme, Judaïsme, Bouddhisme, Taoisme, Christianisme, Mahométisme. Quel crime atroce !

2. C'est terrible à dire, mais qu'y faire ? Malgré tout notre désir de ne vivre que pour l'âme, pour Dieu, nous demeurons dans le doute et l'irrésolution devant un grand, un très grand nombre de problèmes. Une seule voie de salut : sans exiger de résoudre aujourd'hui tous les problèmes, se contenter de faire ce qu'on estime le meilleur, dans le moment présent, pour Dieu et pour l'âme. Penser qu'on peut vivre sans erreur et sans péché n'est qu'une grande et dangereuse erreur.

16 juin. — Levé assez tard, toujours la même faiblesse. Promenade, gens du peuple aimables... Pendant que je me promenais, un jeune homme s'est approché de moi, m'a dit que je savais deviner le sort, et m'a prié de lui dire l'avenir. Une femme encore est venue me tenir les mêmes propos et s'est plainte à moi de son mari, qui boit. Hier, j'étais de très mauvaise humeur, je voyais tout en noir [1]. Et c'est bien. Ainsi l'on ne rapporte qu'à soi tout ce qu'on voit dans les autres quand ils sont de mauvaise humeur : on les comprend, on leur pardonne, ou plutôt on s'abstient même de blâmer. Pas envie de rien écrire. Tout ce qui a été écrit paraît tellement médiocre et même mauvais que l'envie manque. C'est bien, d'ailleurs. Comme je me rapproche insensiblement et facilement de la mort ! Je n'en éprouve que de la reconnaissance. A trois heures, je suis allé à Mechtcherskoié, chez les fous. Tchertkoff m'a conduit en voiture. Parcouru toutes les salles. Je ne suis pas encore arrivé à m'orienter dans mes impressions et c'est pourquoi je n'écris rien. D'ailleurs, les impressions sont moins fortes que je ne m'y attendais. Un peu travaillé à la correction du livre : « Péchés, tentations, superstiti-

1. En français dans le texte.

tions[1]. » Grande envie de me débarrasser de ce travail... Lettres peu intéressantes. Lu Kouprine. Il a beaucoup de talent. Dans « La rougeole », le récit n'est pas soutenu, mais les images sont saisissantes, véridiques, simples...

17 juin. — ... Ce matin, ma tête était un peu plus fraîche... Songe agréable : des chiens qui me léchaient tendrement. Ce soir, tête creuse. Je me couche, il est onze heures passées. Très bien causé avec la chère Sacha. Lettre de Sonia[2]. Il faut lui écrire. J'ai envie d'écrire beaucoup. Et je suis indifférent à la possibilité d'écrire.

18 juin. — Peu dormi mais, malgré cela, travaillé un peu mieux. Corrigé trois fascicules[3]... Je suis allé avec Tchertkoff à Mechtcherskoié et à Ivino : femmes malades, agréable écrivain paysan, et des femmes alertes : une surtout, tout à fait comme tout le monde. Ensuite invitation de Troïtzkoé à une séance de cinéma[4]. Dormi, dîné, le soir, jeu d'échecs. Écrit à Sonia. Rien à noter. Une bonne lettre.

19 juin. — J'ai longtemps dormi et je suis énervé. J'ai eu l'idée de faire un important changement à la préface[5] et j'ai terminé la lettre adressée au congrès slave. Il est une heure passée. A noter :

1. Ce qui est terrible ce n'est pas la folie incohérente, individuelle, personnelle, bête, mais la folie générale, organisée, publique, la folie intelligente de notre monde.

2. Pascal disait que si les rêves étaient aussi bien coordonnés que les événements de la vie à l'état de veille, nous ne saurions pas distinguer le sommeil de la veille. Et moi je dirai que si

1. Sixième chapitre du recueil *Le Chemin de la Vie.*

2. Tolstoï fait allusion à une lettre de S. A. Tolstoï, datée du 17 juin 1910, qui contenait notamment ce passage : « Je ne pourrai pas aller chez les Tchertkoff, d'abord parce que je me sens mal, puis parce que je suis prisonnière d'un tas d'affaires, dont il m'est difficile de me libérer. Naturellement, si par malheur, il t'arrivait de tomber malade — que Dieu t'en garde — ou si ma présence t'était indispensable, je viendrais immédiatement. Mais j'espère que tu ne vas pas tomber malade et quant à être nécessaire, je sens depuis bien longtemps qu'il n'en est plus ainsi. Je remercie le destin, et je te remercie aussi pour le passé... »

3. Il s'agit des épreuves de trois chapitres du recueil *Le Chemin de la Vie.*

4. Tolstoï assistait régulièrement aux séances de cinéma qu'on organisait une fois par semaine pour les aliénés.

5. Tolstoï avait décidé de remplacer dans la préface du *Chemin de la Vie*, les mots « Amour de Dieu » par « Conscience de Dieu ».

ce qui constitue la folie de l'homme le plus fou était une folie générale, et si la folie de la vie de tous était la folie d'un homme seul nous ne saurions pas où est la vie folle et où la vie raisonnable[1].

3. Presque tout acte qu'il s'agit d'accomplir, pour peu qu'on y réfléchisse sérieusement, provoque de l'irrésolution. Ce qui vient trancher la question, c'est qu'il est impossible de ne pas agir sur-le-champ. Et c'est pourquoi la pensée est si précieuse. Elle sert à préparer telle ou telle décision.

24 juin. — Yasnaïa-Poliana. Beaucoup de choses à noter. Levé sans avoir assez dormi. Promenade. Sonia est venue au milieu de la nuit. Elle ne dort toujours pas. Elle est venue chez moi le matin. Toujours émue, mais elle se calme.

Je suis allé me promener après un entretien affreusement pénible avec Sonia. Devant la maison, des fleurs ; de vigoureuses fillettes, pieds nus, font du nettoyage. Ensuite elles reviennent avec du foin, des baies. Gaies, calmes, bien portantes. Ce serait bien d'en faire deux tableaux[2].

Revu lettres. Écrit réponse sur l'ivrognerie. Rien de particulier le soir. Apaisement.

25 juin. — Levé de bonne heure. Écrit sur la folie, lettres. Et tout à coup Sonia, toujours dans le même état d'excitation hystérique. Cela a été très pénible. Je suis allé avec elle en voiture à Ovsiannikovo. Elle s'est calmée. J'ai gardé le silence, mais je n'ai pas pu, pas su être bon et tendre[3]... Je ne sais

1. Ces deux pensées furent reprises dans l'article « Sur la Folie ».

2. D'après V. G. Tchertkoff, Tolstoï avait l'intention de décrire « ce qui se passe à l'intérieur et au dehors de la maison ». Cette intention ne fut jamais réalisée.

3. Le 25 juin 1910, S. A. Tolstoï écrivait dans son journal : « La nuit, je ne dors pas. Je ne puis rien manger. Vers le matin, je me sens devenir tout à fait folle et je souffre terriblement. J'ai prié Léon Nikolaévitch de m'aider à retrouver mon équilibre, mais il n'en est pas capable parce qu'il ne m'aime pas ; il n'aime que Tchertkoff. Contre son gré, sur ma prière, il m'a accompagné en voiture jusqu'à Ovsiannikovo. J'avais mal partout, au ventre, aux jambes, au cœur. Léon Nikolaévitch ne songeait tout le temps qu'à s'en aller et à me quitter. Je pleurais. Je ne sais s'il s'en aperçut. mais il ne m'abandonna pas, et après cette promenade je me sentis un petit peu mieux. »

D. P. Makovitsky écrit d'autre part dans ses mémoires : « Aujourd'hui comme hier, Sophie Andréévna continue à torturer Léon Nikolaévitch et se torture elle-même. Simulation. Elle ne boit et ne mange rien. Elle reste assise au salon toute seule et quand Léon Nikolaévitch s'approche d'elle, elle se lève, puis tombe et se plaint de s'être blessée au genou ; ensuite elle s'enfuit, puis, dans le petit cabinet de sa chambre, elle se jette à genoux et elle porte à sa bouche une fiole contenant de l'infusion d'opium. Elle déclare ensuite à Léon Nikolaévitch qu'elle n'en avait bu que fort peu ; à mon avis elle n'en avait pas bu du tout. »

quel malaise dans mon âme. Quelque chose qui me fait honte...

26 juin. — Levé de bonne heure. Marché, perdu mon chapeau. A la maison, lettres. J'ai seulement relu « Sur la Folie » et commencé d'écrire, mais je n'ai pas fini. Promenade à cheval, pluie. Rentré à la maison. Sonia est de nouveau excitée, et toujours mêmes souffrances pour les deux.

Aide-moi, mon Dieu. C'est ici la place des prières : 1. Seulement devant Dieu. 2. Toute l'œuvre tout de suite. Et je ne la fais pas. 3. Je rends grâces pour l'épreuve.

27 juin. — Hier, elle a parlé de déménager quelque part, ailleurs. Pas dormi pendant la nuit. Très fatigué. Je suis allé me promener. J'ai toujours les mêmes pensées. Il est un devoir envers Dieu et les hommes, que je dois remplir pendant ces dernières journées ou heures de vie. Et c'est pourquoi il faut être ferme. *Fais ce que dois, advienne que pourra.*

Je lis la Psychiâtrie. Quel esprit obtus et souvent vraiment stupide! Pour expliquer *la conscience* on parle de subjectif et d'objectif comme si le mot *subjectif* était autre chose qu'un autre nom, assez mal choisi, de la conscience. Et tout le reste à l'avenant. A noter :

1. De même qu'il n'existe pas de séparation nette entre le sommeil et l'état de veille, il n'existe pas non plus de séparation nette entre la vie sensée et la vie insensée. Le chemin plus ou moins grand qui a été fait pour passer du sommeil à l'état de veille, ou de la vie insensée à la vie sensée, peut se mesurer au réveil plus ou moins grand de la conscience, et par suite à la possibilité plus ou moins grande d'un effort moral.

2. Comment se fait-il que l'homme qui ne vit pas pour lui-même mais pour l'accomplissement de la loi de Dieu, aboutisse non seulement à une œuvre de bien visible, mais obtienne encore des conséquences heureuses infiniment plus importantes et qui lui restent invisibles? Comme l'abeille, qui recueille du miel pour sa famille, féconde la plante, et les plantes mêmes qui seront nécessaires, non seulement à son espèce mais à des milliers d'autres espèces.

3. En me promenant je cueille d'admirables fleurs et je les jette ensuite. Il y en a tant. Ainsi des admirables fleurs

spirituelles de la vie. Nous ne les apprécions pas parce qu'elles sont trop nombreuses.

4. Trois prières de toutes les heures : 1° Je ne veux vivre que pour Toi et devant Toi. 2° Je veux vivre tout de suite, en ce moment, dans l'amour et 3°, je rends grâce de tout ce que j'ai obtenu sans le mériter. J'ai pensé à ces prières en marchant à travers la forêt ; j'ai perdu mon chemin, et j'ai senti la crainte. Et je me suis rappelé les prières. Oui, je suis avec Toi, et je ne pense aujourd'hui qu'à être avec Toi, et je me réjouis et je rends grâce parce que j'ai perdu mon chemin, et à présent tout est bien.

5. Le fou ne se lassait pas de me dire : « Je n'ai pas volé, mais pris. » Et il a raison. On ne peut dire « il a volé » que de ceux qui ont pris ce qui appartient à tout le monde : la terre et le travail des autres.

6. La folie est toujours la conséquence d'une vie peu raisonnable et donc immorale.

Cela me paraît exact mais il faut vérifier, réfléchir.

7. Toujours les fous parviennent à leurs fins mieux que les gens sains d'esprit. C'est parce qu'ils ne connaissent aucun obstacle moral : ni honte, ni vérité, ni conscience, ni même crainte.

14 juillet. — Nuit très pénible. Dès le matin, j'ai commencé à lui écrire une lettre, et je l'ai écrite. Je suis venu chez elle. Elle exige précisément ce que je lui promets et lui donne. Je ne sais si c'est bien et si je ne suis pas trop faible, trop conciliant. Mais je ne pouvais faire autrement. On est allé chercher les cahiers de mon journal. Elle est toujours dans le même état d'excitation, ne mange pas, ne boit pas. Je me suis occupé des fascicules, j'en ai fait trois. Ensuite je suis allé à Roudakovo. Je ne peux pas être bon et tendre avec Léon[1], il ne comprend et ne sent rien. Sacha a apporté les cahiers de mon journal[2]. Elle y est allée deux fois.

1. Un des fils de Tolstoï.

2. Harcelé par les exigences incessantes de Sophie Andréévna, Tolstoï se décida à reprendre à Tchertkoff les sept cahiers du Journal qu'il avait commis à sa garde. Alexandra Lvovna Tolstoï, informée du projet de son père, alla à Teliatinki pour en prévenir Tchertkoff, et lui remettre un billet de Tolstoï ; mais Tolstoï avait oublié d'y parler de la restitution du Journal. A. L. Tolstoï revint donc les mains vides ; Tolstoï lui demanda donc de retourner à Teliatinki et d'en rapporter le Journal. Il écrivit en

Et Sonia s'est calmée, m'a remercié. Ça va bien, je crois. Reçu de Batia une lettre qui m'a touché. Je me couche. Je continue à ne pas être tout à fait bien portant et à me sentir faible. L'âme est heureuse.

15 juillet. — Si je suis en vie.

Je suis en vie mais je me sens oppressé. Le matin, de nouveau, émotions ; elle craint que je ne m'enfuie ; elle insiste pour que je lui donne la clé des cahiers de mon journal. J'ai déclaré que je ne changerais rien à ce qui a été décidé. C'était très, très pénible. Avant cela, j'avais fini les épreuves des fascicules. Mais il m'en reste à revoir. Monté à cheval avec Douchane. Le soir, l'Américain[1], Tchertkoff, Goldenweiser[2], et Nikolaéf. Sonia est calme, mais on sent que cela ne tient qu'à un cheveu. Je me couche. Certaines choses à noter — après.

1er août. — Si je suis en vie.

2 août. — Toujours le même poids sur l'âme, la même apathie. J'ai beaucoup marché le matin. Peu de lettres. Corrigé les épreuves, médiocres. Excellente lettre de Tania. Elle souffre en songeant à moi, la pauvrette. Promenade à cheval vers les seigles. Sophie Andréévna est sortie avec le

même temps le billet suivant à Tchertkoff : « J'étais dans un tel état d'agitation ce matin, qu'en vous écrivant je me figurais vous avoir dit la chose essentielle, c'est-à-dire de rendre sur-le-champ les cahiers du Journal à Sacha. Je vous demande donc de le faire. Sacha va les porter directement à la banque. J'en ai le cœur gros, mais tant mieux. Soyez courageux et persévérant dans le bien, vous aussi, mon cher ami. Léon Tolstoï. »

Sophie Andréévna se tenait à l'étage supérieur de la maison, d'où l'on apercevait tous les chemins ; Léon Lvovitch était posté à l'entrée du domaine ; tous deux guettaient le retour d'Alexandra Lvovna qui devait rapporter le Journal. Alexandra Lvovna ayant eu vent de la chose, gagna la maison du côté opposé et remit le Journal à V. M. Féokritoff en le lui passant par la fenêtre. A son tour, V. M. Féokritoff remit aussitôt le Journal à T. L. Soukhotine. Sophie Andréévna, que Léon Lvovitch avait prévenue du retour d'Alexandra Lvovna, se précipita dans la chambre et s'étant emparée du Journal se mit à le lire. On parvint pourtant à lui faire entendre raison et les cahiers furent restitués à Tatiana Lvovna. On enferma le Journal dans une armoire ; le surlendemain, le beau-fils de Tolstoï — M. S. Soukhotine — le plaça en dépôt au nom de Tolstoï à la succursale de la Banque de l'État à Toula.

1. Mathew Guering, de l'État de Nebraska, licencié en droit de l'Université d'Édimbourg. Dans ses lettres des 11 et 13 juin 1910, Guering demandait l'autorisation de venir à Yasnaïa-Poliana en qualité d'ami personnel de William Bryan — ministre des Affaires Étrangères ; ce dernier avait visité Tolstoï en 1903 et se trouvait en correspondance suivie avec lui. Guering écrivait que Bryan l'avait chargé d'une mission personnelle pour Tolstoï et que l'unique but de son voyage en Russie était l'espoir qu'il avait de voir Tolstoï. Sur la réponse favorable de Tolstoï, Guering arriva le 15 juillet à Yasnaïa-Poliana où il passa deux jours.

2. Pianiste, ami de Tolstoï.

cheval pour faire une vérification[1]. S'il y a quelqu'un qui souffre, c'est bien elle. Et je ne peux m'empêcher de la plaindre, malgré toute la douleur que j'éprouve[2]. Bien causé hier soir avec Pocha[3].

Maintenant je me couche.

3 août. — Si je suis en vie.

Je suis en vie ; mélancolie. Mais j'ai mieux travaillé à la correction des épreuves. Passage exquis de Pascal. Je ne pouvais m'empêcher d'être attendri jusqu'aux larmes en le lisant, et en prenant conscience de mon entière union avec cet homme mort il y a des centaines d'années. Quels autres miracles faut-il encore quand on vit de tels miracles ?

J'ai été à Kolpna avec Goldenweiser. Le soir, scène pénible, je me suis vivement ému. Je n'ai rien fait, mais j'ai senti un tel afflux de sang au cœur que j'ai éprouvé non seulement de l'anxiété, mais de la douleur.

4 août. — Beaucoup de visiteurs insignifiants. Faiblesse de corps, et dans mon âme absente de ce qui est bien, de ce qui est bon.

5 août. — Si je suis en vie.

A noter : 1. L'habitude est une grande chose. L'habitude fait que les actes qui exigeaient précédemment un effort, une lutte du spirituel contre l'animal, cessent d'exiger cet effort ; l'attention peut être employée à d'autres actions. C'est

1. S. A. Tolstoï avait suivi son mari en voiture. Dans son Journal, elle écrit : « L. N. était allé à Kodino pour y voir le blé qu'il avait l'intention d'acheter pour les paysans. Je suis allée en cabriolet à sa rencontre. Je l'ai rencontré ; j'avais affreusement peur de le trouver en compagnie de Tchertkoff. »

2. Dans sa lettre du 7 août 1910, Tolstoï parle à Tchertkoff des sentiments qu'il éprouve à l'égard de sa femme : « Je la plains ; certes elle est infiniment plus à plaindre que moi ; il serait donc bien mal à moi d'aggraver ses souffrances en essayant d'alléger les miennes. Quant à moi... je suis fatigué, il est vrai ; mais au fond je me sens bien. »

3. Cette note de Tolstoï se rapporte à la conversation qu'il avait eue la veille au soir avec Birukoff. P. I. Birukoff dit à Tolstoï qu'il avait eu tort en agissant comme il l'avait fait dans l'affaire du testament, d'abord parce qu'il avait paru faire une espèce de conspiration contre les membres de sa famille et ensuite, parce qu'en donnant au testament les formes juridiques légales il semblait reconnaître les droits de l'État. Birukoff trouvait que Tolstoï eût mieux fait de réunir tous les membres de sa famille et de leur déclarer franchement sa volonté. Cette conversation jeta Tolstoï dans un trouble extrême. Il commença par se rendre aux raisons que lui donnait Birukoff, ainsi qu'il le note le 2 août dans un second journal intime qu'il tenait à la même époque, le « Journal pour moi seul » ; le même jour il en informa Tchertkoff. Tolstoï revint sur sa décision et reconnut que Birukoff avait eu tort.

le mortier qui cimente les pierres une fois posées, en sorte qu'on peut poser d'autres pierres sur elles. Mais ce même aspect bienfaisant de l'habitude peut être une cause d'immoralité si c'est l'animal qui l'a emporté : manger les hommes, les mettre à mort, guerroyer, posséder de la terre, se prostituer, etc...

2. Oui, si la foi, les superstitions, le fanatisme donnent une grande force de renoncement dans la vie, c'est parce qu'il s'établit une seule tendance principale et, dans la plupart des cas, la seule possible, qui permet d'exécuter la loi de toute la vie : observance des lois de l'église, castration, mort volontaire dans le feu, extermination des infidèles, etc... Sans la foi et la superstition il faut, pour l'exécution de la loi de Dieu, non pas sur un seul point déterminé mais pour arriver à trancher toutes les questions les plus importantes de la vie, se fonder sur la loi générale de Dieu : l'amour. Et une activité de cet ordre ne s'accompagne pas de manifestations aussi éclatantes que la première.

3. Plus grand est le renoncement à soi-même, plus il est difficile de se maintenir dans l'humilité, et réciproquement.

1er août. — 4. Les paroles d'un mourant sont particulièrement graves. Et s'il est vrai que nous mourons à tout instant, du moins mourons-nous d'une façon particulièrement manifeste dans la vieillesse. Il faut donc que le vieillard n'oublie jamais que ses paroles ont un poids et une importance particulière.

5. « Il se jeta à genoux, pleura, se lamenta, pria Dieu de lui enseigner la voie du salut, mais il sentait au fond de l'âme que tout cela n'était que niaiseries et que personne ne le sauverait.»

6. Quelle horrible folie ou plutôt quelle étonnante audace que celle des missionnaires, qui, pour civiliser et éclairer les « sauvages », leur enseignent leur foi ecclésiastique !

7. Ce que nous appelons le monde se compose de deux parties : il y a la conscience et ce dont on prend conscience. S'il n'y avait pas de conscience, il n'y aurait pas de monde ; mais l'on ne peut pas dire que si le monde n'existait pas il n'y aurait pas de conscience (est-ce exact ?)

On dit souvent en parlant qu'il est impossible de parler

avec un homme des choses qui lui sont inaccessibles, mais en fait on ne sait pas se retenir ; et souvent l'on dépense bien des paroles inutiles tout en s'irritant parce que l'interlocuteur, qui ne peut les comprendre, ne les comprend pas.

8. Tu veux servir les autres comme le travailleur veut travailler. Mais pour travailler utilement, encore faut-il avoir un outil, et c'est encore trop peu d'avoir un outil, il faut qu'il soit bon. Mais toi, avec tes facultés, ton caractère, tes habitudes, tes connaissances, es-tu un bon outil pour le service des hommes? Or, tu ne dois pas servir les hommes, mais Dieu ; et le service de Dieu est clair et déterminé. Il consiste à accroître en toi-même l'amour. Mais tandis que tu accrois en toi l'amour, tu ne peux pas ne pas servir les hommes, et tu les serviras de la façon qui est nécessaire à toi-même, et aux hommes, et à Dieu.

9. Celui qui est malheureux, ce n'est pas celui à qui l'on fait du mal, mais celui qui veut faire du mal à un autre.

10. Tout homme est toujours en état de croissance et c'est pourquoi l'on ne doit jamais repousser personne. Mais il y a des hommes tellement étrangers et éloignés de nous qu'on ne peut les traiter autrement qu'on traite les enfants — sans doute on les aime, on les respecte, on les protège, mais sans se mettre au même niveau qu'eux, sans exiger d'eux qu'ils comprennent ce qui leur manque. La seule chose qui rende difficile de les traiter ainsi, c'est qu'au lieu de posséder la curiosité et la franchise enfantines, ces enfants-là sont indifférents, portés à nier ce qu'ils ne comprennent pas; surtout, ils sont lourdement présomptueux.

LÉON TOLSTOÏ

YOUGOSLAVIE

Au pied de la chaîne grandiose des Alpes Juliennes — qui forment pour la jeune Yougoslavie un rempart naturel contre toute invasion du nord — s'étend un petit lac pittoresque et romantique. Un château fort moyenâgeux, ancienne citadelle des évêques de Brixen, le surplombe ; une vieille église érigée sur un îlot fait retentir sur les ondes, du matin au soir, le tintement de ses cloches. Nous sommes dans un pays de légendes : la réalisation d'un vœu a jadis été promis à tout fidèle qui tirerait la corde du clocher ; le lac lui-même qui entoure l'église et l'îlot est, raconte-t-on, le produit d'un miracle : manifestation de la colère divine contre les mauvais paroissiens qui se refusaient à protéger l'église par une enceinte.

C'est au bord de ce lac, dans un paysage harmonieux et enchanteur, que s'élève la modeste villa blanche — ancienne demeure des princes de Windischgraetz — qui abrite pendant les longs mois d'été le jeune roi de Yougoslavie. Les touristes séjournant à Bled l'ont tous vu, ce garçonnet de quatorze ans, aux yeux vifs, aux cheveux ébouriffés, faisant du canotage avec deux camarades. Ils l'ont vu courir la campagne dans une puissante auto, serré comme un prisonnier entre les hautes statures d'un gouverneur et d'un aide de camp, suivi d'une autre voiture avec une demi-douzaine de détectives en civil. Ils ont vu aussi les innombrables sentinelles le long des promenades, à la croisée des chemins, au centre des

villages avoisinants. Un sextuple cordon d'hommes armés entoure le petit château de Bled.

Il est difficile d'imaginer une contrée à l'aspect plus paisible, plus ensoleillé que cette campagne de Slovénie par une claire matinée d'automne. Des forêts magnifiques, des ruisseaux, des cascades, des champs fertiles, des maisonnettes blanches et proprettes, des paysannes aux cheveux couleur de paille, au regard rieur. Paysage subalpestre, paysage typique d'Europe centrale, portant l'empreinte indélébile de la civilisation autrichienne, de ce régime soi-disant « tyrannique » des Habsbourg, qui n'a pas empêché le peuple slovène de conserver à travers les siècles ses mœurs et ses coutumes, son doux parler slave. Est-ce contre ces braves paysans qu'on cherche à protéger la personne du roi, est-ce contre des criminels venus du dehors? Que veulent-ils à cet enfant qui vit en ce moment seul, séparé de sa mère et de ses frères, qui reçoit une éducation à l'anglaise et qui sera appelé à porter, en un jour déjà prochain, le fardeau du plus lourd des héritages?

Celui qui veille actuellement sur l'intégrité de cet héritage, le prince Paul, oncle et tuteur du roi, habite, lui aussi, la même région. Son château de Brdo se trouve à une trentaine de kilomètres de Bled : grande bâtisse lourde et sans caractère, comme on en construisait quelquefois chez les Autrichiens. Les pièces innombrables ne contiennent que peu de mobilier : les anciens propriétaires, les barons Zoiss, n'ont pas laissé grand'chose. Un mur extérieur érigé récemment n'ajoute rien à la beauté du château : il en assure simplement la protection. Car ici les sentinelles, les gendarmes, les agents de police n'ont pas moins à faire qu'à Bled même : leur responsabilité est peut-être encore plus grande.

Le défunt roi Alexandre Ier avait institué par disposition testamentaire une régence composée du prince Paul, son cousin, et de deux autres membres, hommes sages et avisés, Ivo Perovitch, ancien Ban de Dalmatie, et le docteur Radenko Stankovitch, gynécologue réputé, ancien ministre de l'Instruction publique. On ne parle guère de ces deux personnages. Quel que soit en réalité leur rôle constitutionnel ou effectif, c'est le prince Paul seul qui apparaît aujourd'hui, aux yeux

de sa nation et de l'Europe entière, comme le vrai porteur du pouvoir suprême en Yougoslavie.

Étrange destinée que celle de cet ancien élève de Christ-Church hissé par les événements à une hauteur inespérée! Lorsqu'il déambulait sur les vertes pelouses d'Oxford, un livre de Shelley à la main, discutant poésie ou art avec un jeune ami, esthète comme lui, rien ne lui faisait prévoir ce rôle de souverain qu'il joue aujourd'hui. La succession d'Alexandre semblait assurée; le roi lui-même, en pleine possession de ses forces, destiné à vivre de longues années, entouré de l'affection de son peuple. Grand soldat, grand héros, chevalier sans peur et sans reproche, le roi Alexandre était-il aussi un grand politicien? Avec tout le respect dû à son illustre mémoire, il est peut-être permis d'en douter. L'abolition de la constitution du Vidovdan, la suspension des institutions parlementaires, la transformation du royaume des Serbes, Croates et Slovènes en celui de Yougoslavie étaient des mesures courageuses qui, par leur hardiesse même, devaient provoquer les plus tragiques des conséquences. Il y a trois ans, par une sombre journée d'octobre, l'esthète d'hier se trouva à la tête d'un empire.

Avec sa silhouette courte, son profil à la bouche finement dessinée, son nez busqué, ses sourcils bien marqués, son regard amusé, son front large et haut, le prince Paul offre une ressemblance incontestable avec le grand fondateur de sa dynastie, avec ce Kara-Georges — Georges le Noir — qui souleva, au début du XIXe siècle, le peuple de la Choumadie contre les Turcs. Mais cette ressemblance est purement extérieure. Gentleman accompli, politicien et diplomate de la plus haute marque, le prince Paul a aussi peu du rude guerrier, son ancêtre, que des Demidoff, ces « boyards » excentriques dont il descend par sa mère. Au fond, il ne ressemble à personne de sa famille, sauf peut-être à un parent lointain, Pierre Njegos, prince-évêque du Monténégro, monté sur le trône à l'âge de dix-huit ans, poète de marque, doué d'une sensibilité extrême et condamné par le sort à être homme d'État, prêtre, soldat et diplomate — vraie figure romantique du début du XIXe siècle. Njegos a beaucoup souffert, nous raconte-t-on, du conflit intérieur qui opposait perpétuellement en lui le

plus pur idéalisme au scepticisme le plus profond. Il y avait en lui du chevalier rêvant d'exploits et du philosophe voué à l'observation ironique de la vie et de la méchanceté des hommes. « Ils seront les bourreaux l'un de l'autre, chantait Njegos. Et chacun de soi-même le plus cruel. Sans douleur la chanson n'est point conçue ; sans douleur le glaive n'est pas forgé. » Le prince Paul, lui aussi, doit vivre une semblable tragédie intime : il doit sentir la disproportion entre la tâche qui lui incombe et les forces dont il dispose ; entre ses goûts personnels de lettré et ses devoirs de souverain, entre ses propres capacités intellectuelles et le niveau politique, infiniment plus bas, de son entourage et de son peuple. Le doute doit bien souvent affaiblir son action. Il y a du Hamlet en lui : n'est-il pas hanté, tout comme le ténébreux prince de Danemark, par le spectre d'un roi assassiné, tombé sous les coups d'un sujet perfide ?

Tous ceux qui ont eu l'honneur d'approcher le Régent yougoslave sont unanimes à reconnaître ses manières courtoises, la finesse de ses sentiments, l'étendue de ses connaissances, l'extrême vivacité de son esprit, son aptitude à saisir au vol les pensées de son interlocuteur. Le prince Paul possède une culture artistique qui n'est guère égalée en Yougoslavie que par son ami, le célèbre sculpteur Mestrovitch. Il a doté Belgrade d'un musée qui offre à ses rares visiteurs un raccourci des beaux-arts yougoslaves depuis la préhistoire jusqu'au post-impressionnisme, dans une présentation du meilleur goût. Il s'est fait construire récemment sur les collines de Dédinié, banlieue de Belgrade, un charmant palais blanc de style néo-classique. Quel contraste frappant ne forme-t-il pas avec la demeure du roi Alexandre qui se trouve à quelques centaines de pas, dans l'enceinte du même parc ! Chez le Roi-soldat, c'est une profusion d'arcades mauresques, de fontaines, de mosaïques, de tapis orientaux : on y sent tout de suite la vieille Serbie, les Balkans. Le palais du prince Paul, avec sa colonnade blanche, avec son hall immense, son ameublement clair, transporte le visiteur dans une atmosphère de château anglais de la meilleure époque georgienne : tentures vertes et blanches, sièges aux dorures légères, tableaux de maîtres choisis avec un goût exquis (dont un Greco de tout premier

ordre). C'est là, dans sa belle bibliothèque de cèdre blanc, que le prince Paul vit ses meilleures heures, entouré de ce qui lui est le plus cher au monde : sa femme, ses trois beaux enfants, ses œuvres d'art et ses livres. Marié à la princesse Olga de Grèce, il est devenu, depuis deux ans, le beau-frère du duc de Kent. Ascension vertigineuse des Karageorgevitch ! Quel chemin parcouru depuis Kara-Georges, qui avait encore servi comme sous-officier dans l'armée autrichienne avant que les insurgés de 1804 vinssent le mettre à leur tête ! « Mon aïeul labourait ses champs en compagnie de vos aïeux », rappelait le roi Alexandre lors d'un banquet donné en son honneur par les membres de la coopérative des paysans d'Oplenatz. Aujourd'hui le corps du Roi repose tout près de ce même village, parmi les marbres et les mosaïques d'un magnifique mausolée, digne des empereurs de Byzance, et quant au prince Paul, il est l'allié de l'ancienne maison impériale de Russie, de la maison royale d'Angleterre, de toutes les maisons régnantes de l'Europe ! Un protocole de plus en plus rigide l'entoure ; un mur de plus en plus épais le sépare de ses humbles concitoyens. Sa culture même l'isole. Un prince balkanique qui lit Proust, Henri de Régnier, Aldous Huxley, a-t-on jamais vu cela ? « Vous savez, me disait un jour un éminent politicien de Belgrade, notre prince Paul n'a qu'à regarder un vieux tableau et il vous dira tout de suite : « Ceci est un Rembrandt, ceci est un Raphaël. » Reconnaître à première vue l'œuvre du plus grand des peintres, cela tient du miracle, en Yougoslavie ! Mais est-ce ce miracle là que le peuple attend de son chef ?

*
* *

A la mort du roi Alexandre, la situation extérieure de la Yougoslavie se présentait sous un aspect assez inquiétant : à Paris, on pouvait croire que l'amitié de la France et l'existence de la Petite-Entente étaient des facteurs suffisamment puissants pour parer à tout danger. A Belgrade, on ne voyait pas les choses de la même façon. La Yougoslavie se sentait encerclée, menacée par la sourde hostilité de ses voisins italiens, hongrois et bulgares. Les ennemis étaient tout pro-

ches, les amis étaient au loin, affaiblis par des discordes intérieures, menacés à leur tour par l'essor de la puissance germanique. En peu d'années, le prince Paul, secondé par M. Stoyadinovitch, son président du Conseil, a réussi à opérer un redressement complet, à rétablir la bonne entente entre la Yougoslavie et tous ses voisins, à contracter des liens nouveaux avec les gouvernants du Troisième Reich. En France, on a crié à la trahison, peut-être sans assez tenir compte des réalités politiques. Il faut pourtant voir les choses telles qu'elles sont. Depuis la conclusion de l'accord italo-yougoslave l'Italie a retiré aux « oustachis » croates le droit d'hospitalité dont ces terroristes jouissaient précédemment : le résultat n'est pas à dédaigner. Quant aux succès de l'Allemagne en Yougoslavie, on a incontestablement tendance à les exagérer. Les Allemands sont, certes, les meilleurs acheteurs des produits yougoslaves ; les visiteurs germaniques affluent en très grand nombre et la diplomatie allemande a trouvé des appuis intéressés ou désintéressés dans les milieux dirigeants de Belgrade. Mais de là à admettre une entente complète entre la Yougoslavie et l'Allemagne, il y a un monde. Le seul vrai atout de M. Hitler est, ici comme partout ailleurs en Europe centrale, son anti-communisme. L'assassinat du roi Alexandre à son débarquement à Marseille a porté à la cause française en Yougoslavie un coup irréparable. On n'est pas près de pardonner à la France cet événement tragique ; on va jusqu'à prétendre qu'il aurait été « voulu ». Par qui ? Pour quelles raisons ? Inutile de le demander. La France n'est-elle pas le repaire des bolcheviks, la proie des extrémistes, le théâtre de désordres, de grèves et d'émeutes sans fin ? C'est ainsi qu'on raisonne à Belgrade [1]. Et pourtant les souvenirs de la grande guerre ne sont pas effacés. Pourtant la démocratie serbe continue à considérer Paris comme une Mecque spirituelle, et la récente visite de M. Delbos lui a fourni l'occasion de manifester, parfois même d'une façon quelque peu intem-

1. On n'a qu'à écouter les réflexions du public devant l'auto qu'occupait le Roi au moment de sa mort et que la France a eu le grand tort d'envoyer au musée de guerre de Belgrade. Dans quel garage de sous-préfecture est-on allé chercher, lorsqu'on organisait la réception royale, cet étrange véhicule, une Delage du plus ancien modèle, comme on n'en voit plus nulle part, avec un siège capitonné de cretonne et un marchepied fait pour accueillir non pas un, mais dix assassins !

pestive, ses sympathies pour la patrie de la « Marseillaise ». Il ne faut pas oublier, d'autre part, que la France occupe cette année, grâce à d'importants achats de blé, la troisième place dans l'exportation yougoslave et que le capital français continue à jouer dans l'industrie du pays un rôle prépondérant (32 p. 100 de tous les investissements étrangers). Le renouvellement du traité d'alliance et d'amitié du 11 novembre 1927, effectué en octobre dernier, n'est pas une vaine formalité. M. Delbos aura pu se convaincre sur place qu'il correspond pour la Yougoslavie à une nécessité réelle : il établit en sa faveur un certain équilibre qui lui permet de concentrer son attention sur le seul terrain vraiment important pour elle : dans les Balkans, où l'entente avec les Bulgares lui ouvre des horizons nouveaux en formant la première étape d'un bloc futur de tous les Slaves du sud.

Envisagée de cette façon, la politique extérieure du prince Paul paraît donc complètement défendable. Ne s'est-il pas seulement laissé influencer outre mesure par la hantise du bolchevisme? Son entourage immédiat, ses amis cosmopolites ou parisiens l'ont-ils toujours renseigné sans parti pris sur la situation intérieure de la France? A-t-il toujours usé à l'égard de ce pays des méthodes appropriées? N'a-t-il pas parfois inutilement joué à cache-cache (ainsi lorsqu'il crut bon de taire à ses alliés français, auxquels il rendait visite, l'arrivée imminente de M. Göring à Belgrade)? Nature hamlétique, le prince Paul n'aime pas à dévoiler ses pensées. Il fuit la publicité et préfère travailler dans l'ombre. Dans ces conditions, il était inévitable qu'on l'accusât d'un manque de franchise et de sincérité : en se créant des amitiés dans un camp, il s'aliénait des sympathies dans un autre.

Dans le domaine de la politique intérieure, les problèmes auxquels doit faire face la Régence sont d'un ordre encore plus complexe. Le prince Paul a beaucoup fait depuis la mort du roi Alexandre pour adoucir les rigueurs du régime dont il avait pris la succession. Il a rétabli le Parlement ; il a confié des portefeuilles au chef des catholiques slovènes et à celui des musulmans bosniaques. La dictature est ainsi camouflée, remplacée par une espèce de régime constitutionnel. Mais les

difficultés subsistent entières : elles ont leur origine dans le problème des nationalités.

S'il fallait apporter un démenti éclatant à la théorie des races, c'est la Yougoslavie actuelle qui pourrait l'offrir. Peu de pays européens possèdent une population aussi homogène. Les minorités nationales y sont insignifiantes : 4 p. 100 d'Allemands, à peu près autant de Hongrois, quelques centaines de milliers de Turcs, d'Albanais, de Roumains, enfin 14 000 Italiens ayant opté pour la Yougoslavie après la signature du traité de Rapallo. Les trois peuples dominants, Serbes, Croates, Slovènes, appartiennent sans aucune contestation possible à la même race ; ils parlent tous la même langue et c'est en vain qu'on s'efforce d'attribuer une importance imméritée aux particularités locales. Et cependant le sentiment de l'unité imposée par la création de l'État yougoslave fait défaut. Les trois branches d'une même famille raciale ont vécu des destins différents. Les uns sont devenus musulmans, les autres catholiques, tandis que les Serbes embrassaient la foi orthodoxe. Les uns ont subi le joug des Turcs, les autres ont été assujettis aux Magyars et aux Autrichiens, les troisièmes ont connu la domination de Venise, tandis que les Monténégrins maintenaient dans leur nid d'aigle une farouche indépendance. Les uns ont adopté l'écriture latine, les autres les caractères cyrilliques en usage chez les Slaves orientaux. Les uns labouraient, il y a un siècle à peine, les terres pour les pachas et les begs du sultan, tandis que d'autres occupaient à cette même époque les plus hautes fonctions dans l'administration et dans l'armée des Habsbourg. Aujourd'hui ils sont réunis, comme ils l'avaient désiré eux-mêmes, en une seule communauté politique. Mais leur fusion ne s'est pas opérée : ils sont restés différents les uns des autres.

Pour s'en convaincre, rien n'est plus instructif qu'un voyage circulaire à travers les provinces yougoslaves.

*
* *

Lorsqu'on arrive, après avoir quitté les collines vertes et les fraîches cascades de la Slovénie, sur les côtes arides et ensoleillées de l'Adriatique, on se croit transplanté dans un

autre monde. Ce n'est pas la nature qui a seule changé ; les hommes ne sont plus les mêmes : au lieu des paysans blonds et placides, on a devant soi des levantins affairés et bruyants. Pourtant, qu'on ne s'y trompe pas, ils parlent le même idiome slave. De Susak à Cattaro, le long de toute la côte, sur les grandes places et dans les ruelles étroites, sur les quais bourdonnants et sur les hauteurs des montagnes, chez les banquiers opulents et chez les humbles pêcheurs, je n'ai nulle part entendu parler l'italien ou l'allemand, langues officielles de jadis. Mais la nature et l'histoire ont transformé du tout au tout l'aspect extérieur et le caractère de la population slave. On ne s'installe pas impunément dans les ruines du palais de Dioclétien, comme les Croates demi-barbares le firent à Split, dans la proximité immédiate de l'antique Salone. Il ne reste plus grand'chose du célèbre édifice : quelques portes sculptées, quelques rangées de colonnes, un temple transformé en cathédrale — toujours assez pour émerveiller les architectes et les archéologues, toujours assez pour fournir l'emplacement à une ville entière dans son enceinte. Ville à la population grouillante, agitée et friponne. Le génie romain a tracé le cadre, le peuple des Balkans l'a rempli. Cette fusion de Rome et des Balkans, où l'a-t-on connue jadis ? N'est-ce pas un peu de Byzance qui revit sous nos yeux à Split ?

Raguse, perle de l'Adriatique ! Quelle surprise saisissante n'ai-je pas éprouvée lorsque je l'aperçus pour la première fois par un clair de lune, étendue à mes pieds avec ses remparts, ses tours crénelées, ses lauriers, ses myrtes et ses citronniers ! On nous avait débarqués dans un port dénué de tout caractère ; une auto nous avait conduits par une route cahoteuse à travers des villas quelconques, qui auraient pu être érigées dans une banlieue niçoise. Et tout à coup se présentait devant moi, des fenêtres de mon hôtel, un spectacle unique en son genre : une Carcassonne en miniature, mâtinée de Venise et placée dans le plus enchanteur des paysages, entre les rochers et la mer. Les prospectus qui nous parlaient de Dubrovnik — car tel est le nom dont l'antique Raguse est actuellement affublée — nous avaient promis une station balnéaire digne de rivaliser avec la Riviera. Mais, Dieu

merci, les mondanités se réduisaient à un mauvais jazz-band et à des lampions multicolores dans le jardin de l'hôtel, à quelques Américaines en toilettes du soir, à quelques dames yougoslaves s'efforçant de jouer les Marlène Dietrich. Sortis de cette ambiance, quel enchantement de franchir l'enceinte fortifiée et de se trouver parmi les vieilles églises, parmi les *palazzi* du plus pur style vénitien, les vieux cloîtres gothiques, les fontaines compliquées et gracieuses, parmi les vestiges innombrables d'un glorieux passé ! La république de Raguse — qui avait su maintenir son indépendance... en payant son tribut au roi croate, au sultan turc, au doge vénitien, jusqu'au jour où Napoléon l'anéantit d'un trait de plume — ne constituait-elle pas la pointe la plus éloignée de la civilisation latine dans les Balkans ? « *Parva domus Ragusa, sed sufficit orbi.* »

L'antiquité avait surnommé les côtes de l'Adriatique « le pays du Dragon [1] ». Ces collines oblongues et grises, dénuées de toute végétation, plongeant dans la mer bleue ont effectivement quelque chose qui rappelle le dos d'une bête mythique. A l'époque des mythes, Cadmos était venu dans ces parages à la recherche d'Europe : l' « Europe », entité que nous sommes encore à poursuivre ! — Plusieurs des conflits qui ont ensanglanté notre continent trouvent leur origine dans ces lieux mêmes. Il n'y a que quelques heures de trajet de Dubrovnik au pays du Monténégro, vieille citadelle de l'orthodoxie, du slavisme oriental, de l'impérialisme russe.

On y pénètre par la baie de Cattaro, fjord immense, une des merveilles du monde, capable d'abriter toute la flotte de n'importe quelle grande puissance. (Qui s'en servira pendant la prochaine guerre, l'Italie ou l'Angleterre ? Secret des dieux et des chancelleries !) C'est dans l'île de Petras, située à l'entrée du golfe, que Pierre le Grand installa jadis un groupe de jeunes boyards pour leur y faire enseigner les rudiments de la science maritime. Arrachés à leurs steppes, ces Moscovites retrouvaient sur le rocher méditerranéen, à mille lieues de leur patrie lointaine, des coréligionnaires, des gens animés de la même haine contre l'Infidèle. Les Turcs,

1. Comte L. de Voinovitch. *Histoire de la Dalmatie*, v. I et II.

que le Tsar combattait sur les rives de la mer Noire, on les prenait ici à revers... Voilà l'explication du fait que, pendant deux siècles, un petit pays, — groupe de villages perchés sur les hauteurs du Mont Noir — fut appelé à jouer un rôle historique hors de toute proportion avec son étendue et le nombre infime de ses habitants. Lorsqu'on atteint, par la corniche vertigineuse du Lovcen, la bourgade de Cettigné, lorsqu'on pénètre dans la modeste demeure de l'ancien roi du Monténégro (aujourd'hui transformée en musée), on y voit accrochés au mur des salons, meublés avec le mauvais goût le plus insigne, d'innombrables portraits de famille signés « Nicky », « Eddy », « Georgie », « Willy », « Umberto », par tous les souverains de l'Europe. Combien d'intrigues furent nouées dans cette maison villageoise, combien de conflits sanglants entraînant la mort de milliers d'hommes y furent provoqués ! Aujourd'hui, les Monténégrins sont incorporés à la grande famille yougoslave ; on s'efforce de transformer les farouches brigands de jadis en paysans paisibles ou en soldats disciplinés ; le touriste déçu ne retrouve que sur les cartes postales ces silhouettes pittoresques de guerriers aux costumes bariolés, sabre ou pistolet à la hanche. Le sentiment de l'indépendance, qui a distingué depuis toujours ces montagnards, a-t-il disparu aussi complètement en une quinzaine d'années ? Il est permis de se le demander...

En quarante-cinq minutes, un avion de construction américaine transporte le touriste de Dubrovnik vers un autre centre générateur de grands orages : Serajevo, capitale de la Bosnie, où éclatèrent, en 1914, les foudres de la grande guerre. Et l'on se trouve soudain en plein pays musulman : des souks assez mal achalandés, des minarets innombrables, des femmes couvrant leur visage du tcharchaf épais qu'on ne trouve même plus en Turquie. Les Autrichiens y ont construit des casernes, des bureaux gouvernementaux immenses ; les Serbes ont accroché au mur d'une maison, près du pont historique où l'archiduc François-Ferdinand fut frappé d'une balle meurtrière, une plaque portant l'inscription : « C'est ici que Gabriel Princip conquit la liberté » ! — mais les Bosniaques vaquent à leurs humbles besognes comme au temps des begs et des agas et s'en vont, aux heures fixées par le Coran, faire

leurs prières et leurs ablutions à l'ombre des mosquées. Ces hommes barbus, ces femmes voilées sont les concitoyens, les « égaux » des grands banquiers de Zagreb, des élégantes de Bled, des politiciens de Belgrade ; ils appartiennent à la même race, ils parlent la même langue. Peuvent-ils penser ou sentir de la même façon ? Inutile d'insister.

A Belgrade, ville sans caractère, ancienne bourgade turque, qui se transforme rapidement en cité américaine, se trouve aujourd'hui le point où convergent les aspirations, les appétits, les sympathies et les haines de tous les éléments disparates et où l'on s'efforce en vain de les réconcilier. Avant la guerre, Belgrade était la capitale d'un petit royaume, à la population homogène ; aujourd'hui, c'est le centre d'un empire. Tout y est en ébullition : à côté de masures délabrées, des gratte-ciel s'élèvent, érigés avec les capitaux de politiciens arrivés ; sur le Kalemegdan, jardin surplombant le Danube, des monuments ultra-modernes, sculptés par Mestrovitch, se détachent sur le fond de la vieille citadelle turque. La légation de France, construite et décorée avec un goût parfait, est peut-être le seul édifice vraiment réussi de toute la ville. Trois figures symboliques : Liberté, Égalité, Fraternité, ornent son toit ; le menu peuple de Belgrade les interprète à sa façon : elles représentent pour lui l'union de la Serbie, de la Croatie et de la Slovénie, l'union rêvée et encore si loin d'être réalisée !

*
* *

La grande controverse du Concordat vient de démontrer d'une façon saisissante le manque de cohésion intérieure dont continue à souffrir le pays.

Les négociations pour la conclusion d'un accord entre la Yougoslavie et le Vatican avaient été amorcées par M. Pachitch, le grand homme d'État serbe, dès 1924, et engagées résolument par Alexandre Ier dans les dernières années de son règne. Après sa mort, l'affaire était reprise par la Régence et menée à bonne fin par le gouvernement de M. Yeftitch. Il ne restait qu'à échanger les signatures, ce qui fut fait le 25 juillet 1935, un mois seulement après l'arrivée au pouvoir du gouvernement actuel, sans que le texte du document ait subi le moindre

changement. Ayant accompli d'autres tâches plus urgentes, M. Stoyadinovitch présentait, il y a quelques mois, le texte du Concordat à la ratification du Parlement. Et l'on vit tout à coup s'élever une tempête d'une violence inouïe.

L'histoire de l'Église orthodoxe est liée de la façon la plus étroite à celle de la nation serbe. Ce sont des évêques qui ont dirigé pendant des générations la lutte armée contre les Turcs, qui ont soulevé le peuple au cri célèbre : « Pour la sainte Croix et la Liberté dorée ». Dans l'ancien royaume de Serbie, l'orthodoxie était reconnue comme religion d'État. Cette situation avait changé depuis la guerre. Après l'incorporation de millions de catholiques et de musulmans, la Constitution avait reconnu l'égalité des droits de toutes les confessions. En principe, le Concordat n'allait pas au delà : il unifiait six systèmes différents dont la Yougoslavie avait hérité par suite de traités conclus avant la guerre par l'Autriche, le Monténégro et la Serbie (un Concordat avec le Vatican ayant été signé par la Serbie en août 1914). Mais rien que la proclamation d'un nouvel accord solennel avec le Pape était faite pour irriter les esprits des orthodoxes. De plus, le nouveau Concordat contenait certaines stipulations secondaires favorables à l'Église catholique : aide matérielle accordée au clergé et aux missions, exemption fiscale pour les édifices du culte, dédommagement pour les biens confisqués aux institutions par les autorités autrichiennes et à la suite de la réforme agraire, assujettissement des enfants issus de mariages mixtes à l'enseignement catholique, élargissement de la compétence des tribunaux écclésiastiques. Ce fut un tollé général : la tyrannie de Rome se substituait à celle du sultan ou de l'empereur d'Autriche ! Le peuple serbe était trahi : on lui enlevait, on enlevait à son église la situation prépondérante qui lui revenait historiquement !

Voilà le vrai fond de la question : « C'est nous, peuple de maîtres, qui avons fait la Yougoslavie », disent les Serbes. « Sans notre effort héroïque, elle n'aurait jamais existé et Croates, Slovènes, Bosniaques, Dalmates continueraient, comme par le passé, à végéter sous la domination étrangère. Nous avons fait le sacrifice de nos vies et de nos foyers, pendant que les autres se contentaient d'une opposition parlementaire

stérile et inefficace. » Se basant sur des considérations pareilles, les Serbes ont toujours réclamé pour leurs provinces les avantages économiques, les commandes rémunératrices ; pour eux-mêmes, les postes dirigeants. Ne voulant pas être commandés par d'anciens officiers autrichiens, ils avaient réussi à exclure les « nouveaux citoyens » de tous les hauts grades de l'armée (jusqu'à présent, il n'y a pas de colonels ou de généraux croates en Yougoslavie). Toutes ces exigences leur semblaient parfaitement légitimes : la Yougoslavie s'identifiait à leurs yeux avec la Grande Serbie. Un Concordat créant un semblant de privilège pour les catholiques croates, n'était-ce pas le suprême des affronts ?

Le Gouvernement ne s'était pas attendu à une telle levée de boucliers. Son chef, M. Stoyadinovitch (serbe et orthodoxe de vieille souche, cela va sans dire) est un homme d'une habileté remarquable et joueur par tempérament. Ses entreprises les plus hasardeuses avaient été favorisées par la chance. Pourquoi ne réussirait-il pas cette fois encore ? Il avait négligé de préparer l'opinion publique en faveur d'une mesure qui la touchait infiniment plus que des tractations avec la Bulgarie, avec Mussolini ou le docteur Schacht. Dans ce pays soumis à un régime semi-dictatorial, où les élections sont faites avec application des méthodes balkaniques traditionnelles, où sévit la censure la plus sévère, où les journaux étrangers arrivent aux lecteurs avec d'innombrables découpures (les ciseaux ayant remplacé le fameux « caviar » russe), le président du Conseil yougoslave pouvait se dire comme tel ministre allemand : « L'opinion publique, mais c'est nous qui la faisons ». Il se trompait : cette fois l'opinion publique devait être faite par les innombrables adversaires du Gouvernement, qui ne guettaient qu'un prétexte pour leurs attaques et qui trouvaient des auxiliaires inespérés dans les popes et les évêques, meneurs traditionnels des masses populaires. Un front unique se constitua, englobant le haut et le bas clergé et les athées, les patriotes les plus fervents et les semeurs de troubles, les agents de la IIIe Internationale et les membres de l'opposition légale à la Skuptschina, dirigé par ces mêmes Yeftitsch et Jivkovitsch (le général-dictateur, bras droit du roi Alexandre) qui avaient préparé, lorsqu'ils étaient au pouvoir,

le Concordat, dont ils se déclaraient maintenant les irréconciliables adversaires.

Inutile de chercher dans tout cela de la logique. « Que Dieu vous pardonne votre sainte simplicité ! » me ripostait un Yougoslave de haute culture lorsque je lui exprimais l'étonnement que j'éprouvais devant cet imbroglio. « Ici vous n'avez pas affaire à des Whigs et des Tories. Nous sommes dans les Balkans, monsieur. Ici, ce sont des clans qui luttent pour le pouvoir, sinon pour leur intérêt personnel, et tous les moyens leur sont bons. Notre Parlement a des mœurs bien à lui : pensez à ce député qui abattit, au cours d'une séance de la Skuptschina, le chef des paysans croates, Raditsch, d'un coup de pistolet, en appuyant son arme sur son bras gauche replié, comme le font les Comitadjis de Macédoine ! Pensez à cet autre député qui tira, en 1935, également en séance, deux coups de revolver sur le président du Conseil actuel ! N'oubliez pas que ceux qui forment aujourd'hui l'appui parlementaire de M. Stoyadinovitch ont été élus sur les listes de Yeftitsch, éloigné depuis du pouvoir. Ils ont trahi leur chef de file : n'est-ce pas naturel que celui-ci se venge ? »

Dans cette atmosphère surchauffée, une effroyable confusion s'emparait des esprits. Que n'a-t-on pas pu dire impunément pendant ces derniers mois aux paysans serbes dans le seul but de discréditer le Gouvernement ? Du fait de la conclusion du Concordat, les mariages mixtes seraient interdits ; tous les noms de baptême serbes seraient changés en noms catholiques ; on enterrerait désormais les corps des défunts les mains ouvertes et non jointes ; on défendrait aux villageois de célébrer la Slava, leur grande fête familiale ; un prêtre catholique serait installé dans chaque village orthodoxe. Plus les bruits étaient fantastiques, plus ils trouvaient croyance auprès des foules naïves. Véritable psychose, comme on n'en trouve que dans les pays privés d'institutions libres !

Des erreurs de tactique, des incidents malheureux vinrent aggraver une situation déjà suffisamment embrouillée. Le jour même où la Chambre des députés mettait aux voix la loi du Concordat, le patriarche Barnabé mourait dans la fleur de l'âge, à la suite d'une maladie dont les origines sont restées mystérieuses. Le pays entier cria à l'empoisonnement ;

une explication ambiguë du corps médical ne satisfit personne. Chef de l'Église orthodoxe, ami personnel du roi Alexandre et de la reine-mère Marie (avec laquelle il aurait volontiers partagé la Régence), homme de haute culture, patriote ardent, le patriarche avait été une figure représentative de l'idée serbe. Des esprits plus critiques se seraient demandé en quoi sa disparition subite pouvait servir la cause déjà suffisamment compromise du Gouvernement. On n'y regarda pas de si près : après tout, si ce n'était pas la police qui avait provoqué l'assassinat d'un ecclésiastique vénéré par la nation entière, le méfait pouvait être aussi bien l'œuvre des « jésuites » (d'autres disaient « des communistes ») ! Dans les milieux gouvernementaux, on avait trouvé une explication non moins ingénieuse : c'étaient des ultra-patriotes exaltés qui avaient empêché les médecins de prodiguer leurs soins au malade pour le faire mourir à l'heure même où l'on voterait le Concordat et pour causer ainsi des embarras à la majorité parlementaire de M. Stoyadinovitch ; j'ai entendu cette version de la propre bouche d'un membre du Cabinet !

L'enterrement du patriarche provoqua des scènes tumultueuses. Une procession se forma malgré l'interdiction des autorités. La gendarmerie chargea : un évêque orthodoxe, crucifix à la main, reçut un coup de matraque. Aucun doute n'était plus possible : le ministre de l'Intérieur, l'abbé Koroschetz, chef reconnu des catholiques slovènes, était « vendu au Pape », comme peut-être le Gouvernement tout entier. Une réunion du Saint Synode priva de leurs droits religieux les membres du Cabinet et de la majorité parlementaire qui avaient voté pour le Concordat et rendit ainsi juridiquement impossible l'élection d'un nouveau patriarche à laquelle les mêmes ministres et députés devraient participer.

Depuis, les difficultés se sont quelque peu aplanies. L'ordre a été rétabli dans les centres provinciaux où la population fanatisée avait conspué les représentants du pouvoir. Le procès d'excommunication a été remis à des dates ultérieures. Après de longues hésitations, M. Stoyadinovitch s'est décidé à ne pas soumettre la loi du Concordat à l'approbation du Sénat. Pour le moment, les choses en restent là.

Toute cette malencontreuse affaire méritait d'être racontée

en détail. Peu importante en elle-même, grossie à souhait, elle est néanmoins symptomatique au plus haut degré. Elle témoigne, d'une façon éclatante, d'un état d'esprit de la nation serbe qui rend absolument impossible sa fusion harmonieuse avec les autres peuples du jeune royaume yougoslave. Le Concordat était peut-être mal conçu, mal rédigé, mal présenté. Le fait est qu'en renonçant à sa ratification, on permettait aux Croates de prétendre qu'on leur contestait l'égalité des droits religieux et d'affirmer que la Yougoslavie était non leur « mère », mais leur marâtre. Ne l'ont-ils pas dit de tout temps?

*
* *

J'avais réservé ma visite à Zagreb pour la « bonne bouche », pour la fin de mon voyage. La capitale croate me surprit par ses dimensions, par la beauté de ses édifices, les richesses de ses musées locaux, la largeur de ses avenues ombragées, le confort remarquable de ses hôtels et l'aspect extrêmement pittoresque de son marché où, à l'ombre d'une vieille cathédrale, des centaines de paysannes, vêtues de robes blanches, de caracos brodés, un mouchoir rouge sur la tête, écoulaient gaîment leurs produits.

Le lendemain de mon arrivée, je me rendais à Kupinetz, résidence estivale de M. Vladimir Matchek, leader reconnu des paysans nationalistes croates. A ma descente du train, à trente kilomètres de Zagreb, je fus accueilli, à la façon d'un conspirateur, par un jeune militant, fermier robuste et joyeux, enthousiaste de la cause nationale. Au bout de cinq minutes, nous étions les meilleurs amis du monde; au bout d'une demi-heure, il m'avait exposé son credo, les griefs et les aspirations de son peuple, son admiration pour Tolstoï, sa foi ardente en une future grande confédération qui englouberait tous les peuples slaves, du Pacifique à l'Adriatique. Un paysan passait sur un chariot : il suffit de lui dire que nous allions chez le « père Matchek » pour nous faire hisser sur le siège de son attelage. Autour de nous, la vaste plaine, des champs de maïs; au loin, les silhouettes bleuâtres des montagnes. Auprès de la station, j'avais aperçu un assez grand aérodrome; mais les maisonnettes blanchies à la chaux, les

femmes qui se tenaient sur le seuil en robes de toile brodées de rouge, les garçonnets aux longs pantalons blancs, un cocasse petit chapeau noir et pointu sur la tête, me faisaient plutôt penser au troisième acte du *Prince Igor*... M. Matchek habite une modeste maison villageoise peinte en rose. Elle est entourée d'un petit jardin où bourdonnent des abeilles ; le clocher blanc d'une église complète le décor. Des hommes armés, paysans du voisinage, veillent sur la sécurité de leur chef : un ou deux gardiens pendant le jour, une douzaine pendant la nuit. Mœurs balkaniques !

J'avais lu dans les journaux que M. Matchek, lors de son cinquante-huitième anniversaire, avait caracolé dans les rues de Zagreb sur un cheval blanc, escorté de quelques milliers de ses partisans en uniforme et en formation « paramilitaire ». Ce n'est pas un cavalier fougueux que je retrouvais devant moi, mais un vieux monsieur en veston râpé, la chemise au col ouvert, à l'aspect doux et paisible. Sa courte taille, sa petite moustache grise, le regard malicieux de ses yeux bleus, son sourire empreint de bonhomie évoquaient le souvenir d'un Gaston Doumergue en plus rustique, plus proche de la nature.

M. Matchek ne fait aucun mystère de son programme. N'est-il pas le successeur élu de ce Stepan Raditsch, le fameux protagoniste de l'indépendance croate, qui fut tour à tour unitariste, serbophobe, républicain, royaliste et marxiste, et défraya si longtemps de ses exploits la chronique de la presse européenne ? Matchek n'a rien du caractère aventureux de son prédécesseur : cet ancien homme de loi, avocat de campagne, possède un esprit calme, posé et non dénué d'indulgence pour les faiblesses de la nature humaine. Mais sa foi en l'avenir du peuple croate, il la garde intacte et entière.

« La controverse du Concordat ne nous concerne pas, me dit M. Matchek lorsque j'aborde le problème du jour. Le Concordat est une mesure élaborée par un régime dictatorial qui n'a pas cru nécessaire de nous consulter. Nous voulons qu'on nous laisse en dehors de la lutte qui s'est engagée autour de cette loi. Le Concordat n'apporte aucun élément nouveau susceptible de faciliter la solution de la question croate, la seule qui nous intéresse ; nous n'avons donc pas à

le défendre. Nous avons encore moins de raison de nous joindre à l'opposition qui le combat : lorsque Yeftitch engageait ses pourparlers avec le Vatican, je me trouvais en prison, condamné pour haute trahison ; il espérait alors que le Concordat, qui interdisait au clergé l'adhésion aux partis politiques, forcerait l'Église à se désintéresser des destins de notre peuple. Pourquoi lui prêterais-je aujourd'hui mon concours ? Je préfère attendre l'issue de la controverse. J'ai derrière moi la volonté unanime de mon peuple. 600 000 Croates ont plébiscité mon programme lors des dernières élections ; sur 514 communes croates, mon parti a recueilli la majorité dans 397 ; seulement 15 p. 100 des votants se sont déclarés pour les partis gouvernementaux. Dans les autres provinces, j'ai obtenu l'adhésion de 500 000 électeurs (radicaux serbes dissidents, serbes démocrates, membres du parti paysan). Nos listes ont recueilli ainsi 40 p. 100 de toutes les voix de la Yougoslavie (1,1 million contre 1,6 million de gouvernementaux). Nous représentons donc une très grande puissance politique. Aujourd'hui, nos élus ne siègent pas au Parlement, où leurs efforts seraient vains. Notre pression extra-parlementaire n'en est pas moins forte. Ce que nous voulons ? Une fédération des Serbes, des Croates et des Slovènes, le *self government* de notre peuple : « Mes sous dans ma poche, mon fusil sur mon épaule », selon le dicton croate. Nous ne voulons plus être des citoyens de seconde zone. Pour le moment, nous observons envers l'État yougoslave une attitude parfaitement loyale. Je professe des sentiments d'admiration sincère à l'égard du prince Paul : le Régent a des notions d'éthique qui l'élèvent au-dessus de tous nos autres politiciens. J'ai eu, le printemps dernier, avec M. Stoyadinovitch, une entrevue qui n'a pas duré moins de cinq heures ; tous les journaux en ont parlé. Les ponts ne sont pas coupés. Mais je ne puis rien promettre pour l'avenir. Si on ne nous donne pas satisfaction, les tendances séparatistes pourraient s'accentuer et amener la dislocation de l'État, surtout en cas de grande crise européenne. Une Croatie indépendante, me dites-vous, est une chimère ? Je l'ignore. Dans ma jeunesse, j'étais un panslaviste convaincu ; aujourd'hui, quand je vois comment les Polonais persécutent les Ukrainiens, les Tchèques briment

les Slovaques et les Serbes notre peuple croate, je ne crois plus à l'union de tous les Slaves. Mais il ne faut pas oublier que notre peuple pense avec un certain regret à l'époque des Habsbourg. Les anciens griefs sont oubliés : on se souvient surtout de la liberté de discussion dans l'ancienne Diète, on évoque la Constitution fédérative que l'empereur Charles proclama à la veille de sa déchéance et qu'il n'eut jamais le temps d'introduire. Un jour, les Croates peuvent se dire : « Après tout, pourquoi pas les Habsbourg une fois de plus ? » Une chose est certaine : l'état actuel des choses ne saurait durer ; nous nous trouvons dans une impasse : il faut en sortir. Ah ! si le peuple serbe était aussi uni que le nôtre ! Ah ! si j'avais devant moi un Matchek serbe qui exprimerait comme moi la volonté de tout son peuple ! Nous aurions vite fait de nous entendre. »

La nuit tombait sur la campagne lorsque je quittais la petite maison rose du « père Matchek ». Des pas lourds retentissaient sur la chaussée : fusil sur l'épaule, la garde paysanne faisait la ronde. En rentrant à Zagreb, je pensais à ce drapeau aux couleurs croates (défendues par l'autorité) que des mains audacieuses avaient dessiné sur un rocher inaccessible à mille mètres au-dessus de la chaussée, dans les environs de Raguse. Comment les patriotes s'y étaient-ils hissés ? Les forces irrationnelles du fanatisme national ont leur mystère ! De toute façon, le sentiment d'indépendance croate ne sera pas facile à briser. Mais où en est alors la Yougoslavie une et indivisible ?

*
* *

Quelques années après la révolution de 1848, Jelatitch, le célèbre Ban (gouverneur général) de la Croatie, dit à François-Joseph : « Sire, dans tout votre empire, il n'y a pas un seul homme satisfait. » Jusqu'à un certain point, ce mot fameux pourrait être appliqué à l'état de la Yougoslavie actuelle. Également impopulaire chez les Serbes orthodoxes et chez les Croates catholiques, le Gouvernement de M. Stoyadinovitch est pris entre deux feux. Que lui reste-t-il comme appui ? Une majorité purement fictive, créée artificiellement dans un Parlement-croupion, une police pas toujours très

habile et la force armée, enfin, où les souvenirs de la « Main Noire » et de la « Main Blanche » ne se sont peut-être pas effacés aussi complètement qu'on aurait pu le désirer.

Pendant les derniers mois, les partisans de l'église orthodoxe ont réclamé à grands cris la démission de M. Stoyadinovitch. Dans certains milieux diplomatiques, qui ne peuvent pardonner au président du Conseil ses tendances germanophiles, cette démission était considérée comme certaine. A vrai dire, on ne voit pas en quoi un simple changement de Cabinet et le remplacement de M. Stoyadinovitch par un autre *homo regius* pourrait amener une amélioration de la situation politique. Ce n'est pas que M. Stoyadinovitch soit un homme irremplaçable : on cite couramment à Belgrade les noms de ceux qui seraient peut-être un jour appelés à lui succéder. Mais il ne s'agit pas d'une question de personne. M. Stoyadinovitch est aussi habile tacticien que n'importe quel autre homme politique en Yougoslavie. Il l'a prouvé une fois de plus par un récent remaniement de son Cabinet, qui renforce sa situation parlementaire ; par la décision de surseoir à la présentation du Concordat au Sénat ; par une augmentation importante des traitements de tous les fonctionnaires. Il s'agit en réalité d'une question de *régime*. C'est ainsi que le problème a été posé, au début du mois d'octobre, dans une déclaration faite par les chefs de l'opposition associée de Belgrade, et par M. Matchek au nom de la coalition croate. Tout en proclamant leur fidélité à la dynastie et à l'idée d'un royaume de Yougoslavie démocratique et parlementaire, les signataires de cette déclaration préconisent la convocation d'une Assemblée constituante dans le but d'élaborer une nouvelle loi fondamentale qui serait votée par les représentants séparés de la majorité des Serbes, de la majorité des Croates et de la majorité des Slovènes, et satisferait ainsi aux besoins réels des trois nations.

Devant cet état de choses, on comprend aisément les hésitations et les angoisses du Prince-Régent. Les voies sur lesquelles on lui propose de s'engager sont semées d'embûches : toutes les solutions sont également mauvaises. Les « Vieux Serbes », qui considèrent M. Stoyadinovitch comme un « traître » et le Concordat comme un « crime », que ne diront-ils pas si

la Régence appelle au pouvoir les amis de M. Matchek aux fins d'une révision constitutionnelle? L'autre alternative semble encore plus dangereuse : confier le pouvoir aux « Grands Serbes » appartenant au clan du général Jifkovitch, c'est lancer un défi à toute la Croatie et à tous les éléments suffisamment nombreux qui restent fidèles à la vieille tradition démocratique et parlementaire. N'est-ce pas un membre du Cabinet qui a désigné récemment l'ex-dictateur comme « l'homme qui, depuis trente ans, s'oppose à une vie politique normale dans notre patrie, qui a privé le peuple de tous ses droits politiques et civils, qui, lors de son passage au pouvoir, a toujours combattu la libre parole et punissait même la libre pensée? »

Fidèle à son tempérament, le prince Paul observe vis-à-vis des événements une attitude purement négative. Il s'oppose énergiquement à toute révision de la Constitution pendant la minorité du roi Pierre II et semble décidé à maintenir M. Stoyadinovitch au pouvoir. Mais en couvrant de son autorité le ministre si âprement combattu, ne risque-t-il pas de porter atteinte à sa propre popularité et même à celle de la dynastie? Au cours des récentes bagarres de Belgrade, on a pu entendre dans les rues — pour la première fois depuis le retour des Karageorgevitch, en 1903 — des cris séditieux dirigés contre des membres de la famille royale...

Une solution de cette crise latente dont souffre aujourd'hui la Yougoslavie serait-elle donc chose impossible ? Nous nous refusons à l'admettre. *Tempo galantuomo* ; le temps est un grand guérisseur. Un peu moins d'intransigeance de part et d'autre, un effort sincère pour rapprocher du peuple le pouvoir suprême, voilà tout ce que l'on peut souhaiter pour le moment. A condition que la paix soit préservée en Europe centrale pendant quelques années, la Yougoslavie pourrait peut-être atteindre la date de la majorité de son roi sans de trop grandes secousses. Mais au risque d'affronter ensuite des dangers encore plus graves, il faudrait profiter de cette pause pour mettre à exécution un grand programme de relèvement national dans l'ordre économique.

La Yougoslavie n'est plus un petit royaume balkanique : c'est un jeune empire. Les peuples qui l'habitent sont doués

des plus hautes qualités morales et physiques. Serbes et Croates, Slovènes et Macédoniens sont tous des êtres sains, sobres, travailleurs. En dehors de quelques milieux citadins où les hommes se montrent déjà avides de gains illicites et d'amours faciles, où les femmes aux yeux noirs et au teint méridional défient le bon sens en se faisant platiner les cheveux, les mœurs yougoslaves ont conservé une pureté vraiment patriarcale. La nation a prouvé sa générosité en accordant aux émigrés de Russie une hospitalité telle qu'ils n'en ont trouvé nulle part ailleurs. Le courage des Serbes est proverbial, celui des Croates ne l'était pas moins au cours des deux derniers siècles où ce peuple fournissait aux Habsbourg leurs contingents de troupes les plus redoutés. Rien de plus beau que ces soldats yougoslaves bruns, musclés et nerveux, souples comme les Russes, disciplinés comme les Allemands, agiles comme les Français ! Pendant mon séjour à Belgrade, je ne me lassais pas d'admirer, aux premières heures du matin, les bataillons qui défilaient dans un ordre absolument impeccable sous les volets encore clos de mon hôtel, se dirigeant vers le terrain d'exercice. Une nation qui possède une des plus belles armées de l'Europe est certainement appelée à un grand avenir.

Mais comme tout autre peuple, celui de Yougoslavie a aussi les défauts de ses qualités. Très réaliste, très *matter of fact*, libéré du vague à l'âme et de nostalgie slave, il manque de fantaisie, il est peu accessible aux idées générales ; son niveau intellectuel est encore médiocre. Il se montre par trop attaché aux concepts provinciaux hérités de ses ancêtres. « Mieux vaut que périsse le village, proclame un dicton serbe, qu'au village la tradition. » Ce n'est pas avec des idées pareilles qu'on érige un empire, et encore moins avec de la violence et avec une sensibilité rigide qui dégénère parfois en haine et en malveillance.

Si les peuples de la Yougoslavie, dans leur état actuel, sont encore peu capables de s'élever vers l'idéal désintéressé de l'unié nationale, il faut faire appel à leur sens pratique, créer entre les divers éléments, entre les diverses provinces des liens solides et démontrer *ad oculos* les avantages que présente pour eux un grand territoire soumis à une autorité commune.

Le système ferroviaire de la Yougoslavie n'a guère changé depuis l'époque où la plus grande partie du trafic était dirigée vers Trieste et d'autres centres de l'Autriche-Hongrie. Rien — ou presque rien — n'a été fait pour remédier à un état de choses qui présente aujourd'hui une anomalie complète. Sur la totalité du réseau yougoslave, il n'y a que 274 kilomètres de double voie ; 32 p. 100 du réseau comporte des voies étroites, dont la grande ligne Dubrovnik-Belgrade. (Il ne faut pas moins de vingt-quatre heures pour franchir cette distance en tortillard primitif.) « Depuis vingt ans, écrivait récemment un journal slovène, nous réclamons une liaison avec la mer ; depuis quinze ans, une amélioration du réseau routier... quant à l'agrandissement de la gare de Liubliana, on en parle depuis quarante ans. Toute l'évolution économique du pays s'en trouve arrêtée et un abîme se creuse entre nous et les pays plus évolués[1] ».

La réalisation d'un grand programme de construction ferroviaire et d'électrification (pour laquelle des chutes d'eau innombrables offrent le plus précieux des éléments) ferait plus pour l'unification effective de la Yougoslavie que tous les palabres de ses politiciens. On pourrait en dire autant des autres branches de l'activité économique. M. Stoyadinovitch a fait un effort très méritoire pour améliorer la situation des agriculteurs, qui constituent 80 p. 100 de la population ; il a procédé à une dévaluation des dettes (à une moitié de leur niveau précédent) et à un abaissement obligatoire et très important du taux d'intérêt. Mais l'exploitation du sol reste primitive, la culture des plantes industrielles est à peine commencée, le nombre des silos insuffisant, le mouvement coopératif encore trop restreint.

Les richesses minérales de la Yougoslavie offrent toutes les possibilités pour l'essor d'industries puissantes. Comme productrice de minerais de fer, la Yougoslavie occupe, d'ores et déjà, une des premières places parmi les États européens (430 000 tonnes en 1936, 261 000 tonnes pendant les quatre premiers mois de 1937). Au gisement de Liouba, on a constaté sur une seule étendue de 6 kilomètres, la présence de 30 millions de tonnes de fer. La mine anglaise de Trepcha contient

1. *Trgovski List*, 20 août 1937.

1,7 millions de tonnes de minerai de fer. Des mines de cuivre sont exploitées à Bor par une Société française, et à Maidanpeck par une Compagnie belge. La Société « Bosnie », aux capitaux américains, possède à Srebrenitza un gisement de plomb qui s'étend sur 3 kilomètres de longueur et 600 mètres de largeur. On exploite dans les montagnes yougoslaves des mines de cuivre et de plomb ; on y trouve également du pétrole, de l'antimoine, du zinc, du chrome et d'énormes gisements de bauxite. Et nous ne parlons pas des forêts, qui couvrent 31 p. 100 du territoire et produisent un bois réputé dans le monde entier.

Mais l'industrie yougoslave est aujourd'hui impuissante à transformer les richesses brutes du pays en produits finis. On n'y compte que deux entreprises de hauts fourneaux, qui ne satisfont qu'une faible partie des besoins du pays. On n'y trouve pas de raffineries de pétrole, pas de fabriques de cellulose ; des fonderies de cuivre électrolytiques et de plomb viennent à peine de s'ouvrir. Ce n'est qu'au cours de cet été qu'on a inauguré, près de Sibenik, la première grande usine d'aluminium. On en est encore à l'ère des timides débuts. Un champ magnifique est ouvert à l'activité nationale et aux capitaux étrangers ; on n'accueille ces derniers qu'avec une certaine méfiance : ils ont à lutter contre des difficultés sans nombre d'ordre législatif et surtout administratif. Pourtant, l'épargne locale, qui ne s'élève qu'à 11 milliards de dinars (contre 14 milliards avant la crise), est nettement insuffisante pour subvenir à des besoins toujours croissants. On manque aussi de main-d'œuvre. Le nombre des ouvriers assurés (661 000) est en augmentation de 20 p. 100 depuis 1935 ; mais ce sont, en très grande partie, des paysans qui ne travaillent que d'une façon intermittente et manquent de la préparation nécessaire pour une production spécialisée.

Grâce à une récolte exceptionnelle, l'exportation yougoslave s'est élevée, au cours des six premiers mois de 1936, à 2,8 milliards de dinars, ce qui représente une augmentation de 73 p. 100 en comparaison des chiffres de l'année précédente. Mais pour se maintenir à ce niveau, il faudra faire un gros effort et chercher des débouchés nouveaux. Le commerce extérieur de la Yougoslavie est encore très mal organisé :

ainsi toute l'exportation du bois passe par les mains de commissionnaires italiens.

Il reste énormément à faire dans le domaine du tourisme. La mode des villégiatures yougoslaves a été lancée par les récents voyages du duc de Kent et du duc de Windsor. Les hôtels yougoslaves ne manquent pas de confort et servent des repas excellents. Mais ils sont peu nombreux et mal dirigés. Certaines régions, pourtant très intéressantes — ainsi la Macédoine — en sont encore presque complètement dépourvues. La grande route automobile le long de la côte dalmate reste à l'état de projet ; on se contente de celle que fit construire jadis le maréchal Marmont. Dans certaines localités, les autorités municipales, trop occupées par leurs luttes politiques, négligent les intérêts des touristes (en particulier ceux des automobilistes). Les employés des hôtels sont mal disciplinés : cette grève hôtelière dont on nous menaçait toujours à Paris, nous l'avons vécue à Split. Si les serviteurs ne donnent pas au voyageur des marques d'attention suffisantes, la gendarmerie n'en manifeste que trop : sur le seul trajet de Dubrovnik à Serajevo, les policiers procédèrent à six reprises à une vérification de nos pièces d'identité ; et ceci dans une région montagneuse et à moitié déserte !

En faisant mieux connaître leur pays, les Yougoslaves le feront mieux aimer. Ceux qui le quittent gardent pour toujours l'empreinte de son charme. Et c'est ainsi qu'en terminant ces lignes dans la brume de l'hiver parisien, je revois en pensée les rives de cette mer Adriatique à la « douce couleur de saphir oriental » (pour employer une phrase du Dante), les antiques cités aux murs crénelés, les sommets arides des Balkans, les plaines fertiles et les collines verdoyantes de la vieille Serbie, les mouchoirs multicolores des paysannes croates et ce petit lac alpestre aux eaux limpides où s'ébrouait, à l'heure du bain, sous l'œil vigilant de ses gardiens, un garçonnet aux frêles épaules et au regard clair, celui qui sera bientôt appelé à présider aux destins encore ténébreux du royaume yougoslave.

CONSTANTIN DE GRUNWALD

L'AMÉRICAINE ET PI

Au cours des événements dramatiques qui marquèrent, à Shanghaï, le commencement de l'an 1927, j'avais parfait ma connaissance, sinon de la Chine, au moins d'un jeune général chinois, Pi Hsué Pan. Nous avions d'abord voyagé sur le même paquebot, de Marseille en sa patrie. Adjoint à quelque attaché militaire en Europe et appointé par le Gouvernement de Pékin qui défendait ses domaines contre les Rouges, il s'était, dans les premiers jours, affirmé carrément contre-révolutionnaire. Puis la radio, puis les journaux des escales nous apportèrent des nouvelles. Selon ces nouvelles, Pi passait d'un extrême à l'autre. Il criait « Vive Tchang Tso Lin ! » ou « Vive Chiang Kai Shek ! », « Vive le Nord ! » ou « Vive le Sud ! », « Vivent les vieux Toutous ! » ou « Vive la Révolution ! »... suivant que la victoire paraissait promise à un camp ou à l'autre.

A Shanghaï, il s'attarda. Le 12 avril, au cours d'une nuit sanglante, Nankin rompit avec ses alliés communistes. Peureusement, Pi s'associa à la répression, espérant recevoir, en récompense, une belle place, des honneurs, de l'argent. Ensuite, je le perdis de vue.

Une année s'écoula. Au dîner anniversaire de ce 12 avril, Pi parut, gras et glorieux :

— Ça y est, mon bon !... Je suis gouverneur de Hsuchow... Venez me voir, mon bon !... Venez !...

Pi offrait, dans sa perfection, le type même du nouveau

Chinois élevé à l'étranger, n'ayant su ni garder contact avec les traditions célestes, ni assimiler la culture occidentale. Arriviste, vaniteux, portant beau, grasseyant le *slang* ou le montmartrois... « Un *faux* général », disais-je, l'opposant aux vrais, aux chefs de bandes de l'intérieur, trimardeurs incultes, hirsutes, mais régnant pour de bon... Il m'amusait.

Un autre Chinois, lui, m'était vraiment cher : Wang Ti Ti, Montmartrois aussi d'adoption, quoique demeuré fidèle à ses ancêtres. Humoriste à froid, calculateur et bon enfant, un de ces rares hommes qui savent, en Chine, au Japon, en pays musulman, cumuler leurs traditions et l'apport novateur de l'Europe.

Wang Ti Ti ne me quittait guère. Nous avions ensemble fondé une agence, un journal chinois... Il m'expliquait son univers en riant. Il disait en riant beaucoup de mots très sages et s'entendait comme personne à retrouver, dans le passé d'un général ou de son beau-père, les liens qui expliquaient une trahison, une fugue.

En mai 1929, Wang Ti Ti me convia à un de ces dîners somptueux dont il soutenait sa réputation de premier gastronome chinois. Une jeune Américaine y buvait sec.

— Elle jacte un sacré argot, l'Engliche, grogna Titi avec dégoût. Quand je pense qu'elle pionce avec le vieux magot !...

Son voisin dépassait, en effet, la laideur moyenne des Chinois édentés, fripés, crevés par l'âge aidé de l'opium.

— *My man*, dit miss Wilson, en le présentant, Mr. Tchao.

Il vendait des curios à New-York et avait conquis sa caissière. Ce Tchao possédait des millions et une maison à Hsuchow, justement... Il y partait le lendemain et m'invita avec ma femme.

*
* *

A 100 kilomètres de Shanghaï, Hsuchow, ville de 150 000 âmes, ressemble à Pantin et à Venise. Deux tiers des rues y sont des canaux. On y pagaie. Quant aux maisons, elles ont pris la lèpre au XVIIIe siècle et ne s'en sont pas remises.

Nous partîmes un vendredi soir, avec Wang, par le train « indigène ». Car la Chine possède quelques trains interna-

tionaux où le balai passe. Mais, sur les petits parcours, les trains reçoivent trois voyageurs pour une place ; ils les rejettent, gare par gare, quand les passagers y ont laissé leurs crachats, leurs papiers gras, leurs excréments. Des nichées de gosses miaulent dans les filets de bagages, sous les banquettes. Des hommes en robe, des femmes en pantalons se tassent, debout, entre les sièges et dans les couloirs. Tous se déchaussent en entrant, se mettent à manger, crient à tue-tête. C'est tout. C'est beaucoup...

A la gare de Hsuchow, nos hôtes nous attendront... Non. Des centaines de citadins, de paysans y patientent parmi des milliers de baluchons ; ils se jettent à l'assaut des wagons. Une mêlée confuse s'ensuit avec le peuple descendant. Portés par la cohue, nous voici dehors, séparés, perdus. Je reconnais le sifflet de Ti Ti. Mais ma femme? Ce n'est pas une petite affaire de la rejoindre. Ensuite, une guimbarde ! Un fiacre à lanternes vertes s'offre. Nous avons roulé cinq heures durant. Minuit approche. Nous mourons de faim. Le fiacre démarre et, au bout de trois cents mètres, nous dépose devant un embarcadère. Selon la coutume, une querelle accompagne le paiement. Un cocher qui ne vous a pas agoni, a perdu sa course. Tel est le rite. Puis il faut nous faire comprendre des bateliers. Ils ignorent M. Tchao. Et la rue de Tchao...

— Demandez au cocher. Le cocher nous a compris, lui !...

— Le cocher? Il est sourd comme un pot. Il amène les voyageurs ici par principe...

— Alors, va chez le général.

— Quel?

— Le grand général, le gouverneur, le célèbre Pi...

— Ah ! le célèbre Pi !...

Et la gondole part. Une gondole fétide que le vulgaire nomme sampan ou brouette d'eau... Jamais un pousse, un cocher ne sait où vous conduire. Tous sont des saisonniers venus de la campagne. Ils vous écoutent, approuvent et filent, comptant que vous les dirigerez. Si vous ignorez vous-même le chemin, ils s'en enquièrent auprès d'un passant. Mais les passants sont rares, sur l'eau, à Hsuchow, vers minuit.

Nous voguons. L'appétit du sommeil et celui de la nourriture se partagent nos corps. Wang peste. Ma femme, accablée,

soupire. Pour ne rien dire, je n'en pense pas moins. Tous somnolent, et les rameurs aussi, tant que notre nacelle, moins fleurie que celles de Watteau et nageant sur une onde moins pure où les crottes et les légumes pourris forment croûte aux tournants, notre nacelle donne contre une muraille.

Un concert d'invectives éclate. Nous insultons nos conducteurs qui s'insultent entre eux et crient leur rage à la nuit, à l'Europe. D'autres voix couvrent les nôtres, venant de la bâtisse que nous avons heurtée. Celles-ci atteignent les limites de l'aigu et repartent de plus belle. Nous ne manquons pas de riposter, mais les meilleures choses ont une fin... Nos insulteurs se tiennent assis sur des marches descendant à l'eau et deux lanternes vaines étalent au-dessus d'eux, sur le mur, deux petites taches huileuses.

Quand la litanie des imprécations arrive à son terme, Wang observe justement que les hommes du perron portent uniforme et fusil :

— Vous êtes d'honorables soldats?

Leur réponse satisfait Wang qui entame une conversation courtoise, la première courtoisie consistant en trois pièces de 20 cents qui déterminent de nouvelles exclamations, mais, cette fois, des plus flatteuses. Wang sait ne pas brusquer la médiocre intelligence du militaire moyen tout en la frappant par des contes sensationnels. Ses prestiges réussissent, le pourboire ayant ouvert les esprits.

— De nobles étrangers sont assis dans cette barque indigne d'eux!

— De nobles étrangers? Quoi! Est-ce possible? A Hsuchow? A cette heure?

— Ce sont de très hauts personnages, liés avec des consuls blancs, et ils cherchent le général Pi Hsué Pan, leur grand ami...

— C'est ici le quartier général de Pi Hsué Pan.

— Parfait. Nous viendrons le voir demain. Où se trouve-t-il ce soir?

— Il joue aux cartes avec une noble étrangère chez un honorable vieillard nommé Tchao.

Quelle rencontre! Un rire charmant secoue ces vauriens en loques et en armes quand ils apprennent que nous allons

aussi chez ce Tchao. Mais ils ignorent sa demeure... Oui, ils l'ignorent. Pourtant !... Un dollar, un vrai dollar d'argent leur donne à songer qu'ils pourraient découvrir son adresse, quand, soudain, les choses se compliquent. Le sous-officier de garde accourt. Un tiers personnage, d'une lucarne, a vu la distribution d'argent et éveillé son chef, qui commence par écarter les sentinelles à coups de trique et leur reprendre la monnaie reçue ; puis, hurlant, il les chasse vers l'intérieur de l'édifice, pousse d'autres grands cris pour rassembler sa garde, qu'elle présente les armes, allume des lampes, des vraies...

Et il nous demande de quoi nous avons besoin.

Nous recommençons l'exposé de nos tribulations. Mais le sergent, trop affairé, trop préoccupé des voies et moyens par quoi il obtiendra d'autres piécettes, écoute mal et ne comprend rien. Peut-être, simplement, est-il stupide. Cela ne finit plus. Les bateliers s'en mêlent et ces messieurs en sont, avec le sous-off, aux probabilités météorologiques, quand un soldat apporte des coupes de thé vert. Trois minutes d'entr'acte rituel suivent.

Alors, comme notre interlocuteur continue de ne pas apercevoir pourquoi deux Blancs peuvent bien se trouver sur une barquette, à minuit, aux portes du Yamen de Hsuchow, Wang Ti Ti, qui s'impatiente, prend le parti de mentir et d'ordonner.

— Je suis le général Ou Tsoung Tou (ledit, célèbre par sa cruauté, coupe dix têtes chaque matin, au hasard, parmi les prisonniers de Hankow, mais, de préférence, des têtes de veuves riches et l'État saisit leurs biens. Or, l'État, c'est lui, Ou...). Ici, incognito ! Allez, ouste !... Amenez-moi le sampan de l'État-major ! Si je ne l'ai dans deux minutes, je vous fais exécuter par vos hommes !

Le sergent comprend. Il pousse un cri déchirant, un appel affreux qui fait presque chavirer notre barque (si fort ma femme y réagit) et qui précipite son escouade en un galop effréné vers les corridors intérieurs. D'autres cris, plus lointains, puis plus proches. Et, du tournant, à grands coups de pagaie, survient, orné d'un phare à l'acétylène, un sampan un peu moins sale que le nôtre. Nous y sommes à peine ins-

tallés qu'il démarre. Nos précédents bateliers réclament leur salaire ; le sergent renouvelle son cri et, à coups de gaffes dans le visage, dans le ventre, les soldats refoulent les gondoliers mécontents.

Wang ricane. Terrifiés, nos rameurs font étalage d'efforts excessifs et, comme leurs congénères de Venise, ils avertissent... « ho... là... hooo ! » d'improbables rencontres.

Nous arrivons. Un autre sampan militaire attend, vide. Une grille ouverte. Un petit pavillon dans un jardinet ; un pavillon en meulière, de pur style Bois-Colombes. J'ai saisi la valise ; Wang, son baluchon ; et ma femme, une boîte de chocolats destinés à notre hôtesse. Le hall. Trois bicyclettes s'y reposent. Pourquoi, Dieu, des bicyclettes dans une ville aquatique ?

Deux tables dans le plus ridicule salon provincial (mais modernisé). Autour des tables, les joueurs. Le poker va son train.

***

La politesse chinoise, nul ne la conteste. Elle impose de longues salutations, les mains jointes s'élevant au visage, s'abaissant à la ceinture, à petits coups pressés, tandis que le buste s'incline ; elle impose des rots retentissants au sortir de table et des discours interminables lors des présentations :

— Vous êtes bien plus vieux que vous ne paraissez... Votre sagesse est pareille à celle du Sublime... Oh ! si, vous êtes beaucoup plus vieux que moi... Je vous considère comme mon arrière-grand-père... Vraiment l'honneur de votre présence m'accable et je me sens indigne de vous adresser la parole...

Les Chinois élevés à l'étranger, surtout en Amérique, sans faire fi de ces façons, les évitent à l'égard des Blancs et poussent souvent la désinvolture très loin. Sans mauvaise intention. Ils veulent simplement affirmer qu'ils ont profité des leçons de Columbia ou du Procope... Les films américains leur ont montré des visiteurs qui gardent leur chapeau en entrant, même chez une femme ; ils les copièrent aussitôt.

Bref, notre arrivée ne trouble personne. On nous lance des « Hullo ! » cordiaux et la partie continue, silencieuse. Par

contre, au sous-sol, les domestiques, en compagnie des bateliers et des soldats, mènent un tintamarre de tous les diables.

Nous posons nos charges dans les coins. Je heurte une colonne de stuc rosâtre, creuse, et rattrape, de justesse, une tête barbue, plâtreuse qui y reposait.

. . . . . .

Une pendule murale artistique, avec un oiseau sortant d'une cathédrale, unit les charmes du coucou à ceux de Westminster. Elle sonne la demie de deux heures. Nous avons lampé des whiskies et passerions volontiers soit à table, soit au lit. Mais nul ne pense à nous. Il y a là Mr. Tchao et une douzaine de jeunes messieurs, qui en uniforme, qui en veston. Pas une robe. La fine fleur de Hsuchow. Dans cette vaste cité boutiquière et administrative, nous sommes tombés dans le cercle très fermé des menus snobs, juste revenus d'Europe ou d'Amérique. Ils forment bande à part et sous aucun prétexte ne parleraient entre eux une autre langue que l'anglais. Leur vêture les désigne à l'admiration ou au mépris selon que les considère une jeune bourgeoise ou un vieil opiomane : pantalons au derrière collant et à pattes d'éléphant, café au lait très clair, et veste bleu roi, aux épaules carrées, à la taille cintrée. Ils affectionnent aussi, taillés pareillement, des complets mauve pâle ou tango, ou encore crème à peine teintée.

Pas plus que moi, Wang ne les connaît. Un visage seulement me revient, celui d'un jeune officier en tenue de satin changeant, verte ou kaki, suivant l'éclairage. Mais je me trompe peut-être, car neuf sur dix de ses pareils portent aussi une fine moustache à la Clark Gable. Il renonce aux enchères et jette ses cartes ; je l'interroge :

— Le général Pi Hsué Pan ?

Sa moue répond qu'il ne sait, ou n'en a cure.

— Et miss Wilson ?

— Elle a dû se coucher...

Je bâille.

— Dites donc, Wang, si nous allions dormir ?

— Dormir où ?

— Tâchez d'accrocher Tchao et de nous faire montrer nos chambres...

Mais Tchao, trois fois d'affilée, répond que la patience est une vertu, que nous souperons bientôt, qu'un festin nous attend, avec une surprise. Et le coucou chante deux heures.

J'épuise les distractions du salon. Une demi-douzaine de peintures y montrent de jeunes personnes : celles des magazines américains. Il y a des soies bon marché pendues sans raisons apparentes, de ci, de là, serin, vert-pomme, rehaussées de dessins dignes de nos pires papiers muraux. Des copies d'objets d'art baroques : les gnomes, les échassiers, les chinoiseries hideuses que les Blancs, en Extrême-Orient, achètent de préférence aux beautés anciennes, des lanternes à trois sous, des paravents à quatre, et quelles potiches de peinturelure !... Le Chinois, retour de New-York, où il n'a connu que les plus médiocres des amateurs étrangers, marque, en étalant des laideurs, qu'il nous vaut bien. Il tient ses vraies richesses dans des coffres.

Je cherche le lavabo. Deux bicyclettes en barrent l'entrée. La salle de bains entrepose le charbon. Deux portes, trois portes que j'ouvre donnent sur des chambres à plusieurs lits où ma lampe électrique révèle de jeunes Chinoises. L'une dort, l'autre se fourre sous les draps, l'autre glousse... Et le coucou chante trois heures.

— Wang, mon vieux, on n'a pas idée !... Vous dormez, ma femme dort. Couchons-nous, bon Dieu !...

Il s'étire et prend une résolution. Les miaulis d'un violon monocorde accompagnent les clameurs des valets.

— Une minute... dit Wang.

Il sort ; le concert cesse. Wang revient avec un boy hilare qui salue, resalue, bredouille et nous fait des signes.

— Alors ? dit Wang... Vous vous maniez le train ? Invitez votre femme.

Nous voici dehors, derrière le boy qui enfile un gilet sur son torse nu, nous guidant. La maison occupe un îlot minuscule, tout rond ; on l'aborde par devant et par derrière. Là, un bras d'eau ; une passerelle conduit à une autre île : le jardin. Nous y suivons le domestique qui prodigue les recommandations, les encouragements :

— Doucement, honorablement, allez doucement... *Ma ma tcho...*

Une allée sablée entre des ifs et plus loin, vers la droite, vers la gauche, des masses sombres, des arbres sans doute ; devant nous, une lueur. Nous l'atteignons? Presque. Une marche, deux. Une porte. C'est l'inévitable pavillon qu'édifie tout Chinois dans son jardin, si même le jardin ne couvre qu'une demi-perche.

*
* *

Une détestable plaisanterie... Qui l'imagina? Le boy? Il s'est bien gardé de passer le seuil... Dans le pavillon, sur un lit d'opium, le général Pi somnole contre miss Wilson qui sommeille.

Wang s'esclaffe. Ma femme s'indigne. Je balbutie de confusion. Et Pi nous voit à peine.

Un lit d'opium, c'est une vaste natte, tendue dans un cadre, sur des pieds. Le plateau, avec lampe et drogue est au milieu, séparant les fumeurs, couchés, un de chaque côté. En l'occurrence, le général et l'Américaine ne sont pas séparés par le matériel de fumerie, mais collés, embrassés.

— Et alors ! crie Wang. Debout, les amoureux !...

Il s'allonge en face d'eux et se met à cuire les épaisses gouttes noires. Pi s'étire comme un chat. Son uniforme dégrafé, il le ferme. En bon Chinois, il s'était déchaussé. Ses orteils passent par les trous de ses bas. Pas beau, le général. Des guêpes, dirait-on, ont piqué ses paupières. Ses beaux cheveux, lisses d'habitude et aplatis à la gomme, lui tombent devant les oreilles. Rien ne ressemble plus au dernier des coolies qu'un général en négligé. Au physique. Au moral.

On a souvent décrit l'évolution des jeunes Chinois qui reviennent de Cambridge ou de Yale avec une cuirasse d'occidentalisme, imperçable d'apparence et puis, trois ans plus tard, la robe, l'opium, la crasse les ont repris, comme les ont repris les rites nationaux, la belle-mère et les démarches spirituelles, défiant notre raison, qui sont propres à leur peuple. Cette transformation se répète chaque jour, en petit, pour un général. Son dolman couvert de décorations, s'il l'ôte, ne cache qu'un jersey sale. Sous ses culottes housardes, des

pyjamas tachés, point changés depuis trois mois. L'ordonnance de sa chevelure se trouble? Au matin, sa barbe a poussé? C'est que le *vrai* général, hérissé, rauque et gluant paraît sous le *faux* des représentations diurnes.

Pi bâille et nous reconnaît enfin. Il se met debout pour le baise main, tire un peigne et s'en sert, puis prononce deux ou trois phrases conventionnelles avant de remarquer sa compagne. Des souvenirs surgissent alors, ses yeux parlent pour lui.

— Lâche ton paquet, dit Wang. On sait bien que tu n'es pas un gentleman et que tu les tombes toutes...

En effet, Pi clame volontiers ses succès. Un si jeune général... Et si décoré !... Ses succès auprès des Françaises, surtout : « Moi, je leur fais des trucs, insinue-t-il... Et puis, à Paris, on apprend... En tout cas, je n'en ai pas encore trouvé une qui résiste... Si elle fait des manières, c'est pour que ce soit d'autant meilleur après... »

Cette fois, il sourit en arrangeant son col et atteint un degré de fatuité que je n'ai vu à personne d'autre.

— Et puis après?... Le vieux Tchao ne l'a pas épousée. Et si je le tolère à Hsuchow, lui et sa drogue, ça doit se payer... Car l'opium est interdit. Il paraît même que Chiang Kai Shek est décidé à y tenir la main. Alors, le vieux, si je voulais... Couic !... Mais je ne veux pas... Ça se paie...

Il prend miss Wilson par la tête, puis par la taille et la repousse vers le bout du lit, nous faisant place :

— En tout cas, ne fumez pas autant qu'elle. Moi, j'ai l'habitude. Et pourtant, je me suis flanqué une de ces muffées !... La bougresse ! Elle ne voulait pas fumer plus que moi. Une pipe... une pipe... Et il lui en a fallu avant qu'elle cède ! Pas intéressant, d'ailleurs : elle était à moitié dans les pommes.

*
* *

L'Américaine dormait. Une robe chinoise, une affreuse robe framboise, bordée de broderies criardes, s'ouvrait, montrant sa poitrine, ses genoux. Ma femme la boutonna et nous fumions paisiblement, trompant la faim et le sommeil,

quand un rayon de soleil, par la vitre sale, se posa sur ses cheveux dorés. L'aube. L'aube tiède de mai.

La grosse chaleur, la pluie tropicale ne viennent qu'à la mi-juin. Fin mai, le printemps chinois ressemble à nos beaux étés, avec nuit et crépuscules frais. Les moustiques sont rares encore, qui désolent Shanghaï et rendent Hsuchow inhabitable pour qui n'a été vacciné, dès l'enfance, par ces millions de piqûres qui font des poupons là-bas une boule gélatineuse rosâtre. Une aube fraîche et, malgré les effluves des canaux lourds d'immondices, un air plaisant à aspirer, venu des arbres, des champs de lotus.

Et la durée, on sait cela, l'opium la supprime, si bien que nous ignorions le temps quand revint le boy, annonçant le festin. Le coucou marquait cinq heures et demie. Ma femme et moi avions conduit miss Wilson sur les coussins d'un sampan luxueux que la clarté nous révéla. L'air, pensions-nous, l'éveillerait. Au surplus, nul ne s'enquit d'elle. Le gros Tchao avait gagné 1 200 dollars. Le jeune officier, par contre, ayant perdu sa solde d'un trimestre, les boutiquiers du voisinage pouvaient préparer des rouleaux de piastres : La force armée, ce matin-là, irait leur secouer les puces. Le gros Tchao nous accueillit.

On eût dit vraiment qu'il n'avait pas noté notre présence durant la nuit. Ses plongeons, ses rires, son verbiage de bienvenue se déchaînèrent comme si nous débarquions. Il installe ma femme en face de lui et, tandis que les autres se répartissent autour de la table, il prend soin de peigner et repeigner sa tignasse grasse, épaisse de pellicules, au-dessus des plats attendants.

Hsuchow jouit d'une renommée prestigieuse. Cette ville fournit les plus belles filles aux bateaux de fleurs, aux maisons de thé, dans la Chine entière. A Pékin, à Canton, au fond du Szechuen, interrogez une courtisane : elle vient de Hsuchow. Toujours. Comme naguère, en France, elles étaient nées d'un officier supérieur. Mais Hsuchow ne passe pas pour un centre gastronomique. Nous le vîmes bien! Il eût fallu des plats délicats, soit fraîcheur, soit science, pour nous arracher au flou de l'opium, à la fatigue du voyage et de notre randonnée sur l'eau. Hsuchow n'offre que des ragoûts. Et les pires.

A Hsuchow, tout paraît combiné pour décevoir les papilles les moins difficiles. La volaille même s'y présente sous l'aspect de vers de vase cuits dans leur jus ; elle en a le goût, j'imagine. Fadeur. Et ce qui n'est point fade rebute par son âcreté. Des sauces épaisses, défiant l'analyse. Les premières bouchées confirmèrent nos appréhensions et nous échangeâmes, ma femme et moi, des signes désespérés... Nous n'avions pas encore offert nos chocolats à miss Wilson. Ou plutôt, je les avais déposés sur ses genoux.

Comme un voleur, je courus au sampan. Elle dormait toujours. Je repris le cadeau et l'allai cacher parmi les bicyclettes. Un boy soudoyé partit, à force rames, quérir du pain. Il rapporta une boîte de conserves payée son prix d'or : une douzaine de biscuits moisis. Et nous les dégustâmes avec des crottes, fondants et truffes, en grande hâte, enfermés dans la salle de bains au charbon.

Un whisky nous ragaillardit ensuite et poussa un peu ce bol alimentaire compact et le soleil nous aida aussi, car il faisait plus beau, plus chaud, plus resplendissant de quart en quart d'heure. Le sommeil avait passé.

— Une photo ! cria Tchao. Et, après... *la surprise !...*

Il ne réclamait toujours pas sa « fiancée » et nous aligna sur le perron. On sortit les bicyclettes (les boys passent des chiffons sur les nickels), quatre en tout. Des messieurs défaits, aux traits distendus, aux yeux sales, les cheveux en désordre, s'installent sur les selles. La sauce des salamandres d'eau, friandise tout juste déglutie, s'étale sur les plastrons. Le reste de l'assemblée se tasse autour des cyclistes, le général au milieu, tenant Tchao par la main, ma femme devant eux, assise sur le crâne d'un lion de pierre. Une bien belle photo que je conserve avec amour. Mr. Tchao dispose soigneusement son appareil qu'il prolonge d'un fil à déclic et d'une poire. Tout au point, il court nous rejoindre et... toc !...

— *Please, can do one more...*

Il impose sa loi d'un anglais puéril et zézayant, pareil à celui de nos boys. Les mots *cando*, *nocando*, équivalents de « moyen », « pas moyen » en petit nègre, y reviennent à chaque phrase.

— *And now*, ajoute-t-il, *ladies and gentlemen...* La surprise !...

*
* *

Le lotus, fleur sacrée du bouddhisme, c'est entre ses fleurs-pétales que se repose le Sage, le Sublime. Et les tiges-racines du lotus satisfont la gourmandise de l'aristocratie chinoise. Craquantes, croquantes, on les offre à ses amis, on les paie cher. Le lotus est révéré.

Nous partons en bateau pour le lac, voir les fleurs de lotus s'ouvrir aux premières chaleurs du matin. Telle est la surprise. Le bateau ? Un bateau de fleurs avec de jeunes donzelles, leur orchestre et leurs chants, du thé, des boissons fortes et une table copieuse.

Aux plus subtils raffinements, cette race associe la pire indifférence à la grossièreté, à l'ordure. Des filles minces, fines, aux yeux troublants, se fardent trois heures durant ; leur front épilé ne laisse pas apercevoir une racine de cheveu. Pas un grain de poudre qui ne soit fondu dans le teint, incorporé à la peau, pas une bavure de rouge au dessin de leurs lèvres. Et la crasse couvre leur cou ! Leurs bas scintillent avec, sur le tendon d'Achille, un papillon multicolore éployé. Mais leurs pieds !... Ainsi partions-nous vers les champs de lotus par un matin où chantait Beethoven dans l'azur, où un minuscule nuage rond rehaussait le bleu profond du ciel, où d'incomparables ponts sans arche, arcs déliés d'une courbe parfaite, si fluette, miraient leur miracle dans l'onde... Et les godilleurs chantaient leur mélopée. Et les courtisanes de ce bateau-fleur soutenaient la réputation de la ville par leurs minauderies, leur taille de libellules, leurs doigts transparents nous offrant des roses confites au sucre. Mais en plein milieu de la galère d'amour, des seaux rouillés présentaient les pissats de plusieurs jours et le chien du bord frottait sa gale à nos jambes.

On s'y fait. Le nouveau venu prend le ton du pays de Cathay quand, le premier jour, entrant au sanctuaire des merveilles, au Temple du Ciel, marbre unique au cœur d'un bois sacré, il y croise les transports d'engrais humain.

La plupart des invités avaient absorbé leur portion de drogue ; ainsi se tenaient-ils éveillés. L'opium et la splen-

deur du paysage imposaient une sérénité quasi religieuse à ces turbulents. Ils renonçaient à leur cher vacarme (le Chinois se complait au bruit, à tous les bruits ; ils l'excitent, l'exaltent). Les jeunes se défendent d'user de l'opium, condamné par Genève et par le verbiage nankinois. Mais parler est une chose, fumer une autre. Ils n'imaginent pas qu'une contradiction entre leurs actes et des convictions affirmées puisse choquer autrui. Ils condamnent la drogue. Cela ne suffit-il ? Et ils en tirent ensuite, selon les instants, de l'hébétude ou un sursaut d'activité.

Après une nuit blanche, elle tient le fumeur en état de veille, mais de paix. Aussi voguions-nous à l'aise et respirions, une fois sortis des canaux dont la ville fait ses égouts. De rares chiens crevés offraient au regard leurs bedons. Nos yeux préféraient l'horizon d'eau, la ligne d'arbres, par delà le lac et ces collines chauves que la Chine peint sur ses potiches depuis deux mille ans : un pin solitaire, piqué, oblique au sommet, soulignant leur pure ligne de pente.

Requinqué, Pi parlait. Seul, il parlait, se rengorgeant. Tête haute, l'œil indulgent, il jouait au grand seigneur présentant ses domaines. Tchao valait qu'on l'observât. Il unissait l'intérêt poli d'un touriste étranger au maintien déférent et défiant du civil qui méprise, mais craint — et paie — le militaire. Pas une de ses paroles n'avait cité miss Wilson, ni fait allusion à son comportement. On eût pu croire qu'elle s'était couchée tôt et je me demandais si, vieux et longtemps écarté de Chine, Tchao ignorait la nuit de sa belle, ou si, Chinois madré, il tassait sa rancœur, soit impuissance à la venger, soit attente du moment vengeur.

Les autres aussi écoutaient Pi. Éduqués à l'étranger, ils voyaient en lui un exemple. Parvenu, dès trente-deux ans, à un commandement enviable — dignités et profits — sans autre mérite que du savoir-faire, de la souplesse, des flatteries, Saint-Cyr et la langue anglaise, ils enviaient Pi et tâchaient, par leur maintien, de lui plaire.

Et Wang ne ricanait plus. Ce gavroche subissait l'emprise du matin rayonnant ; il l'aspirait à pleins poumons. Il aimait les ponts antiques, les horizons délicats et le disait. Quand nous fûmes aux lotus, ma femme me signala l'allégresse enfan-

tine qu'exprimait la face naturellement caricaturale de Wang (des yeux exorbités, une tête ronde et plate et très maigre à la fois, avec un bec de lièvre et une pomme d'Adam errante, grosse comme un paturon de percheron).

— Une femme, disait-il, ressemble au lotus, selon nos poèmes. Et les Dieux au lotus et le destin aussi, lequel s'ouvre et se referme aux bienfaits, aux méfaits de la saison. Mais le lotus, lui, n'en a cure ; regardez comme il vit pour soi et se moque des sosies que lui attribuent nos images... Un beau champ, n'est-ce pas? Notre jonque en approche. Un beau champ qui s'étale au ras d'eau, loin et plus loin encore, jusqu'aux Indes. Il donnera des graines savoureuses à des milliers d'incisives. Il donnera de tendres et cassantes racines aux molaires de ces peuples, les meilleurs d'Asie. Mais il donne avant tout le plus beau symbole et le plaisant spectacle de ses feuilles vertes, puis blanchissantes qui protègent son cœur la nuit, ne le découvrant qu'au soleil, notre père, dans la nudité de la nature et sans art, grâce au ciel... Sans artifice... Pas vrai, mon Toto?...

Le champ de lotus ressemblait aux mots que Wang trouvait pour lui. Cette plante a ses racines dans le fond du lac, sa tige va jusqu'à la surface où repose la fleur, comme notre nénuphar, mais belle de forme, *formosa*, et vivante avec les heures.

L'ayant vue, nous rentrons. Les filles chantent, l'une dansant sur place, par torsion des bras et du cou. Leur orchestre (monocorde, gong, tambour sourd, pierre à claquette) fournit le rythme. Mais le soleil monte. Nos fatigues s'accotent l'une à l'autre, s'entrepénètrent, unies en un vaste bloc de repos béat. Et les plus jolies fillettes du monde n'y peuvent rien. Celles-ci ne font pas soixante ans à elles quatre, ni cent cinquante kilos. Toutes les grâces de la couture shanghaïenne, leurs jarretières apparentes, feignant un dragon rose ou des oiseaux en file, leurs ongles laqués imitant les drapeaux de l'Europe entière (certaine les avait vernis, l'un vert, l'autre rouge, l'autre jaune et ainsi de suite...) ne forcent plus notre attention. Non plus les bonnes fortunes, dignes de M. Dekobra, qu'évoque Pi — pas même l'histoire d'une Française, aimée par lui dans sa cabine, le mari

ronflant sur l'autre couchette. Nous n'en pouvons plus.

Et pourtant, durant la dernière demi-heure avant d'accoster, M. Tchao entreprit, dans un coin, le général. Au sourire fat de Pi, je devinai les compliments dont l'autre l'accabla. De longues, longues flatteries. Alors je m'approchai et feignis de dormir. J'y eus du mérite ; les propos du vieillard avaient de quoi me tenir éveillé. Il expliqua à Pi qu'un homme comme lui, couvert déjà de dignités si grandes, devrait posséder une concubine malgré la loi nouvelle. Mais quelle? Pour en tirer honneur et singularité, une Blanche. Et pourquoi, diable, Pi ne marquait-il pas davantage d'intérêt à miss Wilson? Jolie, pourtant! Et Américaine!... Une concubine américaine, voilà qui assoierait la réputation d'un jeune général! Séduisant, riche, puissant comme était Pi, nulle ne résisterait, surtout pas miss Wilson en qui, lui, Tchao remarquait un penchant certain pour Pi. Mais si!... Mais si!... Mr. Tchao, personnellement, n'avait jamais eu sur elle de visée. Un vieillard... Un malheureux vieillard sans esprit, sans envergure, sans éclat. Il se considérait comme le tuteur de la blonde Américaine. Que le général daignât jeter les yeux sur elle et Tchao se sentirait comblé. Et fier de les accorder. Et ravi de s'être entremis pour une jeune fille affectionnée auprès d'un aussi noble personnage qui voulait bien le traiter en ami, à quoi, lui, Tchao, n'eût osé prétendre, tant d'honneur le confondant.

*
* *

Plus tard, m'endormant, j'entendais encore ces phrases rondes. On nous avait réservé, à ma femme et à moi, un vaste sommier métallique dans une chambre particulière. Nous nous y étendîmes tout habillés. Une soucoupe et sa tasse faisaient figure de cuvette et de broc sur la table de toilette. N'en existait-il pas d'autre dans la maison? Toujours est-il que des visiteuses m'éveillèrent plusieurs fois. Un minois de gamine aux yeux obliques passait par la porte entre-bâillée. Notre sommeil vérifié, la jeune personne, vêtue simplement de blumers et de ces bandes dont elles s'aplatissent les seins, courait à notre « lavabo », furetait dans notre trousse. Des

petits rires étouffés la secouaient. Vite, elle filait quérir une compagne. Les deux reviennent pareillement accoutrées.

— Ils dorment? Ils dorment.

Alors, elles s'extasient devant les flacons et les petits pots de ma femme. Mon rasoir aussi les remplit d'aise. Elles se le passent sur le front, sous les bras, essaient mon eau de Cologne, le rouge et, du bout de la langue, goûtent une crème... Gentiment, je tousse. Elles s'envolent, mais content leur aventure. Une tierce se faufile et tâche à se gratter, de mon Gillette, ses dents verdâtres. Du coup, je grogne, la chasse et nous verrouille.

Vers dix-sept heures, réveil par un gramophone criard, que deux coolies, cérémonieux, portent de chambre en chambre. L'honorable Mr. Tchao désire prendre une nouvelle photo. Cette fois, je serai à bicyclette. Le maire de Hsuchow nous accorde l'honneur de sa présence... Que ma femme le prenne par le bras...

— Miss Wilson? demandé-je

— Miss Wilson est dans sa chambre et s'excuse. Elle paraîtra au souper.

Ces trois jours de Hsuchow, j'en oubliai les menues péripéties; mais j'en garde une sorte de ressouvenance sensorielle affligée. Jusqu'au souper, qui n'eut lieu qu'un peu avant minuit, nous dûmes suivre notre hôte à la célèbre pagode des Sept Directions et nous associer à une collation-collecte offerte par un chef bonze ahuri, obèse, appuyé sur, porté par ses mignons, quatre moinillons crasseux, morveux, laids comme lui. Puis, au jardin de la Félicité Inestimable où, sur trois hectares, les architectes paysagistes avaient trouvé le moyen de tracer, à travers des monticules artificiels, par des ponts et des passages souterrains, des kilomètres d'allées au gravier sec et coupant. Tchao ne nous fit pas grâce d'une toise. Puis, au « Repos du Soir Tombant », maison de thé gluante donnant sur une mare et colonisée déjà par des millions de moustiques. Pour honorer des Blancs, on nous y servit, au lieu du subtil thé bouillant indigène, une sauce tiède, noire, trop sucrée. Puis une randonnée dans le quartier neuf, gloire de Pi — il n'y est pour rien; des maisons de style germanique, destinées

à d'hypothétiques bureaux d'administration... En fait, le précédent gouverneur a touché la moitié du prix de ces bâtisses. Pi, qui va les revendre, percevra, à son tour, les 50 p. 100 de rigueur.

Dans ce quartier neuf, à flanc de coteau, Pi a aligné des troupes. Un millier d'hommes à peu près vêtus et armés. Il compte les passer en revue et leur adresser un discours. Le tout, pour éblouir miss Wilson. Hélas, elle ne nous accompagne pas. Le général prend Tchao à part. Tchao l'approuve et s'en va dans une vedette à pétrole avec deux soldats. Que dis-je? Deux officiers!... Pour nous aider à patienter, Pi se souvient que mes vingt-neuf ans ont reçu un haut mandarinat : je suis conseiller du Gouvernement chinois. Pas au ministère de la Guerre; aux Communications. N'importe. Je passerai une revue préliminaire. La clique reçoit l'ordre de jouer *la Marseillaise*. Elle la joue. Nous saluons sans la reconnaître. Les musiciens redoublent et nous saluons toujours. Puis je remercie le chef d'orchestre. Pauvre!... Il dirigeait *Caroline, mets tes petits souliers vernis*. Je ne l'avais pas reconnue non plus.

A peine entamée l'inspection (je m'intéresse aux godillots, d'énormes chaussures souples, demi-drap, et des souliers bas vernis, quelque stock passé de mode, liquidé par un revendeur de Berlin ou de Paris, un de ceux qui colloquent des smokings et des jaquettes aux nègres du Sénégal), je sursaute, car la musique remet ça. Cette fois, j'ai reconnu le *God save the King* sur un pas de polka. Miss Wilson débarque... Pourquoi pas?... Les Américains sont si anglomanes... Devant Tchao, confondu en sourires et les autres en stupéfaction, Pi la prend par le bras, nous place en file derrière et nous déambulons devant les armes dressées. Pour finir, nous grimpons sur un tas de briques. Les troupes défilent en se dandinant et prennent bien soin, sitôt dépassée notre estrade, de rompre la cadence, d'ôter leur casquette, de traîner leur fusil par le canon, la crosse râclant les cailloux — à moins qu'à sept ou huit, ils n'en chargent un passant malchanceux qu'à grands coups de savates ils forcent à les suivre.

Trois jours ainsi. Ce soir-là, après souper, Tchao, tout sourires, proposa les douceurs de l'opium à miss Wilson :

— Je vous en prie... Il y a certes deux plateaux dans la maison. Pourtant, j'en ai fait disposer un autre dans le pavillon du jardin, après le pont. Vous ne connaissez pas l'endroit, chère mademoiselle (le rire épanouissait sa large face édentée) ; non, vous ne le connaissez pas. Je serai ravi que le général vous y conduise et vous montre, dans ce petit coin modeste, indigne de votre beauté et des inestimables mérites de M. Pi, l'art de tirer sur le bambou...

Miss Wilson n'eut pas le temps de faire ouf... Le général répliquait que le pavillon était trop beau pour lui, Pi, mais qu'il appréciait l'honneur d'initier miss Wilson à des jouissances si saines, que son innocence ignorait encore ; il lui offrait le bras, l'emmenait. Les autres s'installaient au poker, nous laissant, à Wang et à moi, un plateau. Selon la tournure du jeu, ils se relaieraient à l'autre.

Trois nuits ! Pi était encore au pavillon quand l'aube nous surprit sur les lits de perdition. Trois jours ! Une après-midi, le général emmena l'Américaine au bout du lac, dans sa vedette, pour inspecter une petite garnison. Elle revint enchantée et confia à ma femme :

— Quel homme, ce général !... Si décoré !... Si jeune et si puissant ! Quel avenir ! Et dans un pays si troublant ! Parmi tant de circonstances inattendues..., l'opium, ces nuits exaltantes, ce beau lac... Quelle demeure il possède ! Quels bureaux ! Et tant d'argent ! Les milliers de dollars ne comptent guère pour lui...

— Oh ! la solde d'un général... Insignifiante... Et il ne la la touche pas souvent...

— Mais alors ?

— Chez nous, cela s'appellerait de l'extorsion de fonds. Il fait cracher le marchand et chanter le bourgeois, gros ou petit, de sa circonscription.

— N'importe. Puisque c'est la coutume... Ailleurs, l'État, le budget de l'État s'en chargent. Ici, les fonctionnaires se paient eux-mêmes, n'est-ce pas ?

— Ils se paient eux-mêmes...

— Ils se paient bien... conclut miss Wilson en rêvant.

Cette fille ressemblait aux jeunes personnes saines de corps, avenantes de traits, sottes et dévorées par le désir des

biens terrestres, comme il y en a tant dans les capitales de l'Europe. Combien de Parisiennes ont « fait un chopin » en épousant un étudiant jaune au Quartier latin et, comme elle, ensuite...

Nous allions rentrer à Shanghaï, ayant épuisé la boîte de chocolats et six paquets de biscuits passés, quand miss Wilson glissa à ma femme :

— Me voici bouleversée. Mr. Tchao est si bon... mon cher protecteur ! Et quel désintéressement ! Il m'a transmis la demande du général qui désire m'épouser.

— Mais le général est marié, père de famille.

— Oh non ! Il a une concubine indigène. S'il épouse une Blanche, la Blanche sera sa femme. Pensez donc !... Du reste, il répudiera sa Chinoise... Soyez tranquille.

— Prenez garde. Pi est un coureur...

— Il m'aime. Il m'aime depuis le premier jour. Tout le monde m'aime. Ainsi, Mr. Tchao, qui se sacrifie à mon bonheur, qui ne songe qu'à mon intérêt, qu'à mon avenir : « Vous deviendrez la généralissime de Chine, m'a-t-il dit. Je pourrais être votre grand-père... Oublions. Allez à un homme dont l'âge convienne au vôtre, et qui vous élève au premier rang, le seul dont vous soyez digne... »

Que répondre ? Citer tels exemples d'une Blanche accablée par une belle-mère chinoise, rebutée par la saleté, les sarcasmes de sa nouvelle famille, étrangère aux mœurs de toute une maisonnée, ne réussissant pas à s'adapter... Filles de hauts fonctionnaires français, d'officiers, ex-étudiantes, fuyant le bagne du mariage chinois, un mari que, vite, elles ne voient plus, qui se perd chez les prostituées indigènes, cesse de se laver et fait expier à la Blanche le crime qu'il a commis envers ses ancêtres, abandonne ses enfants métis, l'affame, elle, la torture, l'avilit au rang de servante, la fait moquer de ses gens, s'il en a. Alors, elle se soumet, en savates, les cheveux torchonnés, perd le souvenir de sa dignité, ou bien fuit parmi les prostituées de Shanghaï. On la rapatriera dans un entrepont.

Wang haussait les épaules. Le train démarrait.

*
* *

Miss Wilson mourut à l'automne ; Pi, en hiver. Mais je le revis avant. A Chinkiang, le premier port qu'avant Nankin rencontrent les navires remontant le Fleuve Bleu.

Entre temps, j'avais appris du nouveau.

Nous avons nos francs-maçons. La Chine, les siens. D'abord, les loges de rite écossais, quasi publiques, qui offrent le thé aux dames d'œuvres, le dimanche, et se font photographier, avec tabliers et équerres, pour les illustrés.

Puis, la loge française, où vibrionnent quelques fonctionnaires. Un poussah, gras de malice et de malignité, les préside. Il fignole des rapports contre les braves gens et lance des interdits.

Il y a surtout les sociétés secrètes chinoises. Perce-t-on le mystère dont elles s'enveloppent, on trouve des pratiques magiques et un occultisme grossier, sans prétentions. Creuse-t-on davantage, on tombe sur le trafic de l'opium. Mieux vaut ne pas trop creuser.

L'opium est interdit en Chine. Fument tous ceux qui ont assez d'argent. C'est l'alcool aux U.S.A. durant la prohibition. Le Gouvernement? Complice. Les trois quarts des taxes proviennent de *likins* sur le transport de l'opium. Sa terre d'élection, le Yunnan, étant inaccessible de l'intérieur (son débouché, c'est le Tonkin, tandis que des montagnes l'isolent des autres côtés), il vient du Szechuen et du Kweichow par le Yangtsé. Ce fleuve lui sert de route et, tout le long, les généraux perçoivent leur part. Les bandits aussi. Parvenus à l'estuaire, les convois atterrissent, qui pour Shanghaï, qui pour les autres centres de distribution.

Avec trois millions et demi de Chinois, ses dizaines de milliers de boutiquiers à l'aise, de richards, de prévaricateurs retirés, avec ses bourgeois, gros et menus, Shanghaï consomme le plus gros morceau. Mais le reste du pays ne crache pas sur la marchandise et Chinkiang remplit le rôle de répartiteur. Nankin conviendrait mieux? Oui, mais le Gouvernement y

réside et, la loi restant théoriquement la loi, il préfère la violer à distance.

Le « Dragon rouge et noir », Cartel secret qui régit l'économie de la Chine droguée, préside aux achats, aux transports, « indemnise » les officiels, répartit les bénéfices, décide des prix — non seulement pour acheter la matière brute et vendre le liquide préparé mais pour... honorer les complices — ce Cartel a des bureaux à Shanghaï et une grosse succursale à Chinkiang. Pour surveiller l'estuaire, empêcher la concurrence et les fuites, il dispose de 30 000 hommes. Une armée. Ce fait, ce nombre, lui donnent quelque autorité dans la politique locale. Le mouvement de fonds qu'il contrôle (des milliards chaque année) lui soumet les banques, les personnalités les plus hautes, les marchés les plus éloignés, en apparence, de l'opium (barres d'or, coton), bref la politique et les affaires de la nation.

Le Cartel possède des correspondants, ou des fidèles, ou des alliés, ou des amis un peu partout hors de Chine. Non que les ventes à Marseille, par exemple, le préoccupent. Mais il faut bien que l'opium chinois consommé en Europe vienne de quelque part. Renoncer à le fournir, ce serait justifier une concurrence. Et ses correspondants s'intéressent aussi aux changes, aux placements divers dont les chefs chinois peuvent tirer profit... A la politique des Puissances, à leurs vues sur le Pacifique... Ils font des commissions, depuis un rasoir électrique pour tel général, en cadeau anniversaire (et une liasse l'accompagnera, soyez tranquilles !) jusqu'à des tuyaux pour M. Roosevelt sur les agents japonais en Mongolie intérieure.

Or, Mr. Tchao, marchand d'antiquités à New-York, pouvait se permettre de perdre sur les curios. Il remplissait un autre office plus important. Et le général Pi, la nuit de notre arrivée à Hsuchow, en dégrafant la robe de miss Wilson, avait agi comme un carpillon manquant à un vieux brochet. Sa désinvolture, son passé à Londres et au Quartier latin, son éventuelle science militaire, sa prestance et son goût des personnes du sexe étaient une chose. Une chose aussi, son autorité de gouverneur et le commandement d'un corps d'armée.

Autre chose, les relations de Mr. Tchao avec la secte du Dragon rouge et noir qu'il représentait aux U.S.A. Mr.

Tchao, s'il exposait à ses maîtres une revendication légitime, mettrait en mouvement une machine bien plus puissante que ne pourrait M. Chiang Kai Shek en personne. Or, Mr. Tchao avait, dès la première nuit, décidé de se venger. Ce ne lui serait pas malaisé? Non. Mais il voulait qu'expient et le général et la jeune personne. La démarche de son génie propre vers l'accomplissement de ce désir, le conduisit à une action quelque peu complexe. Elle commença, on l'a vu, par le mariage du général et de miss Wilson. Elle se développa.

*
* *

Miss Wilson mourut à l'automne. Sans que Tchao eût remué le petit doigt. La conjoncture matrimoniale s'étant déployée toute seule, miss Wilson se jeta dans un canal. Elle se trompa : elle eût voulu mourir dans l'onde qui court du lac et s'était lié les pieds de son écharpe. Mais elle se jeta dans le bras qui sert de vidange au Quartier général, aux casernes qui l'enclosent. Boue humaine, eaux grasses l'asphyxièrent vite. Elle eut à peine le temps de comprendre son erreur. Son corps, bien sûr, flotta aussitôt sur cet épais sirop d'immondices et la garde l'aperçut. Mais la garde se détourna : que crevât la « diablesse blanche » qui avait déshonoré le corps des va-nu-pieds militaires de Hsuchow en devenant leur générale.

La nouvelle parvint le surlendemain aux journaux de Shanghaï. Le jour suivant, nous sûmes que l'Américaine s'était suicidée. En même temps, Pi recevait un télégramme lui enjoignant de se rendre à Chinkiang par les voies les plus rapides. Il ignorait que je devais, avant la fin de la semaine, l'y attendre, avec Mr. Tchao. Je l'ignorais aussi.

. . . . . .

Wang pestait contre la jeune génération. Notre agence, notre journal cherchaient en vain, parmi les récents diplômés, des traducteurs, des stylistes, des collaborateurs utiles. Nous ne trouvions que des glorieux, le feutre sur l'œil, la cravate provocante, mais point de savoir. Prompts au whisky, abon-

dants en colle à cheveux, en parfums, dédaigneux de la savonnette.

Wang se décourageait.

— Des Pi, en petit, disait-il. Vains comme lui et aussi peu efficaces. J'ai dû refaire la moitié des traductions. L'un a pris Hitler pour une ville. Nos porteurs seuls savent leur métier. Ils montent convenablement à bicyclette. Les autres, des Pi...

Nous songions tous deux. Le téléphone sonna. C'était Tchao. Je ne l'avais rencontré que deux ou trois fois ; nous avions parlé de la canicule. Il m'annonçait sa visite.

— Cher monsieur, m'exposait-il une heure après, je vais vous demander un grand service sur lequel il ne m'est pas possible de vous fournir des détails présentement. Je suppose qu'en me le rendant vous enrichirez votre expérience...

Moins prolixe que les « Vieux Chinois », il ne savait point cependant éviter les préambules sur la saison, ni des détours entortillés ; il y glissait des allusions à son intention véritable, les faisait plus claires et plus claires jusqu'à se prononcer au bout d'un quart d'heure. Un « Vieux Chinois » en eût requis trois.

— ... Le temps de venir avec moi à Chinkiang et d'en revenir... Vous ne serez pas déçu et vous m'aurez rendu un inestimable service dans une circonstance grave.

Souffrant de la bougeotte depuis mon enfance, je ne pêche pas par défaut de curiosité. A l'égard des choses chinoises, mon goût du voyage et de la découverte touchait à la passion. J'acceptai. Wang, un peu plus tard, parlait de l'affaire avec un sérieux inaccoutumé :

— Tchao est un vieux renard. Ou un tigre, à sa façon. De New-York, lors des troubles, il aida ferme le Dragon rouge et noir. Ce n'est pas lui qui a scindé Kuomintang et communistes, mais je me demande si, sans lui... Or, un copain m'annonçait tout à l'heure un autre départ pour Chinkiang. Celui de Ma Tsé Lo... Et ça !...

Ma Tsé Lo ?... Diable !... Ma n'était pas le *Big Shot*, mais son bras droit. Son ombre. Maître du marché cotonnier, du marché de l'or, Ma représentait, dans le monde des affaires, de la politique et dans le monde tout court, un vieillard illustre,

à peu près reclus. Ma était le visage visible du vieux Lou, chef suprême du Dragon rouge et noir, souverain seigneur de l'opium dans le monde, dispensateur de milliards.

. . . . . .

Tchao passe me prendre le lendemain à dix heures trente. Au bout du port, une vedette nous attend et nous conduit à l'hydravion. Sur le quai, le directeur de la Compagnie nous a salués. Nous nous installons et un officier russe (les riches Chinois entretiennent comme gardes du corps d'anciens officiers tsaristes) entre dans la cabine, revolver au poing, et la visite, du poste de pilotage à la toilette. Il se fait ouvrir les caissons à bagages, puis siffle. Nous regardons l'embarcadère où un autre officier attend.

Tchao me remercie avec effusion d'être venu... Il se tait. Trois autos paraissent sur le wharf : la première, la troisième vident des hommes armés, en shorts et uniforme. Ils entourent la seconde d'où trois robes de lin blanc descendent. Une minute se passe et l'illustre Ma prend place dans l'appareil, nous saluant avec la chaleur que je lui connais bien. Derrière lui, un secrétaire et son boy-majordome. Il s'enquiert de ma femme, de mon fils, et commence un long discours sur les visées japonaises, sur le taux de l'argent, les élections américaines.

L'appareil s'élève. Dans le silence majestueux que crée le vacarme des moteurs, je contemple une fois de plus la cité monstrueuse. Nous frôlons les parallélépipèdes miroitants, serrés, des gratte-ciel ; dans leur ombre, grouillent les ruelles chinoises ; au loin, les bungalows verdoyants au long des belles avenues françaises. Les croiseurs internationaux filent sous nous, puis des centaines de paquebots amarrés près d'une enfilade d'usines comme seule en offre la Ruhr. Et la lèpre des cahutes en pisé où crèvent cinq cent mille misérables.

Une petite heure passe vite au-dessus du Kiangsou, vaste jardin strié de canaux — ils y tiennent lieu de routes, de chemins — et nous amerrissons. Le secrétaire s'adresse au pilote :

— Midi. Nous décollons à six heures précises.

C'est seulement dans la chaloupe que j'entends de nouveau la voix de M. Ma. Il célèbre le progrès. Sans approuver dans leur ensemble les tendances matérialistes de l'Occident, il exprime sa satisfaction d'un voyage si rapide.

— Je poursuis une grande œuvre, ajoute-t-il.

Ce maître de l'Économie chinoise, un des seigneurs du monde, tire un papier noirci, le déplie, triomphant. Un dessin y représente, en trois couleurs, une baraque du plus mauvais goût. Une sorte de petit temple dans le style chinois des expositions américaines :

— Mon père a été inhumé sur la colline des Vérités, au-dessus de Hangchow. Le terrain appartenait à une pagode très sainte et m'a coûté 17 000 dollars. Le tombeau, cinq fois plus. Il est digne des grandes vertus du défunt. Mais Hangchow est loin, hélas ! Aussi, je vais construire à Shanghaï même, sur la concession française, rue du Général-Maunoury, ce petit temple où prier. Il y aura un jardin autour, avec un pavillon; je vous y inviterai, l'été, à prendre des boissons rafraîchissantes. Mais d'abord, je vous convie à l'inauguration solennelle. Le corps consulaire y sera et nos généraux, Chiang Kai Shek en personne... C'est naturel, car mon père avait toutes les vertus... (Il baisse les yeux en répétant : « A cause de sa sagesse, ils viendront tous. ») Je dépense là un bon million. Oui, car les objets de métal y seront en or. Pas en or impur comme le vôtre. En or sans alliage aucun. Et j'y attacherai plusieurs bonzes qui logeront auprès. Et j'ai fait venir de Californie dix pieds de mandragore, avec leur terrain, avec les plantes qui poussent autour... D'énormes cubes de plusieurs tonnes. Le transport seul me coûte 6 000 dollars, une bagatelle, car je paie chaque pied 50 000 dollars américains. La mandragore fortifie le cœur. Une pincée dans du thé peut ressusciter un mort dans la journée du décès... Une plante très précieuse... Une richesse inestimable. J'en attends beaucoup pour ma propre vie et pour la satisfaction des mânes paternelles...

Une fanfare l'interrompit. Nous abordions et un corps de troupe rendait les honneurs. Nos robes blanches et nos canotiers (j'avais revêtu la tenue si confortable des Chinois) passèrent devant les uniformes kakis. Une nombreuse assemblée,

mi-civile, mi-militaire, nous saluait, mais M. Ma ne s'attarda pas. Nous partîmes dans une lourde Buick.

Je n'ai jamais revu Chinkiang et ne saurais dire où nous fûmes. Des venelles cahotantes, encombrées d'éventaires, de porteurs, de chalands... Des bourgeois portant leur oiseau prendre l'air, des chiens errants, des cochons noirs, un buffle même qui refusait de se lever. Le chauffeur fit un beau vacarme de la trompe, de la voix, tandis que nos gardes du corps chassaient la bête. Le bruit coupait la parole à M. Ma. Il n'en prit ombrage, ni ne le tempéra. Un Chinois aime le tintamarre, il en jouit.

Nous fûmes dans un yamen, un palais. Celui du Dragon noir et rouge? Sans doute, car le poste en faction près des faisceaux dans la première cour ne comprenait point de soldats, mais des gardes privés, surtout des Russes. Une vaste maison sans étage composée de bâtiments multiples séparés de cours avec des portes en chicane et des murs les barrant, pour que les démons s'y heurtent et ne trouvent pas l'entrée. Le balai a passé récemment.

Nous traversons une vaste halle encombrée de meubles au rancart, de ballots, de caisses à cadenas. Puis une salle d'armes, aux râteliers pleins de fusils et, partout, des sacs de cartouches en vrac. Une autre cour et des poissons rares dans de vastes cuviers. Mr. Tchao considère leurs longs voiles lents puis m'entraîne vers un perron sur quoi donnent des baies aux carreaux maculés. Il y a des lits pour fumer; un boy-pipe salue, verbeux, familier. Un autre serviteur prend nos chapeaux et Mr. Tchao s'allonge près d'un plateau en m'invitant à l'imiter en vis-à-vis. Je vais m'enquérir de M. Ma, qui nous a lâchés, quand il entre, s'allonge et sonne. Alors un garde introduit le général Pi.

Pi, défait, s'incline. Défait, évidemment démoralisé. Il reçoit, en réponse, de brefs saluts et un geste lui indique une chaise. Le boy donne une pipe à M. Ma. Mr. Tchao en choisit une qu'il tire poliment, le premier, pour réchauffer le fourneau. Il l'expire comme on soupire une fois débarrassé d'une dent malade. Puis, le boy cuisant la suivante, Mr. Tchao se met à parler. C'est à moi qu'il s'adresse et M. Ma rêve ou fume, les yeux clos.

*
* *

— Vous avez appris, cher monsieur, le grand malheur qui survint, l'autre jour, à Hsuchow. Je vous en parle délibérément comme ferait un de vos compatriotes, si vous permettez l'expression. De longues années passées en Amérique m'ont procuré les avantages d'une nature double, en quelque sorte, et je crois l'heure venue de pratiquer les façons directes de vos pays occidentaux sans m'embarrasser des circonlocutions que notre race préfère.

» Je suis un très vieil homme. Très riche et très laid et repu d'expérience. J'ai vu arriver aux États-Unis beaucoup de jeunes Chinois naïfs et bien intentionnés. La nature humaine ne vaut plus grand'chose, cher monsieur, quand elle perd le contrefort de ses traditions et de ses Dieux. Ainsi mes jeunes compatriotes se privent de leurs règles ancestrales sans acquérir votre assiette à vous. Ils ne prennent chez vous que l'apparent : ce qui va avec votre costume. Notre robe gêne la course, mais confère de la dignité à la démarche. Vos pantalons en manquent, de dignité, mais ils permettent la hâte, le déploiement de la vigueur et, aux meilleurs, le développement de leurs forces corporelles. Nos gens prennent les culottes : ils perdent la dignité sans devenir robustes, ni prompts.

» Ainsi de leur âme.

» Ils se vouent aux commodités mécaniques sans acquérir le savoir, ni la tournure d'esprit qui leur permettraient de les perfectionner, d'en inventer de nouvelles. Ils adoptent votre désinvolture, la font grossière sans s'imposer votre labeur, ni obtenir de soi une efficacité qui l'excuse. Ils ont perdu notre patience sans acquérir votre zèle. Vous bouillez d'agir ; eux, ne savent que s'énerver. Ils ont oublié notre morale sans adopter la vôtre, notre religion sans croire avec vous. Ils vont et viennent de notre civilisation à celle d'Occident, ne gardant, de chacune, que le pire. Ils ressemblent à ces sots qui se pensent César parce que chauves, ou Napoléon s'ils mettent la main dans leur gilet.

» Je sais que vos enfants ici dégénèrent pareillement. Des

fils de Français nés en Chine ne prennent aux Chinois que l'opium et une insouciance aux événements, une répulsion pour les responsabilités qu'ils apparentent stupidement à notre sagesse longanime, à notre impassibilité devant l'inévitable. Ce thème pourrait me mener loin. Vous m'avez compris.

» J'ai le regret d'ajouter que notre commune connaissance, le général Pi, offre un détestable exemple de cette génération. Ne manquant pas de dons, il les promut en vices. J'ai noté, chez les Blancs les plus dégradés, des qualités humaines qui les sauvent au jugement de l'Éternité — ne fût-ce que le sens de la camaraderie, de l'amitié. Tel qui se joue du cœur des femmes, reste sensible à leur détresse matérielle ; ou bien la misère physique l'émeut. Un requin d'affaires, son petit pleure après le sein et l'attendrit. Chez nous aussi les mauvais se rachètent. Le soldat grossier aime les animaux peut-être. Brutal, il respecte un vieillard. Lubrique, il reconnaît l'innocence des enfants. Nos prévaricateurs vénèrent leurs ancêtres, ont le souci d'un ordre familial. Volant trop, ils ne tolèreront pas que leurs sous-ordres volent plus que de raison.

» Pi a tout perdu. Rien gagné. Perdu la sagesse. Point acquis la science, ni l'activité utile. Perdu la patience, le culte familial, point gagné la morale pratique de votre christianisme. Il ignore même ce que signifie dans les Évangiles l' « amour du prochain ». Fils de Chinois, il devait avoir de la souplesse et ignorer ce que vous appelez l'absolu. De cette qualité humaine, il fit hypocrisie, goujaterie. Il a menti à tous, trahi selon les trahisons que lui conseillaient les éléments successifs. D'autres ont trahi et trahiront. Il vole et opprime ses administrés. D'autres voleront. Mais nous tenons qu'une règle de vie intime doit fonder la personne si ses agissements publics la dénoncent comme néfaste. Vous savez que Pi est vicieux pour le vice et pour rien. Qu'il n'aime pas son fils et lui transmettra un nom indigne, qu'il se moque de ses parents, de son épouse. Il ne vaut rien ; il ne veut que la satisfaction de son appétit de la minute et celle d'une gloriole de tous les instants.

» Je ne fais pas métier de redresseur de torts. Ce misérable, j'aurais pu passer à côté en le dédaignant.

» Mais Pi m'a insulté. L'usage ne veut pas qu'un Chinois prononce des mots pareils. C'est un Chinois d'Amérique qui parle.

» Je ne le connaissais pas. Wang Ti Ti m'avait parlé de lui sans flatter le portrait. J'allais à Hsuchow. Pi gouvernait Hsuchow. Ma maisonnée fume l'opium qui est interdit. Je pouvais mépriser le règlement et le gouverneur. Ma courtoisie m'induisit à n'en rien faire et je rendis visite à Pi, je l'invitai. Il vint, le même soir que vous, et fit fumer miss Wilson qu'il viola ensuite, consentante, en son délabrement physique. Mon hôte, sous mon toit, il viola ma compagne. Je l'avais condamné. En sa vanité, en son ignorance, il ignorait même que je le pouvais.

» Elle, je la savais sotte et égoïste sous son joli visage. J'ai voulu éprouver jusqu'où atteindraient ces graves défauts et lui ai proposé d'épouser Pi. Elle sauta sur l'amorce, me révélant le cas qu'elle faisait d'un vieillard devenu prodigue pour elle. Épousant Pi, elle s'imaginait écarter l'épouse première, mère des enfants. Je n'avais plus qu'à la laisser façonner, toute seule, sa désillusion et son destin.

» Pi lui promit de répudier sa femme légitime. Il ne le pouvait, sauf à se perdre. Son beau-père jouit de quelque influence, sinon de popularité. Pi épousa miss Wilson à Kuling, la station d'été, devant un missionnaire et passa une semaine de miel à forniquer, à se vanter, à parader pour elle et pour soi.

» Puis il regagna son poste avec elle. Vous connaissez la vraie madame Pi et devinez la suite. Une petite bonne femme timide et menue. Elle devait s'effacer. Mais elle a des enfants. Elle défendait ses enfants et se dressa comme un animal furieux. J'apprenais, au jour le jour, les détails de la lutte si inégale. A vingt ans, madame Pi recevait une insulte inouïe. Seules, de vieilles épouses cèdent la place quand elles ont achevé leur office et ne peuvent plus le remplir. La femelle se révoltait avec la mère. La Chinoise surtout se révoltait. Et tout Hsuchow fut avec elle contre l'étrangère. Les officiers, les intimes forcés du général, comme les boys, les coolies. La malheureuse Wilson ne put obtenir le moindre service, ne put délier une langue qui lui répondît.

» Ce fut ainsi. Pi n'essaya pas de lutter. Il abandonna la

plus faible et pensa à autre chose. Simplement, il ignora miss Wilson. Qu'elle ait tenu plusieurs mois, voilà qui m'étonne. Sotte, certes ; mais l'égoïsme et la vanité pouvaient compenser sa bêtise et la faire évader. Elle ne le tenta pas. Elle se tint enfermée, mangeant sa pitance, relisant le seul livre qu'elle eût, le *China Year book*. Dans cette ville aux rues d'eau, elle ne pouvait se promener, errer, s'épuiser à la marche. Chercher ma maison vide pour y trouver la radio, mon gramophone, d'autres bouquins. Non. Les vedettes refusaient de la charger. Elle tourna en rond dans les couloirs, puis ne sortit plus de sa chambre. Ne s'habilla plus, ne se lava plus. Un officier, qui l'aperçut l'autre quinzaine, quand le boy lui portait son riz, m'a dit : « J'en rêve... Une séques-» trée !... Un être primitif, hagard, prostré, mâchonnant sa » nourriture et se rejetant sur son grabat... J'en rêve. »

» Pi l'avait prise en charge, n'est-ce pas, monsieur ? Mais il n'a rien tenté pour ordonner la vie de cette femme, la renvoyer aux siens, la sauver. Il n'entretenait qu'une pensée : « Pourvu que la première madame Pi ne porte pas plainte... » Le concubinage est interdit désormais. Ce fat égoïste avait cru se couvrir en écrivant à ses chefs que, d'accord avec sa première femme, devenue stérile, et en vue de profonds desseins politiques, il prenait, en second, une Américaine liée aux plus influents personnages du Congrès...

» Sottise, égoïsme, méchanceté, inconséquence... Un orgueil comique lui inspira le désir de montrer une Blanche, une Blanche lui appartenant... A cet absurde méli-mélo de vices aboutit la personne-type que je peignais tout à l'heure, perdant notre Chine sans gagner votre Occident.

» Pi m'a insulté gravement, messieurs. Et il a tué miss Wilson. »

*
* *

J'écoutais, stupide. Je n'avais point songé qu'un Chinois pût parler ainsi. Sur ce ton. Avec cette netteté. Cette franchise.

Et, s'il m'était advenu de concevoir qu'un Chinois ayant passé sa vie à New-York prononçât pareils discours, jamais je n'eusse pensé qu'il le fît devant un autre Chinois, ni surtout devant un Européen. Certes, je passais pour « chinoisant »

ou « enchinoisé »... Ces gens, sachant que je condamnais leurs désordres et méprisais leur gabegie administrative, répondaient à mon affection pour certains d'entre eux, pour Wang, en particulier, et à mon goût pour leur attitude dans la vie. Néanmoins, de tels propos sortaient de la norme et préparaient un coup d'éclat.

J'avais regardé Pi. Il portait son uniforme de gandin. Harassé, hagard, mais correct et bien peigné en arrivant, il était devenu livide, s'était effondré et bavait, tête basse. Une force supérieure à toutes ses morgues l'avait amené ici et l'y tenait prostré. Le Dragon noir et rouge.

Je regardai aussi le Dragon. Ma fumait, les yeux clos. Puis, il entr'ouvrait les cils pour voir le général et vite les refermait. Ma reposait, net et digne, sur sa couche, et son laid visage prenait une grandeur impressionnante. L'ai-je dit laid ? De taille moyenne, il ressemblait un peu à un Fernandel chinois, les pommettes saillant sur sa maigreur, la bouche forte et large, le nez écrasé... Les traits insignifiants d'un des millions de coolies. Et des yeux petits sous un front bas mal ajusté avec son crâne rasé. Et de toute cette atonie et de ces caractéristiques... absentes, résultait un des visages les plus significatifs que j'aie vus : l'intelligence et la bonté. Ou plutôt, de la clarté spirituelle, de la bonhomie s'épandaient de son visage, de sa personne. Une taille médiocre, sans ventre sous la robe blanche, des mains moyennes aux ongles parfaits, des pieds moyens dans les chaussons noirs. Et pourtant, de la pose, de la démarche, éclatait comme du génie. Souvent, dînant en face de lui, je m'étais dit qu'à prendre ses traits séparément, cet homme avait l'air bête. En fait, il avait l'air (il était) le plus intelligent de tout Shanghaï.

Il parla à son tour.

— ... Je crois que notre ami français préfèrera ne rien dire ici. Et nous le comprenons ; nous sommes d'accord avec lui... Boy, donne du thé au général, ajouta-t-il en chinois, quand tout l'entretien s'était déroulé en langue anglaise. Mais nous entendrons avec le plus vif intérêt le général s'exprimer. Je n'ai point qualité pour le lui demander. Mr. Tchao, qualifié, ne le lui demande pas. Mais une vaste organisation, préoccupée du destin de la nation, par son économie et sur-

tout par sa morale, m'a mandé pour réclamer du général Pi des paroles qui puissent aider son destin à se fixer...

Quand l'allusion au Dragon rouge et noir passa sur les lèvres de M. Ma, le général redressa la tête vivement et tendit le cou en avant. Ses mâchoires ouvertes, grandes ouvertes, bougeaient un peu et très vite. Pas un son ne sortait... Les mains posées sur les genoux s'allongèrent aussi, doigts écartés.

— Général Pi... recommença M. Ma.

— Aâââââââââh... Aâââââââââh...

Un lugubre appel, pas tellement aigu que dense, une longue expiration rauque, retentit. Pi s'était jeté à terre. A genoux. Et d'abord, les deux mains à plat sur le sol, il continuait de tendre le cou en hurlant « Aâââââââh... » de plus en plus sourdement. Puis ses forces l'abandonnèrent. Il inclina le front et en frappa le sol, puis il roula de son long, se vautrant, gémissant toujours, et, roulant, râlant, se prit la tête dans les mains. Et se tut. Ou plutôt, crut se taire. Mais sa respiration haletante faisait un bruit de piston ivre.

Les deux hommes en robe fumaient des pipes que façonnait le boy imperturbable. Il n'avait pas tourné les yeux vers Pi. Je m'étais assis sur le lit et, par une série de gestes désordonnés, j'étais en train de gâter ma robe : une robe de lin se froisse aisément. Alors je me recouchai, fort embarrassé de ma personne. Couché, je me sentais moins en vue, moins « responsable ».

La situation risquait de se prolonger et devenait un tantinet ridicule : le boy muet, les juges muets, fumant, et le témoin muet. L'inculpé, muet, paraissait immobile, face contre terre.

Après deux autres pipes encore, M. Ma passa la main dans la fente de sa robe, sortit un Colt et le posa sur le bord du lit :

— Général, vous n'avez pas d'arme et pourriez en avoir besoin. Prenez celle-ci et regagnez votre hôtel, je vous prie.

*
* *

Quinze jours passèrent. J'avais scruté les gazettes et téléphoné en vain à Mr. Tchao. Point de nouvelles de Chinkiang à la nécrologie.

L'été finissant, une nouvelle guerre civile nous préoccupa, la plus grave peut-être, de toute l'histoire républicaine. Feng dévalait du Shensi avec ses sabreurs. Il prit Kaifong et s'avança, le long du Longhai-railway, vers la jonction des voies ferrées Pékin-Nankin et Longhai. Le vieux Yen Si Shan descendait de Pékin ; ses 200 000 hommes abordaient la capitale par le nord. Le sud s'était soulevé et le Kwangsi, bagarreur éternel, entrait en riant dans la mêlée. Sept ou huit noyaux communistes reprenaient l'assaut contre Nankin. Chacun prédisait la fin de Chiang Kai Shek.

Un jour, Tchao vient me voir. Un service à me demander. Nous bavardons longuement. En le reconduisant, je m'enhardis jusqu'à poser la question qui me brûlait les lèvres :

— Et Pi ?...

— En vous emmenant là-bas, j'avais pensé qu'ainsi « déculotté » devant témoin, surtout devant un témoin étranger, Pi perdrait à ce point la face qu'il s'irait suicider en sortant. Mais, décidément, sur les âmes mal nées, votre éducation occidentale a le plus triste effet : elle fabrique des lâches. Pi emporta le Colt et s'en retourna à Hsuchow comme si de rien n'était.

— Il y est toujours ?

Tchao m'adressa un sourire sévère :

— Voyons...

Puis se tut.

Je l'accompagnais entre des roses trémières tristement réduites à l'état de gourdins. Avant l'adieu, il se ravisa :

— *Nous* l'avons fait envoyer au front en lui donnant, à part nous, huit jours pour bien mourir. Contre les lances de Feng, les occasions ne manquaient pas... Un lâche, vous dis-je !... Nos amis, chargés de lui, se préparaient à lui forcer la voie vers l'autre monde quand ce misérable tenta de passer à l'ennemi. Il nourrissait de grandes illusions, du reste, en croyant qu'il échapperait ainsi à notre justice, donc à celle du Destin. Lâche et ignare. Il eût dû savoir que notre bras est plus long que la distance de Shanghaï au front...

« Oui, il s'aboucha avec le colonel Pan Shu Mei, de l'avant-garde de Feng ; Pan nous avisa. Je pensai le laisser filer et le faire exécuter là-bas. M. Ma jugea que son fils innocent en

porterait la honte et nous avons préféré qu'il fût découvert dans les lignes gouvernementales, jugé, fusillé le jour même.

Ce raisonnement ne laissait pas de m'étonner :

— Croyez-vous que son fils se sentira plus à l'aise ainsi ?

— Certes. Le père pouvait préférer Feng, tâcher de le rejoindre, échouer, payer son échec de sa vie. Car, enfin, pourquoi Chiang plutôt que Feng quand la nation se divise à leur sujet et qu'ils s'allieront peut-être demain ?... Mais si Pi, fuyant les troupes gouvernementales et parvenant chez Feng, y avait été exécuté, c'est que vraiment cet homme, nulle part toléré, n'était tolérable nulle part et portait une tare... Quelle tare ? M. Ma estima justement que le fils se le fût demandé et en eût souffert grandement... Encore merci, monsieur... Et merci pour Chinkiang ! »

JEAN FONTENOY

LA NAISSANCE DU BOULANGISME

Les Boulanger appartenaient à la moyenne bourgeoisie bretonne. Le grand-père du général avait été petit fabricant de chapeaux rue d'Antrain, à Rennes. Son père y fut reçu avoué en 1833. Perdu par son désir de paraître — seul héritage qu'il devait, avec 60 000 francs de dettes, laisser à son fils — il mena un train de vie au-dessus de ses moyens, s'installa dans un bel hôtel de la rue aux Foulons, roula équipage et monta des pur-sang, tant et si bien qu'il emprunta, ne put rembourser, fut condamné par le Tribunal de commerce de la ville même où il exerçait, suspendu et blâmé par la Compagnie des avoués, puis contraint de céder sa charge. Ses meubles saisis et vendus aux enchères, l'ancien officier ministériel s'en fut à Nantes où il devint inspecteur de la Compagnie d'assurances « La Bretagne ». On le retrouve enfin à Paris, agent d'affaires rue Bernouilly.

Le petit Georges-Ernest-Jean-Marie, le futur général, naquit à Rennes le 29 avril 1837, peu avant la déconfiture paternelle. Il écrivait à son père dès l'âge de cinq ans : « J'espère que tu me verras avec la croix d'honneur et les épaulettes de maréchal de France... » Fidèle à ses ambitions précoces, il entra à Saint-Cyr en 1854, 24e sur 190. Il en sortit en octobre 1856 avec le n° 138 sur 416 élèves de la promotion Crimée-Sébastopol [1]. Sa bravoure exceptionnelle valut au sous-lieu-

1. En raison de la guerre, il y eut deux listes d'admission, ce qui explique la différence entre les chiffres des élèves à l'entrée et à la sortie de l'École.

tenant Boulanger une carrière rapide. Affecté aux tirailleurs algériens, il prit part à la campagne de la Grande-Kabylie où il reçut le baptême du feu et deux légères blessures. Pendant la guerre d'Italie, une balle lui traversa la poitrine à Robecchetto, au cours de la bataille de Magenta. Il y gagna son deuxième galon, la croix de la Légion d'honneur et l'habitude qu'il gardait encore dix ans plus tard, par souci de se singulariser, disait-on, de porter un dolman lacé sur le côté, à l'endroit de la cicatrice.

En 1861, le lieutenant Boulanger fut envoyé en Cochinchine. Au cours d'une traversée mouvementée, sa blessure de Robecchetto se rouvrit et à peine était-il guéri qu'un Annamite lui envoya une balle dans la cuisse. Nommé capitaine, il continua à guerroyer en Cochinchine jusqu'en 1864. Plus que les balles des Annamites, les marches dans l'eau saumâtre des marais sous un soleil écrasant et les piqûres des moustiques chargés de fièvre, usaient les troupes françaises. 300 hommes étaient partis avec Boulanger ; il fut rapatrié avec les 70 survivants. D'un tempérament robuste, le jeune capitaine se rétablit vite et épousa en 1865 une cousine, Lucie Renouard.

Il fut nommé à Saint-Cyr en 1867. L'école avait alors quatre instructeurs. Trois d'entre eux faisaient convenablement leur métier. Seul — aux dires des élèves, juges compétents et sévères — le capitaine Boulanger sortait de la banalité par son entrain exceptionnel et l'originalité de ses méthodes de travail. Quand les « anciens » lançaient cet avertissement bientôt devenu rituel : « Attention, les hommes ! C'est la semaine de Boulanger ! », l'on était joyeux, prêt à se dépenser sous les ordres d'un chef, dur dans le service, mais qui payait d'exemple et s'occupait de ses subordonnés avec bonté.

Juillet 1870 ! Le général de Cissey annonça aux Saint-Cyriens formés en carrés dans la cour d'honneur, la déclaration de guerre et leur prochaine promotion au grade de sous-lieutenant. Le dimanche suivant, à la fin de la dernière revue, le commandant Boulanger — il venait lui aussi de recevoir un nouveau galon — fit battre le garde à vous et au lieu du commandement réglementaire, s'écria, l'épée

haute : « Officiers, en avant ! » Les Saint-Cyriens de la promotion de 70 n'oublièrent jamais cette minute-là.

Boulanger rejoignit le dépôt de Nantes, puis l'armée, près de Mézières, mais ne commença vraiment la guerre que devant Paris. La chance le servait : des camarades étaient tombés, d'autres, plus nombreux, avaient été faits prisonniers ; sans mériter ce nouvel avancement, il fut nommé lieutenant-colonel au 114e de ligne.

Du 30 novembre au 2 décembre, il participa à la prise et à la reprise de Champigny, restant jusqu'à la fin de la bataille à la tête de ses troupes, bien qu'il eût reçu une balle dans l'épaule droite. Il fut promu officier de la Légion d'honneur en décembre et colonel en janvier 1871, à la suite des combats de Bobigny et de Drancy.

Vint la Commune. Le colonel Boulanger fit signer par les officiers et les sous-officiers de son régiment une adresse de fidélité à l'Assemblée nationale. C'était une manifestation publique déplacée et une infraction aux prescriptions du code militaire : la discipline doit demeurer muette. Les circonstances excusèrent cet excès de zèle.

Le 114e appartenait à l'armée de Versailles. Il se battit contre les fédérés, enleva les barricades de Bourg-la-Reine, de Cachan, et entra dans Paris. Boulanger dirigeait le mouvement tournant qui allait déterminer la prise du Panthéon, lorsque, parvenu à l'angle de la rue Lhomond et de la rue du Pot-de-Fer, une balle l'atteignit au coude gauche. Heureuse blessure ! Elle lui permit d'échapper à l'œuvre de répression et de gravir un nouveau degré dans la hiérarchie de la Légion d'honneur.

Moins de trente-cinq ans, quatre campagnes, six blessures, colonel et la cravate de commandeur, Boulanger était un brillant soldat, brillamment récompensé.

Une autre phase de sa carrière allait s'ouvrir.

*
* *

A la fin de l'année 1871, la Commission de révision des grades trouva l'avancement de Boulanger un peu rapide et refit du jeune officier supérieur un lieutenant-colonel. C'était encore très beau.

Furieux, Boulanger envoya sa démission au ministre de la Guerre, le général de Cissey. Cissey laissa passer quelques jours, puis convoqua son subordonné, lui donna de paternels conseils de sagesse et jeta la démission au panier. Deux semaines après que la Commission eut pris sa décision, Boulanger exhalait sa rancune dans une lettre singulière : s'il a changé d'attitude, c'est un peu par patriotisme, et beaucoup pour ne pas faire en s'en allant, un sensible plaisir aux bons camarades :

« ... A l'abattement, précisait-il, a succédé une sorte de rage froide contre ceux qui m'ont fait tant de mal et contre ceux qui ont poussé à la roue. Et voilà, je le sens, le vrai motif qui me fait rester dans l'armée ; je veux pouvoir me venger et, le jour arrivé, je serai impitoyable, je vous prie de le croire ».

Boulanger fut d'ailleurs nommé colonel à titre définitif en 1874. Le temps des batailles était passé. Le présent, c'était la vie de garnison et sa monotonie sous le règne de l'Ordre moral. Le colonel du 133e pratiqua la politique du mimétisme. Il alla à la messe militaire en musique, un gros missel à tranches dorées sous le bras et assista l'évêque de Belley aux distributions de prix du petit séminaire.

Le 133e appartenait au 7e corps, commandé par le duc d'Aumale. Boulanger envoyait des lettres de courtisan à son chef et l'on racontait que le prince, choqué par les manques de tact de son subordonné, le notait en ces termes : « Excellent officier, actif, très intelligent, mais mal élevé. » Au cours d'un dîner donné par le préfet du Doubs, Paul Cambon, Boulanger, pour se trouver plus près du duc d'Aumale, échangea, au moment où l'on allait s'asseoir, avec une dextérité de prestidigitateur les cartes qui marquaient sa place et celle d'un voisin. Le 3 janvier 1880, le colonel « mal élevé » pria le prince, devenu inspecteur de corps d'armée, de l'appuyer auprès de la Commission de classement pour le faire nommer général de brigade. Mais depuis 1876, le vent avait tourné et, s'il se parait sur sa droite, Boulanger travaillait sa gauche. En mars 1880, trois mois après avoir sollicité la recommandation du duc d'Aumale, il écrivit au général Millot : « Si l'occasion se présentait, je suis résolu à défendre énergi-

quement, quelle que soit la situation que j'occuperai alors, les institutions républicaines. » Il avait été jusqu'à demander à un de ses subordonnés, fils d'un ancien ministre de la guerre, le lieutenant X..., des conseils sur la meilleure tactique à suivre pour gagner ses étoiles. Le lieutenant X... lui suggéra de voir Gambetta, très accueillant aux officiers supérieurs, ce que fit Boulanger et il n'eut pas à le regretter. En avril, il remerciait le tribun de la promesse d'un prochain avancement et l'assurait « de son dévouement à sa personne et à la République ». A la fin du mois, sa promotion au grade de général de brigade couronnait ses efforts et, le 8 mai, il envoyait au duc d'Aumale la lettre où se trouvaient ces mots plus tard célèbres : « C'est à vous que je dois ma nomination... Béni serait le jour qui me rappellerait sous vos ordres. »

L'année suivante, Boulanger représenta le ministre de la Guerre dans la mission française envoyée outre-Atlantique au centenaire de la bataille de Yorktown. Lorsqu'au cours du voyage, la délégation s'embarqua à Washington pour descendre le Potomac, Boulanger vit que le bateau arborait un drapeau allemand à côté du drapeau français. Il déclara qu'il refuserait de monter à bord tant que l'emblème allemand ne serait pas amené. Les Américains s'inclinèrent.

L'ascension du général continua. En 1882, appelé à la direction de l'infanterie, il y manifesta une grande ardeur réformatrice, réorganisant plusieurs écoles militaires, développant l'instruction du tir, simplifiant l'administration... et prononçant, quand il en avait l'occasion, des discours républicains qu'il faisait publier dans les journaux.

Nommé général de division, le plus jeune de sa promotion, Boulanger alla, en février 1884, exercer un commandement important à la tête des troupes d'occupation en Tunisie. Le 4 avril 1885, à la chute de Ferry, Constans lui offrit le portefeuille de la Guerre. Pourquoi s'adressait-il à ce jeune divisionnaire ?

Depuis son passage à la direction de l'infanterie, Boulanger disposait de solides appuis parlementaires. Il avait alors habilement noué les fils d'un réseau d'amitiés politiques dont Clemenceau, son cadet de trois ans au lycée de Nantes, forma bientôt le maillon le plus solide.

Aux élections de 1881, Clemenceau s'était présenté et avait été élu à la fois à Paris et dans le Var. Il allait opter pour le Var lorsque son concurrent malheureux de ce département, l'opportuniste Félix Granet, le fit prier de ne pas arrêter au départ sa carrière parlementaire. Ce Granet, ancien préfet républicain révoqué lors du 16 mai, et surtout chef de cabinet du ministre de l'Intérieur, était déjà, bien qu'âgé seulement de trente-deux ans, un personnage considéré dans le parti républicain. Clemenceau accepta, à condition que Granet adoptât son programme. Granet n'hésita pas, fit une évolution rapide de l'opportunisme au radicalisme, fut élu au siège de Clemenceau, se lia avec lui et sans doute grâce à lui avec Boulanger.

Dès lors, en effet, Granet et Boulanger furent en rapports incessants, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un nommé Buret, journaliste taré, trois fois condamné pour escroqueries, chez qui ils allaient ensemble savourer des perdreaux « bien et dûment truffés ». Boulanger appelait Buret « mon cher ami », s'adressait à lui ou à Granet pour faire passer dans les journaux radicaux, *la Lanterne*, *l'Événement*, *la France*, *la Nation*, des articles chantant les louanges du directeur de l'infanterie et plus tard du commandant du corps d'occupation en Tunisie.

Or le ministre de l'Intérieur dont Granet avait été chef de cabinet en 1881 s'appelait Ernest Constans. Granet lui fit connaître Boulanger. Constans apprécia le général, et fut ainsi amené à le faire entrer dans le cabinet qu'il se proposait de former. Mais la combinaison n'aboutit pas. Grévy fit alors appel à Brisson et Boulanger écrivit à Buret : « Je ne crois pas que Brisson me prenne... Insistez donc fortement auprès de vos amis pour que l'on me donne le commandement du corps de Chine ou du Tonkin. »

Ces projets échouèrent. Brisson forma un ministère que Boulanger estimait prisonnier des opportunistes, ce qu'il jugeait « fatal pour la République... Ah ! s'exclamait-il, si Granet et moi avions été de la combinaison, nous n'aurions certes pas laissé se produire une condescendance aussi monstrueuse ! » Il se consolait en caressant l'espoir d'entrer avec ce même Granet dans un cabinet que formerait Constans après

les élections législatives de l'automne. Toutefois, il craignait les généraux Tricoche et Thomassin : « Il y aurait peut-être lieu de les saper, mais sans prononcer mon nom », expliquait-il à Buret. Il précisait dans une nouvelle lettre : «... J'ai prié mes amis de faire un peu de silence autour de mon nom : il faut savoir attendre ». Deux mois plus tard éclatait, en manière de silence, sa dispute avec le résident civil en Tunisie, Paul Cambon, l'ancien préfet du Doubs chez qui il avait dîné avec le duc d'Aumale.

Le jeune résident civil faisait modeste figure à côté du soldat pour image d'Épinal. Boulanger se dépensait en manifestations extérieures. On le voyait partout. Il sortait en voiture avec madame Boulanger, précédé d'une escorte de spahis. En tournées d'inspection pendant l'été, il cavalcadait d'une oasis à l'autre par 45 degrés de chaleur, à l'admiration des cheiks et des caïds venus le saluer. Aux postes où il s'arrêtait, il flattait les sous-officiers en les invitant à sa table. Les gazettes de Tunis relataient ces faits mémorables avec force détails. Boulanger devint très populaire. On vendit sa biographie.

Les attributions des autorités civiles et militaires étaient mal délimitées et la situation de Cambon d'autant plus délicate que dans un pays de protectorat récent, le prestige militaire ne messeyait point. Sous le ministère Ferry, il s'était néanmoins entendu tant bien que mal avec Boulanger ; le général n'ignoraitpas que le résident fût le protégé du président du Conseil.

Après la chute du cabinet, Boulanger changea brusquement d'attitude. Les difficultés se multiplièrent entre les deux administrations. Le général, jouant au proconsul, les envenimait avec une brutalité fanfaronne. Un jour, il décidait de faire enlever de force à la douane des ballots d'étamine destinée à la fabrication des drapeaux pour les édifices militaires ; Cambon paya de sa poche la somme nécessaire au dédouanement. Une autre fois, il faisait chasser par ses troupes des agents-voyers venus procéder à la réparation d'une route. A son instigation se forma un parti demandant l'établissement du régime militaire.

Or nous nous trouvions en Tunisie dans une situation très particulière. Lorsque nous y avions établi notre protectorat en

particulière. Lorsque nous y avions établi notre protectorat en 1881, nos intérêts y étaient peu importants, alors que l'Italie y pratiquait depuis longtemps une politique de lente pénétration. Ses émigrés, beaucoup plus nombreux que les nôtres, avaient transformé le port de La Goulette, créé des pêcheries de thons le long des côtes, développé le commerce local. Leur influence sur les indigènes demeurait profonde. L'assimilation ne pouvait réussir que par une politique adroite où la souplesse s'allierait à la fermeté.

Les manifestations d'autoritarisme et les mauvaises querelles de Boulanger n'avaient qu'une médiocre importance tant que les administrations françaises étaient seules en cause. Mais il s'avisa de traiter les Italiens comme les fonctionnaires de la résidence. Un médiocre incident mit le feu aux poudres.

A la fin d'une représentation au théâtre italien, une chanteuse repoussa du pied le bouquet lancé par un officier français et mit à son corsage la fleur offerte par un clerc d'avoué, son compatriote. L'honneur national était engagé ! Une altercation suivit : l'Italien insulta l'officier. Le lendemain, à l'audience des flagrants délits, il fut condamné à huit jours de prison. Le ministère public fit appel *a minima*, mais, sans attendre l'arrêt, Boulanger annonça le soir même à Cambon son intention de publier un ordre du jour invitant les hommes à dégainer en cas d'agression. Sur la prière du résident, il lui promit de renoncer à son projet... Or le document était déjà affiché dans les lieux publics et envoyé aux corps de troupe, pour être lu aux trois appels du lendemain. Après s'y être déclaré « profondément indigné » de la « peine dérisoire » prononcée par le tribunal, Boulanger ajoutait : « En conséquence, il est ordonné à tout militaire en uniforme de faire usage de ses armes toutes les fois que, sans provocation de sa part, il aura été assailli et frappé par un individu de quelque nationalité qu'il soit ».

Le tribunal adressa une plainte au ministre de la Justice. Les consuls étrangers se réunirent pour aviser aux moyens de protéger leurs nationaux. Le cabinet italien subit une interpellation. L'ambassadeur d'Italie protesta auprès du ministre des Affaires étrangères, de Freycinet... On voudrait savoir si la chanteuse satisfit la flamme du clerc d'avoué. Cette comé-

die avait un résultat sérieux : l'influence française reculait.

A la demande de Cambon, le gouvernement prit un décret lui donnant le titre de résident général et lui subordonnant les autorités militaires, judiciaires et administratives (23 juin 1885). Boulanger, en rage, écrivit à deux de ses maîtresses, une dame Pourpe et une dame d'A... de V..., en termes identiques :

« ...Si j'ai bondi, je n'ai pas besoin de te le dire.

» J'ai envoyé aussitôt à Campenon (ministre de la Guerre) un télégramme tellement raide que j'attendais en réponse ma mise à la retraite d'office. Mais il m'a répondu que ce décret monstrueux allait être modifié et me *priant* [1] d'attendre. C'est ce que je fais tout en rongeant mon frein. »

En effet, lorsque Cambon lui communiqua le décret, Boulanger répondit qu'il attendait les instructions du ministre de la Guerre. Cambon se rendit à Paris. Pour ne pas le laisser seul en Tunisie, le gouvernement y appela aussi le chef du corps d'occupation qui s'embarqua après s'être fait haranguer par un journaliste. Cette lutte étrange entre le résident et le général, tous deux absents de leurs postes, le premier soutenu par les milieux du centre-gauche et de l'opportunisme, le second par des journaux et des hommes politiques radicaux, allait se prolonger encore six mois.

Installé à l'hôtel du Louvre, Boulanger poursuivit dans la presse d'extrême-gauche, *la Lanterne* en particulier, sa campagne pour que le « sieur Cambon... fût mis à la porte ». Des journalistes se battirent en duel. L'armée, par esprit de corps, prenait fait et cause pour le général qui envoyait à un grand nombre d'officiers des circulaires les invitant à venir conférer avec lui de questions militaires. Il fréquentait aussi des hommes politiques, Granet surtout, et Clemenceau, rencontrant Cambon en décembre, lui dit légèrement n'avoir vu Boulanger « que cinq à six fois en courant... depuis son retour à Paris ».

Afin de ne mécontenter personne, Freycinet laissait se perpétuer ce conflit insensé sans prendre de décision. Il finit, pour se couvrir, par soumettre l'administration de Paul Cambon à une enquête. La commission chargée d'y procéder aboutit à des conclusions si favorables, qu'elle demanda la promotion

1. Souligné dans les textes.

du résident général au grade de commandeur de la Légion d'honneur. Freycinet soumit un décret à la signature du président de la République. Sur ces entrefaites, le ministère Brisson était tombé et, en un rapprochement savoureux, le *Journal Officiel* du 8 janvier 1886 publia à la fois la nomination de Paul Cambon et la liste des membres du nouveau ministère : président du Conseil, Charles de Freycinet ; ministre de la Guerre, général Boulanger.

***

Même si Boulanger n'avait pas eu une carrière politique aventureuse, la formation du cabinet Freycinet serait une date importante dans l'histoire du régime, celle de l'accession des radicaux au pouvoir.

La République conservatrice avait terminé sa rapide existence en 1879. Puis, jusqu'en 1898, s'étendit sur près de quatre lustres la République opportuniste. Mais elle ne présente pas une telle unité qu'on ne puisse y distinguer plusieurs périodes, et en 1885 se termina précisément sa première phase, durant laquelle l'opportunisme régna sans conteste. Le 30 mars, sur l'annonce d'un échec subi à Lang-Son, au Tonkin, Jules Ferry, abandonné par ses troupes, fut balayé au terme d'une séance dramatique. Six mois plus tard, les conservateurs, les opportunistes et les radicaux s'affrontèrent à nouveau aux élections générales.

Les conservateurs — c'était le nom que se donnaient les monarchistes honteux — demeuraient profondément divisés. La mort du comte de Chambord avait mis un terme à la vieille querelle des royalistes, et la direction de leur parti était passée aux mains des orléanistes, parlementaires libéraux sans appuis solides dans le pays. A leur tour, après la mort du prince impérial, les bonapartistes s'étaient partagés entre partisans du prince Napoléon et partisans du prince Victor. La France n'éprouvait plus le sentiment royaliste et aucun prétendant au trône impérial n'était assez populaire pour réveiller son instinct césarien.

Embourgeoisés depuis leur accession au pouvoir, oublieux de la mystique républicaine, occupés d'affaires où la politique

et la finance nouaient des liens suspects, les opportunistes avaient vu dans les deux grandes idées de Jules Ferry, la réforme laïque de l'enseignement et la politique coloniale, des moyens de se perpétuer au gouvernement : la réforme de l'enseignement arracherait le corps électoral à l'influence catholique, alors liée aux intérêts conservateurs, et la politique coloniale ouvrirait de larges possibilités d'affaires, tout en détournant le pays de l'aventure d'une guerre de revanche qui risquerait de les chasser du pouvoir.

Mais la politique anticléricale, en révoltant des populations attachées à leur croyance, et surtout la politique coloniale, en déséquilibrant le budget et en envoyant les fils des paysans mourir au Tonkin, souleva une immense vague d'impopularité contre Jules Ferry et contre les opportunistes.

L'impopularité des opportunistes ne faisait pas la popularité des radicaux, leurs frères ennemis restés fidèles à la République jacobine. Les ouvriers allaient aux radicaux, faute de mieux ; ils n'auraient que plus tard, avec le socialisme, le sentiment d'avoir des idées et des hommes vraiment à eux. Et la figure du chef de l'extrême-gauche, Clemenceau, ce démolisseur de ministères, inquiétait les bourgeois comme les paysans.

Succédant à la prospérité des dix années d'après-guerre, une dépression économique qui affectait l'agriculture, le commerce et l'épargne, aggravait cette désaffection générale des partis.

Humiliée par la défaite dans sa chair et dans son cœur, déçue par un régime en lequel elle avait eu foi, mécontente d'une crise qui la frappait dans ses intérêts, la France était prête à se donner à qui lui offrirait un peu d'espérance.

Personne ne lui en apportait. Elle vota aux élections de 1885, dans les villes pour les radicaux, dans les campagnes pour les conservateurs, non en tant que tels, mais par ce qu'elle ne possédait que ce moyen de manifester contre les hommes du gouvernement. Ce fut un scrutin négatif qui laissait disponibles ses facultés d'enthousiasme.

Tandis que la précédente possédait une forte majorité opportuniste, la nouvelle Chambre comprit trois groupes

d'importance à peu près égale, conservateur, opportuniste et radical. Les opportunistes avaient jusqu'ici gouverné à la fois contre la droite et contre la gauche. Il leur fallait maintenant choisir entre l'alliance conservatrice et l'alliance radicale. Les souvenirs des luttes récentes rendaient la première impossible. La seconde se réalisa dans le ministère dit « de concentration », présidé par Charles de Freycinet.

Freycinet était trop éclairé sur la personnalité de Boulanger pour avoir fait appel à son concours s'il n'avait eu de sérieux motifs politiques. Il fallait pour former un cabinet de concentration, donner des gages à l'extrême-gauche, et le nouveau président du Conseil n'était pas homme à résister à Clemenceau qui voyait en Boulanger une créature dont il disposerait à sa guise. Freycinet était un faible. L'intelligence chez ce petit être menu et délicat — la souris blanche — rongeait le caractère. Au cours de précédents ministères, il avait, à l'extérieur, abandonné l'Égypte à l'Angleterre, et à l'intérieur, accéléré la déchéance du pouvoir exécutif devant le Parlement. « Freycinet a manqué de poil », écrivait un jour Boulanger. En l'introduisant dans son ministère sur l'injonction de Clemenceau, en sus de trois autres radicaux dont l'ami Granet, Freycinet avait « manqué de poil » [1].

*
* *

Le nouveau ministre de la Guerre n'a pas encore quarante-neuf ans. De taille moyenne, c'est en uniforme un beau gaillard, solide, avec « cet air mâle qui plaît à la foule et aux femmes ».

La figure doit beaucoup de son attrait et de sa jeunesse à ses couleurs chaudes : teint hâlé, yeux bleus, cheveux châtains drus et courts, brossés en arrière, moustache et barbe

1. Freycinet s'est adroitement défendu dans ses *Souvenirs* d'avoir pris Boulanger sous l'influence de Clemenceau, en affirmant que ce choix lui avait été suggéré par le ministre de la Guerre démissionnaire, Campenon. A l'époque, la croyance que Clemenceau était le responsable se répandit et devint unanime. Si l'on veut se convaincre de son exactitude, il suffit de feuilleter les journaux de 1886 et d'interroger les survivants du boulangisme. En 1888, Joseph Reinach accusa formellement Clemenceau d'être « allé chercher à l'Hôtel du Louvre... M. le général Boulanger... pour l'imposer à la déplorable complaisance de M. de Freycinet. » Ni Clemenceau, ni Freycinet ne répondirent ; or Clemenceau était déjà brouillé avec Boulanger. Notons enfin que le sous-chef de cabinet de Boulanger, le colonel Peigné, était un des

blondes aux reflets roux. L'ossature est forte, front têtu, étroit et bossué, nez prononcé, et l'on devine sous le poil une mâchoire puissante [1].

A observer attentivement ce visage, l'impression change : des pattes d'oie au coin des paupières, la peau fripée sous les yeux : il n'est pas si jeune que cela ! C'est une déception. Et ce regard doux, voilé, chargé d'une lointaine et inquiétante nostalgie, un regard qui rappelle celui de Napoléon III ! Un léger malaise se mêle à la légère déception. Cet homme est-il vraiment un énergique au cœur trempé pour la lutte? Que va-t-il faire?

La IIIe République a un passé si étendu que certaines fonctions s'y sont lentement transformées, plus sous l'action des événements que par l'intervention du législateur. Ainsi, les chefs de l'armée ont aujourd'hui perdu leur position prééminente, longtemps fixée par la tradition et reconnue par le pays.

Le monarque impérial était un souverain militaire ; le second président de la République, le maréchal de Mac-Mahon, un homme de guerre, et le premier, M. Thiers, croyait l'être. Il manquait au prestige du troisième de ne point sortir de l'armée. Malgré les suspicions républicaines contre les soldats, le ministre de la rue Saint-Dominique, qui n'était jamais un civil, tenait encore de son titre une autorité particulière qu'ébranlera précisément la crise boulangiste avant qu'elle ne soit détruite par la révolution dreyfusienne. « Le ministre de la Guerre a incontestablement, disait Bismarck, la situation la meilleure et la plus influente en France après celle du président. »

En 1886, cette situation appartient à un officier qui n'a

commanditaires de *la Justice*, le journal de Clemenceau. Par la suite, Clemenceau reconnut dans de nombreuses conversations avoir été l'inventeur de Boulanger.

Quant à Granet, titulaire des Postes et Télégraphes, il faillit concéder les Téléphones à l'ami de Clemenceau, le « docteur » Cornelius Herz. L'affaire échoua au Conseil des ministres à une voix de majorité. Le général Boulanger, qui appelait Herz « mon cher ami », et l'embrassait « de grand cœur », fit garantir par deux officiers de son cabinet l'honorabilité du « docteur » qu'un journaliste mettait en doute. Herz avait pour factotum un certain Léon Chabert. Boulanger envoya Chabert négocier à New-York l'achat de machines pour la fabrication du fusil Lebel. Nous sommes toujours dans le cercle de famille (l'honnêteté de Boulanger n'est, d'ailleurs, pas en cause).

1. C'est au cours des premiers mois de 1886 que Boulanger laissa pousser sa barbe.

pas l'habitude de rester inaperçu : « Vous allez voir, dit à ce moment un camarade de promotion de Boulanger, le plus grand metteur en scène qui ait jamais existé. C'est un homme qui ne peut rien faire, si simple que ce soit, sans que cela paraisse extraordinaire. Il a toujours été ainsi... depuis le jour où il est entré sous-lieutenant dans l'armée. Il a une manière à lui de commander, même de se faire blesser qui attire l'attention. Qu'on réunisse cent généraux et, au milieu de tous, c'est lui presque seul qu'on verra. »

De fait, deux mois ne se sont pas écoulés qu'on ne parle plus que de Boulanger. En prenant possession de son département, il adresse un ordre du jour à l'armée — ce qui ne s'est encore jamais fait — et change les cadres du ministère pour s'entourer d'hommes susceptibles de lui être utiles, certains par leurs mérites, d'autres par leurs situations, sans se montrer très scrupuleux dans ses choix : l'affaire Wilson en fournira la preuve l'année suivante.

Quelques jours après son arrivée rue Saint-Dominique, il est interpellé sur les déculassements de canons qui ont provoqué des accidents mortels l'année précédente. Après avoir exposé la question en termes techniques, le ministre annonce qu'il a adopté un dispositif de sûreté, un « taquet », grâce auquel les déculassements ne se produiront plus. La Chambre est satisfaite. Elle ignore et continuera d'ignorer que le « taquet » n'est pas adopté, qu'il ne le sera même pas seize mois plus tard quand Boulanger quittera le ministère pour la raison suffisante qu'il n'aura pas encore été inventé !

Le 26 janvier, il permute entre elles les brigades de cavalerie de Tours et de Nantes. Motif : les officiers de Tours affichent des opinions royalistes ; ils s'abstiennent d'aller dans les salons officiels, fréquentent ceux où il est de bon ton de maudire la République, prennent part aux rallye-papers, ne manquent pas une course et montent aux chasses à courre.

L'affaire a une signification symbolique. L'armée est suspecte aux partis de gauche. Suspecte parce que réactionnaire : au lendemain des élections de 1877, le bruit a couru d'un coup de force militaire, et dix ans plus tard, la plupart des généraux conservent leur foi royaliste ou impérialiste. Suspecte parce que cléricale : l'armée a échappé à l'évolu-

tion récente ; le gouvernement est devenu laïque, les officiers demeurent catholiques. La divergence est profonde entre la société politique et la société militaire. A la tête de la seconde, Boulanger représente l'esprit de la première.

Le ministre de la Guerre est interpellé à la Chambre : « La mesure prise, lui dit le député conservateur Gaudin de Villaine, est l'application de la loi des suspects. » Boulanger monte à la tribune :

« Je n'ai pas l'intention, déclare-t-il, d'esquiver le débat, et je pose à M. Gaudin de Villaine la simple question que voici : Sommes-nous, oui ou non, en République? » *(Vifs applaudissements à gauche.)*

La voix est bien timbrée, un peu dure, mais sans affectation de rudesse comme en ont parfois les militaires ; les formules sont heureuses. L'impression est favorable.

« Puisqu'on m'a amené sur ce terrain, continue le ministre, je dois dire que je mettrai tous mes soins à empêcher que certaines coteries se forment dans l'armée. *(Nouveaux applaudissements à gauche.)* Je parle de ces coteries qui font parade de leur hostilité, qui s'en parent comme d'un certain cachet de distinction... *(applaudissements répétés à gauche)* et qui traduisent le mépris de nos institutions par une attitude hostile envers les fonctionnaires du Gouvernement.

» Et cela parce qu'on se couvre, les uns des services que leurs ancêtres ont rendus *(bruit à droite, applaudissements à gauche)*, et les autres par le ridicule travestissement du nom de leurs pères. » *(Applaudissements prolongés à gauche, interruptions à droite.)*

« Je laisse l'armée juge, riposte Gaudin de Villaine. » *(Très bien, Très bien, à droite, rires à gauche).*

Aussitôt, Boulanger s'est levé au banc des ministres et tourné vers la droite : « Tant que je serai son chef, l'armée n'a pas à être juge, elle n'a qu'à obéir ». Le centre et la gauche, debout, lui font une longue ovation.

D'autre part, *le Figaro* a écrit que le général Schmitz, commandant le corps d'armée auquel appartient la brigade de Tours, a gardé en présence de la décision ministérielle un douloureux silence. Le général Schmitz envoie cette dépêche au général commandant la brigade :

« Réunissez immédiatement officiers brigade cavalerie et lisez-leur le télégramme suivant : L'auteur de la lettre du *Figaro* de ce jour signée XX, qui dénonce le douloureux silence du général Schmitz a menti. Pas un mot de plus, rompez le cercle.

» GÉNÉRAL SCHMITZ »

Le ministre de la Guerre répond à cette protestation implicite en relevant le général Schmitz de ses fonctions.

Quelques semaines plus tard, Boulanger obtient un nouveau succès parlementaire. Une grève de mineurs a éclaté dans l'Aveyron, à Decazeville. Les revendications d'ordre professionnel se compliquent de ressentiments contre le sous-directeur de l'exploitation, Watrin, qui meurt tragiquement, assommé par une barre de fer, puis défenestré. Le Gouvernement envoie des troupes. A la Chambre, le député mineur Basly interpelle. Le ministre de la Guerre est dans une situation délicate : s'il déclare seulement qu'il a pour mission de maintenir l'ordre, ses amis radicaux bouderont. Il s'en tire habilement. A la séance du 13 mars, après s'être félicité « des rapports de cordialité qui existent entre la troupe, la gendarmerie et les habitants de Decazeville », il ajoute :

« L'armée est donc à Decazeville, immobile, l'arme au pied ; elle ne prend point parti ; elle n'agit pas plus en faveur de la compagnie contre les mineurs qu'elle n'agirait demain en faveur des mineurs contre la compagnie.

» On a dit qu'il y avait à Decazeville autant de soldats que de mineurs. L'exagération est évidente ; mais je vous dis : « Ne vous en plaignez pas, ne nous le reprochez pas, car peut-» être, à l'heure qu'il est, chaque soldat partage avec un mineur » sa soupe et sa ration de pain. » *(Vifs applaudissements à gauche.)*

Quelques isolés à droite, des gentilshommes légitimistes qui vivent au milieu du peuple des campagnes, et les premiers arrivés de la future équipe catholique-sociale qu'angoisse la misère ouvrière, comprennent l'humanité de ce langage (tout en en blâmant sans doute l'intention démagogique). Mais imagine-t-on la stupeur des orléanistes et des opportunistes? Le ministre protège-t-il la propriété ou favorise-t-il

la guerre aux patrons? Pour eux, point d'autre question.

Ainsi, par sa première intervention sur les officiers de Tours, Boulanger a défendu la République contre les monarchistes. Dans son second discours, il ménage le prolétariat contre les conservateurs sociaux de tous les régimes. Le voilà fiché comme un coin dans la fissure qui sépare les radicaux des opportunistes.

Un nouvel incident va aggraver ce début de mésentente avec la fraction modérée du parti républicain. *Le Gaulois* ayant critiqué ses services, le général Saussier, gouverneur militaire de Paris, enfreignant les règlements militaires, a envoyé à ce journal une lettre de protestation sans y avoir été autorisé. L'agence Havas publie la note suivante : « Le ministre de la Guerre a adressé au général Saussier une lettre de blâme avec insertion à son dossier. »

Boulanger, en outre, déplace le chef d'état-major du gouverneur militaire. Saussier riposte en faisant, dans un ordre du jour, l'éloge de ce subordonné, et en demandant a être relevé de ses fonctions.

Or, Saussier, officier de haute valeur, respecté de tous et particulièrement prisé par les opportunistes, devait être généralissime en temps de guerre. Il est la première personnalité militaire du pays et Boulanger seulement un jeune divisionnaire de passage rue Saint-Dominique, au hasard d'une combinaison ministérielle.

Le Conseil des ministres refuse la démission du gouverneur militaire de Paris. Boulanger se rend compte qu'il a été trop loin et s'incline, non sans lancer, nous rapporte l'ambassadeur de Russie, en guise de boutade au cours de la discussion : « Il ne faut pas croire que s'il me passe un jour par la tête de vous envoyer en prison, Saussier puisse m'en empêcher. » On ignore si les ministres apprécient le bon goût de cette plaisanterie.

Saussier après Schmitz [1] ! Boulanger est prompt à saisir les occasions d'abattre les têtes de l'armée, cependant que lui-même tâche de se hausser au-dessus des autres par une activité que la renommée proclame à tous les échos.

1. Le ministre de la Guerre retira aussi à Gallifet sa fonction d'inspecteur général de la cavalerie.

*
* *

Au cours de trente années de carrière, le ministre de la Guerre, esprit réaliste, avait acquis des vues concrètes sur la vie militaire. Elles coïncidaient avec les principes du jacobin Clemenceau dont il jouait la carte.

Sous l'Empire, l'armée de métier formait une société à part dans le pays ; le militaire avait sa vie et ses traditions particulières. Avec le service obligatoire à court terme, le soldat devenait un civil de passage ; l'armée allait se confondre avec la nation ; plus de fossé entre la blouse et l'uniforme : le même homme les portait tour à tour. Certes, la vie militaire n'était pas en elle-même plus dure que la vie paysanne ou la vie ouvrière. Mais seule l'habitude justifiait les brimades d'une discipline souvent appliquée à la lettre et la rudesse d'un dressage trop mécanique.

La nécessité de réformes et surtout — œuvre plus délicate et plus lente — de changements dans les mœurs de la caserne s'avérait si éclatante qu'elle allait provoquer l'éclosion de toute une littérature parfois tendancieuse, dont *Le cavalier Miserey* de M. Abel Hermant (1886) et les *Sous-offs* de M. Lucien Descaves (1889) furent les plus remarquables et retentissantes manifestations.

Cela, Boulanger le sentait de tout son être. Il y avait chez lui un côté troupier, mieux, un côté peuple, sympathique quoique vulgaire. Une enfance pauvre ; une jeunesse d'officier sans fortune parmi des camarades souvent riches (qui sait si, parfois, il n'avait pas envoyé à sa mère une partie de sa solde ?) ; en Algérie, en Cochinchine, la même vie que ses hommes : Boulanger se souvenait. Arrivé aux honneurs, il répondait, un jour qu'on se plaignait devant lui de grossièretés commises par des soldats : « Eh, que voulez-vous ? Ils ne l'ont pas tous les jours rose. Il faut bien qu'ils se détendent. » Avant lui, d'autres ministres avaient pris des décisions isolées en faveur de la troupe. De l'adoucissement de son sort, Boulanger fit une politique. Une série de mesures significatives en témoignent.

Pour les soldats : modification de l'uniforme ; affectation

des bonis à l'amélioration de l'ordinaire ; installation générale de réfectoires comportant l'usage des assiettes[1] ; remplacement de la paillasse par le sommier ; meilleure répartition des congés pour les travaux agrioles ; autorisation du port de la barbe ; accueil des conscrits en musique à la gare.

Pour les sous-officiers : autorisation, s'ils sont mariés, de coucher en ville ; fixation à une heure pour les rengagés, à onze heures pour les autres, de l'heure de rentrée à la caserne ; autorisation de ne plus porter le sac dans les exercices ordinaires ; faculté d'avoir une caisse à bagages ; création d'une salle spéciale dans les quartiers.

En même temps, par d'autres innovations à caractère cocardier, Boulanger cherchait à raviver le goût du public pour l'armée : peinture des guérites en tricolore ; inscription sur chaque caserne du nom d'un soldat glorieux ou d'une victoire ; modification au cérémonial des remises de décorations ; rétablissement de la revue du 14 juillet ; etc...

Ces réformes firent la joie des caricaturistes et des professionnels de l'esprit boulevardier. On ne parla que du port de la barbe, des guérites tricolores et des défilés de conscrits musique en tête. Était-ce absurde ? Sans nul doute, le militaire serait content de porter la barbe comme le civil ; et le passant sourirait aux trois couleurs fraîchement peintes aux portes des casernes. Légèreté de l'esprit français ! Boulanger ne comprenait pas le ridicule, mais l'opinion des milieux cultivés l'entendait trop bien, excellent état d'esprit pour ne pas saisir l'exceptionnelle portée psychologique de cet ensemble de mesures où il faut chercher l'origine de la popularité du général.

La volonté d'identifier l'armée et la nation se retrouvait dans des projets plus importants du ministre de la Guerre. L'armée était encore régie par la loi de 1872 : service de cinq ans dans l'active, une partie du contingent désignée par tirage au sort ne restant que six mois sous les drapeaux ; en outre, dispenses nombreuses (membres de l'enseignement, séminaristes, etc.) et faculté, grâce au « volontariat » de n'accomplir qu'une année de service en passant un examen et en versant 1 500 francs.

1. Décision due à un des prédécesseurs de Boulanger, le général Lewal, mais qui n'avait été que partiellement appliquée

Dans son projet de loi organique militaire qui fut, avec l'adoption du fusil Lebel, la pièce maîtresse de son œuvre, Boulanger réduisait le service à trois ans mais l'imposait à tous, en supprimant la division du contingent, les dispenses et le « volontariat ». Les riches feraient trente-six mois comme les pauvres et les prêtres comme les laïques. « Les curés sac au dos ! » Quelle fureur chez la plupart des catholiques et quelle joie chez les anticléricaux ! Les uns et les autres s'imaginaient à tort que la mesure porterait un coup terrible aux vocations religieuses. Cette partie du projet de Boulanger dont il avait lui-même hérité certaines dispositions de ses prédécesseurs, devint, plus de deux ans après sa chute, la loi de recrutement de juillet 1889.

Le projet prévoyait aussi une transformation du régime des écoles militaires. Les futurs officiers n'y entreraient qu'après avoir fait un an de service dans un régiment et y avoir été désignés sur une liste d'aptitude à la suite d'un examen. Saint-Cyr serait soumis à ce régime et Polytechnique ne fournirait plus que des ingénieurs militaires. En un mot, tous les officiers sortiraient du rang comme le voulait l'extrême-gauche.

L'ensemble du projet manifestait une tendance à bouleverser à la hâte et à la légère ce qui existait. Beaucoup de ses dispositions étaient heureuses, mais choisies comme au hasard, sans qu'on pût les ramener à une doctrine cohérente. L'armée, avec la transformation de l'armement et un nouveau système de recrutement, allait entrer dans une période de transition délicate. D'autres hommes eussent sans doute, avec plus de pondération et de discernement, mené à bien l'œuvre de réorganisation nécessaire. Ce fut bientôt le cas de Freycinet, le meilleur ministre de la Guerre de l'époque.

Boulanger n'avait pas l'intelligence générale qui lui eût permis d'être un véritable réformateur. Il fut plutôt un animateur. Très ponctuel rue Saint-Dominique, le général revenait souvent le soir à son bureau. Deux cigares étaient préparés pour lui et pour le colonel Iung, son chef de cabinet. En fumant, ils examinaient ensemble les dossiers. Boulanger avait une grande facilité d'assimilation et une vue directe des choses ; il prenait ses décisions rapidement, parfois trop

rapidement, sans se laisser influencer par la routine ni même par la tradition, et les faisait aboutir avec un entrain qui surmontait les obstacles administratifs.

Ainsi, on étudiait depuis quatre ans le remplacement du fusil Gras. La commission technique compétente hésitait à adopter un fusil à répétition, de peur qu'une trop grande consommation de munitions n'en rendît le ravitaillement difficile sur le champ de bataille. Boulanger la mit en demeure de lui présenter un modèle. Le fusil bientôt inexactement appelé Lebel fut choisi. Le ministre emmena la commission du budget déjeuner à Anizy-Pinon, entre Soissons et Laon. Des balles de Lebel furent envoyées à travers des troncs d'arbres et des plaques de blindage. La commission, éclairée, vota les crédits.

Il serait injuste de ne considérer l'œuvre du général que sous son aspect administratif. Un mélange d'arrivisme forcené et d'ardent patriotisme coulait dans le sang de Boulanger ; soldat balafré de blessures, ministre assoiffé de popularité, il espérait à la fois se faire acclamer et rénover l'armée en y introduisant l'esprit égalitaire. On trouve dans le but suprême de son existence, ce même complexe d'ambition personnelle et de culte du pays. Son grand rêve fut d'entrer à Strasbourg à la tête des troupes françaises. « Nous le vîmes pleurer un soir à Jersey », a écrit Barrès, tandis que Déroulède, avec éloquence, développait : « Mon général, une heure viendra où vous tiendrez le drapeau de la France. » Il voulait la guerre, une guerre qu'il gagnerait, et il la préparait.

Chaque fois qu'il en avait l'occasion, il exaltait l'esprit d'offensive. En 1887, devenu commandant du 13e corps, il disait à ses officiers au retour des manœuvres : « Votre objectif choisi, foncez sur lui comme un sanglier. Il n'y a pas de troupes qui tiennent devant le soldat français déchaîné. » Déjà, il écrivait, en 1884 : « Je voudrais qu'au moment de l'assaut, au moment décisif, une poussée formidable, irrésistible, surhumaine, se produisît à l'aide de réserves massées, de colonnes d'attaque puissantes, se substituant à ces cordons fragiles et désunis sur lesquels nous comptons actuellement. On verrait alors si nos bataillons français, musique en tête, officiers en avant, le feu au cœur, ne passeraient pas partout

comme ont passé les grenadiers de la Grande Armée qui arrivaient sur l'ennemi sans avoir brûlé une cartouche. » C'était un peu simpliste ; mais, bon officier de troupe, Boulanger n'avait aucune intuition de l'avenir des méthodes de guerre. Il estimait que les conflits deviendraient impossibles avec les armées modernes : leur ravitaillement ne pourrait se faire et elles mourraient de faim ; leurs chefs seraient incapables de les commander, car un général n'exerce efficacement son autorité que sur un champ de bataille limité qu'il parcourt à cheval. On conçoit que les grands soldats de sa génération et de la génération suivante, un Miribel, un Langlois, un Bonnal, un Foch, aient été unanimes à rire quand on leur parlait de la valeur militaire de Boulanger. « Si, disait Gallifet, pendant que nous aurons les Prussiens dans le ventre, nous avons pour nous conduire un pareil fumiste, nous sommes f... ».

Mais, grâce à l'activité un peu brouillonne du ministre, il émanait de la rue Saint-Dominique un souffle d'optimisme qui se répandait dans toute l'armée. Les généraux les plus connus pouvaient tenir en médiocre estime ce jeune divisionnaire qui n'avait jamais commandé un corps d'armée [1] ; les polytechniciens s'irriter contre ce fantassin qui secouait leurs comités; les camarades mépriser ou jalouser l'officier arrivé avant eux à force d'intrigues. N'importe ! l'armée retrouvait l'allégresse perdue à Sedan ; elle avait confiance en son chef et prenait confiance en elle-même. « Il nous a, disait le vieux Changarnier, refichu le képi sur l'oreille. »

Petites réformes ou grands projets, Boulanger qui avait le génie de la publicité, ne faisait rien sans que tout le monde le sût. Il avait organisé au ministère de la Guerre un bureau de la presse. Lui-même, saisissant toutes les occasions de parler à l'armée ou au public, rayonnait en tournées d'inspection, présidait inaugurations et fêtes de gymnastique avec accompagnement de punchs, de banquets, d'accolades, de discours où le républicain se mêlait au patriotique : à Saint-Cyr, il chanta « le souffle du progrès » ; à Polytechnique, il traita comme elles le méritaient les « influences

1. Ce qui ne les empêchait pas de l'envier : « Comment ne le haïrai-je pas ? disait encore Gallifet. Il est tout ce que j'aurais voulu être ».

délétères d'un autre âge » ; à Versailles, devant la statue de Hoche, il fut appelé « général citoyen... en qui la République met tout son espoir » ; à Saumur, il voulut « faire tomber les barrières que des siècles de routine ont dressées entre les hommes » ; à Nantes, il combattit « pour l'affranchissement de la pensée » ; à Valence, il but à la « liberté, cette fille chérie de la démocratie française » ; à Limoges, Romans, Bourg-du-Péage encore, il parla en chef de gouvernement plus qu'en ministre de la Guerre, émaillant ses harangues de soldat d'allusions politiques qu'enregistraient docilement les agences alertées.

Ceux-là même à qui déplaisait ce langage électoral écoutaient moins les paroles qu'ils ne regardaient l'orateur. On était habitué à Ferry, « chevalier à la triste figure », à son teint jaune, à son vilain nez, à ses côtelettes pendantes et voilà que ce solide gaillard à l'uniforme brillant et aux couleurs fraîches apportait sa jeunesse. Six mois après son arrivée rue Saint-Dominique, le pétulant général avait rejeté dans l'ombre les autres ministres ses collègues, laids, ennuyeux et anonymes comme des cloportes.

Chaque matin, cent mille lecteurs de Rochefort dans *l'Intransigeant* et autant de l'anticléricale *Lanterne*, artisans ou petits bourgeois parisiens, frémissaient d'aise en lisant que le ministre de la Guerre était un soldat républicain et patriote. Et dans les chaumières des chemins cantonaux comme dans les mansardes des faubourgs ouvriers, arrivait de temps à autre la lettre attendue du fils « mélétaire » ; il racontait des choses étranges : un général s'occupait de lui, le faisait manger dans des assiettes et coucher sur un sommier ; on disait qu'il s'appelait Boulanger : Boulanger, un nom qui se retient, un vrai nom français fleurant bon la roture.

Ce Boulanger du soldat qui mettait au pas les officiers réactionnaires, tendait la gamelle au gréviste, faisait la nique à la prêtraille et relevait le « pompon » ; qu'il se montrât au peuple de Paris, chevauchant un fringant palefroi, auréolé de sa barbe blonde, chamarré de décorations, et sa popularité jaillirait comme un appel de clairon frais et joyeux.

Boulanger allait se servir des hasards de la politique pour provoquer avec beaucoup d'art ce coup de passion de la foule parisienne.

*
* *

Le comte de Chambord a vécu en exil. Son héritier politique, le comte de Paris, réside en France. La question de l'expulsion des prétendants doit, dès lors, se poser un jour ou l'autre. En mars 1886, Freycinet, s'estimant armé par la loi, l'écarte une première fois à la Chambre. Deux mois plus tard, le 15 mai, le prétendant royaliste donne une grande soirée dans les salons de l'hôtel Galliéra [1], rue de Varenne, en l'honneur du mariage de sa fille, la princesse Marie-Amélie, avec le prince royal Charles de Portugal. Cette réception qui consiste en un solennel et interminable défilé, n'a rien que de très normal : les fonctionnaires de la République n'y ont pas été invités et les diplomates des principales puissances se sont abstenus d'y venir. La maladresse d'un journaliste permet d'y dénoncer une manifestation politique : « On a vu dans cette soirée, écrit *le Figaro*, le personnel complet d'un grand gouvernement avec ses princes, ses diplomates, ses pairs, ses députés, ses conseillers d'État... », et il ajoute que le comte de Paris « saurait passer du silence à l'action quand le moment serait venu ».

Poussé par l'opinion républicaine, le gouvernement dépose un projet d'expulsion facultative. La commission d'examen et les ministres radicaux, dont Boulanger, veulent l'expulsion immédiate. Le ministère est sur le point de se disloquer. Finalement, une transaction intervient : seule sera immédiate l'expulsion des chefs des familles ayant régné et de leurs héritiers directs dans l'ordre de primogéniture (le comte de Paris et le duc d'Orléans ; le prince Napoléon et le prince Victor) ; elle sera facultative pour les autres membres de ces familles.

Devant les Chambres, Freycinet développe habilement une argumentation inégale. En fait, il invoque la nécessité de faire respecter le régime, et sur ce terrain il est difficile

1. Aujourd'hui appelé Hôtel Matignon.

de lui répondre avec pertinence. En droit, il prétend que les privilèges des princes, en les mettant au-dessus des autres hommes dans la bonne fortune, « les désignent dans l'adversité pour subir des ostracismes qu'ils sont seuls à connaître ». Certains républicains eux-mêmes rétorquent que l'exil, par sa restriction à des personnes spécialement visées, présente un véritable caractère de proscription incompatible avec les principes du régime. Le projet passe néanmoins à la Chambre par 315 voix contre 232. Au Sénat, le vieux général Faidherbe, acclamé par ses collègues de gauche, se fait porter à la tribune dans son fauteuil mécanique pour voter l'exil.

La loi, promulguée le 23 juin, précise en son article 4 que « les membres des familles ayant régné sur la France ne pourront entrer dans les armées de terre ou de mer... ». Les princes appartenant déjà à l'armée gardent donc le droit d'y rester. La discussion devant la commission n'a laissé aucune ambiguité sur ce point, le mot « entrer » ayant précisément été substitué aux mots « faire partie » d'abord adoptés, afin de ne pas donner à la loi un caractère rétroactif.

Or, sans consulter son président du Conseil, le ministre de la Guerre prend des arrêtés rayant des cadres de l'armée le duc d'Aumale, général de division, le duc de Chartres, colonel de cavalerie, le duc d'Alençon, capitaine d'artillerie, le duc de Nemours, général de division au cadre de réserve, le comte de Paris, lieutenant-colonel de l'armée territoriale, le prince Murat, général de brigade en disponibilité et son fils, lieutenant de dragons.

Cette brimade injustifiable provoque un vif remous au sein du cabinet. Plusieurs de ses collègues interpellent le ministre de la Guerre. Il s'est moqué du président du Conseil qui a promis à la commission d'examen de la loi de se montrer conciliant dans l'application des textes. Mais que faire? On ne peut revenir en arrière.

Comme les autres princes, le duc d'Aumale introduit un pourvoi en conseil d'État que son attitude hautaine fera rejeter. Il écrit en effet au président de la République une lettre que reproduisent les journaux :

« ...Vous touchez à la charte de l'Armée. Sans tenir compte des titres conquis à la guerre ou garantis par la loi, vos ministres ont frappé, jusque dans le cadre de réserve des armées de terre et de mer, des hommes sans reproche, honorés par leurs services et par un dévouement légendaire à la patrie... Doyen de l'état-major général, ayant rempli, en paix comme en guerre, les plus hautes fonctions qu'un soldat puisse exercer, il m'appartient de vous rappeler que les grades militaires sont au-dessus de votre atteinte, et je reste,

LE GÉNÉRAL HENRI D'ORLÉANS, DUC D'AUMALE »

La lettre est du 11 juillet. Par décret du 13, le duc d'Aumale est expulsé du territoire de la République.

Le même jour, à la Chambre, le député royaliste Keller interpelle le ministre de la Guerre : « L'article 4, dit-il, n'a pas de caractère rétroactif; aux termes de la loi de 1832 qui garantit l'état des officiers, leur grade est leur propriété et il ne peut leur être retiré que par un jugement lorsqu'ils ont perdu l'honneur. »

« En effet, répond Boulanger..., mais à condition que ce grade ait été obtenu conformément à la loi. *(Vifs applaudissements à gauche.)*...

» ... La loi est formelle; on ne peut être officier dans l'armée française que de deux façons : en passant par une école militaire ou en ayant conquis ses grades dans les rangs, sac au dos. » *(Très bien! très bien! à gauche.)*

Or, le duc d'Aumale, dont le ministre résume la rapide carrière sans rappeler la campagne d'Algérie et la prise de la smala d'Abd-el-Kader, était lieutenant à seize ans, général de division à vingt et un ans. Et Boulanger de conclure par un calembour :

« Si M. le duc d'Aumale, dans la lettre qu'il a écrite au président de la République, a parlé de la Charte de l'Armée, il s'est trompé; il a voulu parler de l'armée de la Charte. » *(Applaudissements répétés à gauche)* [1].

1. Boulanger niait l'évidence. Le duc d'Aumale, ayant gagné ses galons régulièrement en application de l'ordonnance du 16 mars 1837 sur les conditions d'avancement des membres de la famille royale, était bien propriétaire de ses grades conformément à la loi de 1832.

Un autre député royaliste, le comte de Martimprey, énumère les dates de promotion d'un officier dont la carrière a été rapide elle aussi : il s'agit du ministre de la Guerre. Le général se lève, s'approche de l'orateur et lui serre les mains. La gauche fait une nouvelle ovation à Boulanger et vote l'affichage de son discours.

Le lendemain après-midi a lieu, à Longchamp, la revue du 14 juillet, rétablie sur la proposition du ministre de la Guerre. Le matin, les Parisiens — ces Parisiens qui vibrent aux mots Patrie et République comme les femmes à la chanson de l'amour — ont lu le discours du général qui a si bien dit leur fait à ces messieurs les princes. A quatre heures, ils sont accourus cent mille, friands du spectacle militaire dont on les a longtemps sevrés et reconnaissants envers celui qui le leur a rendu.

Après être passé devant le front des troupes, le ministre de la Guerre, suivi d'un état-major de trois cents officiers, longe les tribunes, tandis que tambours, clairons et musique de la garde attaquent une marche de Sellenick. Le bicorne à plumes blanches penché sur l'oreille, la tunique barrée d'un ruban amarante et relevée de décorations scintillantes, culotté de casimir blanc et botté de cuir verni, montant un joli cheval noir au poil lustré, Boulanger défile devant les spectateurs, à « l'allure noble » [1], parcourt un demi-cercle devant la tribune officielle, s'arrête face au président de la République et se raidit dans une immobilité statuaire.

Grévy et les ministres, nous raconte l'ambassadeur d'Angleterre lord Lyons, frémissent au souvenir du 2 décembre. Les sportifs sourient, car Boulanger a de l'assiette mais point de finesse et le cheval noir, « Tunis », désormais célèbre, est un percheron russifié qui manque de sang [2]. Les gens de goût s'offusquent de ce cabotinage ; à côté d'un jeune écrivain du nom d'Anatole France, un titi ricane : « Tiens, il fait le malin ». Mais, avec son uniforme éclatant et son

1. Trot de suspension soutenu et allongé.

2. « Tunis » n'était pas l'admirable bête qu'on a dit. Il avait des pieds de mulet, une vilaine croupe et des jambes grêles.

visage au goût de l'époque, le cavalier court sur jambes a beaucoup d'allure et, prête à l'amour, la foule, la foule immense s'extasie : « Le beau cheval noir ! Comme il le monte bien ! Qu'il est jeune ! Quelle jolie barbe blonde ! »

Le colonel Dominé, l'héroïque défenseur de Thuyan-Quan et ses soldats, retour du Tonkin, recueillent certes des bravos mérités pendant le défilé des troupes. L'enthousiasme est ailleurs. Après la charge finale, le ministre de la Guerre et le gouverneur militaire de Paris viennent attendre le président de la République derrière les tribunes. Grévy monte en voiture avec Freycinet et le général Pittié, chef de sa maison militaire. Saussier, lourd, le ventre épais, se place à droite, et à gauche Boulanger, mince par contraste. Précédé de spahis aux couleurs éclatantes, le cortège se met en marche. Une voix : « Vive la République ! » Deux voix : « Vive Grévy ! » Le président incline son haut de forme. Vingt voix, cent voix : « Vive le ministre de la Guerre ! Vive Boulanger ! » Et ainsi, tout le long du parcours jusqu'à l'Élysée, les hommes agitant leurs chapeaux, les femmes criant à pleine gorge, Paris pour la première fois offre son cœur au général Boulanger. Le boulangisme est né.

Le soir, aux bals de quartier, la foule en liesse des fêtes populaires danse. A l'Alcazar d'été, Paulus est vedette. Des chansonniers à la mode, Delormel et Garnier, sont venus lui proposer une nouvelle composition en l'honneur de la revue. Le texte a des variantes : dans l'une, ils acclament « notre brav' colonel Dominé » ; dans une autre, « notre brav' général Négrier » ; dans une troisième, « notre brav' général Boulanger ». Paulus n'a pas eu d'hésitations.

Le voici, surgissant en deux bonds du fond de la scène, un gibus gris en travers de la tête, une canne à pomme d'or à la main. Après un refrain gaillard, il entonne de sa voix cuivrée : *En revenant de la revue :*

Je suis l' chef d'un' joyeuse famille
D'puis longtemps j'avais fait l' projet
D'emm'ner ma femm', ma sœur, ma fille,
Voir la r'vu' du Quatorze Juillet.

Son gibus sur sa canne et sa canne sur l'épaule, Paulus va

et vient le long de la rampe avec des gestes saccadés de pantin. La musique est entraînante. Le public mord.

. . . . . .
Ma tendre épouse bat des mains
Quand défilent les Saint-Cyriens.
Ma bell'mèr' pouss' des cris
En r'luquant les spahis;
Moi, j'faisais qu'admirer
Not' brav' général Boulanger.

« Boulanger ! Boulanger ! Vive Boulanger ! » On bisse. Le public reprend en chœur... L'épopée commence et déjà elle possède son chant de guerre et son aède.

Anatole France n'est pas encore touché par la grâce boulangiste. Il trouve la chanson « graveleuse... inepte... ignoble... C'est l'hymne des braillards, c'est *la Marseillaise* des mitrons et des patronnets, des bobines et des calicots qui pensent régénérer la France ». Le futur M. Bergeret s'indigne ; la *Vie Parisienne* sourit. « On a, dit-elle, les comédiens qu'on mérite : Louis XIV, Molière ; Napoléon, Talma ; Gambetta, Coquelin ; Boulanger, Paulus. »

Le 15 juillet, le ministre de la Guerre, nommé le matin grand officier de la Légion d'honneur, est interpellé l'après-midi au Sénat par Chesnelong sur la radiation du duc d'Aumale, comme il l'a été à la Chambre par Keller. Sa réponse provoque un vif incident :

« J'ai voté l'expulsion (au Conseil des ministres) parce qu'un citoyen, quel qu'il soit, ne peut pas adresser au président de la République une lettre aussi insolente. » *(Interruption violente à droite.)*

« C'est une lâcheté ! » crie le baron de Lareinty, fougueux sénateur de la Loire-Inférieure, qui s'offusque du qualificatif. Des témoins sont échangés.

Le 16 juillet, le ministre de la Guerre va inaugurer à neuf heures et demie du soir le Cercle militaire, ouvert sur son initiative à l'angle de l'avenue de l'Opéra et de la rue de la Paix. La foule qui se presse place de l'Opéra sait qu'un duel doit avoir lieu. Elle est venue acclamer Boulanger. Après une retraite aux flambeaux, avec batteries de tambours

et de clairons précédées et suivies de dragons, le landau ministériel arrive. Le général en descend ; il est en grand uniforme, un cigare aux lèvres. On crie : « Vive Boulanger ! Vive l'armée ! » Les acclamations recommencent quand il sort, une demi-heure plus tard. La foule accompagne jusqu'aux Tuileries le ministre qui répond aux vivats en inclinant son bicorne. Des groupes continuent à circuler sur les boulevards : « Vive Boulanger ! A bas Lareinty ! »

Le lendemain matin, à neuf heures, Boulanger et le baron de Lareinty se rencontrent au camp de Chalais pour échanger une balle à vingt pas. Lareinty fait feu au commandement. Le général arme et tire à son tour. Son pistolet rate. Les adversaires se réconcilient.

*
* *

Quinze jours ne se sont pas écoulés qu'un nouvel incident se greffe sur les précédents. Le 13 juillet, à la Chambre, au cours de la discussion sur la radiation des princes des cadres de l'armée, le duc de Doudeauville a crié à Boulanger : « Le duc d'Aumale vous a fait général » et le ministre de la Guerre de répondre :

« J'ai été nommé général lorsque le général Wolff commandait le 7e corps d'armée et que le général Farre était ministre de la Guerre. Je ne vois donc pas en quoi le duc d'Aumale a été pour quelque chose dans ma nomination. »

Or, à la fin de juillet, le *Journal de Bruxelles* publie une lettre par laquelle le général Boulanger, après avoir remercié le duc d'Aumale de l'avoir fait nommer général, ajoutait : « Béni sera le jour où je pourrai de nouveau servir sous les ordres de Votre Altesse Royale. »

Par une note à l'agence Havas, le ministre dément l'existence de cette lettre « ridiculement plate ». De son côté, le duc d'Aumale est surpris. Le *Journal de Bruxelles* a donné une version approximative d'un document existant réellement. Le prince avait seulement autorisé certaines personnes à le montrer, ce qui explique qu'il ait été inexactement reproduit. Après le démenti de Boulanger, M. Limbourg, l'avocat du

duc d'Aumale, ancien préfet du 16 mai, publie le texte authentique dans plusieurs journaux conservateurs :

7e CORPS D'ARMÉE

13e DIVISION
25e BRIGADE
133e Régiment d'Infanterie

Le Colonel

Belley, le 8 mai 1880.

Monseigneur,

C'est vous qui m'avez proposé pour général *(sic)* ; c'est à vous que je dois ma nomination.

Aussi, en attendant que je puisse le faire de vive voix à mon premier passage à Paris, je vous prie d'agréer l'expression de ma vive reconnaissance. Je serai toujours fier d'avoir servi sous un chef tel que vous, et béni serait le jour qui me rappellerait sous vos ordres.

Daignez agréer, Monseigneur, l'assurance de mon plus profond et plus respectueux dévouement.

Général Boulanger.

A Monseigneur le duc d'Aumale, à Paris.

Interrogé par des journalistes, le général s'entête : « Je vous prie de donner le démenti le plus formel à cette lettre... Béni serait le jour n'est pas de moi... Ce n'est pas ma façon de penser, ni d'écrire. »

Les journaux royalistes publient alors deux nouveaux documents, appuyés de fac-similés photographiques :

Belley, le 3 janvier 1880.

Monseigneur,

Je n'ai d'autre appui que celui des généraux sous les ordres desquels j'ai servi.

Je viens donc vous demander de vouloir bien m'appuyer auprès de la Commission de classement, dans laquelle, à beaucoup de titres, vous aurez certainement une situation prépondérante.

... Comptant sur votre bienveillant intérêt qui m'est si connu, je vous prie, Monseigneur, d'agréer, avec la nouvelle expression de ma gratitude, l'assurance de mes sentiments les plus respectueux et les plus dévoués.

Colonel Boulanger.

Le second document est une lettre datant de février 1879, époque à laquelle le duc d'Aumale quitta le commandement du 7e corps : «... Combien nous sommes peinés de perdre un chef que nous aimions... », écrivait Boulanger, et il assurait le prince de son « inaltérable dévouement ».

Le ministre va-t-il accuser le duc d'Aumale de faux? Il essaye de s'en tirer par une diversion en envoyant une lettre agressive à M. Limbourg :

« ... Vous avez été préfet de la République pour la trahir. Je suis ministre de la République pour la servir... Et s'il prend jamais fantaisie aux factieux, vos amis, de passer des paroles aux actes, l'auteur des lettres au duc d'Aumale fera simplement, mais très énergiquement son devoir contre les amis de M. le duc d'Aumale. »

M. Limbourg clôt l'incident par une brève note :

« Le destinataire de cette lettre ne fera pas à son auteur, l'officier général qui a, par deux fois, en quelques jours, nié publiquement ce qu'il savait être la vérité, la grâce de la considérer comme une provocation pouvant aujourd'hui être relevée... »

L'attitude de Boulanger lors de l'expulsion des princes, la radiation du duc d'Aumale, les discours que lui a consacrés le ministre de la Guerre au Parlement prennent toute leur signification ! Quelle admirable plasticité morale ! Et ce flagrant délit de mensonge par surcroît ! Boulanger semble perdu. Les journaux qui le louangent habituellement se taisent. *La Justice* de Clemenceau elle-même garde le silence. Seuls *l'Intransigeant* de Rochefort et quelques rares feuilles radicales le soutiennent encore. Freycinet examine avec Grévy s'il n'y a pas lieu de provoquer sa démission. Ils sont arrêtés par la crainte de paraître le sacrifier à la haines des orléanistes. Heureusement pour Boulanger, l'affaire s'est déroulée

en période de vacances. Elle sera oubliée à la rentrée. La foule n'y aura vu qu'un incident de la lutte contre les royalistes. La popularité naissante du général n'en souffrira pas et l'attitude des partis à son égard n'en sera point changée.

*
* *

La turbulente activité du général réjouissait Clemenceau. Il avait bien choisi son ministre. Boulanger, c'était le radicalisme botté. A l'intérieur, les réformes démocratiques dans l'armée, et bientôt, à l'extérieur, une politique revancharde vis-à-vis de l'Allemagne, bref le jacobinisme de Boulboul — ainsi l'appelait Clemenceau — satisfaisait les radicaux.

Les opportunistes en étaient inquiets. Depuis le discours sur les grèves de Decazeville et l'incident Saussier, ils exerçaient contre le général leur critique hargneuse. Cela avait d'abord été un procès de tendance. On lui reprochait son intimité avec Clemenceau, ce président du Conseil occulte, qui, le matin, le haut de forme sur l'oreille, entrait comme chez lui dans le cabinet ministériel de la rue Saint-Dominique ;« ses fréquentations — ainsi s'exprimait Ferry — avec ce qu'il y a de pire à l'extrême gauche », un Rochefort, un Mayer, de *La Lanterne* ; sa manière de faire connaître par les trompettes de la renommée ses trop fréquents voyages et son intempérante éloquence de banquets ; sa volonté de rabaisser les supérieurs en les brimant et de flatter les inférieurs par des innovations qu'on qualifiait de démagogiques. *Cedant arma togae* : Boulanger faisait trop de bruit pour un soldat républicain en face du pouvoir civil et pour un ministre de la Guerre en face de l'Allemagne soupçonneuse. Après les incidents de juillet, les griefs s'aggravèrent. Boulanger apparut comme une menace de dictature. Déjà on employait ce mot nouveau : boulangiste.

Les représentants des puissances étrangères avertirent leurs gouvernements de cette nouvelle situation : « Si Boulanger prend le rôle de sauveur, le pays le reconnaîtra comme tel », affirmait un attaché de l'ambassade de Russie, et lord Lyons avait déjà remarqué, au lendemain de l'incident Saussier :

« De la manière dont on en parle, on croirait que la question est de savoir si Boulanger sera Cromwell ou Monk. »

Les opportunistes commençaient à réagir. Ranc, un communard assagi devenu un des chefs de la majorité sous le dernier ministère de Jules Ferry, envoya rue Saint-Dominique un avertissement solennel : « Le général Boulanger... peut être ... un danger pour la République, auquel cas il serait vite brisé... Jamais le parti républicain n'acceptera un général président du Conseil ou président de la République ». Le jeune Joseph Reinach, ancien chef de cabinet de Gambetta, avait déjà entamé contre le ministre de la Guerre dans *La République Française*, l'organe de l'opportunisme, une campagne violente qui ne cessa qu'avec le boulangisme. Enfin et surtout Jules Ferry, qui considérait Boulanger comme un triple péril pour le cabinet, pour l'armée et pour la sécurité nationale, fit savoir, en août, à Freycinet qu'il ne devait plus compter sur l'appui de ses amis, au cas où il ne se séparerait pas de « l'homme de Clemenceau. »

Boulanger était brouillé avec les opportunistes ; son président du Conseil lui battait froid depuis la radiation des princes. La plupart de ses amis eux-mêmes n'avaient pu défendre sa ridicule et déshonorante attitude dans l'affaire du duc d'Aumale. Le général ne se sentait pas encore assez fort pour aller de l'avant sans se préoccuper de tant d'éléments contraires. Le moment était venu de faire halte et de fortifier les positions conquises. Du mois d'août jusqu'à la fin de l'année, il se cantonna dans son département, remplissant les fonctions de sa charge sans trop attirer l'attention, s'abstenant de manifestations politiques et s'exprimant en ministre de la Guerre uniquement occupé de son métier.

Obligé de se retirer un moment du grand jour, Boulanger continua à travailler dans l'ombre. Il était aussi doué pour éveiller les sympathies personnelles que pour allumer les foules. Presque tous ceux qui l'ont connu ont été sensibles à sa séduction. Définit-on le charme ? Quel fut le sien ? Les yeux clairs et voilés dans la figure virile ? La voix, dure dans les harangues mais nuancée d'inflexions caressantes dans l'intimité ? Aussi — mi-instinct, mi-volonté — tout un art d'amabilité souriante et cordiale, mettant les gens à l'aise : la poi-

gnée de main facile, l'accueil ouvert, une conversation enjouée (avec des galéjades de sous-lieutenant pour les amis) : « Boulanger m'a dit beaucoup de choses aimables, notait son collègue Millaud. C'est celui des membres du cabinet qui paraît avoir le plus de désir de plaire. » Reconnaissant de dos au cours d'une soirée M. Ernest Judet, journaliste sympathisant, il lui envoyait en signe d'amitié un solide coup de poing entre les omoplates ; suivant l'expression du comte d'Haussonville, Boulanger était « bon garçon ou plutôt bon diable ».

Avec cela, un don infiniment précieux pour qui fait sa carrière sur la popularité : la mémoire des princes. Il appelait par leur nom des personnes vues une fois ; les avait-il oubliées, il se souvenait au moins de leur visage et s'en tirait par des formules familières : « Comment ça va depuis que je ne vous ai vu?... Et les vôtres? » On racontait qu'un brave homme qu'il avait obligé s'était excusé de la brièveté de sa visite de remerciement, sa femme venant d'accoucher d'une petite fille baptisée Catherine. Dix-huit mois plus tard, Boulanger le rencontrant lui tapa sur l'épaule : « Eh bien, lui dit-il, et Catherine ! Va-t-elle bien? Savez-vous qu'elle a déjà dix-huit mois ?» Vraie ou fausse, l'anecdote est caractéristique.

Le général donnait des réceptions comme ses prédécesseurs. Chez ceux-ci venaient cinq ou six cents personnes; il y en eut chez lui cinq à six mille. Mais combien plus efficace était l'action quotidienne dans son cabinet de ministre ! Il ne laissait pas faire antichambre, venait chercher la main tendue le petit journaliste de vingt ans tout intimidé ou le parlementaire de gauche et mieux, celui de droite. Que diable ! les discours virulents et les polémiques partisanes n'avaient rien à voir avec les entretiens d'homme à homme. Le fantassin démagogue recevait les conservateurs gentiment, changeait un frère de garnison, plaçait un cousin au tableau d'avancement et se gardait de faire sentir le poids de son intervention, si heureux d'obliger, lui, le soldat parvenu, quelque grand nom de la vieille France. Beaucoup d'orléanistes n'oubliaient pas la radiation du duc d'Aumale, mais les bonapartistes se rapprochaient du ministre de la Guerre.

Le général Riu, franc-maçon notoire, s'émut. A son instigation, le député radical Hubbard fit une enquête édifiante.

Riu et Hubbard se rendirent chez Rochefort, qui écrivit sous le titre « Suspicion légitime » un article menaçant : que le ministre continue à favoriser les officiers réactionnaires aux dépens des officiers républicains, il sera traité comme il le mérite. Le général risquait de perdre un allié naturel ; envoyé à Nouméa après la Commune, Rochefort ne pardonnait pas aux opportunistes qui l'y auraient laissé mourir. Contre eux, contre les curés, contre les princes, le pamphlétaire était avec le soldat ; contre l'Allemagne aussi, car le patriotisme fut la fraîcheur de cette âme desséchée. Boulanger jura de la sincérité de son radicalisme, et par l'intermédiaire de Clemenceau, il se réconcilia avec le dangereux polémiste.

L'article de Rochefort avait paru à la fin de décembre 1886. Le cabinet Freycinet venait de disparaître. Depuis la rentrée parlementaire de l'automne, le président du Conseil employait toute son adresse à rafistoler son ministère qui s'en allait en lambeaux. Le ministre de l'Intérieur Sarrien, à propos d'une grève à Vierzon, puis le ministre des Finances Sadi Carnot, en difficulté avec la Commission du budget, donnèrent et reprirent leur démission. Le cabinet tomba enfin sur la question des sous-préfets, la Chambre ayant refusé de voter leur budget pour manifester son éphémère volonté de les voir supprimer. Le président Grévy appela le radical Goblet qui constitua le 8 décembre 1886 un ministère de concentration, ressemblant comme un frère au précédent. On l'appela « le cabinet Freycinet sans Freycinet ». Le portefeuille de la Guerre conservait son titulaire.

Pendant son premier ministère, le général Boulanger s'était élevé comme une incarnation de la République. Au cours du second, grâce à une période de tension diplomatique avec l'Allemagne, marquée par l'affaire Schnaebelé, il allait, grandir encore comme une incarnation de la patrie [1].

ADRIEN DANSETTE

1. *La Revue de Paris* publiera, le 15 janvier, *Boulanger et les royalistes.*

RETOUR AU LIBÉRALISME

En présence des événements de l'après-guerre, on peut se demander si les nations occidentales ne suivent pas un cycle fatal, analogue à celui qu'Aristote avait dégagé de l'histoire des cités helléniques. Ce cycle consisterait à partir de la démocratie libérale pour aboutir, par l'usage que les masses électorales font des institutions démocratiques, au socialisme dictatorial sous forme d'États totalitaires. On peut se demander si ce cycle ne correspond pas à quelque loi cachée de l'évolution des sociétés humaines : au début, pour s'organiser, une société crée un État ; l'État, créé pour servir la société, tend à s'hypertrophier à son détriment, si bien qu'il finit par l'absorber tout entière. Il y aurait là une loi du mûrissement des sociétés, les acheminant de la jeunesse, pleine de spontanéité et d'élan créateur, à la veillesse bureaucratique et conformiste par une sorte de phagocytose sociale semblable à celle des organismes vivants. Une question se pose dès lors : ce cycle est-il irréversible ?

*
* *

Sur la réponse à faire, les esprits sont radicalement divisés. De là vient l'anarchie intellectuelle qui ne permet pas à la communauté des sociétés européennes de se réorganiser autour d'un principe directeur, tel que l'idée de la chrétienté au moyen âge, tel que l'équilibre européen au XVIIIe et au

XIXe siècles. Cette anarchie est le symptôme le plus typique, la manifestation la plus dramatique de la crise morale de l'Occident.

Le glissement vers l'étatisme est interprété par les uns comme une évolution nécessaire inaugurant des temps nouveaux. A l'anarchie atomique de l'État démo-libéral se substitue l'organicisme de l'État totalitaire, dans lequel l'individu perd son autonomie pour devenir une cellule différenciée d'un super-organisme parvenu à la conscience unitaire et supérieure de lui-même. Cette conscience, le *Volksgeist*, est incarnée dans un chef miraculeusement surgi du tréfonds populaire par un décret nominatif de la providence historique. Pour les autres, l'État totalitaire est un phénomène de dégénérescence, un retour archaïque aux vieux régimes théocratiques, alors que les fonctions gouvernementales n'étaient pas encore différenciées et que le droit public existait à peine, et ce phénomène serait dû principalement à la peur qui pousse les nations à se contracter sur elles-mêmes dans une attitude de défense, de défiance et de combat. Pour les premiers, les États démocratiques sont semblables à ces colonies animales dont chaque membre est interchangeable : il convient que ces colonies animales se muent au plus vite en organismes supérieurs différenciés sous peine d'être éliminées ou de vivre d'une vie ralentie aux échelons inférieurs de la hiérarchie des sociétés politiques. Pour les seconds, il n'y aura de retour à la santé que pour autant que l'on reviendra aux pratiques longuement éprouvées du libéralisme politique et économique, intellectuel et moral, qui fit la grandeur du prolifique, du magnifique et exubérant XIXe siècle.

L'anarchie des esprits s'aggrave de l'opinion courante qui voit dans le libéralisme « une catégorie historique » définitivement dépassée, si bien que ses derniers partisans font figure de donquichottesques paladins attardés à défendre une cause perdue. L'antagonisme des esprits ne cesse pour cela, mais il se déplace. L'option n'est plus entre démocratie libérale et état autoritaire, mais entre deux formes de l'étatisme qui se haïssent d'autant plus qu'elles se ressemblent, entre ces deux formes de socialisme autoritaire : le fascisme et le communisme. Alors que le libéralisme pose des limites à l'interven-

tion de l'État par la reconnaissance des droits du citoyen, tempère le pouvoir exécutif par le contrôle législatif et le pouvoir judiciaire, protège l'individu contre les abus de la puissance publique, admet la représentation des minorités et les droits de l'opposition, tient grande ouverte la lice où s'affrontent, sous la tutelle de la loi, les compétitions individuelles et se nouent les solidarités sociales, les régimes totalitaires, de droite ou de gauche, s'accordent pour proclamer l'entière subordination de l'individu à l'État, incarné en la personne d'un chef de parti qui concentre en lui tous les pouvoirs, ne tolère aucune discussion, réclame l'adhésion enthousiaste des âmes autant que l'obéissance passive des corps, substitue à l'anarchique Déclaration des droits de l'Homme et du Citoyen la féconde Charte des devoirs des Travailleurs, régente et synchronise toute la vie d'une nation par l'appareil d'une énorme bureaucratie, d'une police politique et d'une obsédante propagande. Sur le plan économique, les États totalitaires, en vue de planifier rationnellement la production, instaurent une économie de siège et de guerre, impliquant une baisse considérable du standard de vie des masses, par la perte de la division naturelle du travail entre les nations, par la substitution d'une administration irresponsable et onéreuse, réglant ses décrets sur des statistiques plus ou moins fabriquées, aux initiatives privées orientées, par le mécanisme des prix, vers l'adaptation de l'offre à la demande, si bien qu'à la limite, comme on le voit surabondamment par l'exemple de l'U.R.S.S., les producteurs n'ont plus qu'un seul client : l'État; les consommateurs qu'un seul fournisseur : l'État; les travailleurs qu'un seul patron : l'État, qui achète aux producteurs les matières premières et les produits agricoles à un prix de misère, qu'il revend sous forme de produits manufacturés aux consommateurs à un prix de monopole, en exigeant des travailleurs, qui transforment les matières premières en produits ouvrés, un rendement toujours plus élevé pour un salaire toujours plus bas.

Le fascisme et le communisme, partant de cette plate-forme commune, peuvent bien différer par après. Si le premier promet de sauvegarder les classes possédantes, il les utilise à faire les frais d'un programme de réformes sociales et d'un

effort de militarisation qui les ruine infailliblement ; si le second s'acharne à les détruire, en qualité d'« ennemi de classe », dans l'espoir de tirer du seul prolétariat des équipes dirigeantes animées de sa mentalité altruiste, il n'aboutit en fait qu'à l'exploitation des paysans et des ouvriers par la classe profiteuse des bureaucrates, des technocrates, des ingénieurs du plan, des policiers, prenant la place des capitalistes d'autrefois. Si le fascisme fait cesser en apparence les luttes intestines des partis politiques, par ailleurs en fragmentant le monde en économies fermées, en camps retranchés, en nations en armes vivant dans une perpétuelle fièvre obsidionale, il installe au dehors une permanente menace de guerre. Si le communisme aspire à l'union pacifique des peuples, il n'envisage d'autre moyen d'y parvenir que la lutte des classes, qui engendre la guerre civile à l'intérieur, en attendant de fomenter la révolution mondiale à l'extérieur. Accepter le dilemme : fascisme ou communisme, c'est pareillement renoncer aux avantages de la division du travail entre les nations, à la libre circulation des capitaux, des marchandises, des travailleurs, au cosmopolitisme de la culture, à la solidarité des peuples dans la réciprocité de leurs échanges, à la dignité de l'individu considéré comme une fin en soi respectable, à la sécurité du citoyen fondé sur un statut juridique stable, à la libre initiative des producteurs, au libre choix des consommateurs, à l'indépendance et à l'universalité de la pensée, à la saveur de la vie qui résulte de ce qu'elle comporte un risque, mais dans le cadre ordonné d'un jeu dont on connaît et dont on respecte les règles, le tout pour faire place au vouloir despotique des dirigeants, aux décisions arbitraires d'une économie planifiée, aux slogans uniformes d'une culture politisée.

Nonobstant, le dérèglement des esprits est arrivé à ce point que, non seulement on oppose entre elles deux formes de gouvernement et d'économie qui sont les espèces extrêmes d'un même genre, mais que ceux qui font profession de défendre les libertés démocratiques constituent un front commun avec les communistes, dont l'avènement au pouvoir signifierait la perte de tous les droits individuels ; que les antifascistes, pour combattre l'emprise des congrégations économiques,

réclament la nationalisation des industries, le contrôle du crédit et des changes, sans s'apercevoir qu'un tel interventionisme réaliserait l'État autoritaire et totalitaire dont ils ont horreur ; que les capitalistes qui se réclament du libéralisme économique l'enterrent, en réclamant de l'État protection, soutien et renflouement qui les transforment en castes privilégiées exigeant l'appropriation privée des bénéfices et la socialisation des pertes au détriment de la collectivité. C'est ainsi qu'en France, aux élections législatives de 1936, on vit les radicaux s'allier aux socialistes et aux communistes contre les soi-disant entreprises du fascisme, pareils à des moutons qui feraient cause commune avec les loups pour se protéger d'un épouvantail. C'est ainsi que l'on voit la Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen dénoncer les crimes hitlériens, mais demeurer bouche cousue en présence de la sanglante bouffonnerie des procès de Moscou. C'est ainsi que le groupe Vigilance des écrivains antifascistes se mobilise en faveur du gouvernement de Valence, en dépit du massacre de nombreux intellectuels espagnols que ce gouvernement stalinisé a mis à son actif. La logique eût voulu, cependant, qu'aux élections de 1936, un républicain conscient votât pour les partis modérés, dont l'attachement à la démocratie est indéniable ; qu'un fasciste convaincu, en l'absence de tout parti national susceptible d'emporter une majorité, votât pour le Front populaire qui, par sa gestion financière, économique et sociale, achemina la France vers une économie dirigée et autarchique impliquant une forme de plus en plus autoritaire de l'État, si bien que les admirateurs de Mussolini eussent dû, faute de mieux, apporter leurs voix à Léon Blum ; un ouvrier se fût trouvé plus avisé en votant pour les partis nationaux, qui cherchent toujours à se justifier auprès des masses, dont ils quémandent le plébiscite, par une politique résolument sociale, que pour le parti communiste qui, sitôt au pouvoir, fait peser sur les classes travailleuses le plus dur des esclavages ; les classes moyennes et libérales se fussent trouvées, enfin, fort inspirées en votant contre toute forme de fascisme, car elles font toujours les frais des régimes autoritaires, étant seules directement intéressées à la liberté de la pensée et au maintien

de l'initiative individuelle que ces régimes se font gloire de supprimer, si bien qu'il n'est rien de plus déconcertant que le spectacle de tel conseiller du Rassemblement populaire dénonçant avec indignation le danger de la disparition des classes moyennes, par suite de l'incidence des lois sociales imposées par la tyrannie syndicaliste, au cours de l'expérience d'accroissement de la capacité d'achat des masses et de diminution du temps de travail qu'il a tout particulièrement inspirée.

*
* *

Le problème de l'heure actuelle n'est pas de savoir si les démocraties subsistantes doivent accueillir une dictature de droite ou de gauche, mais, en fait, comment elles parviendront à l'éviter. Or il y a deux moyens de parvenir à l'étatisme autoritaire : il y a la voie politique, directe et brutale, et la voie économique, oblique et insinuante.

La révolution bolchévique, la conquête de l'État par les milices fascistes et hitlériennes montrent comment, par la violence ou avec la connivence d'une partie du gouvernement qui trahit la charte constitutionnelle d'un pays, ou par le simple jeu des majorités qui manifeste combien les masses sont romantiques et crédules, on instaure un régime totalitaire par la prise légale, semi-légale ou révolutionnaire du pouvoir dans des pays de tradition démocratique faible ou nulle. Le glissement vers l'étatisme dans les vieilles démocraties libérales, comme la Suisse et la France, montre comment on court le risque d'y accéder par une voie plus détournée, par une politique économique et sociale imposée par les masses électorales.

La démocratie la plus ancienne et la mieux concertée, soit par suite de la petitesse de son territoire, soit par l'effet de l'éducation de ses habitants, est assurément l'Union helvétique. Rien n'est instructif comme de suivre, ainsi que l'a fait W. Rappart, co-directeur de l'*Institut universitaire des Hautes Études internationales* de Genève, en un livre magistral[1], les rapports de l'individu et de l'État au cours de l'évo-

1. W. Rappart. *Les Rapports de l'Individu et de l'État dans l'évolution constitutionnelle de la Suisse*, Recueil Sirey, 1936.

lution constitutionnelle de la Suisse, à partir de la Révolution de 1798. Dans une première période, on assiste, sous la pression des révolutions libérales de l'Europe, au triomphe de l'individualisme dans les nouvelles constitutions cantonales, qui consacrent l'abdication des anciens gouvernements aristocratiques ou oligarchiques. Ces constitutions montrent la voie et donnent le ton à la Constitution fédérale de 1848, qui affranchit l'individu sur toute l'étendue du territoire. Dans une seconde période, l'individu, à peine libéré des contraintes de l'État, entreprend de le dominer en se servant des institutions démocratiques, du suffrage universel, de l'élection directe des magistrats, du droit d'initiative législative, de referendum populaire et de révocation. Élaborée au lendemain des conquêtes de la démocratie directe dans les principaux cantons, la constitution fédérale de 1874 apparaît comme un monument de radicalisme démocratique, de centralisation politique et de libéralisme anticlérical. Grâce à elle, le peuple fut définitivement associé à l'action législative par l'introduction du droit de referendum facultatif. Dans une dernière période, l'individu, non content de son double succès, de son affranchissement à l'égard de l'État, puis de sa domination sur l'État, entreprend de l'asservir à ses besoins et à ses intérêts. A l'individualisme de la première période, à la démocratie libérale de la seconde, succède l'étatisme de la troisième, qui va compromettre peu à peu les conquêtes des deux premières en se retournant contre l'individu.

L'étatisme se manifeste d'abord sous forme scolaire, par l'établissement de l'enseignement gratuit et obligatoire en vue de compléter la libération de l'individu ; il se manifeste ensuite sous forme sociale, par des mesures destinées à protéger sa santé, puis à le mettre à l'abri des risques de l'existence : assurance-accidents, maladie, vieillesse, survivants et invalidité. Enfin, il s'exerce sur le plan économique, par la création d'une banque nationale dotée du monopole d'émission, par le rachat des chemins de fer, par une politique douanière de plus en plus protectionniste, par une politique de soutien des différents groupes de producteurs, notamment des agriculteurs, par une réglementation toujours plus étroite du travail et des emplois. Le progrès de l'étatisme n'est

freiné que par la capacité de résistance du budget fédéral.

Or, au cours de cette marche ascendante de l'étatisme, les anciennes conquêtes de l'individualisme et de la démocratie se trouvent une à une compromises. L'État, sous les revendications de masses ou la coalition des intérêts privés, n'a pu étendre la sphère de ses interventions qu'en réduisant pour autant les initiatives et les libertés individuelles. En se compliquant de services auxiliaires, en se diversifiant à l'excès, l'appareil administratif est devenu une machine d'un fonctionnement si délicat qu'il échappe au contrôle de l'individu ; d'un coût si onéreux qu'il l'accable sous le poids d'une fiscalité destructrice des fortunes acquises et de l'épargne personnelle. L'individu, renouvelant l'histoire de l'apprenti sorcier, tend à devenir l'homme-serf de cette nouvelle féodalité, d'autant plus inhumaine qu'elle est anonyme : la bureaucratie étatique.

L'expérience, en France, du Front populaire montre pareillement comment, avec les meilleures intentions du monde, on peut s'orienter vers un régime totalitaire, dans le cadre constitutionnel d'une démocratie libérale, par une politique sociale qui impose des charges telles à la production qu'elle ne peut plus supporter la concurrence des prix mondiaux et doit se développer en vase clos ; par des dépenses démagogiques auxquelles le trésor public ne peut pourvoir que par un appel autoritaire aux capitaux privés ou par des manipulations monétaires qui ruinent la capacité d'achat des consommateurs et ébranlent le crédit de l'État. Appartenant au bloc des régimes démocratiques par sa constitution et ses traditions politiques, se rapprochant du bloc des États totalitaires par une économie à tendance de plus en plus autarchique, la France du Rassemblement populaire risque de se trouver isolée au point mort où l'attraction des deux blocs s'équilibre et se neutralise.

L'étatisme, dans les régimes démocratiques, achoppe devant la fuite des capitaux privés, apeurés par une fiscalité abusive, par le risque de dévaluations en cascade, par la menace des pleins pouvoirs aboutissant à la réquisition des devises et des titres étrangers, à la mainmise sur les réserves des Sociétés, les caisses d'épargne, la caisse des dépôts et consignations.

Il aboutit à la nécessité de devenir rentable en devenant autoritaire. Il doit imposer le contrôle des changes, le cours forcé de la monnaie intérieure, la nationalisation des banques, le monopole du commerce extérieur, la réquisition des capitaux privés par voie d'emprunts forcés ou de contributions dites « volontaires » ; il doit lever les garanties constitutionnelles, supprimer la liberté de la presse. La démocratie libérale se trouve muée en État totalitaire.

*
* *

Cette évolution de la démocratie libérale à l'étatisme totalitaire, qui en est la négation, est la plus logique qui soit. La démocratie libérale résulte, en effet, de deux principes contradictoires, qui, pendant longtemps, s'équilibrent, mais dont l'un finit par l'emporter sur l'autre. Elle procède de l'idée libérale des droits naturels et imprescriptibles de l'homme et du citoyen, qui vient des théoriciens du Droit des gens ; elle procède de l'idée de la souveraineté populaire s'exprimant par la voie de la majorité, que Rousseau a vulgarisée en y ajoutant le double sophisme de l'inerrance de la volonté générale et de son identité avec la volonté particulière d'un chacun, en tant que celle-ci est appelée à se prononcer sur l'intérêt général. Or ces deux principes peuvent s'exclure mutuellement. Si le peuple est souverain, il a le droit, comme firent les Conventionnels sous la Terreur, de supprimer toutes les garanties, de suspendre toutes les libertés jugées dangereuses pour la sécurité du peuple ou auxquelles la majorité n'est pas directement intéressée. On prête à Lénine un mot significatif : « La civilisation, votre civilisation ! en quoi voulez-vous que cela intéresse un moujik ? » Si le moujik est la majorité, il peut jeter à terre, en un grand soir, toute cette superstructure qui fut l'œuvre des classes aristocratiques. Le principe abstrait des droits naturels de l'homme, le principe concret des droits historiques acquis, l'un exprimant la forme française, l'autre la forme anglaise du libéralisme, postulent au contraire que la souveraineté du peuple a des limites ; que le peuple souverain doit gouverner consti-

tutionnellement, et que, s'il viole la constitution, son acte est un abus de puissance publique contre lequel l'individu peut se pourvoir auprès d'une instance juridique supérieure à la volonté populaire.

L'antagonisme entre ces deux principes n'apparut pas tout d'abord, parce que la démocratie, le gouvernement du peuple par le peuple, semblait impliquer le libre choix des gouvernants et, par suite, la liberté de discussion, la liberté de la presse, le respect de l'individu en tant que citoyen-souverain, une discipline politique et sociale consentie. Il n'apparut pas tout d'abord, parce que, pendant le XIXe siècle, le peuple, auquel on avait appris qu'il était souverain, se comporta comme un souverain constitutionnel qui règne, mais ne gouverne pas. Occupé à gagner son pain quotidien, pénétré de son ignorance, il avait conscience que l'exercice des affaires publiques revient à des minorités qualifiées et il s'en remettait en Angleterre à ses lords, en France aux « notables », aux « compétences » du soin de le diriger ; dans les campagnes, il s'abstenait de voter ou il suivait humblement l'avis du propriétaire-maire et du ministre de Dieu. Il en fut tout autrement lorsque le prodigieux enrichissement du monde, produit par le développement de la technique, du capitalisme et du libéralisme économique, haussa considérablement le niveau de vie de masses devenues singulièrement prolifiques. En acquérant des biens, le paysan et l'ouvrier se souvinrent qu'ils avaient des droits propres à les défendre et même à les accroître, en vertu du principe de la souveraineté populaire qui, mieux qu'à travers les votes des assemblées parlementaires, s'exprime par le gouvernement direct des masses.

L'art de gouverner implique une sagesse, une technique et une noblesse. Il implique la connaissance du passé, la préoccupation de l'avenir, le sens des possibilités, la connaissance des moyens propres à les réaliser, le sentiment des responsabilités et le souci des compétences. L'art de gouverner est, par suite, éminemment aristocratique, et ne peut être exercé que par des élites. Or la masse livrée à elle-même est tout le contraire. La masse n'a pas le sens des possibilités, car elle a une mentalité magique : elle croit

que seule la trahison ou la mauvaise volonté des dirigeants les empêche de réaliser les miracles qu'elle exige d'eux. La masse est ignorante et suffisante : elle se croit omnicompétente, elle se défie des « capacités », des techniciens, de l'*intelligenzia*, et, volontiers, elle fait sien le mot terrible du Tribunal révolutionnaire demandant la tête de Lavoisier : « La République n'a pas besoin de savants ». La masse est impatiente et brutale : elle ignore l'art de temporiser pour ménager l'avenir, de composer pour respecter les droits des minorités. Persuadée d'avoir toujours raison, elle trouve inutile d'avoir à donner ses raisons ; elle ne veut ni discussion, ni concession ; elle est au plus haut degré antiparlementaire ; elle réclame l'action directe. La masse est primitive et futuriste : elle fait table rase du passé, tient les formalités, la politesse, les égards, les traditions, le respect des règles du jeu social pour d'inutiles complications ; elle est iconoclaste, elle brise les œuvres d'art qui sont les reliquaires de l'histoire ; elle recommence à nouveaux frais, au prix d'un prodigieux *caput mortuum*, l'expérience des siècles. Les masses sont grégaires : régies par les lois de l'imitation, elles sont conformistes, et, si elles s'entendent à détruire le passé, elles ne se soucient pas de créer un avenir authentiquement original ; leur règne est synonyme de standard, de vulgarité et d'ennui. Les masses sont matérialistes : elles n'ont pas souci du spirituel, mais du bien-être ; elles n'entendent bien qu'une seule philosophie, le matérialisme historique. Les masses, d'ordinaire laborieuses, riches en vertus morales et professionnelles, les perdent inévitablement dès que, cessant de remplir leur fonction propre, elles se déclarent souveraines et prétendent se substituer aux élites dirigeantes, sans cesser pour cela de sentir, de penser et de se comporter en masses.

Or, précisément, l'enrichissement du monde, l'élévation du niveau de vie et surtout l'école laïque et obligatoire ont provoqué la révolte des masses. Alors que le curé leur enseignait la soumission aux autorités, l'instituteur, imbu de mystique révolutionnaire, leur a révélé qu'elles étaient le nombre et que, étant le plus grand nombre, elles pouvaient tout exiger. Les masses, indifférentes ou soumises, se firent revendicantes. Elles mirent en disponibilité « les notables »

pour se confier aux démagogues, aux politiciens professionnels qui, dans la crainte de ne pas être réélus, se livrent aux plus dangereuses surenchères. Par la voix de leurs mandataires, cessant d'être ses guides pour devenir ses commis, les masses ont exigé de l'État des interventions, des soutiens, des réformes de structure tels qu'il est obligé pour les réaliser, par suite de l'épuisement du trésor public, de se muer en État autoritaire et totalitaire. Ce jour-là, des deux principes antagonistes que le XIXe siècle avait cru concilier dans les démocraties libérales, le principe des droits du citoyen et le principe de la souveraineté populaire, c'est le second qui l'emporte. Les États totalitaires sont démagogiques ; ils sont plébiscités par les masses parce qu'ils réalisent, même s'ils se disent de droite, un socialisme d'état autoritaire. Ils s'efforcent de donner aux masses *panem et circenses*, un minimum vital et des fêtes. Ils sont primitifs, impulsifs, violents, prodigues et illuminés comme les masses. Après avoir dévoré l'épargne publique, épuisé les classes possédantes, paupérisé les classes moyennes, dans l'impossibilité où ils se trouvent de tenir les promesses de leur avènement, ils finissent par imposer aux classes populaires le corset de fer d'un régime ascétique, policier, bureaucratique et militaire.

*
* *

L'étatisme, installé par la révolte des masses, aboutit tôt ou tard à ce dilemme : devenir rentable et productif en devenant autoritaire et ascétique, ce qui fait perdre aux individus leurs libertés et aux masses leur standard de vie, ou reconnaître son erreur et revenir au libéralisme.

Plusieurs préjugés s'opposent au retour au libéralisme. Le premier est de croire que les processus de l'histoire humaine sont irréversibles. Cela est faux, s'il faut ajouter foi à ce que disent les biologistes, qui nous apprennent que les conquêtes de la civilisation ne sont pas inscrites dans les gènes porteurs du patrimoine héréditaire de notre espèce, mais que l'être humain repart à sa naissance de l'inculture et de la barbarie ancestrales,

si bien qu'une seule génération humaine peut renverser d'un revers de main l'œuvre diligemment édifiée par le labeur patient des siècles et revenir de plusieurs stades en arrière. La civilisation n'est jamais un acquis, mais toujours une conquête. Une institution ne se survit que pour autant qu'on la respecte, parce qu'on la croit efficace ; un droit ne s'impose que pour autant qu'on le juge légitime. De là les *ricorsi* de l'histoire, les régressions venant après les progrès. L'étatisme n'est pas un dépassement du libéralisme, il est un retour à la théocratie, à l'époque où la puissance publique était incarnée dans la personne d'un prêtre-roi, dont la volonté tenait lieu de loi, *hoc volo, sic jubeo, sit pro ratione voluntas,* alors que la notion d'un État de droit, fondé sur un système complexe de normes juridiques, n'existait pas encore.

Un second préjugé consiste à dire : l'État ne peut pas détruire la richesse, il peut seulement la distribuer plus équitablement. C'est ignorer qu'il existe, pour les sociétés humaines comme pour les systèmes physico-chimiques, un processus de dégradation, une entropie : les richesses, stérilisées quand elles s'accumulent entre trop peu de mains qui ne les font pas travailler, donnent un rendement bien différent suivant qu'elles sont utilisées à haute tension par des individus responsables, soumis à la dure loi de l'échec possible, ou, à basse tension, par des bureaucrates irresponsables, qui trouvent toujours dans les tortueuses manigances de l'ennemi intérieur ou dans les fictifs complots des gouvernements étrangers les raisons de leurs insuccès. La bureaucratisation, qui croît vertigineusement à mesure qu'elle contrôle des entreprises de plus en plus étendues, stérilise la fortune et le travail humain en les dégradant.

Mais le préjugé le plus grave, celui qui fausse le plus l'opinion publique, c'est la croyance universellement répandue que l'économie libérale est synonyme d'anarchie, qu'elle est responsable de la crise mondiale ; que l'économie planifiée est, au contraire, synonyme d'économie scientifique ; que la première répugne et la seconde répond à ce besoin qu'a l'homme moderne d'assujettir à ses fins les forces naturelles, de rationaliser sa conduite au fur et à mesure qu'il prend conscience des facteurs qui la déterminent. L'économie libé-

rale, soumise au libre jeu des forces économiques spontanées, serait à l'économie dirigée ce qu'est un torrent impétueux dans un lit hérissé d'accidents où chavirent tôt ou tard les plus humbles canoës, à un canal balisé, muni d'écluses, où passent avec sécurité les léviathans des mers.

Cette conception courante repose sur de multiples erreurs. Il est faux que des initiatives individuelles non concertées résulte le chaos des actions collectives. C'est méconnaître les données les plus élémentaires de la statistique qui nous enseigne comment du désordre à l'échelle individuelle naît l'ordre des résultantes collectives, à une échelle supérieure, par compensations statistiques, comme de l'état de mouvement désorganisé des molécules d'un gaz résulte statistiquement, à notre échelle, l'équipartition de la pression et l'équilibre thermique. Il est faux de croire que l'on puisse, par décisions bureaucratiques, planifier la vie économique d'un pays : une telle entreprise supposerait constantes des circonstances qui, par nature, sont continuellement variables ; connues, les innombrables variables dont dépendent la création et la circulation des richesses ; quantifiables, les goûts, les besoins, les préférences, qui sont choses purement qualitatives et subjectives. Ce que l'on constate, au contraire, c'est que l'économie dirigée fausse et grippe tous les facteurs du rétablissement de l'équilibre économique sans cesse perturbé par les inventions, les modes, les nouveaux besoins, les changements démographiques ; brise cette merveilleuse machine à calculer qu'est le mécanisme des prix qui résoud automatiquement le système d'équations dont dépend l'équilibre économique, si bien que l'économie dirigée est une économie déréglée substituant au libre choix des consommateurs, exprimé par le plébiscite des prix, des décisions arbitraires, imposées par contrainte, en dehors de toute raison plausible de les faire admettre. Toute économie dirigée suppose une police politique qui exerce une surveillance et une répression d'autant plus grandes que les quantités, les qualités et les prix imposés s'écartent davantage de ce qu'ils eussent été s'ils avaient résulté du libre jeu de la loi de l'offre et de la demande.

Non seulement l'économie dirigée et planifiée n'est pas

plus scientifique que l'économie libérale, mais l'économie dirigée instaure, en matière de sciences sociales et politiques, une mentalité magique, un artificialisme puéril, en professant que l'homme peut décréter les prix à volonté, accroître à volonté la capacité d'achat des masses, planifier la production et diriger les échanges par des manipulations monétaires, le contrôle des changes et du crédit, la nationalisation des entreprises, les diverses formes anciennes et nouvelles du protectionnisme, tout en évitant les incidences des prix imposés, des sursalaires et des cours forcés, qui se traduisent toujours par une perte massive de biens économiques pour la collectivité. A la compréhension des lois de l'équilibre économique, les masses semblent particulièrement rebelles et c'est pourquoi jamais le conflit n'a été plus grand que de nos jours entre la politique économique, budgétaire et monétaire des États, sous la pression des masses électorales, et les avertissements réitérés des professeurs d'économie politique et de science financière.

Pour prendre un exemple, les masses n'ont jamais compris la différence entre un salaire réel et un salaire nominal. Quand l'État fait de l'inflation, elles croient toujours que les prix montent par la malignité des accapareurs et des spéculateurs. On n'est pas parvenu à leur faire entendre que la hausse des salaires, imposée par l'action syndicale à un taux que ne comporte pas l'équilibre économique, produit le chômage chronique, et que les frais d'entretien des chômeurs doivent être finalement prélevés par la hausse des prix sur le sursalaire des ouvriers actifs. Il semble qu'elles soient rebelles à saisir que l'exagération démesurée des dépenses publiques amène, non l'accroissement de leur capacité d'achat, mais la cherté de la vie, la rupture des échanges internationaux, le gaspillage des forces productives, la perte du bénéfice qu'elles tirent de la division spontanée du travail entre les nations. Il est faux de croire que les masses soient internationalistes : les ouvriers, jouissant de salaires supérieurs à ceux des ouvriers de même catégorie des pays étrangers, ont toujours impérativement demandé par la voix de leurs syndicats de les protéger contre la concurrence de la main-d'œuvre à bon marché. Le cosmopolitisme est l'œuvre des élites ; les masses sont farou-

chement nationalistes, on peut même dire régionalistes, parce qu'elles ne connaissent que leurs intérêts immédiats et les conditions locales du marché, et c'est pourquoi le socialisme qu'elles imposent à leurs gouvernants n'a jamais pu se réaliser que dans le cadre d'un nationalisme hypertrophié. Le socialisme en acte est un national-socialisme et Staline lui-même fait passer les intérêts strictement russes avant ceux de la Troisième Internationale. Et parce qu'elles sont hyper-nationalistes, les masses acceptent tout naturellement l'éventualité de la guerre : la paix n'a jamais pu être maintenue que par le « concert » d'une poignée d'hommes d'État doués, par leur culture, d'un véritable esprit européen.

*
* *

Le retour au libéralisme ne peut se faire que par un revirement de l'opinion publique, quand l'individu réalisera enfin que l'étatisme n'est que duperie ; que, loin d'être le bénéficiaire de ses largesses, il n'en est que le prodigue payeur et la complaisante victime. En entretenant un appareil administratif hyperboliquement onéreux, un appareil policier excessivement vexatoire, en subventionnant les entreprises déficitaires aux frais de la collectivité, en faisant fonctionner à perte ses grandes régies et ses fabriques nationalisées, en pratiquant une politique économique allant du protectionnisme au prohibitionnisme, l'étatisme, toujours à court d'argent, dévore l'épargne du pays, conduit le peuple à une misère généralisée dans un conformisme de plus en plus monotone, sous une contrainte toujours plus lourde, au milieu d'une insécurité grandissante. Alors l'individu rejoindra la leçon de l'histoire, qui nous avertit de ce dont nous devons nous garder, si elle ne peut nous prescrire ce que nous avons à faire en présence de circonstances toujours nouvelles. L'État impérial, créé par les Jules et les Claudes, fut une machine incomparablement supérieure au vieil État républicain des familles patriciennes, mais qui se développa en épuisant le corps social qu'il avait mission de protéger. Déjà, au temps des Antonins, on commence à ne plus pouvoir vivre qu'au service de l'État : toute la vie se bureaucratise. L'initiative disparaît, la richesse décroît, les

femmes elles-mêmes enfantent peu. Alors, l'État menacé, pour subvenir à ses propres besoins, renforce son appareil, et la bureaucratisation des Antonins fait place au militarisme des Sévères : « Restez unis, payez les soldats et méprisez le reste » sont les dernières paroles de Septime Sévère mourant à ses fils. Peine inutile. Pour sauver sa vie, l'État a perdu ses raisons de vivre. Créé pour le service de la société, il condamne la société à ne plus vivre que pour lui. Comme une énorme prolifération de tissu conjonctif, il en épuise les organes et la sève. Les misères augmentent, les foyers sont stériles, on manque d'argent et de soldats. Pour asseoir l'impôt, on rive le paysan à sa glèbe, l'artisan à sa corporation, le curiale à ses fonctions municipales. Les fonctions civiques ne sont plus recherchées comme des honneurs, mais désertées comme des charges. L'empire d'Occident se meurt d'une administration fiscale abusive, dans le cadre d'une si morne existence que l'appel aux Barbares apparut comme l'unique chance de libération. Le Bas-Empire est un sarcophage dont la pierre tombale fut brisée par le dur piétinement des grandes invasions.

L'intervention étatique, l'annihilation de toute spontanéité dans le cadre étouffant d'une vie collective planifiée, la vie décolorée par un conformisme abêtissant, voilà le grand danger qui menace de nos jours la civilisation occidentale, après avoir provoqué la mort du monde antique. C'est le danger que proclament les sages de l'Occident, Bertrand Russell, Ortega y Gasset, Aldous Huxley, Guglielmo Ferrero, tous ceux qui ont gardé la tête froide au milieu de la folie universelle. La sentence totalitaire : *Tout pour l'Etat, rien contre l'Etat, rien hors de l'Etat* n'est pas la parole d'aurore qui inaugure des temps meilleurs ; c'est le vieil oracle fatidique proclamant le vieillissement des sociétés qui renoncent à pourvoir à leur propre destin. Les grandes nations rationalistes d'Occident retombent, une à une, à la mentalité tribale des peuplades primitives qui révèrent sans discussion les tabous de leurs rois-sorciers. Le fascisme et le communisme font revivre, par delà plusieurs siècles de culture, deux anciennes mystiques que l'âge des lumières paraissait avoir

définitivement abolies : la statolâtrie, la déification de l'État dans la personne sacro-sainte du Chef, qu'avaient connue les dynasties orientales et la Rome impériale ; le millénarisme des Voyants d'Israël, prophétisant la disparition de ce monde d'iniquité pour faire place, dans une nature renouvelée, à la judicature des opprimés, des pauvres et des saints sur les nations assujetties. Ce que nous prenons pour une orgueilleuse conquête du rationalisme scientifique n'est qu'un humble retour aux mirages de la mentalité prélogique, idolâtrique et messianique.

Si les démocraties veulent se sauver, il faut qu'entre les deux principes : le principe de la limitation des droits de l'État par la reconnaissance de ceux de l'individu et le principe de la souveraineté populaire, elles optent en faveur du premier et le mettent à la base du droit constitutionnel et du droit civil. Il est vrai que les exigences de la vie moderne et surtout les sauvegardes qu'impose la menace des États totalitaires nécessitent le « renforcement de l'exécutif » ; mais le gouvernement n'accroîtra son autorité qu'en limitant ses attributions. Tant qu'il se borna à ses fonctions propres : la sécurité, le respect des lois, l'arbitrage entre les intérêts et les partis, l'outillage national, la politique extérieure, il fut respecté et fort. Il s'est déconsidéré, par ses insuccès, le jour où, sous la pression des masses, il s'est mis en demeure de pourvoir à leur vie économique, intellectuelle et morale, les exonérant de tous risques, les déliant de toutes obligations.

Il faut que les démocraties se réforment constitutionnellement de façon à ce que ceux auxquels elles confient les responsabilités du pouvoir se considèrent non comme les représentants des intérêts économiques et des appétits populaires, mais comme les garants de l'intérêt général contre les intérêts particuliers ; non comme les instigateurs des surenchères électorales, mais comme les modérateurs des revendications syndicales ; se donnant pour tâche de faire respecter par tous les règles communes des compétitions individuelles et des ententes collectives ; empêchant que des minorités agissantes ou des majorités illuminées ne faussent en leur faveur la loyauté du combat qui doit assurer, pour le bienfait de tous, la sélection des élites. Il faut qu'elles inculquent aux masses,

par la voix de nouveaux instituteurs, le respect des compétences, l'honneur de collaborer à une œuvre commune. Il faut qu'elles proclament que le gouvernement des masses est une contradiction dans les termes, comme le serait une école où les écoliers feraient la loi, ce qui est la négation même de l'école.

Si un parti d'union nationale se constitue en France, il devra prendre pour programme : *Ni communisme, ni fascisme, retour au libéralisme*, ce qui implique un gouvernement très fort, dans le cadre de ses attributions, pour être capable de résister aux intérêts coalisés et aux revendications des masses à l'intérieur et pour faire front aux dictatures à l'extérieur. Il devra prendre pour devise : *Le refus du dilemme*, de ce dilemme tragique que voudrait nous imposer, comme une sorte d'hémiplégie intellectuelle et morale, la révolte des masses sous la flûte enchantée des démagogues.

LOUIS ROUGIER

L'HISTOIRE

Théodoric, roi des Ostrogoths. — La comtesse du Barry royaliste. — Danton en hausse. — Notre Afrique du Nord.

Qu'est-ce qu'un homme d'État? A défaut de définition, en voici une collection variée : *Hommes d'État* (Desclée de Brouwer, 3 volumes). Ils sont dix-huit, allant de Philippe de Macédoine, père d'Alexandre le Grand, à Disraëli. Ne cherchons pas trop de raisons à tel ou tel choix, à telle ou telle absence. Ces dix-huit monographies sont de portée inégale, toutes ont leur raison d'être. Évidemment, il n'y a pas de commune mesure entre Théodoric le Grand, roi des Ostrogoths, et le prince de Metternich. La France est représentée par saint Louis, Louis XI, Michel de l'Hôpital, Danton et Thiers. Ils ne sont pas déplacés ; d'autres auraient pu paraître aussi indiqués. Caïus Gracchus, Sylla et Constantin sont les délégués de Rome ; Nicéphore Phocas évoque l'empire byzantin ; Philipppe II, l'Espagne ; Laurent le Magnifique, Florence ; Catherine II, la Russie. Soit. Il y a un Frédéric II, mais ce n'est pas le roi de Prusse, c'est Frédéric II de Hohenstaufen, un empereur allemand qui ressemble beaucoup à un César romain, sinon à un sultan oriental, qui a le secret de faire une croisade et de reprendre Jérusalem sans cesser d'être excommunié. C'est un personnage curieux et incohérent qui n'est ni de son siècle, ni de son pays, un contemporain de saint Louis, qui a un harem et qui meurt dans la robe d'un cistercien.

Ces monographies sont au courant et très vivantes, parfois écrites et composées avec quelque laisser aller, sans parler d'erreurs de détail, qui ne sont peut-être que des fautes d'impression. Il est bien évident, par exemple, que l'éminent spécialiste qui a traité Sylla n'a pas dû écrire que le tribun Tibérius Gracchus, l'aîné des Gracques, fut massacré dans une émeute alors qu'il briguait un second « consulat ».

Prenons comme échantillons : Théodoric pour l'antiquité, Danton pour les temps modernes. Théodoric le Grand est le plus célèbre et le plus représentatif des rois barbares qui s'installent dans l'Empire croulant. Les Ostrogoths paraissent de loin un peuple solide. Leurs frères Wisigoths, établis en Occident avant eux, tiendront une place plus durable. Pourtant, Théodoric paraissait mieux parti qu'Alaric. Il n'était nullement un Barbare inculte et grossier. Élevé comme otage au Palais-Sacré de Constantinople, il y avait vécu de huit à dix-huit ans, il parlait le grec et le latin. Il ne savait pas écrire, nous dit-on. On le dira aussi de Charlemagne, mais on pouvait ignorer l'art complexe de l'écriture savante sans être un illettré au sens propre du mot, comme l'était par exemple l'empereur Justin, oncle de Justinien, vieux soldat de fortune qui signait au moyen d'une sorte de pochoir.

On n'en est plus à croire que les Barbares, Germains ou autres fussent des ennemis nés de l'empire romain, acharnés à sa perte et heureux de le détruire. Leur ambition était, au contraire, de s'y faire accepter comme auxiliaires, comme défenseurs d'une frontière, installés à ce titre dans une région moins stérile ou moins dévastée que celles où le hasard des migrations et des invasions les avait involontairement cantonnés. C'est le cas des Ostrogoths quand Théodoric, avec le titre officiel de « maître de la milice », est autorisé à les conduire de Dacie en Italie pour renverser Odoacre, qui a déposé le dernier des empereurs d'Occident et est resté maître de l'Italie sans avoir pu se faire légaliser à un titre quelconque par l'empereur d'Orient. Théodoric triomphe, enferme Odoacre dans Ravenne et s'en débarrasse en l'assassinant au cours d'un festin de réconciliation. Il prend sa place, mais il est en règle, et il y tient beaucoup. Il ne bouleverse pas l'administration, ni les intérêts de la population romaine. En matière religieuse,

les Ostrogoths, comme presque tous les Barbares qui sont depuis longtemps au contact de la chrétienté, sont ariens. C'est un grand inconvénient, et le succès de Clovis tient à ce qu'il est païen. La conversion tardive des Francs est cause qu'ils sont à peu près les seuls à être en communion avec les populations parmi lesquelles ils s'établissent. Théodoric a beau être tolérant, il est un hérétique ; il le sent, on le lui fait sentir et il finira par devenir persécuteur, peut-être à son corps défendant, en tout cas au grand préjudice de son autorité.

Les Ostrogoths, comme tous les Barbares étaient peu nombreux. M. Lot remarque qu'au cours de sa campagne contre Odoacre, Théodoric, à un moment donné, se réfugie avec tout son peuple derrière les murailles de Pavie. On peut évaluer à quelque 20 000 hommes l'effectif dont il dispose. Clovis en avait moins. Quand l'empereur Zénon avait pris les Ostrogoths à son service, ils comptaient, dit un contemporain, 13 000 guerriers. Théodoric a incorporé d'autres bandes, mais le total n'en reste pas moins modeste. C'était d'ailleurs suffisant. Genséric a conquis l'Afrique du Nord avec 16 000 hommes. On ne croit plus du tout aux exagérations littéraires de Jordanès et même d'Ammien Marcellin. Les Anciens ne savaient pas compter. Les 500 000 hommes d'Attila aux Champs Catalauniques sont aussi fantaisistes que les deux ou trois millions de Xerxès passant l'Hellespont. On admet que le chiffre des combattants est le quart de la population chez les Barbares. Pour donner des terres à une immigration aussi restreinte, moins de 100 000 têtes, il n'était pas besoin d'expropriations en masse. Ce n'était rien en comparaison des 120 000 vétérans dotés d'un domaine par Sylla. Théodoric poste ses hommes dans l'Italie du Nord, sur les routes des Alpes, les grandes voies de pénétration. Ils sont facilement mobilisables dans leur secteur, toujours prêts à reprendre le harnais et au fond plus empressés à faire campagne qu'à faire du labour. Au surplus, Théodoric ne cherche pas la guerre ; il négocie avec ses pareils, pratique avec eux une politique matrimoniale qui restera en honneur dans l'Europe monarchique jusqu'à nos jours : sa sœur épousera un roi vandale de Carthage, lui-même épousera en secondes noces une sœur de Clovis, il marie une de ses filles au roi des Wisigoths, une

autre au futur roi des Burgondes, une troisième au roi des Thuringiens. Tout cela n'empêche pas les désaccords, mais les retarde et, en tout cas, en atténue les conséquences. Quand Clovis bat les Wisigoths, Théodoric conserve l'Espagne à son petit-fils avec la Septimanie, et occupe, pour son compte, la Provence, ce qui maintient le contact entre les deux branches des Goths.

Théodoric, malgré l'éclat de son règne, a mal fini. Il est victime des querelles entre hérésies, entre papes contestés. Il n'arrivera pas à concilier des théologiens intraitables; lui-même perdra son sang-froid. L'affaire Boëce est lamentable. Longtemps en faveur, consul à trente ans, gendre de Symmaque, président du Sénat, il défend un sénateur accusé de complot et solidarise avec lui tout le Sénat pour attester son innocence. Il est pris au mot, accusé à son tour, emprisonné et exécuté. C'était un sage, un philosophe, un lettré, dont le traité de la *Consolation*, écrit en prison, est resté. Sa mort en fait un martyr et un saint. Théodoric depuis lors est dévoyé. Il frappe à son tour Symmaque et beaucoup d'autres. Il tourne au tyran. On oublie les services qu'il a rendus à la paix et à la sécurité de la péninsule. On oublie ses beaux monuments à Ravenne : Saint-Apollinaire, son tombeau, les mosaïques de Saint-Vital, pour ne parler que de ce qui subsiste. Il tombe dans l'impopularité, sort commun des longs règnes où la prospérité est compagne de la jeunesse.

N'ayant pas de fils, il s'était ménagé comme héritier un gendre marié à la belle et savante Amalasonthe. Mais son gendre meurt avant lui, et une minorité s'annonce, qui favorisera les vues de Justinien. Théodoric a fondé un État, non une dynastie. Ce n'est pas sa faute. Sans l'accident imprévisible et irréparable qui le prive de successeur qualifié, l'œuvre de Théodoric, conclut M. Maurice Rey, aurait pu réussir. L'Italie tendait à se détacher de Constantinople et s'en détachera finalement. C'était une partie à jouer. Il n'a peut-être manqué à Théodoric pour la gagner que de laisser un Théodoric II.

*
* *

M. Joseph Aulneau ne prétend pas renouveler l'histoire de *la Comtesse du Barry* (Denoël). Du moins, il apporte du nouveau sur la fin de sa vie, sur son activité royaliste, au moment de la Révolution, qui la mènera à l'échafaud en décembre 1793. M. Aulneau a consulté et utilisé des documents inédits, notamment aux archives de la ville de Versailles et du département de Seine-et-Oise. Il éclaire certains problèmes obscurs de cette vie trouble, dont il semble bien qu'on ait exagéré les bassesses.

Sur les origines de la future comtesse, sur les falsifications d'état-civil auxquelles il fallut recourir pour lui faire contracter un mariage permettant de la présenter à la Cour, il n'y a pas beaucoup à dire après M. Armand Praviel, qui nous a déjà conté tout cela avec un peu de fantaisie dans le ton, mais beaucoup de précision dans les faits : *Monsieur du Barri* (Armand Colin). La savonnette à vilain d'un mariage avec un gentilhomme authentique ne suffisait pas à conférer le *digna intrare* à Jeanne Bécu, née à Vaucouleurs, le 19 août 1743, de père inconnu. Sa mère, Anne Bécu, avait été amenée à Paris comme cuisinière par un protecteur qui l'avait mariée à un de ses domestiques, Nicolas Rançon. Le milieu n'est pas bon pour une enfant. Elle passe huit ans au couvent austère des Dames de Saint-Aure : robe de serge blanche, guimpe sans dentelle, bande de toile sur le front, voile noir d'étamine. Elle y reçoit l'éducation de l'époque ; peu d'orthographe, une belle écriture, l'art de tenir les comptes d'une bonne maison et quelque vernis littéraire. Sa bibliothèque plus tard sera choisie : l'*Iliade*, les *Métamorphoses*, les *Pensées* de Pascal ; Villon, Marot, Montaigne y voisinent avec J.-J. Rousseau, Montesquieu et Voltaire. Et ces charmants volumes à ses armoiries ne sont pas un décor, elle les lit.

Quand elle reparaît à quinze ans, elle est une beauté, avec les risques de l'emploi. Démêler au juste ses aventures dans le fatras des libelles et des chansons qui la poursuivent une fois parvenue est difficile. On voit bien qu'il y a exagération

dans celles qu'on lui prête, dont plusieurs se heurtent à des impossibilités chronologiques. On ne trouve nulle part son nom dans les listes de professionnelles de la basse galanterie où on a prétendu la ranger. Elle est de l'étage au-dessus. C'est dans le monde des maisons de jeu, où fréquentent les Manon Lescaut, qu'elle rencontre le « roué », dont elle rendra le nom célèbre, encore que ce ne soit pas à lui qu'elle le doive. Jean du Barry, qui l'a lancée, était marié. C'est pourquoi il dut confier à son cadet, Guillaume, retiré au château natal de Lévignac-sur-Save, la tâche plus lucrative qu'honorable d'épouser pour la forme sa maîtresse, quand elle eut été remarquée d'une façon durable par le roi.

Même pour un mariage de convenance — si l'on peut dire — il fallait un peu parer les origines de la mariée. Les du Barry — ou mieux du Barri — sont de bonne noblesse, mais le nom de Bécu prête un peu trop aux mauvaises plaisanteries. Celui de Rançon, que porte la mère, n'est pas non plus très reluisant pour succéder à la marquise de Pompadour, déjà très critiquée comme issue de famille bourgeoise. Il fallut un fameux coup de pouce. La dame Anne Bécu, femme Rançon, est supposée veuve d'un premier mari, Gomard de Vaubernier. Le mariage était imaginaire, le mari ne l'était pas absolument. Un moine dans le goût de l'époque, Jean-Jacques Gomard, était peut-être le père de Jeanne Bécu : la mère, en tout cas, se plaisait à la lui attribuer. Ce Gomard est maintenant prêtre à Saint-Eustache. Pour la circonstance, le contrat et l'acte de mariage lui font, à lui aussi, un bout de toilette. Il devient feu « Jean-Jacques Gomard de Vaubernier, intéressé dans les affaires du roi ». Le ménage Rançon est promu, pendant qu'on y est, à la particule : monsieur et madame Rançon de Montrabe.

Le notaire inscrit ce qu'on veut, mais, à l'église, il est nécessaire de sauver un peu les apparences. Il fallait au moins un acte de baptême constatant la naissance légitime de l'enfant, plus un acte de décès constatant la mort du père mythique. On y arrive par des faux, qui auraient mené à l'échafaud leurs auteurs si l'on y avait tant soit peu regardé. Il y avait même des erreurs matérielles dans les pièces fabriquées, mais il était entendu que l'autorité ecclésiastique n'ouvrirait

qu'un œil et, pour éviter les indiscrets, le mariage fut célébré à cinq heures du matin en l'église Saint-Laurent.

Madame du Barry est maintenant en règle. On peut la « présenter ». Elle ne manque aucune de ses trois révérences. Elle n'est ni une poissarde, ni une grisette. Talleyrand, qui s'y connaît, écrit : « Quoique madame de Pompadour eût été élevée et eût vécu dans la société financière de Paris, qui était assez distinguée alors, elle avait mauvais ton, des manières de parler vulgaires, dont elle n'avait pu se corriger, même à Versailles. Elle différait en tous points de madame du Barry, qui, moins bien élevée, était parvenue à avoir un langage assez pur... ; elle aimait à parler et elle avait attrapé l'art de conter assez gaîment. » Les anecdotes qui traînent partout sont plus qu'invraisemblables ou reposent sur des confusions peut-être voulues. Le mot fameux : « La France, ton café f... le camp » en est le type. « La France » est le nom du valet de pied. En fait, loin de tutoyer le roi, madame du Barry ne lui parle qu'à la troisième personne. Louis XV s'exprime toujours en bons termes et n'aime pas ceux qui en emploient d'autres.

Passons aux derniers chapitres de cette vie cahotée. La liaison presque officielle de madame du Barry avec le duc de Brissac, ami des idées nouvelles, lui fait saluer avec faveur les débuts de la Révolution. Brissac, gouverneur de Paris, est arrêté après la prise de la Bastille et ramené à Paris, qu'il a quitté pour ses terres d'Anjou. Il est relâché, mais reste suspect, bien qu'il applaudisse à la nuit du 4 août qui abolit les privilèges. Quand l'émigration commence, Brissac reste à Paris et madame du Barry à Louveciennes. Malgré les journées d'octobre, les incertitudes et l'insécurité, les fêtes continuent. Le 10 janvier 1791, on tire la fève des rois chez Brissac : il est tard, il fait froid, madame du Barry ne rentre pas à Louveciennes. Cette même nuit, son château est cambriolé, ses bijoux volés. Son joaillier en dresse la liste et la publie avec promesse de 2 000 louis pour qui les fera retrouver : grave imprudence à cette époque de jalousie et de défiance. On se demande si le vol est réel, s'il n'est pas prétexte à déplacements quand on apprend que les bijoux volés sont à Londres et que les voleurs y ont été arrêtés. Madame du Barry obtient de partir pour l'Angleterre afin d'assister au procès, ce qui

ne laisse pas de surprendre, car les tribunaux anglais ne sont pas compétents pour connaître d'un vol commis en territoire étranger.

Quoi qu'il en soit, la voilà à Londres au mois de février 1791. Elle voit peu de monde, reconnaît ses bijoux et revient précipitamment au bout de quelques jours. Pourquoi? A-t-elle une mission à remplir? L'enquête, il est vrai, se poursuit aussi en France, mais madame du Barry ne s'y attarde pas et, dès le début d'avril, on la revoit en Angleterre. C'est une navette incessante. Elle est revenue en France quand, le 8 octobre, le juge instructeur réunit tous les témoins à Versailles pour recueillir les dépositions. Elle se déclare veuve et âgée de quarante ans. En réalité, elle en a quarante-huit. Son état civil, falsifié pour son mariage, l'avait rajeunie de trois ans. Elle en ajoutait ou plutôt en retranchait encore cinq. Quant à son mari, il était bel et bien vivant; c'est lui qui deviendra veuf. Il se remariera le 7 thermidor, an III, et ne mourra qu'en 1811, presque octogénaire, oublié, ou plutôt n'ayant jamais été connu. On ne l'avait même pas guillotiné avec son frère.

Madame du Barry, moins prudente, sera moins heureuse. Brissac, commandant de la garde constitutionnelle qui a succédé aux gardes du corps, est de plus en plus suspect. L'Assemblée Législative l'envoie devant la Haute Cour d'Orléans, le 29 mai 1792. Il aurait pu fuir. Il refuse et sera massacré à Versailles avec les autres prisonniers qu'on ramène d'Orléans à Paris au moment des massacres de septembre. Quelques jours après, madame du Barry, brisée de douleur, repart pour l'Angleterre. C'est son quatrième voyage (octobre 1792). Les fameux bijoux en sont-ils la raison? C'est en tout cas celle qui fut alléguée et qu'accepta le ministre de l'Intérieur, Lebrun, pour accorder le passeport (21 septembre 1792), le jour même où la Convention, réunie de la veille, abolissait la royauté. Madame du Barry joue gros jeu; elle emmène, déguisée en femme de chambre, la duchesse d'Aiguillon. A Londres, il n'est pas beaucoup question de ses diamants. On n'en retrouva jamais trace depuis, soit qu'ils fussent une fiction, soit plutôt qu'elle ait pu les faire vendre par des intermédiaires discrets. Ce qui est certain, c'est qu'elle

a de l'argent et aide les émigrés dans la gêne, surtout les prêtres et évêques réfractaires. Dans son salon, on ne se gêne pas pour commenter ce qui se passe à Paris. Elle assiste aux services célébrés après la mort de Louis XVI.

Comment expliquer après cela, alors que Londres est plein d'espions et qu'elle le sait, son retour en France? Pour ne pas être portée comme émigrée, dira-t-on, ce qui entraînait la confiscation des biens. Mais elle sait bien que déjà les scellés sont sur Louveciennes. Tout le monde lui déconseille de se jeter dans la gueule du loup. Est-ce insouciance? Est-ce folle témérité? Elle quitte Londres, le 1er mars 1793, et attend à Calais jusqu'au 17 le renouvellement de son passeport. Avait-elle une mission secrète? Espérait-elle plus simplement sauver les intérêts de certains émigrés grâce à ses propres relations? Les émigrés se trompent facilement sur l'état des esprits du pays qu'ils ont quitté. Elle n'a pas cette excuse.

Son procès ne fut pas brusqué comme tant d'autres. Il dura deux jours. On n'en était pas à la grande Terreur. Il y avait encore des interrogatoires, des témoins, des avocats. Le jury délibéra une heure un quart, plus longtemps que pour Marie-Antoinette. La du Barry fut condamnée, non pour les motifs vagues et impersonnels qui étaient invoqués quand on n'en avait pas de meilleurs, mais pour avoir, « au cours de voyages, sous des prétextes préparés », fourni aux ennemis de la Révolution « des valeurs en argent ». Elle ne pouvait guère dire le contraire. Si elle ne fut pas courageuse au dernier moment, elle l'avait été beaucoup en revenant volontairement, dans un intérêt qui n'était sûrement pas le sien, affronter un danger sur lequel elle ne pouvait pas se faire illusion.

*
* *

Danton est discuté. Il s'y attendait. « Qu'importe que nos noms soient flétris, pourvu que la France vive! » Il n'a pas préparé sa défense devant la postérité. Il n'a laissé ni papiers, ni mémoires. Il ne soignait pas sa publicité. Il ne surveillait pas la reproduction de ses discours dans les journaux, il n'écrivait pas d'articles apologétiques, il n'écrivait pas du tout. « Je n'écris jamais », a-t-il dit. C'était à peine une exa-

gération. On l'accuse de vénalité, et il est difficile de croire, vu la qualité et la concordance des témoignages, qu'il n'ait rien touché du roi, comme beaucoup d'autres. « C'est un bois », disait Mirabeau, qui était un habitué de ce bois. On l'a accusé aussi d'avoir tripoté dans les fonds secrets au moment où il est membre — et en fait chef — du « Comité exécutif provisoire », de la chute du roi (10 août 1792) à la réunion de la Convention (21 septembre). Il n'a jamais voulu en rendre compte à la Convention, ce dont on ne peut pas trop le blâmer, car les fonds secrets sont par définition affaire de confiance et non matière à discussion publique. On lui a reproché aussi d'avoir acquis des terres sous la Révolution, mais il ne s'en cachait pas : il traitait par devant notaire, non par personnes interposées comme quand on fait quelque chose de répréhensible.

Danton n'est pas homme à tenir un livre de dépenses et de recettes. Il n'est pas plus regardant pour toucher que pour verser. Mathiez voit en lui un corrompu professionnel. Alors, il a dû s'y prendre bien mal, car il n'a pas laissé de fortune, et l'aisance bourgeoise qu'on lui connaît ne dépasse pas ses gains vérifiables d'une façon extraordinaire, surtout pour une époque de monnaie instable et d'assignats dépréciés. Tout bien compté, on ne lui trouve que 166 000 livres d'origine indéterminée, ce qui, à sa mort, en assignats d'avril 1794 ne valant plus qu'un tiers, n'est pas impressionnant. Danton a l'argent facile : ce n'est pas un homme d'argent. Sa façon de thésauriser en achetant des lopins de terre dans son pays natal est d'un petit bourgeois, non d'un spéculateur. Il n'est pas un paysan du Danube, il reste en lui du paysan.

Danton a été frappé comme « indulgent ». On le redevient pour lui. M. Mirkine Guedzevitch, qui lui consacre une étude intéressante et objective dans les *Hommes d'État*, n'est pas sujet à caution. Il parle de ce qu'il sait et sans idée préconçue. Il est directeur-adjoint du Cercle d'études de la Révolution française à la Sorbonne, il s'applique à comprendre, non à juger. Mathiez a toujours l'air de considérer Danton comme un ennemi personnel, ce qui diminue, même quand il a raison, la valeur de ses raisons. Pour lui, Danton n'est pas seulement un corrompu, c'est un défaitiste. Il ne croit pas que la France,

même soulevée par l'enthousiasme révolutionnaire, puisse résister à une coalition européenne. Est-ce une erreur? Il cherche à désagréger la coalition en profitant des oppositions d'intérêt entre les coalisés. Est-ce une trahison? Il est difficile de trouver à priori mauvaise ou antipatriotique une tactique aussi classique. Elle n'a pas réussi au commencement de la Convention, elle réussira à la fin. Danton négocie en sous-main avec le roi de Prusse, par des intermédiaires qui ne sont pas toujours recommandables. Quand sont rompues les relations diplomatiques régulières, on n'a pas l'embarras du choix. Le « secret du roi » est-il plus exemplaire que le secret de Danton? Dans la victoire de Valmy, il voit une occasion d'écarter l'armée prussienne plutôt que de l'écraser. Est-ce si mal vu? « Valmy fut une victoire, non une bataille », dit M. Mirkine Guedzevitch. C'est ce que Danton avait compris tout de suite. Il n'est pas dupe, même quand il s'en sert, de la phraséologie obligatoire en temps de guerre et encore plus en temps de révolution. C'est en cela qu'il est un réaliste, un homme politique, non un politicien. Il ne se paie pas de mots, ce qui ne prouve pas qu'on l'ait payé.

Un homme d'État n'est pas un théoricien. Sieyès n'est pas un homme d'État. A-t-on eu raison de choisir Danton et non Robespierre comme type de l'homme d'État sous la Révolution? Un homme d'État est un homme d'action. Il poursuit un but, un but immédiat, ou tout au moins proche. Quand il parle — et il le faut bien sous un régime d'opinion — c'est pour obtenir une adhésion, une approbation, un appui du pays ou de ceux qui le représentent. Un discours, en ce cas, n'est ni une œuvre d'art, ni un exposé métaphysique. Les discours de Danton sont souvent mal composés. Il ne les écrit pas, ils ne sentent pas l'huile, ils ne les orne pas de citations latines, bien qu'il soit capable d'improviser dans la langue de Cicéron. Une seule chose le préoccupe, c'est d'aboutir.

Aboutir à quoi? A créer un organe de gouvernement dans un pays qui, par phobie du pouvoir absolu dont il sort, a une défiance instinctive de tout pouvoir exécutif. Les démocraties ont toujours grand'peine à constituer un gouvernement fort et c'est justement ce dont elles ont le plus besoin. La Constitution de 1791 créait une monarchie constitutionnelle déjà bien

faible ; l'Assemblée Législative ne l'a pas laissée fonctionner. Quand le roi est suspendu de ses fonctions, Danton est élu en tête du Conseil exécutif provisoire élu par l'Assemblée hors de son sein. Condorcet explique à merveille ce choix de Danton, pour lequel on lui reprochait plus tard d'avoir voté : « Il fallait dans le ministère un homme qui eût la confiance de ce même peuple, dont les agitations venaient de renverser le trône. Il fallait dans le ministère un homme qui, par son ascendant, pût contenir les instruments très méprisables d'une révolution utile, glorieuse et nécessaire, et il fallait que cet homme, par son talent pour la parole, par son esprit, par son caractère, n'avilît pas le ministère, ni les membres de l'Assemblée Nationale qui auraient à traiter avec lui. »

Le Comité provisoire est déjà un Comité de Salut public, mais les collègues de Danton n'en ont pas conscience. Ce sont de braves et honnêtes citoyens, respectueux des formes, auxquels les circonstances imposent un rôle pour lequel ils ne sont pas faits. Roland écrit de belles circulaires pendant les massacres de septembre. Danton, pas plus que lui, n'est capable de les arrêter. Il n'en parle pas dans son célèbre discours du 2 septembre, le jour où ils commencent, au risque de paraître les couvrir ou les approuver. « Le tocsin qui sonne va se propager dans toute la France. Ce n'est pas le tocsin d'alarme, c'est la charge sur les ennemis de la patrie. » L'ennemi du dehors est à nos portes. C'est contre lui que Danton voudrait détourner la fureur populaire. Il n'est pas pour les massacres, mais il aime encore mieux passer pour les avoir approuvés que pour avoir été hors d'état de les réprimer. C'est une idée qu'on n'est pas forcé de partager, mais dont la sauvage grandeur n'est pas d'un démagogue subalterne.

*
* *

Un volume impatiemment attendu et d'une actualité malheureusement incontestable, c'est le tome XI (première partie) de la *Géographie Universelle*, de Vidal de la Blache et Gallois, sur *l'Afrique du Nord* (Colin). L'auteur, M. Augustin Bernard, professeur à la Sorbonne, a consacré toute sa vie à l'étude de

cette région. Il est un des hommes les plus avertis des choses de l'Islam, particulièrement de notre Islam.

Notre Afrique du Nord était célébrée dans le monde entier, hier encore, comme une des plus brillantes réussites de la colonisation. Aujourd'hui, elle donne un spectacle qui attriste. Pourquoi ?

On ne peut pourtant pas nous reprocher ce qui est la cause principale de nos difficultés. La population indigène a remarquablement augmenté sous le régime français, qu'on cherche à peindre comme un joug. Il y a maintenant 17 millions d'habitants dans l'Afrique du Nord. Défalquons le million d'habitants du Maroc espagnol et de la zone de Tanger. Il reste 16 millions d'habitants dans l'Afrique du Nord française, dont plus de 14 600 000 indigènes.

Combien y en avait-il à notre arrivée ? Il n'existait, en ce temps-là, aucun recensement, ni même aucune évaluation. On estime, d'après les chiffres, eux-mêmes sujets à caution, de nos premiers recensements, la population de l'Algérie, en 1830, à 2 millions d'habitants. Le recensement de 1851 en dénombrait 2 300 000, celui de 1886 arrivait à 3 300 000, celui de 1936 atteint 6 200 000, pour un territoire, il est vrai, plus étendu vers le sud. En Tunisie, on évalue à 1 500 000 la population indigène lors de l'établissement du protectorat, en 1881 ; elle est aujourd'hui de 2 400 000. Au Maroc, il était absolument impossible de risquer aucune approximation sous le régime anarchique qu'on appelait improprement l'indépendance. En 1926, pour la première fois, nous disposons d'un recensement, et encore bien imparfait. Le dernier, celui de 1936, nous donne plus de 6 millions d'habitants indigènes pour la partie française. L'augmentation saute aux yeux, surtout dans les villes où, en dix ans, elle atteint 400 000 âmes, sans que les districts ruraux se soient dépeuplés. Casablanca avait 700 habitants en 1830 ; elle en a 258 000 en 1936, dont 74 000 Européens : elle a dépassé Alger.

On voit combien était fallacieuse la prétendue loi démographique en vertu de laquelle les races indigènes devaient disparaître au contact des peuples de civilisation supérieure. Si elles ont plus ou moins disparu dans certains pays anglo-saxons, comme l'Amérique du Nord et l'Australie, ce n'est

pas automatiquement. On les y a aidées. On avait cru constater un phénomène de ce genre en Algérie de 1866 à 1872. La population indigène avait, en effet, diminué, mais pour des raisons indépendantes de notre présence : choléra de 1867, famine de 1868, insurrection de 1871. La reprise, depuis, a été saisissante et de plus en plus accentuée : le progrès a été de 440 000 de 1926 à 1931, de 613 000 de 1931 à 1936.

Il est certain que cette multiplication des indigènes pose un problème. L'Algérie, à plus forte raison la Tunisie et le Maroc, sont en grande partie de valeur agricole médiocre et même nulle. La colonisation européenne a encore aggravé cette situation en occupant une partie des terres cultivables. Une année de sécheresse est une calamité, en dépit des travaux de captation et d'irrigation que nous avons poursuivis et qui ont réduit la zone désertique. Même en temps normal, beaucoup d'indigènes doivent recourir à une émigration saisonnière pour assurer leur vie et celle de leur famille. Au Maroc, dans les régions au sud du Haut-Atlas, on calcule que le tiers de la population mâle adulte est sans cesse absente pour cette cause. La présence des Européens n'y est pour rien. Au contraire, remarque M. Augustin Bernard, « sur une surface plantée en vignes, le salaire payé à l'indigène est environ sept fois supérieur » au bénéfice qu'il tirerait du sol s'il en était possesseur.

Le mécontentement indigène, qu'il n'y a pas lieu de méconnaître, vient de causes accidentelles habilement exploitées par des propagandes étrangères. Un mouvement nationaliste existe dans les populations des villes, à demi-instruites et faciles à duper par qui flatte la bonne opinion qu'elles ont d'elles-mêmes. Le réveil de l'Asie, l'indépendance revendiquée et, sur certains points, relativement obtenue par des pays similaires d'Orient, ont ravivé le vieux sentiment xénophobe qui sommeille au cœur des masses musulmanes, même après un siècle de collaboration souvent loyale et fidèle. Le paradis communiste n'est pas celui de Mahomet, mais la prédication révolutionnaire et matérialiste sait se déguiser sous des dehors sympathiques à toutes les croyances. Plus discrètes encore sont les propagandes des héritiers présomptifs, qui auraient vite fait, s'ils réussissaient, de démontrer, par les

actes, aux indigènes que le régime français a du bon, et vaut mieux pour eux en tout cas que tels autres moins humanitaires et moins indifférents aux questions de race.

Cette agitation politique resterait malgré tout superficielle si elle ne trouvait une base dans la misère des populations. L'insuffisance et, en plus, la mévente des récoltes affame un pays qui ne peut acheter que par voie d'échange. Le commerce, longtemps l'orgueil et le salut de l'Afrique du Nord, est dans le marasme. L'Algérie, en 1930, avait un commerce extérieur de 10 milliards dont 8 avec la France ; il est tombé de moitié, de plus encore, si l'on tient compte de la dépréciation du franc. La Tunisie souffre presque dans la même proportion. Au Maroc, où la France ne jouit d'aucun tarif préférentiel, nos échanges ont baissé des deux tiers en quelques années : près de 2 milliards en 1929 contre 720 millions aujourd'hui.

Nous avons été trop optimistes ; ne versons pas dans un pessimisme qui ne serait pas moins excessif. Quatre années de sécheresse consécutives sont presque sans précédent. Ne décourageons pas les indigènes éclairés et réfléchis, qui savent fort bien que notre départ rouvrirait l'ère d'insécurité, d'anarchie, de guerres civiles, à laquelle la paix française a mis fin. Sans parler de la guerre entre tribus, il y a eu, de tout temps, guerre entre les villes et les nomades. On a beaucoup insisté sur le sort des « presidios » espagnols, Ceuta et Melilla, éternellement assiégés par les tribus voisines, avec leurs portes fermées tous les soirs et aucune habitation hors des murs. Mais, remarque un autre éminent spécialiste du Maghreb, M. Émile Gautier, c'était naguère le sort commun de toutes les villes, et la présence des Espagnols n'y changeait pas grand'chose. Nous le voyons mieux au Maroc, parce que l'action du gendarme européen y est récente : avant lui, il en était de même dans toute l'Afrique du Nord. C'était l'état normal, et il le redeviendrait si nous n'étions plus là, d'autant plus que les villes actuelles ont une richesse, un attrait sur l'homme du bled que les anciennes n'ont jamais connus.

A. ALBERT-PETIT

L'INSTITUT BUTANTAN

Parmi les multiples curiosités qu'offre le Brésil, et en particulier l'État de São Paulo, à l'attention du voyageur, une des plus frappantes est sans aucun doute le célèbre « Instituto Sérumthérapico » ou « Instituto Butantan ».

Cet Institut est situé à quelques kilomètres de la ville de Saint-Paul.

Les Anglo-Saxons, amateurs de slogans, l'ont baptisé le « Butantan Snake Farm ».

Le « Butantan » est bien, en effet, la ferme des serpents. Des reptiles, envoyés de toutes les parties du pays, y sont gardés, nourris, étudiés et croisés sous l'œil attentif de médecins spécialistes.

Cet Institut est indispensable dans une contrée où la nature cache dans la splendeur végétale les plus graves dangers.

Depuis sa fondation, qui remonte à 1899, l'Institut a fait preuve d'une telle vitalité qu'en moins de trente ans ses bienfaits se sont étendus à toutes les agglomérations, à toutes les campagnes d'un pays dont la superficie est quatre-vingts fois celle de la France, deux cent soixante-dix fois celle de la Belgique — et cela grâce à un subside de 2 000 contos [1] que lui alloue annuellement le Gouvernement brésilien. L'Institut couvre aujourd'hui une superficie de 435 hectares et comporte 56 bâtiments.

1. Environ 4 millions de francs.

Le directeur général de l'Institut, le docteur Afranio do Amaral, qui m'a réservé le plus aimable des accueils, a tenu à me faire visiter lui-même la vaste installation qu'il dirige et à laquelle il a consacré son existence.

La visite de tous les bâtiments prend plusieurs heures, car cette vaste « fazenda [1] » est « self supporting », c'est-à-dire qu'elle se suffit à elle-même, et qu'il est peu de denrées qu'elle ne produise sur son sol, d'objets qu'elle ne fabrique dans ses ateliers.

Une telle organisation est nécessaire, car chacun ici, aussi bien les médecins, leurs aides et leurs élèves, que les ouvriers attachés à la terre, a la volonté de s'isoler pour travailler. Cette communauté vouée à la recherche scientifique comprend 260 personnes. Des écoles y instruisent les enfants (aujourd'hui au nombre de 440), le bétail et les jardins les nourrissent, les terrains de sports leur offrent des délassements physiques.

Le personnel se dénombre ainsi :

18 médecins pratiquants, 4 médecins suppléants, 6 préparateurs scientifiques, 18 préparateurs techniques, 18 auxiliaires techniques, 2 bibliothécaires, 6 employés correspondants, 1 comptable, 4 chefs de service technico-administratifs, 30 adjoints aux laboratoires.

On obtient le nombre de 260 en ajoutant à cette liste les ouvriers maçons, charpentiers, jardiniers, etc. (à peu près tous les corps de métiers).

L'Institut, qui est divisé en 24 départements, comprend un hôpital ; il distribue annuellement à tous ses correspondants une publication : *Memorias do Instituto Butantan*, qui consigne ses expériences, ses dernières découvertes et ses projets.

Toute cette organisation n'a qu'un but : l'étude du serpent.

Le Brésil, terre tropicale, dont la luxuriance incohérente défie la description, semble, comme aux ères primitives des continents, défendre sa splendeur contre les attaques industrieuses de l'homme. Ses forêts et ses déserts, pleins de surprises, abritent, sous le regard de l'impassible orchidée, le

1. Propriété pouvant aller de 300 à 100 000 hectares.

venin des reptiles et des insectes, gardiens inconscients des forces naturelles.

Les voyageurs venus d'Europe, que leur avide curiosité pousse au cœur des forêts vierges, s'imaginent aisément que là est le vrai domaine des reptiles.

Le Butantan, pourtant, enchaîne notre imagination et nous assure avec une rigueur scientifique que ce n'est pas là que le danger est le plus grand. C'est dans les terres cultivées que les serpents sont les plus nombreux : ce qui rend la situation particulièrement tragique pour les travailleurs.

Dans les forêts, m'a expliqué le docteur A. do Amaral, vit un petit nombre de serpents, et il est vraiment très rare d'en rencontrer. Chose singulière, le serpent déserte la forêt ; ses chances de trouver sa nourriture y sont trop faibles, car c'est dans le « Matté » qu'il rencontre ses plus cruels ennemis. En effet, oiseaux de proie et mangoustes lui font la chasse ou lui disputent son butin, de sorte que sa subsistance y est toujours précaire.

Le serpent s'avance donc vers les terres défrichées où ses ennemis le suivent rarement. Prenant ainsi la clef des champs, le serpent a été depuis longtemps devancé par des légions de rats, de mulots, de lapins et autres rongeurs qu'attire l'accessible appât des céréales, et c'est d'eux qu'il fait sa principale nourriture.

Le serpent bien nourri abondera, et sa multiplication se fera sans entraves. Ses espèces principales et ses variétés infesteront les contrées dépourvues de bois, celles précisément que recherche l'agriculteur, ou qu'il a aménagées.

Nous voyons donc comment, en somme, l'exploitation des campagnes encourage fatalement le développement du serpent, et nous saisissons déjà toutes les difficultés de ce problème, en apparence fort simple, mais qui en réalité a les conséquences économiques et sociales les plus graves.

Le propriétaire brésilien doit exterminer les serpents, qui sont un danger permanent pour ses jours, mais, de ce fait, il favorise la multiplication des rats qui menacent sa récolte. Aussi le propriétaire avisé doit-il s'organiser de manière à exterminer un certain nombre de serpents, les venimeux de

préférence, et à en garder assez pour éviter la prolifération des rongeurs.

A cet endroit, le lecteur pourrait remarquer que de telles mesures sont insuffisantes. Assurément et c'est pourquoi un Institut tel que le « Butantan » est une absolue nécessité.

L'Institut s'efforce de faire face à deux problèmes, l'un d'ordre sanitaire, l'autre d'ordre économique, tous deux d'une égale importance. Sa première préoccupation sera de former des médecins spécialistes capables de soigner les hommes atteints par une morsure de serpent ; on envoie ces médecins dans tous les districts ruraux, dans les villages agricoles, et on les y maintient. Cette organisation est poussée au point que chaque « fazenda » possède son médecin propre, qui donne ses soins tant aux propriétaires qu'aux paysans. Ailleurs, un seul praticien sera suffisant pour un certain nombre de fermes de moindre importance ou « sitios [1] ».

D'autre part, il s'agit de faire l'éducation du fermier. Il faut lui apprendre à reconnaître les serpents [2] et autres animaux réputés venimeux, à renoncer à toute méthode de soins empiriques [3] et à faire appel, immédiatement, au médecin compétent. Le fermier fera de même pour les insectes, et pour quelques espèces d'araignées qui portent un venin plus virulent que le plus dangereux des reptiles. Il faut qu'il apprenne à protéger les reptiles inoffensifs et à leur laisser le soin de détruire les ennemis de ses cultures. L'intéressé, par exemple, favorisera particulièrement le constrictor, appelé « mussurana », parfaitement insensible à tout venin, et qui, facilement apprivoisé, peut remplir dans un jardin le rôle de chat chasseur de souris [4].

Les mêmes propriétaires, qui bénéficient si largement des

1. Petite propriété de moins de 300 hectares.

2. 180 espèces de serpents ont été découvertes au Brésil, dont 10 sont venimeuses, et particulièrement communes.

3. Dans certaines provinces des États-Unis, des campagnards croient encore qu'une simple ligature suffit à empêcher la circulation du venin dans le sang, et qu'une dose exagérée de whisky fait office d'antidote.

4. Près de Rio de Janeiro, dans une localité du bord de la mer, appelée Banderrantes, le propriétaire d'un petit restaurant voulut m'apporter son mussurana et me l'enroula autour du cou et des épaules. C'était une bête de près de trois mètres de long, effrayante, mais parfaitement inoffensive.

bienfaits de la science, se mettent en rapport avec le « Butantan » afin d'unir leurs efforts à ceux de l'Institut et de former ainsi une vaste collaboration. A cet effet, l'agriculteur fournira à l'Institut tous serpents venimeux utiles à ses expériences ou tout animal nouvellement découvert, dont le venin, mis à l'étude, est susceptible d'ouvrir à la science de nouveaux horizons.

Chaque propriétaire, grand ou petit, possèdera désormais sa fiche personnelle, gardée à jour par l'administration du Butantan. Plusieurs milliers de fiches sont là, tenues avec le plus grand soin ; d'un côté s'inscrit la liste des médicaments et des soins fournis au correspondant, de l'autre côté est porté, au crédit de ce dernier, le nombre de serpents, scorpions, araignées, moustiques, crapauds qu'il a capturés, et aussi des plantes médicinales qu'il a pu fournir pour les besoins du laboratoire.

L'Institut adresse gratuitement, en vertu d'une loi votée par le Gouvernement brésilien, à tous ses affiliés de multiples boîtes spéciales sorties de ses propres ateliers, boîtes de diverses grandeurs, en bois ou en verre, et distribue des pièges pour la capture des animaux.

Le docteur Afranio do Amaral m'a mis sous les yeux maintes statistiques prouvant les services rendus au pays ; elles témoignent toutes de la bonne volonté et de la compréhension des classes dirigeantes comme des paysans.

Je ne veux pas couvrir ces pages de graphiques, ni reproduire ici des listes de chiffres, quelle que soit leur éloquence ou leur intérêt : qu'il suffise de dire qu'en 1910, 2 695 serpents furent soumis à l'examen des spécialistes, tandis qu'en 1937, le nombre des envois s'est élevé à 29 252. C'est montrer assez clairement combien la population s'est intéressée à cette œuvre de protection.

Lors de ma visite au célèbre Institut, j'eus la chance de visiter les diverses sections de cette vaste entreprise, et j'ai constaté, de nouveau, combien sont admirables les précisions et les scrupules dont s'entoure la recherche scientifique.

L'Institut abrite dans ses murs environ 10 000 animaux consacrés aux expériences. Ici, les chevaux et les mulets ; là, les cobayes et les volailles dans un état parfait de propreté.

Le poison prélevé sur les animaux venimeux est injecté par doses variables aux sujets d'expériences. Sur les tumeurs produites par les réactions individuelles sont prélevées les matières avec lesquelles on prépare les sérums antidotes.

Il n'est peut-être pas inutile de rappeler brièvement le processus de la morsure du serpent.

Le serpent porte à la mâchoire supérieure, l'une à droite, l'autre à gauche, des incisives, deux dents effilées comme une arête de poisson et en forme de crochets ; leur longueur peut atteindre 2 centimètres et plus. Chacune est percée d'un canal d'une grande finesse, fort comparable à celui d'une aiguille à injection. Ce canal se termine un peu avant l'extrême pointe de la dent destinée à pénétrer les chairs. A la racine de la dent se trouve placée une poche de venin. A la moindre pression, la poche se déchire et le liquide empoisonné se fraie un chemin dans le conduit naturel et pénètre la chair blessée. Le poison peut être actif au point d'engourdir entièrement le corps d'un homme en l'espace de quelques heures, causant, au moment de la morsure, une commotion pareille à celle d'une décharge électrique. Peu après, l'incisive tombe, comme ébranlée jusqu'en ses fondements, mais la nature prévoyante donne au reptile une conformation telle qu'en peu de jours, une ou deux nouvelles dents redonnent à l'animal tous ses moyens de défense.

J'ai vu avec beaucoup d'intérêt prélever ce venin. L'opération se fait au ralenti.

L'animal est maintenu immobilisé, la gueule ouverte. Le maxillaire supérieur est peu à peu appuyé sur une feuille de caoutchouc, tendue sur un verre de cristal. Les incisives percent aisément ce couvercle, rencontrant toutefois la résistance voulue ; la gencive est pressée et lentement les gouttes de venin tombent au fond du verre.

Ce poison, desséché, conserve longtemps toutes ses propriétés. C'est ainsi que les Indiens s'en servent encore pour enduire la pointe de leurs flèches ou de leurs javelots.

Après cette opération, la dent peut être aisément détachée, sans souffrance aucune pour l'animal, et l'on distingue dans la gencive l'embryon d'une dent nouvelle.

Certains serpents emploient une tout autre méthode, car

ils ne portent aucun venin, ou même ne possèdent pas une dentition qui leur permette de mordre : tel est le cas du boa constrictor.

Ceux-là se jettent sur leur proie, s'enroulent autour d'elle, et la serrent de leurs anneaux jusqu'à l'étouffement.

Ces mots « boa constrictor » font image en portugais : boa voulant dire beau, excellent ; et constrictor, l'écraseur, l'étouffeur.

Ce fut Vital Brazil, éminent biologiste brésilien, qui, le premier, en 1901, présenta un rapport à l'Institut Butantan sur l'emploi qu'il faisait du poison pur pour la préparation des sérums.

Les progrès réalisés depuis cette époque sont considérables, et leurs effets sur les chevaux, en particulier, sont d'un puissant intérêt.

Le docteur Afranio do Amaral m'a fait part de l'espérance qu'il avait de voir, un jour, les chevaux du Brésil totalement immunisés. Ceux qui sont confiés à ses soins montrent déjà, après de longs traitements, de telles qualités réactives à l'endroit des morsures de serpents que, ces dispositions étant héréditaires, il lui semble permis de croire à la création d'une race de chevaux quasiment invulnérables [1].

Les serpents du « Butantan » sont groupés dans de vastes fosses creusées dans le sol, et dont les parois de béton fort lisses préviennent toute fuite. De petites huttes pourvues d'ouvertures, à la manière des habitations esquimaudes, leur servent de refuges et de nids.

On peut les voir dans ces enclos, noués les uns aux autres, en grappes monstrueuses. Quelques-uns dorment ou sommeillent. Quelques autres se traînent avec paresse, ou se meuvent avec une si prodigieuse célérité qu'il semble qu'un homme à la course ne pourrait les devancer.

Ailleurs, on peut contempler les « parfaits étouffeurs ». Ils font saillir leurs muscles puissants au moindre mouvement de leur corps agile. Leurs gueules ouvertes et menaçantes, leurs yeux mauvais dès qu'un gardien les dérange, trahissent leur férocité. Parfois, il se ruent à l'assaut d'un arbuste, s'enrou-

1. Cette théorie est très discutée par certains biologistes, des essais du même genre ayant été tentés en Amérique du Nord sans donner de résultats pratiques.

lent au tronc rêche et l'escaladent. Ils s'enlacent aux branches, ou s'y suspendent, montrant parfois leurs têtes triangulaires qui se coulent entre les feuilles, jetant de tous côtés, tous à la fois, une sorte de cri de méfiance.

Mais si la peur de la faim ne les tiraille pas, calmes et repus, le ventre enflé et hors de toutes proportions, on les voit laisser passer à côté d'eux d'insouciantes souris sans s'émouvoir.

Ici, le serpent à sonnette secoue le bout de sa queue, aux écailles desséchées et transparentes. Là, un petit reptile couleur corail et laque noir cache sa virulence sous un air innocent. Plus loin, un « fer de lance », le plus redoutable de tous, se glisse dans l'herbe, anxieux de hâter sa mue, et sème ses peaux mortes jusqu'à ce qu'il apparaisse vêtu de neuf et brillant dans l'ombre, tandis qu'un cobra balance son col souple et s'enfle comme une voile.

J'étais muet d'étonnement devant ce tableau, cette surprenante collection, cet élevage peu commun. Une crainte obscure m'étreignait, et, songeant aux campagnes tropicales, à leurs féeriques apothéoses, il me semblait voir surgir partout l'ombre des antiques Gorgones semant la ruine sur leur passage, changeant en déserts pierreux les contrées qu'elles parcouraient.

La voix du docteur A. do Amaral me rappela au sentiment du réel.

— En moins de trente ans, — me dit-il avec fierté, — nos efforts ont atteint le but poursuivi ; sur 100 décès dans la population, 90 étaient attribuables aux serpents : nous avons abaissé le taux de cette mortalité à 3 p. 100.

Il ne m'en dit pas davantage : cette constatation est d'une telle éloquence que c'est sur elle que je veux terminer ce court article.

COMTE D'ARSCHOT

TABLEAUX DE PARIS ET DE LONDRES

Nous avons vu se fermer l'Exposition. — Le poids de cette cité vide nous est d'autant plus lourd qu'aucune décision n'a été prise au sujet de l'invraisemblable suggestion d'une réouverture possible, l'an prochain.

*
* *

Nous avons eu des Ballets Polonais. — Ils furent inaugurés aux accents de *la Marseillaise* et de l'*Hymne National* de nos alliés des pays froids. Mais nous devons reconnaître que, pareils en ceci à notre Exposition, les *Ballets Polonais* n'étaient pas au point. De Varsovie, où leurs progrès naissants avaient surpris, ils nous furent envoyés pour s'éclairer aux rampes du Théâtre Mogador, après, d'ailleurs, que l'Exposition eût fermé ses portes.

M. Lukasiewicz, le représentant de la Pologne, est le plus charmant des maîtres de maison, le plus jeune des ambassadeurs, et l'ancien hôtel Sagan possède l'escalier le plus souhaité, pour ce qu'on appelait réception ou fête naguère, dans une ambassade, où les invités tenaient à voir autant qu'à être vus. Personne, aujourd'hui, ne reconnaît plus un visage, au delà d'une réunion de quarante invités. Le cadre dans lequel M. Jacques Seligmann exposa pendant un quart de

siècle ses acquisitions a donc moins d'importance, car on préfère, en réalité, ne plus *voir*, hélas ! — ne plus *apercevoir* ce qui se présente, un soir de gala, au seuil de la plupart des ambassades.

Les *Ballets Polonais*, lorsqu'ils nous offrirent quelques variations de magnifiques créatures, sur des arrangements de Chopin, nous firent entendre une musique chère encore à toute sensibilité française. Des avenues d'aïeules, aux amples jupes, de jeunes filles à bandeaux et petits gants blancs boutonnés aux poignets, nous seront à jamais évoquées, par ces clairs de lune de clavier, ces romances sans paroles, ces soupirs échappés aux cascades romantiques et ces enivrements à volants.

Les ballerines étaient grandes et belles. Nous devinions les contours d'une saine jeunesse sous la mousseline et, pour employer quelque facile image, empruntée à l'époque du musicien, leurs longues jambes semblaient aussi bien appartenir à Atalante qu'à Terpsichore. Mais, à dire vrai, le décor n'existait point. Ce n'était pas une draperie et moins encore, une toile peinte. Nous évoquions l'éclatante fanfare des *Ballets Russes*, lors de l'apparition de Serge de Diaghilew, au Châtelet, l'orgie de couleurs, suaves ou orientales, l'ingéniosité des décorateurs, des Benois et des Bakst, la fantaisie savante des metteurs en scène, l'éclat de cet art, depuis longtemps entretenu à la Cour impériale et qui venait de se rénover, d'éclore, de s'enlever dans un vol radieux de Nijinsky, à l'instant où allaient s'engloutir tout faste et l'Empire même.

La jeune Pologne a pour elle sa jeunesse. Les ballets nous reviendront — si Paris possède encore un théâtre — dans quelques saisons, parés de plus de science et environnés de tout ce que l'expérience et le travail prêtent au désir de bien faire et à l'imagination, qui ne peut rien sans maîtres.

*
* *

Nous avons vu quelques films. — Un beau visage et un corps heureusement proportionné assurent aux artistes de cinéma, à travers le monde, avec la rapidité de l'avion, une renom-

mée aussi surprenante que d'ailleurs fugitive. Et j'imagine qu'il existe, désormais, des cinémas au cœur des neiges et des plus vastes déserts, où l'on entend nègres et kalmouks parler de *Greta* ou de *Marlène* et vanter je ne sais quels bellâtres sans expression ou aventuriers de studio, dont les yeux trahissent à l'improviste la vie bourgeoise et cupide.

... Nous avons vu — tout le monde a voulu voir — mademoiselle Garbo, sur qui M. Alexandre Arnoux a trouvé quelques épithètes définitives, rendre le dernier soupir dans *le Roman de Marguerite Gautier*. Ses lèvres se contractaient, ses yeux demeuraient un instant ouverts, après. Il faut reconnaître là une grande simplicité. Mais *composée*, quasi immobile, comme le visage de Notre-Seigneur, à travers les enluminures d'un livre du XIIIe siècle. Nous avons l'impression qu'on placerait des fers rouges sous la plante des pieds de Greta Garbo, qu'elle conserverait encore cette face immuable, ce ravissant visage, qui passe au milieu des péripéties d'un drame, suave, privé de l'éclat que lui donnerait une existence normale et sur lequel se posent les ombres de ces maigreurs cultivées qui ont fait tant de ravages parmi les femmes.

*
* *

La reine Victoria a l'écran. — ... Nous avons eu... Quoi ?... D'autres films encore. Celui que l'on a extrait de l'existence de la reine Victoria, qui continue d'être vu à Londres avec succès. La vie de la reine Victoria évoque pour nous un étang, un lac si vous préférez, à l'apparence du calme le plus établi, alors que de rapides courants souvent le traversaient dans ses profondeurs, mais sans que la surface en fût altérée. C'est plutôt par son amour ardent et paisible pour le prince Albert, par son union, suivie de naissances nombreuses, par la mort prématurée de l'époux et l'automne monotone d'un très long veuvage, que cette vie nous frappe. Il faut y faire alterner, tantôt les épisodes d'un amour d'une grande banalité, en un temps matériel, douillet, respectable, avec l'apparition de personnages historiques. Ces silhouettes sont

curieuses à composer pour un de ces comédiens de cinéma, qui font — soyons sincères ! — moins penser, la plupart du temps, à ce qu'était jadis un véritable acteur qu'à un mannequin des Musées Grévin ou Tussaud. On ne leur demande guère, cette fois, que de surprendre par leur vraisemblance, en faisant irruption dans le drame de chambre à coucher et d'affaires diplomatiques ou d'événements politiques de cette « existence » dérobée de recluse amoureuse et de femme d'État. Le contraire de Catherine de Russie.

On s'amuse à voir dans ce film (comme au Théâtre de la Madeleine, dans la pièce si bien adaptée de l'anglais par M. André Maurois et dans laquelle mademoiselle Gaby Morlay était aussi surprenante de jeunesse, au lever du rideau, que d'embonpoint et de décrépitude, lorsque le rideau tombait), on s'amuse à voir la même artiste faire l'adolescente, au saut du lit, en « apprenant », si l'on peut dire, car elle s'en doutait bien un peu, qu'elle est devenue reine d'Angleterre et se muer progressivement en une assez forte et vieille dame, à travers les modes d'un siècle.

A la vérité, dans la dernière partie, l'actrice n'est ni assez opulente, assez écroulée et assez *maintenue* à la fois ; elle n'est ni assez royale ni suffisamment débonnaire, avec le dédain bien naturel des gens et de la vie qu'une souveraine de plus de quatre-vingts ans peut éprouver, pour les uns et pour l'autre, après un règne si continûment grandissant et si long.

Quelle différence avec la souveraineté absolue de notre Louis XIV ! Après la réussite et la splendeur outrée, ce soleil de vingt-quatre heures par jour meurt en levant ses courtines d'or fané, devant les désastres et dans l'appréhension de l'effritement de ce qu'il avait établi. Sans doute y avait-il lourdement aidé, d'ailleurs sous l'influence de madame Scarron ?

L'équivalent de cette vieille royauté d'alcôve fut évité à la reine Victoria, — cette veuve « cent pour cent ». Le peuple anglais doit beaucoup à la fidélité de cette souveraine pour son prince de Cobourg et à ses sagesses moroses. Qu'elle se fût remariée, publiquement ou secrètement, c'était pour

l'Angleterre aussi dangereux que de voir Édouard VIII épouser une charmante Américaine plusieurs fois divorcée, s'habillant avec une constance épouvantable de tout ce que fournit la mode et vraisemblablement peu disposée à comprendre qu'une existence peut être privée de plages internationales, de bijoutiers et de boîtes de nuit.

*
* *

Asmodée. — ...Nous avons eu, à la Comédie-Française, *Asmodée* qui tient la conversation chaude pendant un bon tiers des dîners.

Nous y voyons la preuve du talent de l'auteur, l'heureuse inspiration de M. Édouard Bourdet de l'avoir si promptement offerte au public et celle aussi de l'excellence (discutée) des interprètes, sauf pour l'incomparable ingénue qu'est mademoiselle Casadesus.

M. Ledoux s'est à tel point incarné dans le personnage de Tartuffe, qu'il n'a pu sortir un « M. Couture » qui fût plus près du personnage de Mauriac que de celui de Molière. Ah ! pauvre M. Ledoux, — dont j'admire les dons de composition qui rentrent dans les grandes traditions de la maison ! (M. Paul Valéry évoquait hier, à propos d'*Asmodée*, après dîner, Coquelin lui-même dans *Tartuffe*, et la puissance de composition et d'originalité qu'il y apportait.)

Les femmes trouvent que *jamais* une héroïne de la qualité physique ou plastique et je puis, peut-être, ajouter morale de mademoiselle Rouher, qui chasse le perdreau avec la collaboration d'Hermès, celui du faubourg Saint-Honoré, et qui s'en va prendre un cocktail à Biarritz, en conduisant elle-même son auto, ne tolérerait la passion, même platonique, mais brûlante — encombrante, quasi bouillante — de M. Couture, qui a pris les apparences (je cite ce que j'entends) d'un « extra » renvoyé par Potel et Chabot. Il paraît, me dit-on, que depuis la « Générale », à laquelle j'assistai, on a repiqué quelques cheveux sur le crâne de M. Couture et qu'on l'a fait changer de tailleur, c'est-à-dire que le plus observateur et scrupu-

leux des Administrateurs lui a passé, pour aller plus vite, un de ses propres complets.

— Qu'on parle de ma pièce, même en la discutant, mais qu'on en parle ! disait, paraît-il, Alexandre Dumas fils, qui était un maître, et un maître avisé.

M. Mauriac peut-être satisfait. Ses débuts d'auteur dramatique font parler. Et, cependant, la politique n'a jamais causé plus de tort, elle qui en a tant causé, de toutes sortes et des plus irrémédiables, à la conversation.

*
* *

Ventes de Jane Demarsy... et de Marguerite Gautier. — Nous avons eu, avant leur dispersion aux enchères, l'exposition des bijoux, meubles et objets composant la succession de mademoiselle Jane Demarsy.

Et, dans le cadre élégant de la Galerie Charpentier, je songeais à une autre vente, bien lointaine, évidemment, celle de Marie Duplessis, que raconte Alexandre Dumas, dans les premières pages de *la Dame aux Camélias*. Des rapprochements surgissaient dans l'esprit, en écoutant deux messieurs d'âge, assis sur une banquette, non loin du fameux collier de trente-neuf perles, dans sa cage de verre à projecteurs invisibles — échangeant ces bribes de phrases :

« — ... des pieds ravissants... — Et les mains !... — Et le profil !... ».

Les meubles étaient du meilleur XVIIIe siècle ; une pendule sans doute de Gouthière ; les petites tables d'ébénistes réputés, ornées de bronzes que l'on pourrait dire exécutés pour l'intimité, pour la petite maison, pour l'hôtel revenu des proportions peu en rapport avec la vie et la taille de l'homme que le XVIIe siècle avait imposées. Quelques objets, peu ; quelques éventails aux jambes de nacre, posés à plat comme des papillons démesurés, tout roses et bleus de brume séquanienne. Tant de mesure et de choix, une telle sélection révélaient évidemment peu de fantaisie, mais une grâce extrême, une mesure savamment établie — et conservée.

La vente de la *dame* aux Camélias, dans l'appartement « plein de curieux » où mourut la phtisique de vingt-trois ans, que tant d'actrices quinquagénaires se plurent, se complurent à nous restituer, avec autant d'ignorance de la réalité que de fâcheuses exagérations, donnant à la fille de plaisir élégante des harnachements d'impératrice de théâtre et ne voyant dans l'ouvrage de Dumas, en réalité médiocre, mais émouvant, que prétexte à toilettes, qui auraient bien surpris la pauvre Marie, la fille galante, que l'amour qui l'avait dégradée régénère.

Ce que laisse une Marie Duplessis en mourant, surtout une garde-robe nuancée, suffit à peine à dédommager les créanciers. Rien de précieux dans le domaine de l'art, un vague confortable de femme qui s'est donnée la mission de plaire — et qui réussit sans effort — mais à qui pèse, bientôt, cette réussite qu'on lui envie et qui n'est qu'une façade de fourrures, de cygne, de rubans moirés, de dentelles véritables, de fleurs fausses et de camélias frais, mais si fragiles. L'appartement sent encore ce que l'on appelle « la fête », bien aisément — et le cadavre.

« A la vente de Marie Duplessis, dit Dumas, dans quelques lignes qui évoquent un Jean Lorrain de 1847, il y avait toutes les célébrités du vice élégant, sournoisement examinées par quelques grandes dames, qui avaient pris encore une fois le prétexte de la vente, pour avoir le droit de voir de près des femmes avec qui elles n'auraient jamais eu occasion de se retrouver, et dont elles enviaient peut-être en secret les faciles plaisirs.

» Madame la duchesse de F... coudoyait mademoiselle A..., une des plus tristes épreuves de nos courtisanes modernes ; madame la marquise de T... hésitait pour acheter un meuble sur lequel enchérissait madame D..., la femme adultère la plus élégante et la plus connue de notre époque ; le duc d'Y..., qui passe à Madrid pour se ruiner à Paris, à Paris pour se ruiner à Madrid, et qui, somme toute, ne dépense même pas son revenu, tout en causant avec madame M..., une de nos plus spirituelles conteuses, qui veut bien de temps en temps écrire ce qu'elle dit et signer ce qu'elle écrit, échangeait des regards confidentiels avec madame de N..., cette belle prome-

neuse des Champs-Élysées, presque toujours vêtue de rose ou de bleu et qui fait traîner sa voiture par deux grands chevaux noirs, que Tony lui a vendus 10 000 francs et... qu'elle lui a payés ; enfin mademoiselle R..., qui se fait avec son seul talent le double de ce que les femmes du monde se font avec leur dot, et le triple de ce que les autres se font avec leurs amours, était, malgré le froid, venue faire quelques emplettes, et ce n'était pas elle qu'on regardait le moins. »

La vente de mademoiselle Demarsy ne rassemble plus un pareil public. Son tort est de ne pas être morte à la fleur de la jeunesse. Elle est un souvenir d'avant 1900. Alors, les vitrines de certains libraires ou papetiers, de certains maroquiniers et encadreurs étaient encombrées de photographies de comédiennes. Les stars internationales ne faisaient point concurrence aux artistes parisiennes. Mademoiselle Demarsy, qui était la sœur de mademoiselle Darlaud, était pensionnaire des théâtres du Gymnase, du Vaudeville, mais les rôles confiés à Jane Demarsy étaient plus courts encore que ceux que l'on accordait à mademoiselle Darlaud.

Mademoiselle Demarsy ne faisait pour ainsi dire que passer sur la scène, mais quels effluves elle répandait dans la salle. Elle était le chef-d'œuvre de la nature mis à la disposition des créatrices des chefs-d'œuvre de la mode. Eût-il été bien nécessaire qu'elle offrît par surcroît du talent? Je ne pense pas qu'elle y ait jamais songé. Après de si nombreuses années, je regrette de revoir ce nom qui s'était retiré des affiches, précédé de ce mot sinistre de *succession*. Elle est donc morte. Je pourrais dire : elle vivait donc encore? Le public est oublieux, il est ingrat (et puis, il n'aime les vieux que s'ils lui font de navrantes confessions), il consomme des idoles sans répit et son repas du jour lui fait oublier ceux de la veille.

Les jolies ondulations, le ravissant, oui ravissant profil de Jane Demarsy, me semblent aujourd'hui avoir rejoint ceux de la non moins ravissante madame Du Barry, à laquelle je pense qu'elle devait quelque peu ressembler, avec moins de vivacité dans l'expression et moins d'ambition.

Les meubles exposés dans la Galerie Charpentier pourraient avoir garni les petits appartements de Louveciennes ou de l'un quelconque de ces logis de la banlieue parisienne, dans

lesquels la maîtresse espiègle, demeurée peuple sous les vernis d'une bien rapide éducation, amusait son vieux grand prince morose et sensuel et qui possédait ce goût inné de la Parisienne, même d'adoption, à laquelle on ne verra jamais faire une fausse note, sur soi-même ou dans sa maison.

*
* *

Gertrude Stein. — ...Nous avons eu, chez Mrs Reginald Fellowes, dans la salle à manger féerique de Louis Sue, un nombreux dîner par petites tables, en l'honneur de Gertrude Stein. Cette Américaine a écrit deux volumes sur la peinture française moderne. Elle exerça, entre 1920 et 1930, une influence considérable, qui s'est fondue ; mais depuis, ses livres se vendent considérablement, en Amérique. « L'Amérique est mon lieu de naissance, mais la France est mon patelin », a-t-elle répondu en substance au toast brillant de M. Bernard Faÿ. Elle ressemble, avec la coupe de ses cheveux et la nuance de sa robe, à un moine israélite mâtiné de portugais. C'est ce qu'on appelle un cerveau. Ni Picasso, ni Marie Laurencin n'étaient présents. Et, comme disait un de mes voisins, de combien d'amis présents la prochaine œuvre (la prochaine charrette) sera-t-elle chargée?

*
* *

Karl Elmendorff. — ...Nous avons eu, aux *Concerts Pasdeloup*, dans deux festivals Wagner, le fameux chef d'orchestre allemand qui avait conduit *Tristan*, à l'Opéra, au mois de septembre : Karl Elmendorff. Il conduit l'orchestre comme, hélas ! on ne sait, ou n'ose plus le faire à Paris. Il fut acclamé, le samedi, après *Tristan* et, le dimanche, plus longuement encore, après la *Marche funèbre* et la scène finale du *Crépuscule des Dieux*.

*
* *

LONDRES

Sous la pluie glacée. — Le ciel est noir et bas sur Londres, la pluie incessante et glacée. Le fantôme des enfants auxquels Dickens a donné la vie frôle les murs des cours et des basses rues étroites, qui doublent les voies élégantes, dans *Mayfair* ou *Saint-James*.

Une nuit dans le *ferry boat*, Paris rejoint Londres, de quai à quai, moins rapidement qu'en avion et avec l'accompagnement des étranges sensations que l'on peut éprouver dans un train emprisonné dans la coque d'un bateau. Mais, si l'on *veut* et *sait* s'endormir à point, l'impression en arrivant à *Victoria station* de n'avoir pas quitté le continent est assez plaisante.

C'est la quinzaine qui précède Noël. Il semble — est-ce la pluie et le ciel opaque et gris? — que les magasins soient moins brillamment et moins remplis que les années précédentes. La circulation dans les rues de Londres est, reconnaissons-le, presque moins « organisée » qu'à Paris, les embouteillages plus nombreux, les *buss* multipliés et l'on voit moins de policemen dans les quartiers fréquentés que d'agents à nos croisements de rues.

Mais, suis-je à Londres?... Avec le *ferry boat*, on se prend à douter.

*
* *

Buildings. Dolphin. — La ville ressemblera d'ailleurs, bientôt, à n'importe quelle immense capitale. Partout, à flanc de ces nombreux squares qui mettaient des îlots de verdure et d'arbres centenaires au centre des maisons basses, partout s'élèvent des buildings, des immeubles à trois corps de bâtiment, comme sur *Berkeley square*, entre le *Claridge* et l'*Hôtel Ritz*, où viennent de disparaître un nombre important de ces immeubles, quasi lilliputiens, mais charmants, qui représentaient le maximum d'inconfortable avec leurs services et

offices en sous-sol et leurs salons étroits. Le commerce de luxe s'y était installé, celui de couturières et de modistes rapportant et « interprétant » des modèles de Paris, et aussi quelques-uns de ces surprenants antiquaires, qui n'offrent que des mobiliers en acajou du temps des George ou de la reine Victoria et, subitement, quelque objet échappant à toute classification, tout style et rayonnant d'imprévu.

Quelques mois ont suffi pour faire disparaître une vingtaine de maisons, creuser des fondations et préparer, à l'abri des palissades, ce qu'on n'ose même plus appeler les « assises » d'un si gigantesque immeuble. Les appartements y seront réduits à la plus simple expression. Les Londoniens émigrent de plus en plus au delà de la banlieue et ne se rendent à Londres que pour leurs achats ou leurs occupations. L'un de ces plus récents et démocratiques palais est voisin de la Tamise. La vue est celle d'une sorte de bras de mer étranglé, avec accompagnement de bâtisses compactes et de cheminées d'usines. Il est bâti apparemment dans la matière la plus résistante, décoré avec une certaine prétention et a pris pour nom, peut-être à cause du voisinage de l'eau, le nom de *Dolphin*. Ce fut à qui, parmi ceux qui cherchaient un *flat* élégant, louerait un appartement au *Dolphin*. Les pièces en étaient aussi exiguës que les dégagements étaient vastes. Et puis, une piscine tiède se trouvait à la disposition des locataires et aussi une... chambre froide pour y descendre les morts, dès le dernier soupir. Les méchantes langues assuraient même qu'il s'y trouvait un four crématoire, mais c'est un luxe que nous voulons négliger.

Des amis racontent que les cloisons de briques perforées sont si minces, si minces qu'une dame dont la chambre est voisine de celle de son mari entend le matin, celui-ci, entrer doucement, ses pieds dans ses chaussons fourrés.

De telles constructions ne sont point destinées à retenir à Londres ses habitants et j'en vois qui font près d'une heure de trajet, chaque matin et chaque soir, afin de pouvoir dormir, fenêtres ouvertes, dans des maisons moins bruyantes et dans lesquelles on puisse goûter aux dernières heures de quiétude qui soient demeurées au civilisé, entre la T.S.F., le téléphone, le phonographe et les klaxons.

*
* *

Anniversaire. — Les placards imprimés que les vendeurs de journaux portent sur la poitrine annoncent que le roi parlera le jour de Noël.

...Il y a un an, jour pour jour, me semble-t-il, le roi Édouard VIII abdiquait. Un prince jeune encore, ayant depuis quelques mois seulement succédé à son père, renonçait à la Couronne, pour une femme qu'il aimait.

Le scandale, ne craignons plus d'user de termes exacts, fut immense, universel. Il dépassa certainement, pour le bruit causé comme pour les conséquences, tout ce que le héros principal ou ceux qui l'avaient entraîné à cette extrémité pouvaient prévoir. Sans doute, n'a-t-on point cessé d'épiloguer et ne fait-on peut-être que commencer d'écrire sur ce sujet, qui était à la fois du domaine de Shakespeare et de celui des journaux du matin et du soir... Nous n'assistons, en effet, qu'au second acte seulement d'une tragédie dont l'épilogue est entre les mains de Dieu et de ce Hasard, sur lequel M. de Talleyrand comptait, en dernier lieu, et non, peut-être, sans raison, pour « arranger » toutes choses ou détruire ce que voulurent les hommes.

Et je vois passer cette foule, désormais sans nuances appréciables, qui serait peut-être celle de Paris, de New-York ou de Berlin (les Latins ont gardé on ne sait quelle verdeur antique, quelle turbulence, quelle ardeur ingénue, cruelle ou enthousiaste, que le ciel noir de ces jours, qu'aucun rayon n'aura pu traverser, ne saurait cultiver).

Qui parle du précédent roi, qui donc songe à lui ?

Le roi parlera (à la T.S.F.) pour Noël.

Le « roi », ce n'est plus Édouard VIII, mais son frère George VI. On trouve le portrait de celui-ci partout. L'effigie d'Édouard, le Bien-Aimé, ne se rencontre encore que sur des timbres-poste, fabriqués à l'avance en stocks considérables.

Des soldats coiffés de bonnets à poil antédiluviens montent la garde sous la pluie, aux grilles de Buckingham et de Saint James, et ailleurs.

Le roi parlera pour Noël.

On sait que George VI s'exprime beaucoup plus librement qu'aux premiers jours, d'une voix plus distincte et sans hésitation. La vague de sympathie qui vint déferler jusqu'à lui, après le départ affligeant de son frère, le revirement de l'opinion populaire — du peuple qui continuait de chérir en Édouard VIII le prince de Galles charmant, que toutes les femmes de l'Empire portaient dans leur cœur — l'ont détendu, ont apaisé son inquiétude.

Il ne semble pas qu'au début du règne actuel personne se soit particulièrement intéressé à la seconde tragédie qui se jouait dans le ménage York, parallèlement à l'abdication du cher *David*. *David* demeurait invisible à *Fort Belvedere*, y recevait M. Baldwin et y gardait — mais c'est peut-être elle qui l'y surveillait — Mrs Simpson, que l'on croyait à Londres. Ce que pensait, ce que ressentait, espérait ou redoutait le duc d'York, de constitution peu robuste, on négligeait d'y arrêter son esprit.

L'existence de la petite princesse Elisabeth, ses réparties, ses robes, ses impatiences comme ses gentillesses, faisaient seules la contre-partie de l'abdication de son oncle. C'était aller bien rapidement. Les événements le prouvent, car on parle moins, aujourd'hui, de cette jeune personne, que la fureur des gazetiers fût sans doute rapidement parvenue à rendre impopulaire. Pas plus à l'avancée des trônes que sur le théâtre ou l'écran, les enfants ne sont longtemps tolérés par les foules. Elles s'apitoient, s'émerveillent, elles brûlent d'extase ; mais, lorsque l'enfant s'éloigne vers l'adolescence, elles vont plus vite que le temps, déjà bien rapide, et voudraient faire des hommes et des femmes de ceux qui ont besoin de vivre *toute* leur jeunesse pour commencer à se former.

Donc, ce qui frappe à l'approche de ce Christmas-ci, c'est combien le roman-tragédie d'Édouard VIII est oublié, combien la femme qu'il a épousée est apparemment dans l'impossibilité de jamais arracher de ses propres épaules le fardeau de responsabilités qui l'accable, avec ou sans raison, et combien la princesse héritière de Grande-Bretagne s'est trouvée reléguée au rang qui provisoirement lui est dû.

L'Angleterre ayant de nouveau retrouvé un roi et une reine

stables et dignes de toute la sympathie qui monte vers eux, se prépare à recommencer de célébrer, avec toutes les traditions comme toute l'application ancestrale, toute la simple bonne humeur et toutes les bonnes volontés habituelles, la fête de la Nativité, parmi les arbres de Noël dont tous les accessoires viennent du Japon ou de Tchécoslovaquie.

La reine est très populaire dans le peuple, dit-on. La reine Mary l'était dans l'Empire, si l'on peut user de cette nuance, et la reine Alexandra, qui servait de modèle à toutes les princesses des cours d'Europe, l'était dans l'aristocratie. Victoria Ire régnait, pourrait-on dire, sur les deux hémisphères, rassemblant en sa personne ce que donnent d'écrasant la longévité, le pouvoir triomphant, la réussite d'une vie employée à favoriser les aspirations d'un grand peuple. Celle dont le front et les épaules avaient porté, à l'occasion du Jubilé, les trésors de la Tour de Londres et ceux des soubabs n'était plus femme, ni reine, elle incarnait une idée, un empire, la plus forte puissance du monde, alors.

On accorde aux octogénaires des vertus et un rayonnement qui n'étaient pas moindres, sans doute, dans la jeunesse, mais auxquels le temps a donné forme d'architecture (si l'on peut dire, en parlant de qui que ce soit d'anglais, car aucun peuple ne nous semble avoir eu moins souci de créer une architecture nationale que l'Angleterre).

Cette nation, la plus grande, la plus homogène de la terre, pourrait écrire au seuil des ports par lesquels on aborde chez elle : *Ni architectes, ni musiciens.* Mais quel peuple possède une gamme complète des dons permettant d'échapper à toute restriction, dans les éloges et l'admiration ?

*
* *

Le Victoria and Albert Museum. — Les peuples du Nord savent organiser un musée avec beaucoup plus de clarté que les méditerranéens, par exemple. Sans doute, ceux-ci produisent-ils plus abondamment dans le domaine de l'Art et furent-ils ainsi, de longtemps, moins préoccupés de *conser-*

ver que de *créer*. Le *Victoria and Albert* est un de ces musées universels, auxquels nous sommes toujours un peu inquiets de nous rendre, dans la crainte d'être submergés par le nombre et la diversité des choses accumulées.

La place manque toujours à Paris, alors qu'elle ne fait jamais défaut à Londres, à Berlin ou à Stockholm. Nous avons, au long de bien des générations, conçu trop chichement ce qui devait rassembler les œuvres d'art retirées, pourrait-on dire, de la circulation, de l'humanité pour être offertes en pâture aux amoureux du Beau, à leurs rêves, à leur science de la technique, de la mesure et de l'harmonie. Nous les avons logées dans les palais royaux désaffectés. C'était, sans doute, un hommage qui leur était dû. Mais, que de portes et de fenêtres, quel mauvais éclairage, quelle gageure, en un mot, que de présenter des œuvres d'art sur des murs qui ne leur étaient pas destinés! Il fallut accommoder une salle, destinée à faire attendre des maréchaux, en musée d'art égyptien ou étrusque. Les corniches surchargées, les plafonds lourds de dorures furent conservés, mais les hautes glaces, les consoles rutilantes, les pilastres coiffés d'acanthes, furent arrachés. Au Louvre, l'espace ainsi conquis se trouve peint d'un ton qui ne pouvait que nuire aux tableaux, qu'ils fussent d'une coloration générale claire ou foncée. Mais c'était alors, entre le rouge pompéien et le grenat Second Empire et Louis-Philippe le ton « musée ». Allez regarder les Rembrandt de la grande galerie du Louvre, à laquelle M. H. Verne et ses collaborateurs sont tout occupés à restituer, à une extrémité, ses anciennes fenêtres : vous imaginerez difficilement que l'on ait pu donner pour fond à ces chefs-d'œuvre la même nuance vineuse, assourdie qu'aux Guardi de Venise ou aux Veronèse et aux Titien. Le blanc leur serait peu seyant et deviendrait aussi agressif, mais il est avec le *neutre* tant d'accommodements !

Le *Victoria and Albert* est un de ces musées qu'il faut mentalement diviser en sections avant d'y pénétrer, puis demeurer dans celle que l'on s'est choisie. Autrement, on est perdu, accablé et la visite devient pour ainsi dire inutile. Quel beau musée nous ferions, avec tout ce que possèdent les *Arts Décoratifs*, au Pavillon de Marsan, rue de Rivoli, s'il devenait

possible de créer un ministère des Finances, qui ne soit plus logé entre deux musées, le Louvre et les Arts Décoratifs! Les centaines de millions noyés dans une résurrection de l'Exposition 1937 pourraient servir de base à cette entreprise et la gare d'Orsay, qui ne sert à rien[1], voisine de la Cour des Comptes, deviendrait, avec l'hôtel qui lui est adjoint, un emplacement parfait pour les *Finances*.

*
* *

Devant le plus grand lit du monde. — Le *Victoria and Albert*, nous n'en voulons parcourir, cette fois, que les salles consacrées au mobilier depuis cinq ou six siècles et revoir l'un des meubles les plus mystérieux et des plus évocateurs qui soit, par tout ce qu'il suggère d'hypothèses ; le lit fameux de Ware.

Ce meuble, qui date de la fin du XVIe siècle, mesure onze pieds de large. On y pourrait dormir à cinq ou même à six, — en s'ignorant. Il fut pris pour le musée dans une auberge. Il y devait rendre évidemment quelques services dans les cas d'affluence de voyageurs. Mais sa destination première n'était point certainement de servir à des passants d'une nuit. Son baldaquin à bandeau sculpté, sa corniche, les lourdes colonnes qui le soutiennent et reposent sur une sorte de socle fait de quatre colonnettes, les panneaux architecturés qui en ornent le fond, le montrent destiné à un château, sinon à un palais. Le nom de celui qui put faire « construire », c'est le mot, pareil *bed*, c'est Henry VIII, mais le meuble lui est évidemment postérieur — et puis, ce n'est que... successivement qu'Henry épousa tant de femmes !

Je me plais à considérer le *bed of Ware;* je l'imagine occupé par quelque couple démesurément gras, ayant le désir de conserver ses aises et presque son entière indépendance. Ou bien, soudain, j'aperçois au centre, seule, quelque princesse de conte de fées, craintive, jeune et blanche, redoutant les

1. Elle est souterraine.

prétendants qui se disputent la faveur de venir s'étendre à ses côtés sur cette couche immense. Quelque misanthrope l'avait-il fait exécuter pour y finir ses jours, sans revoir jamais se lever le soleil, dans les brumes du printemps, les fleurs envahir l'herbe, les clairs de lune sur les épaisses frondaisons ni les couchants de l'automne? La partie droite était-elle réservée aux livres de ses heures moroses et celle de gauche à ses repas servis sur de grands plateaux?

Ce lit eût enchanté Gustave Doré ; parmi les ténèbres, Victor Hugo, l'eût peut-être trouvé à sa taille... Shakespeare? On voudrait qu'il s'y fût endormi.

L'imagination se reporte aussitôt vers les cellules, dont la vue seule sanctifiait ceux qui se pressaient devant leur étroite ouverture, au *Pavillon Pontifical* de l'Exposition. Les grands mystiques, les François d'Assise, les Antoine de Padoue, les Catherine de Sienne, les Thérèse d'Avila, n'ont certainement jamais recherché que des couches étroites, dures, rébarbatives ; peut-être même ont-ils souvent préféré le sol nu ou la froideur des dalles?

*
* *

Une voiture de 1862. — Autre sujet d'évocations et de réflexions : la voiture de lord Lansdowne, en 1862, *the Lansdowne coach*, exposé dans la salle du rez-de-chaussée, 48. Cette voiture d'apparat, je serais tenté d'écrire ce carrosse, date de 1862 — *il n'y a que soixante-quinze ans.* J'imagine dans cette voiture lord Lansdowne, se rendant chez la reine Victoria (non point celle du film), deux valets de pied debout à l'arrière, coiffés de bicornes emplumés, aux pointes sur les oreilles, le cocher à tricorne, les livrées claires, les culottes rouges ou bleues. Les armoiries peintes occupent la partie inférieure de la portière, les lanternes éclaireraient la mer, la caisse de la voiture, supportée par d'épaisses courroies au-dessus des roues grêles, se balance dans le vide. Au XVIIe siècle, à peu de détails près, ce noble véhicule eût été le même.

Je songe à l'automobile luisante, aux pneus épais, dans

laquelle j'aperçus en juin dernier, à travers *Hyde Park*, S. M. la reine Mary revenant d'inaugurer je ne sais quelle exposition de fleurs ou de chiens. *Trois quarts de siècle seulement* séparent ces deux voitures.

The bed of Ware, the Lansdowne coach : nous pouvons sortir de *l'Albert and Victoria*, afin d'aller courir les magasins ; nous avons fait pour la journée provision de mélancolie, d'inquiétude et de résignation.

ALBERT FLAMENT

Les communications relatives à la Rédaction doivent être adressées à M. Marcel THIÉBAUT, Secrétaire général de la Revue de Paris, 114, *avenue des Champs-Elysées. — Paris (VIIIe).*

L'Administrateur-Gérant : MARCEL THIÉBAUT

LE MARCHÉ FINANCIER

Après un peu d'hésitation la Bourse a opté, au début de la seconde quinzaine de décembre, en faveur des valeurs internationales. Elle ne s'y est point décidée franchement; mais, à l'examen des faits et pour ne pas rester totalement inactive — ce qui eût été une nouvelle cause de dépression des cours — elle a jugé que c'était vers ces valeurs qu'elle devait s'orienter.

A vrai dire, les événements ne fournissaient aucune directive précise, ne permettaient aucune spéculation.

C'est surtout le marché des changes qui a retenu l'attention de la Bourse. Si le cours de la livre sterling, attentivement surveillé par le Fonds de Contrôle, ne s'est élevé, jusqu'ici, que lentement et modérément, on a enregistré avec regret une tension progressive et importante des reports à échéance éloignée sur la livre et sur le dollar. C'est un signe de fièvre que les besoins habituels de fin d'année, lesquels ont bien dû être préparés depuis longtemps, ne suffisent peut-être pas à expliquer. On a, d'ailleurs, été mal impressionné par les chiffres de la balance commerciale pendant le mois de novembre. Le déficit, toujours important, exige fatalement des offres de francs pour l'ajustement des entrées et des sorties. Or, cette situation, qui dure depuis trop longtemps déjà, menace de se prolonger longtemps encore si notre pays ne parvient pas promptement à réagir contre la sous-production qui émane, directement ou indirectement, de nos nouvelles législations sociales. Pour y remédier, dans le cadre de ces lois, il faudrait que les entreprises industrielles et commerciales pussent développer rapidement leurs moyens matériels de diffusion. Mais comment le pourraient-elles faire, alors que leurs trésoreries sont, pour la plupart, très appauvries ou manifestement insuffisantes et qu'il leur est pratiquement impossible de s'adresser au marché des capitaux, lequel va être réservé à peu près exclusivement aux besoins de l'État?

Simultanément, l'agitation dépressive du marché de New-York semble se calmer. Sans abandonner ses errements, le président Roosevelt se montre un peu assagi par l'expérience. Le raffermissement des matières premières, à la suite, notamment, des mesures de restriction de la production qui ont été prises par les producteurs intéressés pour le caoutchouc, le cuivre, l'étain, écartent momentanément les menaces que l'on avait pu redouter. Il semble que la situation du marché américain puisse s'améliorer dans un temps assez prochain. A Londres, également, on a observé des dispositions nettement plus satisfaisantes.

Resterons-nous à l'écart de ce renouveau d'activité qui commence à se manifester au dehors? C'est malheureusement à craindre, en raison de nos difficultés économiques intérieures qui ont fait dire, ces temps-ci, à divers observateurs, que nous étions menacés d'une nouvelle « crise » avant même d'être sortis de la précédente.

Il ne faut sans doute pas être aussi pessimiste. Mais l'on ne peut méconnaître que nous ne soyons encore aux prises avec de sérieuses difficultés.

Dans ces conditions, le tri à faire parmi nos valeurs nationales s'il peut être intéressant et fructueux aux cours actuels — et je le crois tel — est très délicat. Pour ceux, parmi les détenteurs de capitaux se souciant de ne pas les laisser oisifs et improductifs, qui n'ont ni les loisirs ni les moyens de mener à bien les recherches et les discriminations nécessaires, les valeurs internationales (soit Mines d'or, soit valeurs de matières premières) apparaissent comme étant celles vers lesquelles, pour l'instant, il convient encore d'orienter, de préférence, son attention. Ce n'est donc pas sans raison motivée que la Bourse de Paris, durant la dernière quinzaine, a pris cette attitude.

ANDRÉ PLY,
de la Banque de l'Union Industrielle Française.

Toute demande de renseignements détaillés concernant cette chronique doit être adressée à son Rédacteur, M. André Ply, 4, rue de Vienne, Paris (8e).